

N^o. 184.

17^e. de la Convention Nationale.

NUMERO 184
MUNICIPAL

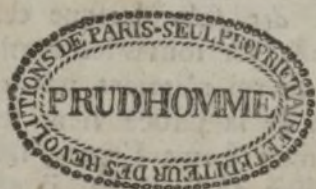
RÉVOLUTIONS DE PARIS, DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 12 AU 19 JANVIER 1793.

Jugement de Louis XVI.

UN décret avoit ajourné à lundi 14 les questions à poser pour le jugement définitif de Louis XVI. Nous nous attendions bien qu'il en seroit de ce décret comme de tant d'autres rendus par la convention, qu'on l'oublieroit, ou du moins qu'on tâcheroit de l'oublier. Pour cela il falloit présenter à la discussion des objets qui eussent

N^o. 184. Tome 15.

A

quelque importance , & même un caractère d'urgence. On n'y manqua pas , on statua sur l'armement qu'exigent de notre part les préparatifs hostiles de l'Angleterre : ensuite on revint aux criaileries contre Paris , contre sa municipalité qui avoit fermé les spectacles , contre des gens & des sections mêmes , qui , disoit-on , avoient fait fermer les barrières. Tout cela étoit bien minutieux en apparence , comparé au grand objet de l'ordre du jour ; mais tout cela étoit préparé à dessein & avec une sorte d'adresse par le parti jusqu'alors dominant , qui vouloit à tout événement se réserver un faux-fuyant , une échappatoire si Louis venoit à être condamné , afin de pouvoir s'inscrire en faux contre ce jugement porté au milieu d'une ville livrée à l'anarchie , au meurtre , au désordre & à la terreur , & où par conséquent le juge ne pouvoit pas garder le calme & le sang-froid nécessaire pour prononcer une peine capitale. Heureusement qu'on est accoutumé aux impudentes calomnies de ces messieurs , qui sont bien fâchés de ne pas recevoir même une égratignure de la part des *factieux* , des *hommes de sang* qui infestent Paris.

Enfin l'ordre du jour fut invoqué ; la séance étoit exclusivement réservée pour le jugement de Louis Capet , & plus la journée s'avançoit vers sa fin , plus les dénonciateurs éternels des Parisiens accumuloient calomnie sur calomnie. Les Kersaint , les Barbaroux assiégeoient la tribune *pour dire des faits* lorsque cette discussion vagabonde fut fermée sur toutes les motions incidentes.

Mais les amis du roi n'étoient pas au bout de leurs ruses. Le ministre de la justice vient tout à propos lire une lettre concernant Louis Capet , sans dire de qui elle est : arrêté au milieu de sa lettre , il est obligé de déclarer qu'elle vient d'Angleterre , qu'elle est d'un homme mort civilement , d'un émigré , de l'ex-ministre *Bertrand de Molleville*. N'importe , il falloit toujours gagner du temps , & la majorité a ordonné la continuation de cette lecture. Le ministre Garat y étoit inculpé , force lui fut de se justifier : il ne fut pas court ; enfin on parvint aux questions relatives au grand procès.

Ce fut alors qu'on s'épuisa en subtilités sophistiques , qu'on se tourna , qu'on se replia en cent façons pour alonger la courroie , qu'on chercha à diviser , à subdiviser les principes les plus simples , à embrouiller les choses

les plus claires , à être diffus & ennuyeux. Il y en a qui ne rougirent pas d'établir des séries qui contenoient jusqu'à dix ou douze questions : ils vouloient que l'assemblée fit ainsi dix ou douze appels nominaux ; ce qui , joint à d'heureux incidens , n'eût jamais fini. On ferme enfin la discussion sur la manière de poser la question. Il s'agit d'accorder la priorité à une des séries proposées : nouveaux débats , nouvelles longueurs , on veut encore enchérir les uns sur les autres ; on travaille à simplifier pour divaguer , à abréger pour s'étendre ; on convient que toutes les questions se réduisent à trois ; l'une doit regarder la réalité des faits ou des crimes ; l'autre , la peine ; la troisième , l'appel au peuple. Mais il s'agit de leur assigner des rangs : laquelle des trois sera ou la première , ou la seconde , ou la troisième ? Les difficultés , les chicanes ne sont pas épargnées ; on demande l'appel nominal pour savoir dans quel ordre les trois questions passeront à l'appel nominal , & cet appel préliminaire est décrété bon gré malgré. Couthon s'indigne que depuis trois heures on avilisse la convention nationale par des débats minutieux & scandaleux. Les tribunes , cette fois seulement , se permettent d'applaudir ; elles montroient en cela même la haute idée qu'elles se formoient d'une convention , idée que n'a pas la convention elle-même. Vergniaud , président , les tance & menace de lever la séance si elles applaudissent encore. Les débats continuent donc ; le point de discussion étoit néanmoins simple & facile ; il avoit été présenté dès le commencement. C'étoit une chose évidente qu'il falloit d'abord constater si l'accusé étoit coupable ; car dans le cas que la négative fût prononcée , il n'y avoit plus lieu à aucune punition , ni par conséquent à l'appel au peuple , du moins d'après l'idée de ceux qui l'invoquoient : c'étoit une chose évidente que cet appel au peuple devoit marcher le second dans l'ordre des questions ; car la loi qui soumet un jugement à l'appel doit précéder ce jugement même : cet ordre prévalut à la fin , & on renvoya au lendemain les appels nominaux qui en étoient la conséquence.

Le lendemain on dressa de nouvelles batteries , ou , pour mieux dire , ce furent les mêmes que la veille , avec cette différence qu'elles furent moins masquées. D'abord Buzot , sans y mettre plus de finesse , demanda le rapport du décret qui posoit les trois questions ; on lui ré-

pondit qu'il plaisantoit : il faut avouer cependant que c'étoit passer les bornes de la plaisanterie , & qu'on eût crié à l'Abbaye contre un membre de la montagne qui eût fait une semblable proposition. vint ensuite une lettre de deux administrateurs du département , qui remettoit sur le tapis l'affaire de la veille , concernant la clôture des théâtres ; on lut plusieurs lettres. Ce ne fut qu'à une heure après midi que l'on procéda à l'appel , sur la première question ainsi conçue : Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté de la nation , & d'attentat contre la sûreté générale de l'état ? Il y a long-temps qu'il avoit été décrété que chaque membre quitteroit sa place pour aller à la tribune émettre son vœu dans ce jugement ; ce décret a sorti son plein & entier effet. Une autre particularité qui distingue ces trois appels nominaux de tous les autres , c'est que chaque membre a eu la liberté de ne pas se restreindre au seul mot *oui* ou *non* , & de motiver son opinion , comme il se pratique dans les jurys ; quelques-uns n'ont pas voulu répondre , d'autres se sont récusés , un plus grand nombre a voté pour l'affirmative , ou comme homme , ou comme législateur , mais non comme juge. Daunou , prêtre , s'est borné au rôle d'accusateur ; il a dit : *oui je l'accuse* ; mais six cents quatre-vingt-treize l'ont déclaré coupable , sans apporter à leur vœu ni modification ni restriction , & parmi ceux-ci il y en a eu beaucoup qui ont exposé les motifs principaux sur lesquels ils fondeoient leur déclaration. Le plus neuf & le plus saillant de tous est celui d'Offelin. Desèze , dans son plaidoyer , avoit assuré que Louis , au mois de janvier 1792 , avoit cessé de payer les gardes-du-corps : Offelin se rappelle que sur le compte des dépenses ordinaires du roi , présenté en juin 1792 aux administrateurs de Paris , pour en régler la contribution , il vit l'article des gardes du corps porté à 850 mille livres ; donc le roi payoit alors cette pension , quoi qu'il en dise lui & ses défenseurs. Il est fâcheux cependant qu'Offelin n'ait point annoncé cela plutôt. Une telle preuve n'étoit pas de nature à être oubliée ; elle auroit un peu rabattu le caquet des royalistes , & influé peut être sur l'opinion de ceux qui ont voté avant lui à la tribune.

La seconde question étoit la plus délicate ; elle tenoit en suspens les deux partis de l'assemblée. Ceux qui le désiroient , croyoient que leurs nombreux discours , que

le poids de leur nom les feroit triompher. Cependant, comme il est des momens où malgré soi on est frappé de la lumière de la vérité, ils ne paroïssent pas sans inquiétude, sur-tout lorsque dès les commencemens ils virent la supériorité des partisans de la négative. La question étoit posée en ces termes : le jugement de la convention sera-t-il envoyé à la ratification du peuple ? Presque tous les votans ont motivé de nouveau leur opinion, les uns, & c'étoit le plus grand nombre, sur la crainte de la guerre civile, & sur l'ordre exprès qu'ils disoient avoir reçu de leurs commettans; les autres, & ce fut la minorité, la motivoient sur la souveraineté du peuple qui doit tout sanctionner, & à qui cependant on n'a rien donné à sanctionner jusqu'à présent. Deux des autres, savoir, Duprat & Barbaroux ont dit oui, précisément parce qu'Egalité avoit dit non : ce motif de personnalité est, comme l'on voit, bien indigne d'un législateur, & nous ne concevons pas comment ces deux personnages n'ont pas rougi de le manifester. Pour tout dire, en un mot, deux cent quatre-vingt-trois ont voté pour l'appel au peuple, & quatre cent quatre-vingt-quatre l'ont rejeté.

Nous sommes obligés de le confesser : jamais nous n'avions compté sur une victoire si éclatante, & nous avons eu de la peine à nous persuader que la convention eût rendu un si bon décret à une si grande majorité. D'abord on s'est demandé l'un à l'autre : comment cela a-t-il pu se faire ? Nous ne répondrons pas avec Louvet qu'un mauvais génie a inspiré la convention ; mais nous ferons observer à nos lecteurs, & aux députés eux-mêmes, que le plus grand tort de la convention en général est de ne pas suivre son règlement, de courir avec trop de précipitation sur les objets à décréter, & de s'exposer dans des momens de faux enthousiasme à être entraînée par la vaine faconde de quelques orateurs. Toutes les fois que nos députés ont pris le temps de la réflexion, ils ont fait d'assez bons décrets ; ils ont réparé le moins mal qu'ils ont pu leurs erreurs passées. La majorité a sans doute l'esprit & le cœur droit ; mais accoutumée à vivre dans les départemens, où le vice n'est pas si raffiné qu'à Paris, elle ne peut saisir du premier coup d'œil l'intention des intrigans, qui souvent, comme les bateliers, tournent le dos au rivage, vers lequel ils tendent à force de rames. Malgré tous les efforts des Buzot, Guadet,

Vergniaud, Lanjuinais & compagnie, les sages députés ont mûri tacitement leur propre opinion, ont laissé dire les parleurs, & ont ensuite voté suivant leur conscience. Puissent-ils faire toujours de même !

Restoit à vider la troisième question. Quelle peine doit être appliquée ? La décision fut remise au lendemain, & tous les députés furent à leur poste comme les deux jours précédens. La rage du parti vaincu s'étoit montrée dès la veille. Sur la fin de la séance, les *appelans*, nous voulons dire les partisans de l'appel au peuple, avoient recommencé leurs doléances & leurs imprécations contre Paris ; ils avoient prétendu avoir été insultés dans le cours de la journée, & menacés par quelques *gredins de la pelle au cul*, s'ils votoient pour l'*appel au peuple*. On avoit fait pleuvoir des injures grossières sur la montagne. Le mercredi ce fut bien autre chose. On apportoit deux motifs, celui de se venger & celui de reculer la fin de cette affaire. Si le parti eût prévu la décision de cette seconde question, il auroit peut-être commencé, à la première, par innocenter Louis Capet, & le renvoyer blanc comme neige ; mais il n'y avoit plus moyen de revenir sur ses pas. Une seule question restoit à décider ; elle étoit une conséquence immédiate de la première ; il falloit à la fois payer de ruse & de hardiesse, pour se tirer de ce mauvais pas.

D'abord on tua le temps par les lectures de lettres & d'adresses, par une longue discussion sur un arrêté du pouvoir exécutif, relatif encore à la clôture des spectacles. Suivit un rapport de Cambon, au nom du comité de sûreté générale. On demande l'ordre du jour ; il est écarté, & pour cause. Le rapport de Cambon tendoit à prouver que de nouveaux troubles affligeoient Paris. Le côté droit faisoit chorus, & crioit qu'il n'étoit pas libres, qu'il étoit menacé par les assassins, par les poignards, par les hommes du 2 septembre, &c. &c. ; qu'une nouvelle insurrection se préparoit. Cependant jamais Paris n'avoit été plus tranquille, jamais les alentours du manège n'avoient été moins bruyans ; il n'y avoit pas, nous pouvons l'affurer, trente personnes sur toute la terrasse des Feuillans. Du temps de l'assemblée constituante, un décret un peu important remplissoit les Tuileries de curieux ; les réviseurs eux-mêmes ne s'en plaignoient pas ; mais le peuple est si calme aujourd'hui.

qu'on le droit presque indifférent à tout. Les travaux continuoient comme à l'ordinaire. Les fédérés des départemens alloient en députation vers les fédérés marseillois, pour les inviter à fraterniser avec eux. On préparoit une fête civique pour le lendemain, en mémoire du courage des fédérés morts & de la réunion des fédérés vivans. L'assemblée électoral tenoit sa séance; on paroissoit songer à peine à Louis & à la convention. Les tribunes étoient d'un respect morne: mais les *appelans* ne craignirent point de mentir à l'évidence & à leur propre conscience. Le plus grand trouble, disoient-ils, agitoit tout Paris; & cependant pour voir du désordre, il falloit l'aller chercher dans le sein de la convention même.

On ne fait quand ce torrent d'impostures eût fini, si Danton n'eût fait décréter que l'assemblée prononceroit sur le sort du roi sans désarmer. Ce décret n'eût pas d'abord d'effet sensible; on fit naître encore incidens sur incidens: enfin il fallut se soumettre à la nécessité. L'appel nominal alloit avoir lieu, mais le président qui n'étoit pas pressé, demanda, comme s'il l'eût ignoré, à quelle majorité on devoit prendre une décision. Cette demande niaise donna le temps au conseil exécutif d'arriver. Paris fut encore en scène. Les ministres rendirent compte de la situation de cette ville. Survint une lettre du maire, plus effrayante que le rapport ministériel; car il prétendoit qu'on vouloit encore se porter aux prisons, & il en étoit sûr, parce qu'il avoit appris, disoit-il, que des voleurs avoient *rechigné* lorsqu'on se préparoit à les y conduire. La meilleure excuse pour Chambon, c'est qu'il étoit malade ce jour-là. Une discussion s'engage de nouveau sur la situation de Paris, & ce n'est qu'à huit heures du soir que l'appel nominal commence. Toutes les opinions se réduisirent à trois, à la détention perpétuelle, au bannissement après la guerre, ou dans l'instant même, à la mort que plusieurs vouloient reculer jusqu'après la guerre, ou après l'achèvement de la constitution. Ceux qui votoient simplement pour la mort, motivoient diversément leur opinion; mais après tout ce qu'on avoit dit aux deux appels précédens, il n'y avoit rien de nouveau à ajouter; aussi la plupart se battoient les flancs pour produire du neuf. Buzot & quelques autres ont fait des lamentations sur la rejection de l'ap-

pel au peuple. Robert est celui de tous qui a parlé le plus en républicain. Je vote pour la mort, a-t-il dit, & je voudrois que tous les tyrans de la terre fussent de ma compétence, pour les condamner tous à la fois.

L'appel nominal étoit fini le jeudi à huit heures du soir. De nouveaux incidens, prémédités sans doute, vinrent à propos pour en arrêter le résultat. Il est bon d'observer que le bruit s'étoit répandu que la peine de mort ne l'avoit emporté que de la majorité d'une voix. Pour imprimer à la délibération une marche rétrograde, Salles monte à la tribune, se dispose à lire une lettre de l'ambassadeur d'Espagne, qui demande l'admission à la barre, au nom du roi *son maître*, pour servir de médiateur entre nous & le traître, ou du moins pour obtenir un sursis. Salles en tient une autre entre les mains; elle est des défenseurs de Louis, qui sollicitent la permission d'être entendus. La coïncidence de ces deux lettres avec la fin du scrutin, prouve bien que tout avoit été préparé un peu auparavant. Ici la convention soutint sa dignité. Sans savoir ce que contenoit la lettre de l'ambassadeur, sans même s'en informer, elle passa à l'ordre du jour sur sa demande, & accorda la parole aux conseils de Louis; mais il s'agissoit de décider s'ils l'auroient après ou avant que le scrutin fût prononcé. Robespierre vouloit la leur accorder d'abord, parce qu'il eût été singulier qu'ils eussent attaqué un décret rendu. Robespierre ne faisoit pas attention qu'il pouvoit tomber par-là dans un piège; que peu importoit pour le fond de la cause & de la justice, que Louis fût entendu avant ou après dans la personne de ses défenseurs officiels; que cette permission à eux accordée n'étoit, à proprement parler, qu'une condescendance exigée, il est vrai, par l'humanité & par la commisération qui doit accorder au coupable le droit de décharger son cœur avant de subir son arrêt, mais qui ne doit rien changer à la sentence. La convention, plus sage, décréta qu'on ne les entendroit qu'après que le résultat auroit été proclamé.

Il ne l'étoit pas encore lorsque parut à la tribune un homme en bonnet de nuit; on reconnoît enfin Duchastel, député malade. Plusieurs vouloient qu'on lui demandât qui l'avoit invité à venir, & cet interrogat n'étoit pas hors de raison: car il étoit bien étonnant que ce Duchastel ne fût pas venu aux deux premiers appels; il étoit

étoit bien étonnant qu'il eût attaché exclusivement à ce dernier appel assez d'importance pour y venir voter, lui dont la maladie avoit tellement brouillé, bouleversé les idées, qu'il eut beaucoup de peine à se résumer ; mais tout s'explique, puisqu'il vota pour le bannissement : qu'on juge de la moralité d'un parti par les ruses flétrissantes qu'il emploie.

Plusieurs membres auroient voulu empêcher Duchastel de voter ; mais on s'y est fortement opposé. Si le malade eût pu envoyer son vœu dans une lettre, ç'eût été un moyen plus commode pour lui & pour ses guides ; mais le règlement le défendoit, & d'ailleurs il auroit fallu aussi prendre le nom des députés envoyés en commission, & on connoissoit bien leur vœu à cet égard.

On s'attendoit que Duchastel auroit rétabli l'équilibre, parce que, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, on croyoit que la majorité n'avoit été que d'une voix ; après des délais dont on accuse le bureau, & Manucl sur-tout, qui sort sans oser répondre, après une heure de temps perdu, & de combinaisons diverses sur les listes, la majorité pour la peine de mort se trouve consister en cinq voix.

Nous retombons dans l'étonnement. Comment se peut-il, quand la presque unanimité a prononcé que Louis étoit coupable, qu'une si foible majorité en sente la conséquence immédiate & nécessaire ; conséquence écrite dans le code pénal, & plus distinctement encore dans le code éternel de la raison : Tel est le foible des hommes, ils conviennent bien des principes ; mais quand il faut descendre aux applications & à la pratique, c'est alors qu'ils se montrent routiniers, qu'ils agissent machinalement ou avec pusillanimité. Nous pourrions trouver aussi les causes de cette contradiction dans la conduite qu'a tenue la convention depuis que cette affaire a été entamée. Mais nous nous bornerons au présent sans faire de nouveau le procès au passé.

Dès que la peine de mort fut prononcée par le président, organe de l'assemblée, les défenseurs officiels de Louis furent introduits dans la salle ; ils parlèrent tous trois l'un après l'autre. Desèze mit en jeu toute sa sensibilité. Un discours d'un demi quart-d'heure sembloit l'avoir accablé du poids de la douleur : des pleurs couloient de ses yeux. Il s'est étonné, pour la première fois depuis le commencement de la procédure, que la convention ait osé se charger de juger Louis. Il a récusé la compétence de la convention nationale, il en a appelé au peuple, lui qui, dans son premier discours, avoit dit : « Je fais qu'en parlant aux représentans de la nation, c'est parler

à la nation elle-même, & quelques lignes plus bas : » si je n'avois à répondre qu'à des *juges*, je ne parlerois que des principes.... mais je parle *aussi* au peuple. Il avoit donc regardé déjà la convention comme juge, & comme étant la nation délibérante : la récuser aujourd'hui, est une contradiction trop manifeste, Louis la partage, car il n'avoit pas récuse la convention, & dans une lettre que Desèze présente, il la récuse aujourd'hui. Malherbes a rabâché quelques raisons tirées de la constitution ; il s'est plaint de ce qu'on y avoit pris, ainsi que dans le code pénal, tout ce qui est contraire à Louis, & rien de ce qui lui est favorable. Cette accusation nous a paru étrange ; car certes, il n'y a rien dans ce jugement qui ait trait à la constitution ni même au code pénal. Le défenseur s'est étrangement fourvoyé.

Tronchet a promis des raisons palpables pour l'avenir. En attendant il n'en a donné aucune, il n'a opposé que des chicanes d'avocat qui annoncent une cause désespérée ; & a fini par demander l'ajournement du jugement définitif.

C'est une chose singulière que la diversité des moyens & des conclusions des trois plaideurs, elle prouve qu'ils n'avoient pas eu le temps de se bien concerter, & conséquemment qu'ils ne s'attendoient à rien moins qu'à un pareil jugement. Car, s'ils eussent cru à l'hypothèse de la condamnation à mort, n'auroient-ils pas d'avance préparé des moyens uniformes ? Que de réflexions à faire sur leur sécurité ! Peut-elle venir de la confiance dans la bonté de leur cause ? Non, ils savoient bien que le plaidoyer de Desèze n'avoit fait aucune impression sur l'assemblée & sur le public.

La convention après avoir acquitté ce qu'elle devoit à l'humanité, après avoir entendu les trois défenseurs, a rempli ce qu'elle se devoit à elle-même, elle n'a pas même mis en doute si elle rejetteroit l'appel au peuple demandé si tard par Louis ; elle avoit déjà résolu le problème. La question préalable a été invoquée & adoptée sur cette demande ainsi que sur l'ajournement ; mais elle a eu la foiblesse de renvoyer au vendrâdi l'examen de cette question s'il sera utile ou non de suspendre l'exécution de Louis Capet. Nous disons la foiblesse ; car dans un temps où tous les aristocrates s'agitent, où la contre-révolution a existé pendant plusieurs heures à Rouen, dans un temps où les puissances étrangères font mine de nous attaquer pour nous faire peur, où le cabinet anglais nous déclare la guerre, où tous les patriotes demandent à grands cris la tête du tyran, ne faut-il pas finir toutes les guerres & toutes les inquiétudes, en frappant celui qui en est cause ? Puisqu'il est coupable, retarder son supplice déjà ordonné,

c'est appeler en grande hâte sur notre sol les armées étrangères : frapper le chef des conspirateurs, c'est au contraire arrêter tous les complots au-dedans & au-dehors, qui pourroient faire couler des ruisseaux de sang à la saison nouvelle. Et d'ailleurs si une prompte exécution ne devoit pas suivre le jugement, qu'étoit-il besoin de juger si-tôt ? Croit-on que ces milliers d'adresses qui demandoient la conclusion de ce procès, voulussent qu'après sa condamnation le monstre restât sain & sauf ? & celles qui demandoient positivement sa mort, qui la sollicitoient à grands cris, demandoient-elles des délais perfides qui compromettoient la chose publique, plus encore que le bannissement ou le pardon ?

Le vendredi, après la lecture préliminaire de quelques lettres, réclamations ou adresses, Gasparin demande la parole pour un fait de la plus haute importance ; il se plaint de l'infidélité des secrétaires ; il prouve que l'on a mal évalué le nombre total des membres de l'assemblée ; que depuis la réunion du comtat d'Avignon, il se monte à 748, au lieu de 745 ; il montre qu'au lieu de onze absens par commission, l'on auroit dû en compter quinze ; il reproche au bureau d'avoir écrit sur les listes, comme votans simplement pour la détention ou le bannissement, ceux qui avoient, de leur propre aveu & de celui de leurs collègues, prononcé la peine de mort ; il lui reproche d'avoir formé une classe à part de ceux qui, en votant pour cette même peine, demandoient qu'on examinât, après la sentence rendue, si l'intérêt de la république exigeoit que l'exécution en fût retardée, tandis qu'ils devoient être rangés parmi ceux qui votoient simplement pour la mort. La preuve en étoit claire & certaine, puisque la majorité même qui avoit émis son vœu sans restriction, s'étoit décidée à examiner cette question. Il n'y avoit rien à répondre à ces faits. L'assemblée décréta qu'on feroit lecture de la partie du procès-verbal où se trouvoit le détail de l'appel nominal. Vérification faite, aucun de ceux qui avoient été inscrits pour la peine de mort ne se trouva avoir voté pour l'exil ou la réclusion. Ce n'est pas dans ce sens-là que l'erreur avoit été commise ; mais trois avoient prononcé la mort, qui étoient écrits comme s'étant bornés à la prison ou au bannissement. Une cinquantaine qui avoit exprimé, outre leur vœu pour la peine de mort, le désir d'examiner le sursis, furent restitués à la majorité ; ce qui lui donne un avantage très-grand en lui-même, mais pourtant très-foible encore, si l'on considère que tous ceux qui avoient déclaré Louis coupable de haute

trahison , devoient nécessairement le condamner à mort ; pour n'être pas en contradiction avec eux-mêmes.

Cette discussion , la lecture & la vérification de l'appel de la veille avoient consommé une grande partie de la journée. Kersaint avoit voulu en dérober encore quelque chose , en motivant son opinion contre la mort , & l'on avoit refusé de l'entendre. Bréard , sans doute pour le même motif que Kersaint , proposa de faire une adresse aux départemens , sur les motifs qui ont engagé la convention à juger Louis Capet. Il ne fut pas difficile de faire sentir tout le vide de cette proposition , puisque les motifs de la convention sont aussi publics que sa conduite même ; mais comme il est très-aisé de traîner les choses en longueur , le temps s'écouloit au milieu de discussions insignifiantes : enfin on demande l'ordre du jour , c'est-à-dire l'examen de la question du sursis ; on le demande au nom de l'humanité ; on peint les anxiétés déchirantes , les angoisses que doit souffrir Louis , placé ainsi entre la vie & la mort ; & le côté droit appelle cela une dérision d'humanité. Il ignore , ou plutôt il feint d'ignorer que même de fausses terreurs , que la seule inquiétude est un crime de la part de celui qui la cause. Couthon , en invoquant l'ordre du jour , avoit commencé à effleurer la question ; & ces premiers coups portés à ses rivaux leur promettoient une prompte défaite. Robespierre avoit parlé dans le même sens ; mais Cambon fit remarquer que les membres étoient fatigués. En effet , la séance précédente avoit duré près de quarante heures ; mais au 23 juin 1789 , la séance s'étoit prolongée bien davantage. Des scènes navrantes commencent au sein de l'assemblée.... Le président se découvre. On met aux voix l'ajournement ; deux épreuves paroissent douteuses. Les deux partis semblent vouloir en venir aux mains. Après une troisième épreuve , le président prononce l'ajournement , lève la séance & quitte le fauteuil. Le côté droit s'enfuit ; la montagne reste , mais prend enfin le parti de se retirer , en remettant la décision au lendemain.

Ce lendemain qui devoit enfin décider du sort de Capet , est arrivé. Choudieu fait d'abord décréter qu'on prononcera sur le sursis sans désespérer. Marat parle le premier , Pons lui succède , tout deux combattent la surseance & démontrent que l'assemblée ne peut ouvrir la discussion sur cette question déjà résolue par le rejet de l'appel au peuple & de la détention. Buzot monte à la tribune , & déploie toute sa logique , tous ses moyens oratoires pour persuader la nécessité du délai , & finit par demander que l'exécution soit au moins retardée jusqu'à-

près l'expulsion de la famille d'Orléans. C'étoit le dernier effort du parti royaliste :

Enfin s'ouvre l'appel nominal ; comme dans les trois précédens un grand nombre de membres motivent leur vœu ; à minuit il est terminé. . . . Quel en est le résultat ? C'est un décret à une majorité de 29 voix qui ordonne que Louis Capet , ci-devant roi des Français , sera mis à mort dans les 24 heures ! ! ! ! ! ! ! ! ! !

Analyse de l'Ami des Loix ; & grand bruit à l'occasion de cette pièce.

Six semaines avant la première représentation de cette prétendue comédie , les acteurs chuchottoient à l'oreille des habitués de leur théâtre : vous aurez du nouveau dans peu , dont vous serez satisfaits plus que nos petits messieurs les agitateurs , les factieux , les journalistes incendiaires ; nous leur préparons une pièce où ils sont peints traits pour traits ; nous les forcerons à se reconnoître eux-mêmes , & à dire : mais c'est nous qu'on ose jouer. La bonne comédie grecque est enfin ressuscitée ; Aristophane n'a rien fait de mieux. Vous verrez , il est vrai , que le poëte a eu des notes de bonnes mains ; on lui a fait sa leçon à merveille. Nos anarchistes sont tués , ils n'en relèveront pas , & nous , nous ferons beaucoup d'argent. De leur côté , la Comtat & autres actrices moins discrètes , annonçoient déjà aux foyers une petite contre-révolution dans les esprits , opérée doucement à l'aide de l'Ami des loix : cette pièce fera revenir sur le compte des aristocrates , disoient-elles ; elle les fait aimer , malgré qu'on en ait.

Ces messieurs & ces dames du théâtre français ont le tact fin ; & il n'en falloit pas beaucoup pour prévoir la vogue éphémère d'un tel ouvrage , fût-il plus mauvais encore. Mais à présent qu'il est imprimé , on peut appeler du prestige des représentations au calme de la lecture , & examiner de sang-froid si la cause répond aux effets.

Tout autre titre que celui qu'elle porte auroit pu convenir à cette pièce. On s'attend que le héros sera tout au moins un citoyen vertueux faisant le sacrifice de sa fortune , & même de son existence , pour prouver son attachement aux loix de son pays. Il n'y a rien de tout cela ; on ne voit ici qu'un ci-devant marquis se disant patriote , promis à la fille d'un ci-devant Baron , s'avouant aristocrate ; le premier se trouve aux prises avec deux ou trois personnages bien atroces , bien chargés , qui habitent la même maison , grace à la maîtresse , épouse du baron , dont ils ont tourné la tête pendant quinze jours d'absence du futur. Le danger que court celui-ci de la

part du peuple abusé , se dissipe au nom de la loi qu'il invoque. Tout autre , dans sa position , fût-ce un ennemi de la loi , eût fait comme lui pour sortir d'embarras. Mais n'anticipons point sur les détails dans lesquels , malgré notre répugnance , il nous faut entrer , au sujet de cette misérable production , puisqu'elle est devenue la folie du moment , ou plutôt le scandale du jour. S'il n'importoit pas de fixer l'opinion sur son compte , nous regretterions le temps que nous allons perdre à la dissection de ce squelette dramatique.

L'Ami des loix est dédié aux représentans de la nation , parmi lesquels l'auteur insinue avoir trouvé ses modèles. Ce trait d'impudence n'a pas été assez senti , on en rencontre encore d'autres de cette force dans une *préface* de dix pages , tant prose que vers , quoique M. Laya , dès la première ligne , nous prévienne qu'il ne fera point de *préface* ; il prétend qu'il faudroit produire un volume. La première page est consacrée à flagorner les spectateurs qui ont afflué à sa pièce ; puis il ajoute modestement : « j'ai dû m'attendre à toutes les calomnies ; » j'ai un tort irréparable , celui d'avoir voulu faire quelque bien ; je me sens incorrigible à cet égard. » Il nous rassure sur les dégoûts qu'il pourroit prendre , & nous prévient qu'il ne sera jamais avare de ses idées. Malheur à celui qui possède , & qui craint de s'appauvrir en répandant ses bienfaits.

A-t-on jamais lu quelque chose de plus risible ? Il faut que le succès ait tourné la cervelle à ce pauvre Laya. La veille de la première représentation il s'étoit confessé , dit-on , & avoit fait son testament ; mais le voilà bien rassuré. Tudieu ! comme il est devenu important !

Il auroit dû en rester là , & ne pas nous parler de désintéressement & de *vertus qui rapportent*. Son civisme lui a profité , & il espère bien qu'il lui profitera encore , car il a pris le soin , au verso du titre de sa pièce imprimée , de publier l'acte de sa propriété , & d'apposer sa griffe , pour se mettre en mesure vis à vis les directeurs de spectacles , & les contrefacteurs de livres.

On lui a fait un petit reproche. Son *Ami des loix* est un noble : il répond qu'il l'a choisi tout exprès pour faire valoir la révolution , & veut nous persuader que la conversion politique d'un ci-devant est bien autrement méritoire que celle d'un roturier.

C'est une gasconade. De bonne foi , à qui Laya pourra-t-il persuader qu'un noble , arrivé à l'âge de son M. de Forlis à travers toutes les jouissances & les distinctions de la caste privilégiée , tombera subitement amoureux de la révolution , & deviendra un *vrai philosophe* , un *philosophe pra-*

rique, comme il nomme son héros? Mais quels si grands efforts donc a dû faire ce M. de Forlis, en se déclarant pour une révolution qui ne lui demande d'autre sacrifice que celui de ses parchemins, qui lui laisse un bel hôtel, de beaux meubles, de belles glaces, de beaux tableaux, qui ne l'a pas tellement dépouillé qu'il ne soit encore assez riche pour avoir un intendant, & nourrir une valetaille qu'il appelle ses gens, & dont il s'intitule le maître comme jadis? Mais on vient l'arrêter sur une dénonciation vague. — Oui, mais on obtient de la loi qu'il n'aura pour maison d'arrêt que celle de son ami. — Mais le peuple met le feu à son hôtel, & il bénit encore, sur les débris de sa fortune, cette révolution qui le ruine, dit Laya. Oui, mais on lui sauve son porte-feuille où se trouvent

. . . . De bons effets d'une assez forte somme. (*Act. IV. Sc. 6.*)

Or, un homme bien avisé comme Forlis, qui sait calculer & tirer parti des circonstances, dans celle où il se trouve, doit se dire : tout compte fait, malgré l'abolition de mes titres & la perte de ma maison, il y a encore plus à gagner pour moi à me dire patriote & ami des loix, qu'à émigrer ou à m'obstiner sottement à demeurer aristocrate, comme le fait le baron de Versac. Peut-on comparer un tel personnage à ce plébéien artiste ou artisan qui, privé d'ouvrage, sevré de ses enfans qu'il a lui-même envoyés aux frontières, végète en bénissant une révolution qui le laisse sans pain, mais qui lui rend tous ses droits d'homme & de citoyen?

Soyez de bonne foi, M. Laya, ce n'est pas sans dessein que vous avez choisi un ci-devant pour héros de votre œuvre comique; tous les gens du bon ton, tous les hommes comme il faut que vous hantez, tous ces modérés dont vous faites un si pompeux éloge, vous ont tracé la route que vous deviez tenir à cet égard, & vous sauront gré de votre docilité. Le suffrage des *honnêtes gens* vous attendoit avec les 6000 liv. de Maradan & votre part d'auteur. Tout cela est bien tentant pour un poète, un versificateur : qui eût craint, comme vous vous en flattez, de *deshonorer son art*, ne se seroit point prêté à ce lâche accommodement.

Mons Laya, vous ne répondez pas mieux à un autre grief plus grave encore, c'est que les deux seuls ci-devant nobles de votre pièce en sont aussi les deux seuls gens de bien; il semble que vous ayiez voulu mettre vos spectateurs dans le cas de se dire en sortant de la représentation : ma foi, il fait meilleur vivre avec ces deux *honnêtes gens*, qu'avec les *patriotes* mis en scène à côté.

A cela vous répondez que « les hommes de sens dis-
tinguent avec vous deux sortes d'aristocrate; celui de

» Coblentz & celui de Paris ; & ce dernier , dites-vous ,
 » resté fidèle à son pays , n'est qu'aveuglé. Des peintures
 » exagérées , ne feroient que l'irriter bien loin de le guérir ».
 — Quel si tendre intérêt prenez-vous donc à cette classe
 d'hommes suspects & incurables ? Vous vous mettez en
 frais pour les rendre aimables ; si vous aviez osé , vous les
 auriez appelés nos frères , tout à ces ci-devant gentils-
 hommes qui se tiennent coi par pusillanimité , & qui épient
 l'occasion de se venger avec éclat ; tels que ce Versac à
 qui vous faites dire tout bonnement :

Nos émigrés , mon cœur les désapprouve ;
 Mais , dans l'ame comme eux gentilhomme français ,
 Je puis . sans les servir , attendre leurs succès. (*Act. 1. Sc. 1.*)

Osez-vous bien vous vanter d'une conversion qui con-
 sisteroit à professer l'honnêteté de ce M. de Versac ? Après cela
 vantez-vous d'avoir tout le courage de Molière : rougissez
 plutôt en relisant ces deux vers du Misanthrope , que vous
 avez l'impudeur de vous appliquer :

Ce me font de mortelles blessures ,
 De voir qu'avec le vice on garde des mesures.

Nous aimons à croire que l'auteur de l'*Ami des Loix* ,
 jeune encore , poussé d'ailleurs par des mains invisibles ,
 n'a pas senti toutes les conséquences de son sujet , & de la
 manière qu'il l'a traité.

Mon but principal , dites-vous , a été d'éclairer le peuple.
 Le peuple se passera bien de ces lumières perfides , qui le
 ramèneroient insensiblement à l'idolâtrie servile d'où il sort
 à peine , & que la misère momentanée lui fait par fois
 regretter. Il n'est déjà que trop porté à retourner aux genoux
 de ceux qu'il appeloit *grands* , & dont Versac & Forlis
 lui offrent une image séduisante.

L'auteur termine enfin sa longue & lourde préface par
 quelques vers d'un prologue non achevé , écrit du style
 de la pièce , & par des effusions de reconnaissance envers
 les acteurs ses complices.

Venons à la comédie. La première scène , la mieux ver-
 sifiée de toutes , a lieu entre Forlis & Versac. Le baron
 pousse au marquis des argumens assez spécieux , ils restent
 tous sans réplique ; il se plaint de l'influence maligne de la
 révolution sur les mœurs domestiques ; il cite Rome &
 Caton , & fait des portraits satyriques , en dépit de la pré-
 face où l'auteur avoit promis que sa pièce ne seroit point
 une arène ouverte aux animosités : il ne tient pas parole.
 L'*Ami des Loix* se défend mal & bat en retraite , il ne
 paroît pas ennemi des épigrammes ; il applaudit à toutes celles
 de son beau-père futur & en fait lui-même , le tout pour
 mériter le suffrage des honnêtes gens , des vrais citoyens ,
 comme dit M. Laya.

Bénard se retire pour mettre Forlis en présence de sa femme ; cette entrevue se passe à peu près comme l'autre , mais elle est d'un plus mauvais ton.

Ils cherchent à se convertir réciproquement , l'un au modérantisme , l'autre au patriotisme le plus exagéré. La dame Versac , riche roturière , ne déploie pas des sentimens bien relevés ; elle dit & répète :

. . . . Le mieux doté , mon cher , aura ma fille. (*Act. 1 Sc. 4*)

& cela , dans la charitable intention , de la part de l'auteur & de ceux qui ont taillé sa plume , de faire sentir qu'il ne faut attendre de la roture rien que de bas , & que tous les procédés généreux appartiennent à la caste de la ci-devant noblesse exclusivement. C'est dans la première scène de ce premier acte qu'on lit ce vers affreux & qui peint au naturel l'aristocrate non-émigré , & parlant de ceux qui le sont :

Je puis sans les servir attendre leurs succès.

Cette maxime atroce auroit dû être relevée avec une sainte colère par l'Ami des Loix, Forlis ; ce vrai philosophe , ce philosophe pratique , ce bon citoyen , à ce mot devoit rompre avec éclat & rejeter l'alliance de Versac. Notre *Nomophile* se contente de répliquer par une froide plaisanterie : *vous attendez* , & on a beaucoup applaudi à la finesse du jeu de Fleury en ce moment. S'il y avoit un peu d'énergie parmi les Parisiens , un peu de cet esprit public qui valut un supplément à la révolution le 10 août 1792 , les spectateurs de la pièce nouvelle du 2 janvier 1793 n'auroient-ils pas dû se lever tous avec indignation & sortir ? Les factieux , les désorganisateur , contre lesquels déclament Versac & Forlis , (car ils sont souvent d'accord) tranchons le mot , les héros de l'aristocratie émigrée qui s'apprentent à porter encore une fois ce printemps le fer & la flamme dans les entrailles de leur patrie , sont estimables en comparaison de ce noble vil , qui ne se sentant pas le courage *de les servir , les attendre , attendre leurs succès* , apparemment pour se joindre à eux.

Le nœud de la pièce commence au second acte , Forlis se retire à l'écart pour recevoir des mains de Bénard , son intendant , la liste de cent cinquante indigens à qui il fait un traitement de 20 sous par jour. Cette première scène où se trouvent tous ces détails , est des plus maussades :

Cent cinquante par jour !... à vingt sols , c'est , je crois ,
Par jour , vingt sols chacun , 200 louis par mois.

Le comique de la situation pourroit seul excuser de
N°. 184. Tome 15.

C

pareils vers. Nous recommandons à Laya d'étudier davantage son Molière.

De bonnes gens qui voient leur roi par-tout, ont su bon gré à l'auteur de leur rappeler adroitement dans la bienfaisance mystérieuse du ci-devant de Forlis, celle de Louis XVI, qui dit-on, entra une fois dans un grenier à Versailles, caché sous un manteau couleur de muraille, pour jeter un louis d'or sur le grabat d'une famille expirante de besoin. On s'extasia dans le tems sur cette anecdote qui fut arrangée au château, pour en faire oublier une autre toute récente & d'un genre différent. Sa majesté avoit coupé les jambes d'un malheureux paysan d'un coup de fouet, à la chasse, attendu qu'il ne détournoit pas assez vite sa charrette, & retardoit le passage des chiens & des valets du prince.

D'autres bonnes gens, qui se piquent de quelque malice, ont cru voir dans le sentencieux Forlis, distribuant ses libéralités, un certain ministre qui, dit-on, dépense sa liste civile à le faire appeller l'homme le plus vertueux de la France.

La deuxième scène, qui sous les crayons de Molière ou de Regnard auroit pu devenir si comique, si gaie, est dirigée contre les prétendus fédéralistes dont il seroit difficile de prouver l'existence. *Nomophage*, ou le *mangeur de loix*, le personnage le plus saillant de la pièce après Forlis le *Nomophile* ou l'*Ami des Loix*, vient sur la scène tenant à la main l'acte du partage de la France entre quelques-uns de ses législateurs ou de ses administrateurs, on ne fait trop qui, le poète ayant eu la mal adresse ou la pusillanimité de s'expliquer vaguement; en sorte que cette situation piquante par elle-même, a produit peu d'effet. *Nomophage* a pour interlocuteur Filto, agent subalterne dont nous parlerons plus bas. *Nomophage & Filto*; c'est le couple d'usage; a fait dire Laya à l'intendant de son héros: un intendant n'est pas obligé d'être puriste, & de parler plus correctement que son maître.

Filto. Oui... voyons le travail... Mâcon... Beaune... vraiment, Bon pays pour le vin!

Nomophage. Il tombe au plus gourmand.

Filto. Ah! voici notre lot... on me donne le Maine.

Nomophage. Vous allez y manger les chapons par centaine.

Filto. C'est un fort beau pays!... vous avez le Poitou.

Nomophage. Oui, mais j'aurois voulu qu'on y joignît l'Anjou.

Filto. Je n'y vois rien pour Plauze?

Nomophage. Eh! mais, que diable y faire

D'un fou, qui tout coiffé d'un vain système agaire,

Ne fait du fol français qu'une propriété,

Et de ses habitans qu'une communauté?

Filto. Vous saisissez secte ensemble?

Nomophage. En politique habile ;

J'use d'un instrument, tant qu'il peut m'être utile.

Un moment, comme lui, je fus *agrairien* ;

Mais pourquoi ? C'est qu'un champ vaut toujours mieux que rien ;

Aujourd'hui du Poitou puissant seigneur & prince,

Je laisse à le champ pour prendre la province.

Filto. Ce plan me paroît bien. Il n'y manque à présent
Que l'exécution & le succès.

On cherche à qui appartient le masque de Nomophage ; le public n'a point été d'accord sur les applications de ce rôle : est-ce Danton, est-ce Robespierre ? Le costume de l'acteur laissoit voir l'intention de désigner quelques-uns de nos députés. Si Fabre d'Eglantine occupoit à la convention les devans du tableau, on pourroit croire que S. Prix a pris sa mesure pour mieux le désigner. Quoiqu'il en soit, Nomophage fait le catéchisme à Filto, qui s'avise d'avoir des scrupules, & lui confie le projet de perdre Forlis, ou de lui enlever si ce n'est le cœur, du moins la dot de la petite Versac.

Duricrâne arrive ; celui-ci n'est pas difficile à reconnoître. Le poète, dans la liste de ses personnages le qualifie de journaliste ; & l'histrien la Rochelle a, pour ainsi dire, emprunté les habits, le chapeau & les gestes de Marat. On ne lui fait dire que des mots ; & il ne paroît qu'un instant. Il vient tout essoufflé faire part de la découverte d'un grand complot, c'est-à-dire, il a trouvé, dans le jardin de Versac, la liste des 150 pensionnaires de Forlis, qu'il a oubliée sur un banc, & qui servira de base à une dénonciation à laquelle le timoré Filto ne se soucie pas de prendre part.

Celui-ci, dans lequel quelques spectateurs se sont imaginé reconnoître J. Pétion, au troisième acte, témoigne ses allarmes à Nomophage & l'exhorte à résipiscence : ce chef de parti, au contraire, lui développe sa théorie. Les raisons qui se disent de part & d'autres sont si pitoyables, & l'expression en est presque toujours si impropre, qu'on ne s'intéresse, ni n'en veut à l'un & à l'autre.

Laisser sécher son cœur, l'endurcir à ce point !

dit naïvement Filto à Nomophage. Cette tournure de phrase a paru si heureuse à M. Laya, qu'il la replace au quatrième acte dans la même bouche, & l'adresse au même personnage :

Séchez bien votre cœur.

répète encore Filto à Nomophage p. 73, en parlant de l'Amour-propre.

Faut-il qu'il rende l'âme implacable, inhumaine ?

Que la chute du premier hémistiche est heureuse ! Nomophage , au sujet de la liste de Forlis , égarée au jardin , inculpe ainsi son rival dans ce vers tudesque :

Bien mieux que vous pour lui contre lui l'écrit plaide.

Vous verrez le Forlis en état & demeure

D'arrestation.

Allons , un maintien ferme , & point de pâleur.... Là !

Comme on voit , les vices du fond de la pièce ne sont point rachetés par la pureté des formes. Le papier oublié sur un banc dans un jardin , est un moyen misérable , & usé jusqu'à la corde. Il n'y a pas plus d'invention dans l'intrigue que de talents dans l'exécution. Les soufflets donnés à la langue & les sots propos qu'on prête aux personnnages , appartiennent seuls à l'auteur.

Le troisième des originaux annoncés & peints tant bien que mal par Versac au commencement de la pièce , paroît à la troisième scène du troisième acte. C'est un M. Plaude , joué avec beaucoup de complaisance par Dazincourt. On dit que plusieurs traits de cette caricature pourroient convenir à l'ainé des Robespierre :

Qui ? Cet esprit tout corps qui maraude , maraude

Dans l'orateur romain , met Démosthène à sec ,

Et n'est quand il écrit pourtant latin ni grec....

Ni français, animal assez triste ,

Cherchant par-tout un traître & courant à grand bruit

Dénoncer le matin ses rêves de la nuit.

Dans le champ politique effaçant ses émules ,

Mal ne fait comme lui cueillir les ridicules.

Plusieurs de ces vers s'appliqueroient merveilleusement à l'auteur lui-même , qui va maraudant dans Voltaire & Palissot , & dont la muse ne parle trop souvent ni latin , ni grec , ni français non plus.

Ce M. Plaude , quelque soit le *patron* sur lequel il ait été taillé , après avoir exposé sa doctrine de la loi agraire , de façon qu'on ne peut la croire qu'une plaisanterie sans motif & sans but , après avoir dit :

. . . . Le Pauvre naît dès qu'on permet le riche. . . .

Fa-bolis la vertu pour mieux tuer le vice.

Forlis lui réplique gravement :

La modération n'est pas votre défaut.

Tant mieux , répond Nomophage ; & se tournant vers Forlis ;

. Les modérés ne sont pas ce qu'il faut.

Ce vers gauchement arrangé , mais qui n'est pas sans quelques fondemens , est là pour amener l'éloge des modérés , & c'est le marquis qui le débite , & cela étoit dans l'ordre ; mais l'auteur affecte ici de prendre le change ; son

modéré n'est pas celui qui depuis le commencement de la révolution entrave sa marche , & lui a fait plus de tort que certaines gens de parti. La peinture qu'en fait Laya est belle en elle-même , mais c'est avec dessein que le peintre place son être idéal dans une caste abolie & justement proscrite.

Tout le reste de la scène se consume en personnalités , à peu près de la nature & dans le style de celles qu'on a trop entendues à la convention. Nomophage & Forlis se chamaillent ; Forlis , à la manière des Buzot , des Barbaroux & Fauchet , s'écrie :

Guerre , guerre éternelle aux faiseurs d'anarchie ,
 populaires larrons , &c.

Tout cela n'est pas fort à propos dans un moment où il n'y a pas de constitution , où tout n'est encore que provisoire. Et nous aussi , nous sommes amis des loix ; mais en même-temps nous nous déclarons les ennemis & les fléaux de ces amis hypocrites des loix , qui sont bien aise de rencontrer sur leur chemin quelques véritables anarchistes payés peut-être par eux-mêmes , afin d'avoir un titre pour calomnier ces citoyens ardents , ces chauds patriotes , sans lesquels la révolution ne se feroit point faite & ne se contiendrait pas.

Il échappe pourtant à Plaude , en s'adressant à ces faiseurs d'anarchie , deux vers ironiques qui ont bien leur prix :

Vous autres , vous voyez comme des factieux ;
 On ne fera jamais de vous de bons esclaves.

Avis aux modérés , qui ne comprenant pas ce que c'est que d'être patriotes ardents , voudroient flétrir du nom de désorganisateur ceux dont ils ne peuvent suivre les élans.

La seule chose qui amuse un moment dans cette scène , c'est la confiance que Plaude fait à Forlis lui-même de l'ordre qu'il vient de donner pour l'arrêter. Il faut pour cela se prêter un peu à l'illusion.

En effet , dès la scène suivante , on vient mettre cet ordre à exécution ; & avant d'y obéir , Forlis le *nomophile* , se permet une critique du mandat qu'on lui signifie au nom de la loi , & qu'il eût dû , ce semble , respecter provisoirement à tout. Cette conduite cadre mal avec le titre de la pièce.

Verlac prie l'officier de permettre que son hôtel serve de prison honnête à son ami. Laya n'est pas heureux à trouver l'expression propre.

Forlis s'en défend :

Non , non ; plus que la loi n'en accorde ou n'en doit ;
 Forlis ne prétend pas , messieurs , de passer droit ;
 Je vous suis

La réponse de l'officier de justice est curieuse :

Ce mot seul , monsieur , *cet air décent* ,
Montre moins un coupable en vous qu'un innocent.

Il y a apparence qu'on eût parlé autrement au ci devant marquis , s'il eût été habillé en sans-culotte. M. l'officier de justice de nouvelle création , s'exprime comme un exempt de l'ancienne police. Il continue :

..... Je cours pour vous solliciter moi-même ,
Vous faire prisonnier de l'amî qui vous aime.

nous ne relèverons pas les fautes de langue. Mais l'amî qui vous aime ! Ah ! M. Laya !....

Un domestique termine l'acte , en annonçant aux acteurs qu'on a servi.

Comme il l'a dit lui-même , acte.... Filto n'a point voulu démêler la fusée. Il ouvre le quatrième acte , en sollicitant avec chaleur Nomophage de se désister de sa dénonciation contre Forlis. Nomophage le traite d'abord comme un petit garçon , & le plaisante sur sa répugnance à se prêter à certains complots. Puis changeant tout à coup de ton , il lui fait confidence de sa théorie , & lui débite une longue tirade , qu'on a d'autant plus applaudi au spectacle , qu'on en a très-peu compris le sens profond. C'est une vaste description des grands phénomènes de la nature. En voici le résumé :

..... J'en voulois donc conclure
Que dix siècles & plus , cette bonne nature
A vu sans s'émouvoir ces brigands couronnés ,
Et que tu nous verras à notre tour , nous-mêmes ,
Nous parer de leur sceptre & de leurs diadèmes.

Filto , qui n'est point un esprit fort , répond :

Ainsi , point de vertus.
L'homme de bien jamais ne descend dans son cœur
Sans courber tout son être aux pieds de son auteur....
..... L'homme vicieux , au bien indifférent ,
Par-tout comme dans lui voit le vice inhérent.

Ah ! M. Laya , quels vers ! Que vous êtes un pauvre prédicateur ! & pourtant tout Paris a couru à votre sermon.

Après une interlocution assez insignifiante de Versac & de Forlis , on vient annoncer à ce dernier le pillage de sa maison. C'est l'intendant qui en fait un récit à prétention , mais qui n'est pas tout à fait si bien écrit que celui de Theramène dans l'Hyppolite de Racine :

Avec l'aide d'un fer que d'un bras sûr je porte ,
J'ai frayé mon passage , & bientôt ces deux mains
De vos secrets , monsieur , ont violé l'asile.
Je repars aussi-tôt , de vos papiers saisi ;
Je les volai pour vous , je les rends : les voici ,

Croira-t-on qu'il a fallu plusieurs centaines de bayonnettes pour contenir la rumeur causée par une comédie pareille ?

Verfac ne manque pas de rompre le silence de Forlis, en disant : Les voilà donc, Monsieur, ces belles loix!.....

..... Forlis ne fait point se dédire.....

Cette réponse confirme ce que nous avons insinué plus haut : qu'un ci-devant qui fait le patriote n'est qu'un homme *bien avisé*, qui se possède assez pour faire contre fortune bon cœur. Ces caractères ne sont pas très-rare ; les proposer pour modèles, c'est conseiller l'hypocrisie. Forlis continue à dire :

Non ! jamais les brigands, & le glaive & la flamme
Ne me feront tomber dans l'oubli de mon ame.

Puis vient un panégyrique du peuple. Ce morceau est bien. Nous ne pouvons nous refuser à le transcrire ici :

Le peuple ! allons, le peuple ! Ils n'ont que ce langage !
Tout le mal vient de lui ; tout crime est son ouvrage !
Eh ! mais, quand un beau trait vient l'immortaliser,
Que ne courez-vous donc aussi l'en accuser ?
Non, non, le peuple est juste, & c'est votre supplice !
Qui punit les brigands, ne s'en rend pas complice.
Ce peuple, je dis plus, des fautes qu'il consent,
Des excès qu'il commet est encor innocent.
Il faut tromper son bras avant qu'il serve au crime ;
Revenu de l'erreur, il pleure sa victime.

Cet éloge vrai du peuple a fait la fortune de la pièce auprès de quantité d'honnêtes citoyens qui n'ont point soupçonné de piège dans cette affectation de parler du peuple, & de placer ses louanges dans la bouche d'un ci-devant. Le projet étoit de donner au public plusieurs représentations gratuites de cette comédie, afin que les spectateurs, en sortant, se dissent l'un à l'autre : As-tu pris garde à ce que ce monsieur le marquis de Forlis a dit du peuple ? Personne n'en a si bien parlé. Oh ! il y a bien des honnêtes gens parmi les ci-devant nobles. On pille, on brûle la maison de celui-ci. Tout autre à sa place, maudiroit le peuple : lui, au contraire, il l'excuse, il le plaint, il le bénit. Quelle noblesse d'ame ! comme ces modérés se possèdent !.... Nous déshons l'auteur de nous citer un noble incendié bénissant les incendiaires.

Forlis ignoroit encore le sujet de son arrestation. En feuilletant son porte-feuille sauvé des flammes, il n'y trouve plus certain papier, c'est-à-dire cette liste de bienfaisance :

Bénard me l'a remis au jardin où je tremble
De l'avoir oublié.

J'ai vu le journaliste y roder après moi....
 Tout est clair à présent ; je fais tout , je vois tout ,
 Et ce sont vos messieurs qui m'ont porté ce coup.

Non content d'avoir pillé l'hôtel de Forlis , le peuple
 en veut encore à sa personne , & vient le chercher jus-
 que chez Versac. Nomophage accourt pour être , lui dit-
 il , son bouclier :

*De ce public amour que la faveur me donne ,
 Entourons bien vos jours.*

Quel style , bon Dieu !.... Forlis voit un piège dans
 cette proposition , d'autant que la maison de Nomo-
 phage elle-même est menacée au même moment par
 la multitude , qui veut le punir de ses liaisons avec un
 noble. Forlis répond amèrement à Nomophage :

A merveille , monsieur. Pour qu'on vous puisse croire ,
 Il faut une autre fois montrer plus de mémoire.

Mais Forlis en manque lui-même le premier. Nomophage
 ne lui a-t-il pas dit dans la même scène :

.... L'orage sur moi n'étoit que passager.
 Mon entier dévouement au parti populaire ,
 Ma vie a de ce peuple éclairé la colère.

Le contre-sens appartient donc tout entier à M. Laya.
 Forlis prend son parti & se résout à se montrer au peu-
 ple ; il ne peut guère faire autrement ; il n'eût pas été
 décent d'envelopper dans sa disgrâce l'ami chez lequel il
 a trouvé un asile.

Au cinquième acte , on est fort inquiet de Forlis ,
 qu'on regarde comme un héros qui s'immole. Enfin Filto
 revient annoncer qu'il est sauvé , & se charge du récit
 de ce qui lui est arrivé.

Je veux le voir.... (dit Versac.)

Ah ! monsieur ; laissez-le sans contrainte
S'entourer de ce peuple & de sa douce étreinte.

Ah ! M. Laya ! quels vers !

Filto commence , & nous dit comme quoi son Forlis
 se montre seul au peuple , comme quoi lui & le peuple
 luttent de vertus & furent dignes l'un de l'autre , comme
 quoi Forlis harangua la multitude , comme quoi , mal-
 gré cela , les assassins levèrent sur lui le poignard ; il en
 faisa deux , fait trembler le reste , & marche vers le
 tribunal. On lui présente un acte , une liste de noms

Laisant voir un complot.
 De ses revenus ,
 Forlis paie en secret cent cinquante inconnus.

Forlis

Forlis offre un écrit qui atteste sa vertu.

On va lire.... un cri part.
 Traîtres qui l'accusez, nous voici! C'étoit ceux
 Dont les noms sont inscrits dans ces actes douteux;
 Et qui, ravis au crime ainsi qu'à la misère,
 Venoient tous proclamer & défendre leur père.

Forlis, en ne faisant point mystère d'une bonne action, auroit prévenu cet esclandre, & eût épargné un crime de plus à ses ennemis; mais il n'y auroit point eu de pièce. L'auteur avoit besoin de cette modestie hors de saison pour son intrigue.

Autre chose. Il paroît que cette bienfaisance mystérieuse étoit le secret de la comédie, puisque les cent cinquante personnes intéressées étoient dans la confidence & connoissoient leur patron; elles se trouvent là tout à point pour le sauver. M. Laya a tout arrangé pour le mieux. S'il lui falloit le secret pour tout le cours de son drame, son dénouement pouvoit s'en passer, & il s'en passe sans façon. Cela est commode.

Si nous revenions sur cette liste, il nous seroit aisé de prouver qu'elle fournissoit matière à dénonciation. Cent cinquante noms d'hommes du peuple mystérieusement salariés par un ci-devant noble, doit paroître suspecte & exciter la surveillance des magistrats, sur-tout en temps de trouble.

Poursuivons & tâchons d'aller jusqu'au bout. Filto continue sa narration :

Puis des cris d'allégresse & d'attendrissement.
 Ses ennemis sont morts; son jour enfin commence;
 Et l'accusé plus grand qu'entoure un peuple immense,
 Paroît être un vainqueur du triomphe honoré.

Voltaire avoit dit, en parlant de Coligny :

Et de ses assassins ce grand homme entouré
 Sembloit un roi puissant par son peuple adoré.

HENRIADE, chant II.

Mons Laya, nous vous y prenons encore maraudant; maraudant, mais

Vous n'embellissez pas ce que vous maraudez.

Forlis lui-même arrive sur le théâtre; il y trouve Nomophage.

Osez-vous bien encor me regarder en face?

Nomophage soutient son rôle & lui répond :

Pourquoi non?

Forlis. Voilà mon assassin.

Il commanda ma mort; & pour mieux l'assurer,
 Lui-même il me vouloit porter à dévorer!

Pour un ci-devant, Forlis devroit savoir mieux le français, & ne pas s'exprimer comme ses laquais. Il est

N°. 184. Tome 15.

D

vrai que ce défaut est celui de tous les personnages de la pièce.

Nomophage sort de son caractère & quitte sottement le théâtre, en disant :

Adieu, monsieur Forlis. Vous pouvez l'emporter ;
Mais j'étois avec vous digne au moins de lutter !

On ne reconnoît point là Nomophage ; ce n'est pas sa faute. On vient bientôt apprendre que le peuple en a fait justice, en le traînant à la prison.

La dame Versac, confuse de tout ceci, veut congédier de sa maison Filto, à cause de ses liaisons avec le précédent. Forlis le fait rester. Filto veut se justifier. *Ah ! monsieur, croyez bien...* Nous ne connoissons pas au théâtre de rôle plus plat que celui de ce Filto ; il est bien pis que foible, il est bas ; la misère l'avoit vendu à Nomophage, au moment où il voit celui-ci démasqué, perdant son crédit & sa liberté, il fait le capon, & passe tout de suite au service de Forlis. Laya l'a bien senti, & a lâché, autant qu'il a pu, de sauver les apparences. Madame Versac consent à l'union de sa fille avec Forlis, & la toile tombe.

Qui croiroit qu'un composé de scènes & d'actes si incohérens, qu'une pièce qui, dans des temps de goût & de raison, n'auroit pas atteint même les honneurs d'une demi-représentation ; qui croiroit qu'une pièce si absurde ait cependant mis tous les esprits en rumeur ; que pour elle seule les comédiens, les amateurs du théâtre, les sections, la commune de Paris, le maire, les fédérés, la convention aient été en fermentation, & aient tous violé les principes : tel est l'effet de la haine des partis. c'est de donner de l'importance à des vécilles, de la consistance à des choses méprisables, aux dépens même des plus grands événemens. Le jugement du ci-devant approchoit : eh bien ! on l'oublioit pour songer à une pièce bâtarde, à une méchante tragi-comédie. Ah ! voilà bien les Français : quoi ! sous tous les régimes, sous la république même, sommes-nous donc condamnés à être toujours un peuple d'enfans ?

Quelques sections prirent de l'ombrage de la pièce de *l'Ami des Loix*, qu'elles ne connoissoient sans doute que sur de faux rapports. Elles crurent que sous un titre juste & raisonnable, sous un titre digne d'une pièce républicaine, elle cachoit des intentions perfides, & se hâtant de juger avant que de connoître, elles travaillèrent à la faire sortir de la nullité dont le hazard ou l'intrigue l'avoit tirée. Elles s'adressèrent au conseil général pour lui communiquer leurs craintes : là, si le buste de Marat & de Robespierre ne frappent pas les yeux, comme jadis celui de la Fayette & de Bailly, leur esprit règne encore ; là, Robespierre sur-tout

est vénéré comme un ami chaud de la liberté : or , dans *Plaude* , *Duricrane* , *Nomophage* , trois personnages jetés au même moule & qui n'ont aucun caractère , aucune nuance particulière qui les distinguent ; on démêle au milieu de toutes les horreurs dont *Laya* les charge à dessein , quelques traits prononcés qui peuvent à la rigueur convenir à Robespierre & à Marat : c'en étoit assez pour réveiller l'irascibilité des représentans de la commune provisoire ; & les adresses des sections trouvèrent les esprits bien préparés : sans discuter les principes , sans obéir aux convenances , sans suivre aucune tactique , la commune , frappée d'une commotion électrique , suspendit la représentation de la pièce.

Il étoit cependant aisé de voir que si quelques traits ressembloient à Robespierre & à Marat , il y en avoit une infinité d'autres qui les rendoient méconnoissables , & que les amis de ces deux hommes montreroient une grande maladresse en se fâchant de la pièce , car c'étoit convenir d'une chose qui n'existoit pas , & donner de la réalité à une similitude chimérique. Quel est le coquin qui n'ait pas quelque rapport , sur-tout dans le langage & l'extérieur , avec un honnête homme ? Le vice nous tromperoit-il s'il ne parloit , s'il n'agissoit même quelquefois comme la vertu ? Pourquoi la commune ne faisoit-elle pas comme Marat & Robespierre eux-mêmes ? Ils ne se sont pas reconnus dans la pièce , ou ils ont feint de ne s'y point reconnoître. Marat ne manque guère pourtant de parler de lui dans son journal ; Robespierre se caresse quelquefois dans le sien ; tous deux aiment à dire qu'ils ont des ennemis & à le prouver ; aucun d'eux n'a parlé de l'*Ami des Loix* ; aucun d'eux ne s'est plaint , leurs partisans devoient imiter leur sagesse.

Un véritable ami de la liberté ne s'attache point aux personnes , mais aux choses , & nul ne pouvant dire en voyant *Plaude* , ou *Duricrane* , ou *Nomophage* , voilà clairement Robespierre , voilà clairement Marat ; c'étoit mettre une importance anti-civique à deux hommes , que de faire une pareille levée de boucliers pour un soupçon mal étayé. Pour nous , il nous semble qu'au lieu de se déchaîner contre la pièce , qu'au lieu de la suspendre , les amis des deux patriotes , que l'on y croit désignés , auroient dû au contraire la faire imprimer , la multiplier à leurs frais , l'envoyer dans toute la république , en disant : *Tolle & lege : prenez & lisez* , voyez si ce sont là Robespierre & Marat. Et en supposant que ce soit eux qu'on ait voulu peindre si horribles , jugez par la nature même de l'ouvrage du talent de leurs ennemis : c'est le coup de pied de l'âne. Il est certain qu'une lecture froide & solitaire dissipera tous les dangers que l'on pourroit croire cachés dans cette pièce.

Sans doute aux premières représentations de l'Ami des Loix il s'étoit trouvé parmi les spectateurs des Robert-pierrots & des Maratistes ; aucun d'eux n'avoit élevé la voix en faveur de leur coryphée, aucun d'eux n'avoit mêlé d'aigres sifflemens aux applaudissemens nombreux du parterre & des loges, ils avoient été plus sages que la commune. A chaque fois tout s'étoit passé dans l'ordre rien n'avoit troublé la tranquillité publique, quelle raison pouvoient donc avoir la commune & la municipalité de suspendre cette pièce ? Quand il doit y avoir du tumulte pour une comédie nouvelle, on n'attend pas à la quatrième représentation.

Voilà ce que disent les amis de l'ami des loix, & certes, la municipalité n'a pas grand chose à répondre : par où a-t-elle pu juger qu'il y auroit du trouble aux représentations subséquentes ? Les membres de la commune en ont-ils jugé par leur imagination, ou par leur haine pour le parti opposé au leur, ou bien en ont-ils jugé d'après leur cœur ? Si le devoir ne les eût tenus assis sur leurs sièges pendant le tems du spectacle, auroient-ils donc été au théâtre de la nation vociférer contre ce monstre dramatique ? Nous ne savons qu'en penser : mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'au lieu de laisser mourir cette pièce de sa belle mort, ils en ont fait un centre de parti, en ravivant ses enthousiastes, qui n'ayant point de contradicteurs, auroient fini par où ils auroient dû commencer, par y bâiller. La commune a fait à cette pièce le même honneur que le feu parlement accordoit de temps à autre à des ouvrages morts-nés, en les investissant du privilège de la brûlure ; elle a inspiré à tout le monde une sorte de commisération en faveur de l'ouvrage & de son auteur ; elle a éveillé la curiosité qui seule peut ajouter à la pièce le sel & le piquant qui y manquent.

Mais il faut avouer que si la commune n'avoit point, à proprement parler, de raison pour suspendre la pièce, elle en avoit néanmoins le droit. Cette suspension n'étoit point un acte de censure ; c'en étoit peut-être un, si l'on veut, dans l'intention des représentans de la commune & dans leur for intérieur, mais leur arrêté ne portoit aucun signe d'improbation contre cette pièce, elle auroit pu être mille fois moins mauvaise qu'elle n'est, & être suspendue, si réellement elle pouvoit rallumer la haine des partis. La loi donne à la municipalité inspection sur les théâtres, la loi lui donne le droit de prendre toutes les mesures de précaution & de sûreté générale, qu'elle croit convenables dans sa sagesse. Si elle vous dit : je regarde celle-ci comme nécessaire, ce n'est pas à vous à fouiller dans le cœur des individus qui la composent pour y chercher des passions, si leur arrêté n'en porte

point l'empreinte. Sans doute ils peuvent se tromper ; mais la loi y a pourvu , en établissant plusieurs échelons d'autorité par lesquels il faut nécessairement passer avant que d'arriver au dernier , afin que la raison sur la route s'épure & se fortifie.

On devoit donc , au moins provisoirement , obéir à l'arrêté de la commune , quelque erroné qu'il pût être. Le devoir des comédiens *de la nation* étoit de faire enlever sur le champ les affiches , de les faire remplacer par d'autres ; & quoique la commune eût tort de s'y prendre si tard pour faire cette défense , ce n'étoit pas à eux à la juger , leur devoir étoit d'obéir. Eh bien , ils laissèrent l'affiche , montrèrent les premiers un caractère d'incertitude qui offensoit la loi ; & au lieu de refuser formellement de jouer la pièce , il paroît que , contents de la gaucherie des notables & municipaux , ils travaillèrent sous main pour qu'elle fût jouée. Cet accident leur promettoit une bonne recette pour l'avenir.

Pendant ce temps-là des fédérés s'armoient de leur propre autorité pour soutenir l'arrêté ; ils disoient : nous sommes , nous , les vrais amis des loix ; nous voulons que la municipalité soit respectée , que sa volonté triomphe , que la pièce ne soit pas jouée : nous apportons force à la loi. Fort bien camarades : mais qui vous a commandés ou requis ? D'où vient votre mission ? C'est de votre chef que vous vous armez. La loi dit pourtant : la force armée est essentiellement obéissante.

Si l'on pouvoit comparer un homme à une pièce , nous comparerions Chambon maire de Paris , à la pièce de l'Ami des Loix : sans énergie , sans caractère , sans aucune chaleur de patriotisme , tiraillé de tous les partis , dont il voudroit être l'ami , Chambon , dans cette misérable affaire , a confirmé toutes les craintes des véritables patriotes dont il n'a pas eu la voix. Il s'est montré indécis , foible & nul. Au lieu de consigner sur le champ les fédérés dans leur caserne , au lieu d'ordonner aux comédiens de se préparer à jouer une autre pièce , & aux amateurs d'en attendre une autre en silence , il s'est laissé forcer la main par le public. Santerre étoit là avec la garde parisienne ; il demandoit des ordres , & n'en a pas reçus. Le public s'est groupé autour du maire , l'a réduit au silence , l'a obligé d'écrire à la convention pour demander la pièce , l'a empêché d'écrire à la commune , l'a retenu pendant ce temps-là en otage. Un homme digne de sa place eût déployé une toute autre fermeté ; on désapprouvant l'arrêté , il se fût refusé à son exécution ; & par la force de ses raisons , il eût ramené d'abord la municipalité à des mesures moins exagérées ; ou persuadé

qu'il étoit juste , il l'eût maintenu dans toute sa rigueur ; n'eût entendu à aucun accommodement , parce qu'il n'y a pas à composer avec la loi , ni avec ceux qui en sont les organes ; bien loin de fléchir honteusement & d'avilir ainsi la dignité municipale , il eût dit à tous ces hommes égarés : vous vous passionnez pour l'Ami des Loix , avez-vous oublié que Forlis se laisse , quoique innocent , priver de sa liberté , sans résister & sans se plaindre ? Quoi quand il ne s'agit que d'une heure de plaisir , vous ne pouvez la sacrifier à vos devoirs ! vous vous rebellez contre la loi ! C'est prouver que vous tenez réellement à un parti , & non pas à l'amour de l'ordre ; c'est justifier la commune , c'est me fortifier moi-même dans ma première conviction. J'interdis la pièce & jamais ma main n'écrira une lettre à la convention , car ce seroit humilier la loi devant vous en compromettant le conseil de la commune , & en méprisant les pouvoirs intermédiaires placés entre lui & la convention.

Laya laissa le maire en otage au milieu des histrions ; & muni de la lettre , partit à la tête d'une députation de prétendus amis des loix , il la présenta à la convention. La commune avoit suspendu la pièce , parce qu'il paroïsoit qu'on y faisoit allusion à Robespierre & à Marat ; la majorité de la convention crut devoir la rétablir précisément par cette raison ; on vouloit mander Chambon pour rendre compte de sa conduite , non pas depuis l'arrêté , mais relativement à l'arrêté ; on vouloit lui faire un crime d'avoir eu peut-être une conscience erronée ; on n'en voyoit point d'autre. La montagne , qui combat toujours en faveur des principes , eut le bon esprit de ne mettre qu'eux en avant ; elle démontra qu'en supposant même que le public n'eût pas dû commencer par se soumettre à l'arrêté ce jour-là , il auroit dû s'adresser d'abord au département , ensuite aux ministres , & en dernière instance à la convention ; que telle étoit la hiérarchie des pouvoirs ; qu'on ne pouvoit y porter atteinte à moins que d'exposer le foible aux coups du plus fort , sans qu'il y eût aucun moyen d'appel ou aucun corps intermédiaire qui les amortît. Ces raisons étoient péremptoires , mais le parti dominant ne les goûta pas ; la suspension fut levée , & les rebelles eurent gain de cause de la part de cette faction conventionnelle qui se plaint si haut de la rébellion du parti contraire , & du mépris auquel , à l'en croire , sont exposées tous les jours les autorités constituées , malgré tous les efforts dont elle se vante.

Nous devons à la vérité cet hommage , que tout ensuite se passa dans la salle avec le plus grand ordre &

le plus grand calme. C'étoit la meilleure satire qu'on pût faire de l'arrêté; mais la chose ne pouvoit pas être autrement; les rebelles triomphoient sans obstacle; ceux qui étoient dans le sens de la commune n'avoient jamais fait de bruit aux précédentes représentations; c'eût été bien mal choisir son temps que de commencer ce jour-là.

Mais la municipalité & le conseil général de la commune ne se crurent pas vaincus; ils prirent une autre mesure plus fausse & plus étonnante encore que la première; n'ayant pu atterrir les comédiens du théâtre ci-devant français, ils s'en prirent à tous les comédiens de Paris; & sous prétexte qu'à l'approche du jugement du roi on avoit à craindre toute espèce de rassemblement, ils firent fermer tous les théâtres. Ils firent...; nous nous trompons; il en fut comme la première fois, ou à peu près; ils n'en retirèrent d'autre avantage que de s'être compromis de nouveau. Il est sûr qu'une telle prohibition supposoit la patrie ou du moins Paris dans un très-grand danger. Les aristocrates sans contredit, & leurs amis les royalistes, machinent, complottent sourdement; mais l'attitude des Parisiens & de la république entière les effraie & les déjone; ils n'exécuteront rien. Pourquoi donc supposer qu'on les craint? Et si on les craint, pourquoi ne pas laisser quelque passe-temps à l'oisiveté de tant d'êtres nuls, restes abâtardis de l'ancien régime, dont ils peuvent abuser? Oui, dans la société que nous formons aujourd'hui il y a trois espèces d'hommes, les aristocrates ou royalistes déterminés, les francs & chauds patriotes, & les hommes qui appartiennent à tous les partis sans tenir à aucun; cette dernière, par sa nature, a beaucoup de tendance vers la première. Si vous ne lui offrez pas des distractions, les ennemis du bien public n'auront pas beaucoup de peine à l'attirer à eux; les privations la poussent dans le parti des mécontents. C'est donc mal à propos en grossir la foule; il vaut mieux qu'ils ouvrent l'oreille à la voix d'une actrice, qu'aux séductions d'une cour étrangère. Municipaux! laissez-les courir au spectacle; contentez-vous de la surveillance, autrement vous nous créeriez vous-mêmes des périls.

Cette fois on suivit les formes; l'arrêté fut dénoncé au département provisoire, qui, on ne sait pourquoi, passa à l'ordre du jour. Des administrateurs du département, mécontents de cette indifférence, portèrent la dénonciation à la convention; celle-ci avoit eu le temps de réfléchir. Elle renvoya l'affaire au pouvoir exécutif; & ce renvoi étoit d'autant plus juste, qu'il étoit conséquent à

un de ses décrets, qu'elle-même avoit violé en levant la première suspension : car il est bon de savoir que quoique Paris ne soit plus capitale, quoiqu'il doive être assujetti aux mêmes loix, aux mêmes réglemens que tout le reste de l'empire, cependant la convention s'embarassant peu de nos autorités constituées, nous a donné de sa bonne grace, comme sous l'ancien régime, un ministre de Paris, qu'elle a renvoyé notre police aux six ministres, & en particulier à Roland. Roland & ses collègues n'ont pas manqué de casser l'arrêté. Ils y ont ajouté cependant une invitation aux directeurs des théâtres de ne jouer que des pièces dont la tranquillité ne pût souffrir aucune atteinte. Cette clause sembloit regarder directement l'*Ami des loix*, & la majorité de la convention, par cette raison, a cassé net l'arrêté du pouvoir exécutif.

Le parti qui goûte cette pièce, pour le plaisir d'y voir déchirés certains personnages, commit bientôt une plus grande faute encore que la première. Un soir que l'*Avare* devoit être joué, comme le portoit l'affiche, il demanda l'*Ami des loix*. Cette fois les comédiens eurent peur, & n'accordèrent rien au public. On perdit la soirée ; on ne joua aucune pièce. Les pourparlers, le bruit, conduisirent jusqu'à neuf heures : on rendit à chacun son argent. Hélas ! où en sommes-nous ? Cette conduite annonce une prompte dégradation. Nous voilà déjà, nous républicains éclairés, au point où en étoient les Romains sous les empereurs, lorsqu'ils demandoient à grands cris du pain & des spectacles : *Panem & circenses !*

Plusieurs citoyens ont réclamé contre des paragraphes d'un article du numéro dernier, intitulé : *Situation de Paris*. Vraisemblablement ils n'ont pas saisi le vrai sens de ce qui les concerne.

Lorsque nous avons dit, par exemple, qu'il se rassembloit des voleurs à la Courtille, au Puits de Jacob, &c. & aux trois cuillers, rue aux Ours, certes, nous n'avons pas prétendu compromettre les propriétaires de ces maisons ; mais comme ils ne connoissent point tous ceux qui vont dans leurs cabarets, nous avons voulu prévenir & les marchands de vin & les honnêtes gens qui se rassemblent chez eux. Entre autres preuves de la probité des citoyens propriétaires des maisons publiques dont nous venons de parler, nous avons entre les mains une déclaration faite par la municipalité de Belleville, qui atteste que le citoyen Desnoyers, aubergiste à la Courtille, est un honnête homme & connu pour tel ; qui a, en outre, trois fils & deux neveux à l'armée.

Nous n'avons pas dit non plus que les soldats casernés rue de Babilone voloient & assassinoient autour de leur caserne. Nous avons voulu, au contraire, les engager à surveiller plus activement les malfaiteurs qui rodent la nuit dans les quartiers peu fréquentés. En vérité, nous ne concevons pas comment on peut interpréter de travers ce qui nous paroît dit si clairement.

A Bruxelles ; le 9 janvier , l'an premier de la république française.

Jusqu'à présent je n'ai pu me livrer à la correspondance dont nous étions convenus ; la marche rapide de l'armée , les missions particulières qui m'ont souvent éloigné du quartier général m'ont toujours ôté les moyens de le faire ; d'ailleurs , je n'avois pas grand chose à vous dire alors ; tout sembloit aller droit au but ; j'avois observé mon monde de bien près , & je m'applaudissois d'être condamné au silence.

Aujourd'hui , patriote Prudhomme , le cœur me saigne , & je me convains avec douleur que l'esprit de nos généraux n'est pas celui du républicanisme ; il en est même que l'aristocratie la plus infecte souille encore ; d'autres poussent le royalisme jusqu'à l'impudence. Je vais vous parler avec la franchise d'un républicain ; & vous devez , en taisant mon nom jusqu'à nouvelle circonstance , me fournir le moyen sûr de fouiller dans les replis les plus cachés de ceux qu'il importe de démasquer.

Kellermann est un têtard , un brusque allemand qui sacrifieroit sa patrie à son amour-propre ; bon soldat d'ailleurs , mais mauvais général , tenant aux dignités , & ne pouvant se départir des préjugés de l'antique noblesse.

Labourdonnaie , mauvais soldat , mauvais général , homme insubordonné , vindicatif , sans moyens , sans audace , cependant ambitieux ; on dit toutefois qu'il est patriote sincère (1).

Valence pue l'aristocratie , le royalisme , l'ambition , l'impudence & la fatuité ; sa tournure annonce la mol-

(1) *Il est de l'impartialité du journal des Révolutions de publier la lettre suivante du général Labourdonnaie , expositive de ses principes politiques.*

Je ne puis pas m'empêcher de vous dire , citoyen Prudhomme , que je trouve l'article de *l'esprit public* parfaitement juste dans votre n°. 181 , ainsi que les principes répandus dans votre journal sur le procès trop fameux.

L'appel au peuple ne vaut rien ; c'est le fatiguer & le décourager que d'annoncer cette impuissance.

En même temps que je vous rends justice , ne soyez pas étonné , & permettez que je vous le rappelle ici , que sans chercher ni gloire , ni éloge , je n'ai jamais été maltraité que par deux journaux. *L'Ami du roi* , en février dernier , donna une lettre d'émigré remplie de sottises , parce que j'avois détruit l'aristocratie à Brest , où régnoit la marine , & ce n'étoit pas une petite affaire.

2°. Votre journal , où comme vous savez , je trouvai en toute lettres : Français ! *Labourdonnaie vous trahit.*

On peut conseiller la réserve dans la confiance , la surveillance ; mais vous m'avouerez qu'il étoit cruel à vous , qui ne me connoissez sûrement pas , d'insérer de semblables phrases dans un journal patriote. Pendant que les trois quarts de vos patriotes étoient

lesse , & un tel modèle est d'un mauvais effet aux yeux du soldat qui ne peut , qui ne doit s'y abandonner s'il veut vaincre.

Je ne connois point Desrozières assez pour le juger ; je ne lui vois que de la bonhommie.

Dampierre est un bras , mais droit , patriote , sinon par principes , du moins par vanité , bon soldat , capable de tenter un grand coup , peut-être téméraire.

Bournonville , bon général , sans passion de parti , céda peut-être trop facilement à une dernière impulsion , mais incapable d'entreprendre rien contre sa patrie , & assez vaniteux pour sacrifier tout autre intérêt à son pays & à sa gloire.

Berneron , homme froid , prudent , un caractère à lui , droit , & possédant des connoissances. Ses opinions du reste ne me sont pas bien connues ; je le crois ennemi des abus , mais foible républicain.

Ferrand , instruit , propre dans des circonstances qui exigent de la prudence , & capable de seconder avec succès dans une attaque ; beaucoup d'expérience , royaliste par vieille habitude , mais voué à tel gouvernement que la nation adopteroit , incapable de tenter de nuire.

Moreton , homme foible , infirme , sans physique , sans mœurs , & se prostituant jusqu'à la débauche , se montrant en public dans sa loge avec différentes femmes , dont la réputation n'est rien moins que bonne. Depuis quelque temps deux ou trois Anglaises ont les gands. Ces Anglaises , je vous le confirme par expérience , sont des espions secrets du gouvernement , vouées à Pitt ; vantant ses systèmes , plusieurs Anglais s'y joignent , nous fêtent , nous caressent pour nous séduire , & pour connoître la mesure du républicanisme , du courage & de la persévérance de nos troupes ; tous ces gens là jouent le patriotisme ; mais comme le mensonge perce à travers le masque ! Souvent je les effraie , lorsque dans la conversation ils s'étendent jusque sur nos moyens. J'exagère , mais non , je dis la vérité lorsque je leur dis que la campagne prochaine si nos ennemis avancent , toute la France s'arme & les détruit au même instant. J'invente

pour la constitution , je regardois le comité de révision comme traître à la nation , & par parenthèse , Target a bien platement justifié ce travail dans ce qu'il a publié dernièrement. La révolution est au-dessus des mœurs & des caractères qui sont sans énergie. La liberté de la presse nous sauvera ; mais si les calomnies s'en mêlent , les difficultés sont si multipliées d'ailleurs , que l'on dégoûtera tous les agens , dans les places où il faut quelque expérience , & que les nouveaux venus ne peuvent pas toujours offrir,

Le général LABOURDONNAIE.

Lille , l'an 2 de la république , ce 12 janvier 1793.

des ressources, je trouve par-tout des moyens, je crée des hommes, & le sentiment que j'apporte à la certitude de nos succès, me donne des expressions si véhémentes qu'elles pressent dans ma bouche le caractère d'une vérité qui les abîme & les confond. Je le vois alors même qu'ils me répondent, qu'ils en sont convaincus. Moreton enfin paroît accueillir ces gens-là; j'en augure mal; cet homme d'ailleurs est impuissant pour se rendre utile.

Miranda, Portugais d'origine; homme savant, connaissant tous les arts propres à la tactique militaire, homme à vastes projets, prudent & audacieux à la fois, plein de valeur, habile dans l'art de la guerre, & d'un patriotisme rare, d'un patriotisme fondé sur les principes de la raison & de la philosophie, & sur la science profonde de la saine politique des gouvernemens. Loin de l'esprit de parti, inflexible dans ses principes; abhorrant le nom de roi, & plus encore celui de royauté, par conséquent ennemi de tous les autres dont j'ai déjà parlé.

Dumourier. Oh! pour celui-ci, mon cher Prudhomme, il m'a paru bien changé; que je regrette de m'en apercevoir; cet homme que j'ai vu si acharné contre le despotisme, qui a tant fait pour en détruire le trône; cet homme que j'ai vu être ingénieux à trouver des moyens d'y réussir, qui crioit hautement contre tous les rois, qui disoit en public qu'il vouloit aller à Vienne, abattre le tyran qui y fait son séjour. Eh bien! ce même homme, je l'ai vu après la conquête de Liège, à son retour à Bruxelles; je l'ai vu loger chez un certain Lafoude, dont le civisme n'est pas bien renommé; je l'ai trouvé froid, fatigué, ennuyé de la guerre, triste; il m'a paru piqué; je pense qu'il se croit payé d'ingratitude; il est mécontent je crois de la manière dont on le traite; l'intérêt qu'il a pris dans l'affaire de Malus & Despagnac a déposé contre lui dans mon cœur.

J'ai vu avec peine qu'il s'est prononcé dans une lettre d'une manière bien claire sur le procès du roi. Je ne fais à qui ni où il écrivoit; mais il disoit: « Le roi ne peut être jugé. La France se déshonore, qu'elle le juge ou qu'on le fasse périr. A cet égard je pense comme M. Fox ».

L'état-major n'est rien moins que patriote; c'est un composé de jeunes gens, de freluquets, dont la plupart n'ont jamais servi.

Quant au pays où nous sommes, mon cher Prudhomme, il est moins digne de la liberté qu'on ne l'a cru depuis long-temps. Je vous écrirai au premier jour, & je vous donnerai au juste la mesure de l'esprit public.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 11 janvier 1793.

Vergniaud a été nommé président. Les commissaires envoyés à l'armée de Custine ont rendu compte, dans une lettre, des mesures qu'ils ont prises pour empêcher l'augmentation du prix des grains.

Les commissaires nationaux civils envoyés à Saint-Domingue, ont écrit du Port au Prince, en date du 14 novembre dernier, que la volonté nationale est mécon nue dans cette colonie, & que les esprits y sont tous dévoués au roi. Une insurrection a éclaté dans la ville de Saint-Marc, & les auteurs sont parvenus à s'échapper.

Des députés de la ville de Nice sont venus demander l'incorporation de leur pays à la république française. Leur pétition a été renvoyée au comité diplomatique.

Au nom des comités militaire & des finances, Cambon a fait un rapport sur la conduite tenue par le général Custine, pour l'approvisionnement de son armée. La convention l'a approuvée sur le rapport du même membre. Il a été décrété que tous les fermiers, rentiers & débiteurs des biens nationaux invendus, obligés, d'après les clauses de leurs baux, de payer la totalité ou une portion de leur fermage en nature, seront tenus de se conformer à cette clause.

Le directoire du département de Paris est venu à la barre prévenir la convention qu'une force armée de plusieurs départemens se mettoit en marche pour Paris, & a demandé quelles dispositions il devoit faire. Cette pétition a excité d'assez violens débats. Quelques membres vouloient qu'on discutât sur le champ la question d'une garde départementaire. La discussion a été ajournée par un décret après le jugement de Louis Capet.

Le ministre de la marine est venu faire un rapport sur l'état de son département, qu'il a peint comme étant dans une situation rassurante. Son mémoire a été renvoyé au comité de défense générale.

La séance a été terminée par l'audition de plusieurs pétitionnaires.

Samedi 12. Il a été fait lecture d'une lettre du général Custine, qui rend compte d'un combat que lui ont livré les Prussiens; il annonce que nous avons perdu cent cinquante hommes & quelques pièces de canons.

Sur la demande du ministre de la justice, il a été dé-

crété que les onze accusés dans l'affaire de Dufresne Saint-Léon seront interrogés au tribunal criminel.

On a renvoyé au comité de surveillance une lettre du procureur-général du département de la Dordogne, qui annonce qu'une force armée de ce département marche sur Paris, pour protéger la convention.

Des lettres des représentans provisoires de la ville libre de Louvain, ont été lues; elles expriment le vœu de rapporter le décret du 15 décembre. On a renvoyé ces lettres & les pièces y jointes au comité de défense générale, pour en faire le rapport le lendemain.

Sur un rapport du comité de la guerre, la convention a déclaré que les trois bataillons du Lot, de Popincourt & de la Seine inférieure, n'ont point démerité de la patrie.

Au nom du même comité, d'après un rapport fait par Letourneur, il a été décrété que les soldats blessés pendant la guerre actuelle, auroient une retraite à l'hôtel des Invalides, si mieux ils n'aimoient une pension de 240 livres en restant chez eux.

Le général Duhoux, par un décret, a été renvoyé par-devant une cour martiale.

Un secrétaire a lu une lettre du ministre des affaires étrangères, qui transmet à la convention la copie d'une note officielle remise par lord Greenville, secrétaire-d'état d'Angleterre, au citoyen Chauvelin, ministre plénipotentiaire de la république française. Le ministère britannique déclare d'abord au citoyen Chauvelin, qu'il ne le reconnoît point pour agent accrédité, attendu qu'il n'est pas envoyé en Angleterre par sa majesté très-chrétienne, le roi de France. Ensuite le ministère britannique reproche à la France, 1°. d'avoir violé les traités en ouvrant le canal de l'Escaut, en affranchissant la navigation de ce fleuve; 2°. d'avoir, dans le décret de la convention du 19 novembre, promis secours & assistance aux peuples qui voudront secouer le joug de leur gouvernement. Enfin le ministre termine sa lettre, en déclarant que la France ne peut prouver le désir qu'elle a de rester en paix avec l'Angleterre, qu'en renonçant à ses vues d'aggrandissement, en ne s'immisçant nullement dans le gouvernement des autres peuples.

Vient ensuite la réponse faite au ministère anglais par le conseil exécutif de France, qui donne des explications au ministère anglais, & répond aux trois points de la note; elle finit par dire que nous estimons les Anglais, mais que nous les combattons sans les craindre.

Chambon, maire de Paris, a écrit à la convention pour lui annoncer qu'il étoit retenu au théâtre de la

nation par le peuple , qui vouloit que la représentation de *L'Ami des Loix* fût donnée. La convention a passé à l'ordre du jour , motivé sur ce qu'il n'existe pas de loi qui permette aux municipalités d'exercer la censure sur les pièces de théâtre.

Dimanche 13. On a renvoyé au comité de sûreté générale un écrit intitulé : *Adresse à l'armée de Dumourier par un officier émigré*, dans lequel on cherche à égarer les soldats.

Les commissaires de l'armée du Var ont annoncé que le général Anselme ayant changé de route pour venir à Paris, ils avoient donné ordre de le faire arrêter, & avoient fait mettre, à Nice, les scellés sur ses papiers.

Sur la proposition de Farnmont, l'assemblée a prorogé à un mois le délai accordé aux créanciers des émigrés pour faire la déclaration de leurs créances.

On a encore entendu une députation du peuple de Bruxelles, qui demande la révocation du décret du 15 décembre.

Des fédérés de divers départemens ont été admis à la barre; ils ont demandé à être admis à la garde de la convention, conjointement avec les citoyens de Paris. Cette demande, convertie en motion par Kersaint, a été décrétée sans discussion. La mention honorable & l'envoi de la pétition aux départemens l'ont été de même. Le comité de défense générale présentera un projet sur l'organisation du service des fédérés.

Une députation des faubourgs Saint-Antoine & Saint-Marceau est venue inviter la convention à mettre fin aux discussions qui l'agitent, & à ne chercher que des moyens de repousser les tyrans qui se liguent contre nous. (Mention honorable.)

Un officier municipal de Rouen a paru à la barre; il a rendu compte des troubles qui viennent d'avoir lieu dans cette ville. Des aristocrates y avoient pris la cocarde blanche, avoient renversé l'arbre de la liberté, & maltraité des patriotes; mais les bons citoyens se sont rassemblés, ont arrêté les séditieux, rétabli l'arbre de la liberté, & ramené le calme dans la ville. La convention a porté le décret d'accusation contre le principal auteur connu de cette révolte.

Sur le rapport de Kersaint, membre du comité de défense générale, l'assemblée a porté un décret dont les dispositions principales sont l'armement de cinquante vaisseaux de guerre & de cinquante-deux frégates; la préparation de plusieurs autres bâtimens, la levée de cent bataillons pour la défense des côtes maritimes de la France, la fonte d'un grand nombre de pièces d'artillerie de dif-

férans calibres , & la remise d'une somme de 30 millions à la disposition du ministre de la marine.

Lundi 14. Buzot , à l'ouverture de la séance , a dénoncé la clôture des spectacles , ordonnée par la municipalité de Paris. Ce fait a amené une assez longue discussion , que la convention a terminée en passant à l'ordre du jour , motivé sur le décret du 6 décembre , qui charge le conseil exécutif de prendre les mesures nécessaires pour maintenir la tranquillité pendant le procès de Louis seize , & lui ordonne de rendre compte chaque jour de la situation de Paris.

L'ordre du jour étoit le procès de Louis Capet & les questions à poser. Après avoir entendu beaucoup de membres sur la nature & l'ordre de ces questions , celles proposées par Fonfrède ont obtenu la priorité. L'ordre de la délibération a donc été réglé ainsi qu'il suit :

La convention nationale prononcera ;

1°. Si Louis Capet est coupable de conspiration contre la liberté de la nation & d'attentat contre la sûreté générale de l'état ?

2°. Si son jugement , quel qu'il puisse être , sera soumis à la sanction du peuple ?

3°. Quelle peine lui sera infligée ?

Mardi 15. Sur la proposition de Buzot , il a été décrété d'abord que le vote de chaque membre sera inscrit à côté de son nom , que les listes ainsi imprimées seront envoyées aux quatre-vingt-quatre départemens , & que les membres absens au moment auront la faculté d'émettre leur vœu lorsqu'ils seront arrivés. Sur l'amendement de Saint-André , il a été décrété que les noms de ceux qui n'auront assisté à aucun des trois appels nominaux , seront inscrits au procès-verbal , & envoyés aux quatre-vingt-quatre départemens.

Manuel ensuite a donné lecture de la première question. Louis est-il coupable , &c.... ? Le point de délibération ainsi fixé , Salles a commencé l'appel nominal. Chaque membre est monté , à son tour , à la tribune , pour exprimer son vœu par *oui* ou *non*. L'appel nominal achevé , le président en a proclamé le résultat de la manière suivante : Sur 745 membres qui forment la convention , 693 ont prononcé pour l'affirmative ; 20 sont absens par commission ; 5 pour cause de maladie ; un seul n'a pas répondu à l'appel ; pas un n'a voté pour la négative. Le président a proclamé Louis coupable , &c.

L'assemblée a passé à l'appel nominal sur la seconde question : Le décret sur le sort de Louis Capet sera-t-il soumis à la sanction du peuple ? Voici cet appel.

Ain. Royer, Mollet, *oui.* Deydier, Gauthier, Merlinot, *non.* Le citoyen Jagot est en commission.

Aisne. Bessroy, Belin, Petit, Fiquet-Loizel, *oui.* Quinette, Jean-de-Brie, Saint-Just, Condorcet, Lecarlier, Dupin jeune, *non.* Thomas Payne, absent.

Allier. Chevallier, *oui.* Martel, Petitjean, Forestier, Giraud, Vidalin, *non.* Beauchamp en commission.

Hautes-Alpes. Barety, Borel, Serres-Cazeneuve, *oui.* Izoard a prononcé un *oui* conditionnel.

Basses-Alpes. Verdallin, C. L. Reguis, Maïsse, Peyre, *oui.* Derbo Latour, Marc-Ant. Savornin, *non.*

Ardèche. Boissy-Danglas, Saint-Prix, Gamon, Saint-Martin, Garilhe, Coren-Fustier, *oui.* Gleizal, *non.*

Ardennes. Blondel, Mennefon, Vermon, Baudin, Thirriet, *oui.* Ferry, Dubois-Crancé, Robert, *non.*

Arriège. Vadier, Clauzel, Champmartin, Espert, Lakanal, Gaston, *non.*

Aube. Perrin, Bonnemain, Pierret, Douge, J. P. Rabaut, *oui.* Courtois, Robin, Duval, Garnier, *non.*

Aude. Ramel, Tournier, Marragon, Périès jeune, Morin, Girard, *oui.* Azema, Bonnet, *non.*

Aveiron. Saint-Martin-Valognes, Lobinhes, Godefroy-Yzarn, dit Valady, *oui.* Bô, Bernard-Saint-Afrique, Camboulas, Second, J. Lacombe, Louchet, *non.*

Bouches-du-Rhône. J. Duprat, Rebecqui, Barbaroux, Durand-Demaillane, Deperrét, *oui.* Granet, Gasparin, Moïse Bayle, Baille, Roverre, Péliissier, Laurent, *non.*

Calvados. Fauchet, Dubois-Dubais-Thibault, Lomont, H. Lari-vière, Vardon, Taveau, Jouenne, Dumont, Cusly, Legot, Phil. Delleville, *oui.* Bonnet, Doulat, *non.*

Cantal. Thibault, Méjanfac, Chabanon, Povergue, *oui.* Milhaud, Lacoste, Carrié, *non.* J. Mailhe, absent.

Charente. Ribereau, Devars, Bron, Maulde, *oui.* Bellegarde, Guimberteau, Chazaud, Chédaneau, Chevalier, *non.*

Charente-inférieure. Dautriche, *oui.* Bernar, Bréart, Eschasse-rioux, Niou, Ruamps, Garnier, Dechezeau, Lozeau, Giraud, Vinet, *non.*

Cher. Allasieur, Baucheton, Dugenne, Pelletier, *oui.* Foucher, Fauvre, Labrunerie, *non.*

Corrèze. Chambon, Lidon, *oui.* Brival, Borie, Lanat, Penière, *non.*

Corse. Trois ont voté pour *oui*, & trois pour *non.*

Côte-d'Or. Lambert, Marey jeune, *oui.* Bazire, Guyton-Morveau, Prieur, Oudot, Guiot (Florent), Rameau, Berlier, *non.*

Côtes du Nord. Champeaux, Guyomard, Fleury, Goudelin, *oui.* Couppé, Gautier jeune, Girault, Loncle, *non.*

Creuze. Huguet, Debourges, Coutillon-Dumas, Gayès, Jaurand, Texier, *oui.* Baraillon n'a pas voté.

Dordogne. Allafort, Meynard, *oui.* Lamarque, Pinet aîné, Rouy-Fazillac, Taillefer, Peyssard, Cambert, Bouquier aîné, *non.*

Doubs. Seguin, *oui.* Quirot, Michaud, Monnot, Vornerey, Besson, *non.*

Drôme. Géroente, Marbes, Coland, Martinel, *oui.* Jullien, Sauleyra, Boissiet, Jacomin, Fayolle, *non.*

Eure. Léonard Buzot, Richoux, Lemaréchal, Vallée, Savary, Dubusc, *oui.* Duroy, Lindet, Bouillerot, Robert Lindet, *non.*

Eure & Loire. Brissot, Pétion, Giroult, Lefage, Bourgeois, *oui.* Loiseau, Châles, Fremenger, *non.* Delacroix en commission.

Finistère. Boham, Blad, Marec, J. Quéinec, Kervelegan, Gommeire, *oui.* Guezno, Guermeur, *non.*

Card.



non
Jean-
non.
aud,
ard a
oui.
Ga-
oui.
Gaf-
oui.
Gl-
dit
ond,
rand-
yle,
Lari-
Phil.
Mil-
rde,
asse-
aud,
her,
ière,
Mor-
on.
oui.
Jau-
né,
non.
ey,
Sau-
ry,
non.
oui.
om-
ard.

Gard. Bertorelle, Aubry, Jac. Balla, Rabaud, Chazal fils, oui.
Leyris, Henry Vouffland, non.
Haute-Garonne. Perès, Estadins, Ayral, Rouzet, Drulhe, oui.
rade, oui. Mailhe, Delmas, Projean, Julien, Calès, Desfais, non.
Gers. Cappin, Moyffet, oui. Laplaigne, Maribon-Montant, Descamps, Barbeau-Dubarran, Laguire, Ichon, Bousquet, non.
Gironde. Vengniaud, Guadet, Genfonné, Grangeneuve, Bergom, oui. Jay-de-Sainte-Croix, Ducos, Garraud, Boyer-Fonfrede, Duplantier, Deleyre, Lacaze, non.
Hérault. Viennet, Rouyer, Bruhet, Cassillon, oui. Cambon, Bonnier, Curée, Cambacères, Fabré, non.
Isle & Vilaine. Lanjuinais, Feimon, Sevestre, Obelin, oui. Duval, Chaumont, Lebreton, Dubignon, Beaugard, Maurel, non.
Indre. Porcher, Boudin, Derazey, oui. Thabaud le jeune, non.
Indre & Loire. Gardieu, oui. Nioche, J. Dupont, Portier, Ruelle, Champigny-Clément, Ifabeau, Bodin, non.
Isère. Servonat, Réal, oui. Beaudran, Genevois, Amar, Prunelle-de-Lierre, Boillieu, Genissien, Charrel, non.
Jura. Vernier, Laurencot, Grenot, Amyon, Babet, Ferroux-des-Salins, Bonguyode, oui. Prost, non.
Landes. Saurine, oui. Dartigoyte, Lefranc, Cadroy, Ducos aîné, Dizès, non.
Loir & Cher. Chabot, Brillon, Freffine, Leclerc, Venaille, Fousfledoire, oui. H. Grégoire en commission.
Haute-Loire. Bonet fils, Barthélemy, oui. Reynaud, Faure, Delcher, Flageas, non. Camus en commission.
Loire inférieure. Lefevre, Chaillon, Mellinet, Jarry, Coustard, oui. Meaulde, Villers, Fouché, non.
Loiret. Gentil, Garran-Coulon, Lepage, Louvet, oui. Pellé, Lombard-Lachaux, Guérin, Delagueule, Léonard Bourdon, non.
Lot. Salleles, Albouyr, oui. Laboussière, Cledel, Jeanbon-St.-André, Monmayan, Cavaignac, Bouygues, Cayla, Delbrel, non.
Lot & Garonne. Laurent, Claverie, Laroche, Bouffion, Guyet-Laprade, Noguer, oui. Vidalot, Paganel, Fournel, non.
Lozère. Barret, oui. Châteauneuf-Randon, Servièrre, Monestier, non. Pelet, absent.
Mayenne & Loire. Dehoullières, oui. Chondieu, Delaunay (d'Angers) l'aîné, Revellière, Lépeaux, Pilaître, Leclerc, Daudenac aîné, Delaunay jeune, Pérard, Daudenac jeune, Lemaignan, non.
Manche. Gervais-Sauvé, Poisson, Letourneur, Ribet, Pinel, Havin, Bonnesœur, Engertan, Laurence de Villedieu, Michel Hubert, oui. Lemoine, Lecarpentier, Bretil, non.
Marne. Poulain, oui. Prieur, Thuriot, Ch. Charlier, Delacroix de Coustant, Deville, Armonville, Blanc, Batellier, non. Drouet, malade.
Haute-Marne. Guyardin, Monnel, Roux, Valdruche, Chaudron, Laloy, Vandelinourt, non.
Mayenne. Bissy jeune, Joac. Esnne, Durocher, Enjubault, Serveau, Villara, René-Fr. Lejeune, non. Plaichard-Chottière, absent.
Meurthe. Salle, Mollevault, Lalande, Michel, Zangiacomi fils, oui. Mallarmé, Levasseur, Bonneval, non.
Meuse. Moreau, Marquis, Tocquot, Roussel, Bazoché, Humbert, oui. Pons, Harmand, non.
Morbihan. Lehardy, Audrein, oui. Lemeilland, Corbel, Lequinio, Gillet, Michel, Rouault, non.
Moselle. Anthoine, Hentz, Blaux, Thirion, Becker, Bar, non.
Merlin & Couturier en commission.

Nievre. Guillerault, Jourdan, *oui.* Sautereault, Dameron, Lehot, Legendre, Goyré-Laplanche, *non.*

Nord. Fockedey, *oui.* Merlin, Duhem, Cochet, J. Lefage, Senault, Carpentier, Sallengros, Poulletier, Jean-Marie Aouët, Laur. Boyaval, Priès, *non.* Gouvin, absent.

Oise. Delamare, *oui.* Coupé, Calon, Massieu, Ch. Villette, Mathieu, Anacharsis Cloots, L. Portiez, Bezard, Isoré, Bourdon, *non.* Godefroy, absent.

Orne. Dufrique-Valazé, Lahofdinicre, Plat-Beauprey, Dugué-Dassé, Deshrouas, Thomas, *oui.* Tourney, Julien Dubois, Colombel, *non.*

Paris. Manuel, Dufaulx, *oui.* Robespierre, Billaud-Varennes, Camille-Desmoulins, Marat, Lavicomterie, Legendre, Rastron, Panis, Sergent, Robert, Fréron, Beauvais, Fabre-d'Eglantine, Ouelin, Robespierre jeune, David, Boucher, Laignelot, Thomas L. P. Egalité, *non.* Collot-d'Herbois, Danton, en commission.

Pas-de-Calais. Varlet, Personne, Magniez, *oui.* Duquesnoy, Lebas, Geoffroy, Bottef, Daunor, Carnat, *non.*

Puy-de-Dôme. Bancal (Henri), Girod-Pouzol, Laloue, *oui.* Couthon, Gibergues, Maignet, Gilbert-Romme, Soubrany, Rudel, Blanval, Monestier, Dulaure, *non.*

Hautes-Pyrénées. Dupont, Lacrampe, *oui.* Barrère (Bertrand), Gertouy, Piqué, Férand, *non.*

Basses-Pyrénées. Sanadon, Conte, Meillant, Cazeneuve, Neveu, *oui.* Pemartin, *non.*

Pyrénées orientales. Guiter, Biroteau, *oui.* Montégut, Cassanyes, *non.* Fabré, malade.

Haut-Rhin. Albert aîné, *oui.* Ritter, Laporte, Jahanot, Pféger aîné, Dubois, *non.* Reubell, en commission.

Bas-Rhin. Rhul, Laurent, Bentabole, Louis, Ehrmann, Arbogast, Christiam, *non.* Dentzel & Philibert Simond, en commission.

Rhône & Loire. Vilet, Dubouchet, Pressavin, Patrin, Micher, Forest, Fournier, *oui.* Chasset, Dupuis fils, Marcellin Beraud, Moulin, Noël Pointe, Cuffet, Javoque fils, Lanthenas, *non.*

Haute-Saône. Gourdan, Vigneron, Siblot, Chanvier, Balivet, Dornier, Bolot, *non.*

Saône & Loire. Bertuent, *oui.* Gelin, Mazuyer, J. Carra, Guillermin, Reverchon, Guillelmardet, Baudot, Mailly, Moreau, *non.* Montgilbert, absent.

Sarthe. Chevalier, *oui.* Richard, Fr. Primaudière, Salmon, Philippeaux, Bouronne, Levasseur, Eroger, Syeyes, Letourneur, *non.*

Seine & Oise. Gorfes, Kerfaint, *oui.* Lecointre, Bassal, Alquier, Audouin, Treilhard, Roi, Tallien, Mercier, Chénier, Dupuis, *non.* Hauffemann & Hérault, en commission.

Seine inférieure. Hardy, Yger, Hecquet, Duval, Vincent, Faure, Blutel, Bailleul, Mariette, Doublet, Bourgeois, Delahaie, *oui.* Albite, Pochole, Lefebvre, Ruhault, *non.*

Seine & Marne. Bailly de Juilly, Viquy, Geoffroi jeune, Bernard des Sablons, Himbert, Bernier, *oui.* Mauduyt, Tellier, Cordier, Opoix, de France, *non.*

Deux-Sèvres. Lecointe-Puyraveau, Jard-Panvillier, Lofficial, *oui.* Anguis, Dubreuil-Chambardel, Ch. Cochon, *non.* Duchastel, malade.

Somme. Rivery, Gantois, Devérité, Delecloy, Louvet, Dufetel, Alexis Sillery, François, J. B. M. Saint-Prix, *oui.* Saladin, Asselin, Ouvrier, André Dumont, *non.*

Tarn. Marvesouls, Gouzy, Rochegude, Meyer, *oui.* Lacombe-Saint-Michel, Soloniac, Campmas, *non.* Dambermenil, absent; Lasource, en commission.

Var. Escudier, Charbonier, Ricord, Isnard, Despinassy, Boubaud, Antiboul, Barras, *non.*

Vendée. Gandin, *oui.* Goupilleau, Maignen, Eysau, Musset, Girard, Garos, *non.* Morillon, *refuse à voter.* G. F. Goupilleau, en commission.

Vienne. Dutrou-Bornier, Bion, Creuzé-Latouche, Creuzé-Paschal, *oui.* Piorry, Ingrand, Martineau, Thibeaudeau, *non.*

Haute-Vienne. Faye, Rivaud, Soullignac, *oui.* Lacroix, Lestertp-Beauvais, Bordas, Gay-Vernon, *non.*

Vosges. Poulain-Grandpré, Jullien-Souhait, Bresson, Bouhey, Balland, *oui.* Hugo, absent; Noël se récusé.

Yonne. Precy, Hérard, Chastelain, *oui.* Maure aîné, Lepelletier, Turreau, J. Boileau, Bourbotte, Finot, *non.*

Le président a proclamé le résultat du scrutin: sur 745 membres, 20 sont absens par commission, 10 n'ont pas voté, 3 sont malades, 3 se sont absentés sans donner aucun motif, 283 ont voté pour l'appel au peuple, 424 ont rejeté cet appel. En conséquence le président a déclaré, au nom de la convention, que le décret à intervenir sur le sort de Louis Capet ne sera pas soumis à la sanction du peuple.

Après le prononcé de ce décret, l'assemblée a ajourné à la séance du lendemain la discussion relative à la peine qui sera infligée à Louis Capet.

Mercredi 16. La séance s'est ouverte par la lecture de plusieurs lettres: la première est du conseil général de la commune de Rouen, qui annonce que le calme est entièrement rétabli dans cette ville. Une autre du général Custine a appris que les habitans de Weissembourg se sont cotisés pour subvenir au besoin d'habits d'une partie des soldats de l'armée du Rhin. (Mention honorable.)

Un secrétaire a fait lecture d'un arrêté du conseil exécutif, qui casse l'arrêté de la commune sur la clôture des théâtres, & enjoint aux directeurs des spectacles de ne donner aucune pièce qui puisse exciter des troubles. Après une assez vive discussion, la convention a cassé l'arrêté du conseil exécutif.

Lacroix & Danton, commissaires à la Belgique, sont arrivés; leur audition est ajournée après le jugement de Louis.

Un membre a annoncé que le bruit courait que les barrières de Paris étoient fermées. Cette nouvelle a occasionné de violens débats. Diverses propositions ont été faites; le résultat de la discussion a été l'adoption d'un décret qui admet les fédérés à faire conjointement avec la garde nationale le service des établissemens nationaux.

Un instant après le conseil exécutif est venu, en vertu d'un décret qui le mandait, rendre compte de la situation

de Paris. Garat, ministre de la justice, porte la parole; il instruit d'abord l'assemblée qu'un grand nombre de voitures s'est porté vers les barrières pour sortir de la ville.

Il rapporte ensuite ce qui s'est passé au théâtre français. Les magistrats & le commandant général y ont été insultés & menacés. Parmi ceux qui ont tenu une telle conduite, on a remarqué plusieurs jeunes gens. L'un d'eux a été arrêté.

La translation des canons qui étoient à Saint Denis a été l'objet de quelque inquiétude. Plusieurs sections en avoient demandé la répartition dans la ville; l'impossibilité de cette répartition a été démontrée aux sections; au reste, le ministre observe que ce sont toutes grosses pièces.

Après ce compte rendu, l'assemblée a entendu la lecture d'une lettre du maire de Paris, sur l'état de Paris. Le maire dit qu'il a été instruit de quelques desseins de se porter aux barrières pour les fermer, mais que les passages sont libres.

Ces rapports du conseil exécutif & du maire ont encore été le sujet d'une longue discussion. Gensonné proposoit de mettre les fédérés à la réquisition du conseil exécutif. Plusieurs membres se sont fortement opposés à cette mesure. L'assemblée a passé à l'ordre du jour sur le tout. Sur une motion de Danton, il est décrété qu'on prononcera sans désespérer sur le sort de Louis.

On a procédé à l'appel nominal sur la troisième question : quelle est la peine que Louis Capet a encourue.

Une lettre du conseil exécutif a annoncé que Paris étoit dans la plus grande tranquillité.

Voici l'état nominatif de ceux qui ont voté pour la mort.

Haute-Garonne : Projean, Mailhe, Delmas, Julien, Calès, Defacy.
Gers : Laplaigne, Montaut, Descamps, Duberran, Laguire, Ichon, Bousquet.

Gironde : Vergniaud, Guadet, Gensonné, Jay de Sainte-Croix, Ducos, Garraud, Boyer, Fonfrede, Duplantier, Deleyre.

Hérault : Cambon, Bonnier, Rouyer, Cambacérés, Fabre.

Ille & Vilaine : Duval, Sevesre, Chaumont, Beugeard.

Indre : Thabaud, le jeune.

Indre & Loire : Nioche, Dupont, Pollier, Champigny, Ysabau Ruelle.

Isère : Baudran, Genevois, Charres, Amar, Genissieu.

Jura : Grenot, Prost, Amyon, Désalins.

Landes : Dartigoyte, Dizès, Ducos.

Loir & Cher : Chabot, Brisson, Fouffedoire, Venaille.

Haute-Loire : Reynaud, Faure, Delchet, Flageas, Bonet, Barhélemy.

Loire-Inférieure : Meaulle, Villers, Fouché.

Loiret : Lachaux, Delagueulle, Louvet, Léonard, Bourpon.

Lot : Labouffière, Clédél, Saint-André, Monmayan, Cavaignac, Delbrel.

Lot & Garonne : Vidalot, Paganel, Bouffon, Fournel.
 Lozère : Château-Neuf, Servièrre, Pelet.
 Mayenne : Bissy jeune, Enjubeau, Serveau, Esnne, Durocher.
 Mayenne & Loire : Choudieu, Delaunay, l'ainé, Sèster, Pérard.
 Manche : Lemaine, Letourneur, Ribet, Lecarpentier, Havin,
 Bonnefœur, Villedieu, Hubert.
 Marne : Prieur, Thuriot, Charlier, Delacroix, Deville, Douet,
 Armouville, Barelhier.
 Haute-Marne : Guyardin, Monnel, Roux, Valdruche, Chaudron,
 Laloy.
 Meurthe : Mallarmé, Levasseur, Bonneval.
 Meuse : Pons.
 Morbihan : Lequinio, Audrein.
 Moselle : Antoine, Hentz, Thérion, Bar.
 Nièvre : Sauterault, Damerodn, Lefrot, Guillaerault, Legendre,
 Laplanche.
 Nord : Merlin, Duhem; Cochet, Senault, Carpentier, Sallengros,
 Poulletier, Aoust, Boyaval.
 Oise : Couppé, Calon; Massieu, Mathieu, Portiez, Godefroy,
 Bezard, Isoré, Bourdon.
 Orne : Valazé, Beauprey, Thomas, Colombel.
 Paris : Robespierre, Danton, Collot, Billaud, Desmoulins, Marat,
 Lavicomterie, Legendre, Raffron, Panis, Sergent, Robert, Fréron,
 Beauvais, Fabre, Oslelin, Robespierre le jeune, David, Boucher,
 Laignelot, L. P. Égalité.
 Pas-de-Calais : Duquesnoy, Lebas, Guffroy, Carnot.
 Puy-de-Dôme : Couthon, Gibergnes, Maignet, Romme, Sou-
 brany, Rudel, Blanval, Monestier, Dulaure, Laloue.
 Hautes-Pyrénées : Barrère, Férand, Lacrampe.
 Basses-Pyrénées : *Aucun*.
 Pyrénées Orientales : Fabre, Biroteau, Montégut, Cassenyes.
 Haut-Rhin : Ritter, Laporte, Johannot.
 Bas-Rhin : Laurent, Bentabole, Louis.
 Rhône & Loire : Dubouchet, Pressavin, Pointe, Cusset, Javo-
 que, Lanthenas.
 Haute-Saône : Gourdan, Siblot, Dorrier, Bolot.
 Saône & Loire : Gelin, Carra, Guillermin, Reverchon, Guille-
 mardet, Baudot, Mailly, Moreau.
 Sarthe : Richard, Primandière, Philippeaux, Boutrone, Levas-
 seur, Froger, Sieyes, Letourneur.
 Seine & Oise : Lecointre, Bassal, Alquier, Audouin, Treilhard,
 Talien, Chénier.
 Seine-Inférieure : Albitte, Pocholle.
 Seine & Marne : Mauduyt, Tellier.
 Deux Sèvres : Lecointe, Cochon.
 Somme : Saladin, François, Delecloy.
 Tarn : Lasource, Lacombe Saint-Michel, Campenas.
 Var : Escudier, Ricord, Isnard, Despinassy, Roubaud, Barras.
 Vendée : J. F. Goupilleau, P. E. Goupilleau, Maignen, Fayau,
 Muffet, Gatos.
 Vienne : Piorry, Ingrand, Martineau, Thibaudeau.
 Haute-Vienne : Beauvais, Vernon.
 Vosges : Grandprey, Perrein, Noël.
 Yonne : Maure, Lepelletier, Turreau, Boileau, Mécly, Bour-
 bolle, Nérard, Finot.
 L'Ain : Deydier, Gauthier, Jagot, Merlinot.
 L'Aisne : Quinette, Jean Debry, Bessroy, Saint-Just, Petit, Le-
 corlier, Loyfel, Dupin.
 L'Allier : Martel, Petit-Jean, Foreffeur, Be^u champ, Giraud,
 Hautes-Alpes : Serres.
 Basses-Alpes : Régnis, Latour-Maiffe, Peyre.

L'Ardèche : Saint-Prix, Gamont.
 Ardennes : Blondel, Ferry, Dubois Crancé, Robert.
 Ariège : Vadier, Clauzel-Campmartin, Espert, Lakanal, Gasson.
 Aube : Courtois, Robin, Perrin, Garnier.
 Aude : Azéma, Bonnet, Ramel, Girard.
 Aveyron : Bo, Secoud, Lacombe, Loucher.
 Bouches-du-Rhône : Jean Duprat, Rebecquy, Barbaroux, Granet, Gasparin, Mouyle-Bayle, Baille, Rovère, Pelissier, Laurent, Deperret.
 Calvados : Bonnet, Tavant, Joueme.
 Cantal : Bilhaud, Lacoste, Corrié, Joseph Mailhe.
 Charente : Bellegrade, Guimberteau, Chazaud, Chédaudeau, Ribereau, Brun, Crevelier.
 Charente inférieure : Bernard, Brécard, Niou, Essachefferiaux, Ruamps, Lozeau, Vinet, Garnier, Dechézeau.
 Cher : Pelletier, Foucher, Fauvre, Dugenne.
 Corrèze : Brival, Borie, Chambon, Lidon, Lanon, Penière.
 Corse : Salicetti.
 Côte-d'Or : Bazire, Guiton Morveau, Marey, Berlier, Guiot, Ondot.
 Côtes du Nord : Coupès, Loucle.
 Creuse : Huguet, Guyès.
 Dordogne : Lamarque, Plinet, Lacoste, Fazillac, Taillefer, Peyssard, Cambert, Allafort, Bouquier.
 Doubs : Michaud, Mormot, Vernerey, Besson.
 Drome : Julien, Sauteyra, Boillet, Colaud.
 Eure : Bazot, Duroy, Lindet, Lemaréchal.
 Eure & Loire : Delacroix, Brieffot, Pétion, Lefage, Challes, Fremenger, Loiseau.
 Finistère : Rohand, Blad, Guezno, Gueurmeur.
 Gard : Legris, Tavernel, Jacques Rabaut.

(Comme nous regardons tous les appels nominaux qui ont été faits sur le jugement du roi comme des pièces de la plus haute importance pour l'histoire , nous les donnerons incessamment , avec l'exposition littérale des motifs du vote , ainsi qu'elle a été faite par chaque membre. Les tableaux que nous venons de donner pourront , en attendant , satisfaire la première curiosité des lecteurs).

Aussi-tôt après l'appel nominal , le président a annoncé qu'il venoit de recevoir deux lettres importantes ; l'une des défenseurs de Louis , qui demandoient à être entendus ; l'autre de l'ambassadeur d'Espagne , relative au jugement du roi. Sur la première , il a été décrété qu'il n'en seroit pas fait lecture ; sur la seconde , il a été décrété que les défenseurs ne seroient entendus qu'après la proclamation du résultat de l'appel nominal.

Il a été proclamé , ainsi qu'il suit , par le président. L'assemblée est composée de sept cent quarante-cinq membres ; il y en a un décédé , quatre non votans , six malades , onze absens par commission , & deux absens censurés au procès-verbal ; ce qui fait en tout vingt-quatre qui n'ont point donné leur vœu ; d'où il résulte que le nombre des membres votans est de sept cent vingt-un : la majorité est donc de trois cent soixante-un.

suffrages. Il s'en est trouvé trois cent soixante-six pour la mort. Le président a proclamé, au nom de la convention nationale, que la peine que Louis avoit encourue étoit la mort.

Quelques momens avant la proclamation, Duchastel, député des deux Sèvres, qui s'étoit absenté pour cause de maladie, a demandé à émettre son vœu. Sa demande a excité du tumulte; le président avoit été forcé de se couvrir; mais bientôt le calme avoit reparu, & le député avoit voté pour la détention, puis le bannissement.

Les trois défenseurs de Louis Capet ont été admis. Desèze, l'un d'eux, a lu un écrit signé de Louis, par lequel il déclare qu'il interjette appel au peuple du jugement rendu contre lui. Tronchet a eu la parole ensuite; il a réclamé contre le décret qui fixe la majorité absolue pour le jugement de Louis, & a demandé que l'assemblée se conformât au code pénal. Lamoignon a demandé qu'il lui fût accordé jusqu'au lendemain pour présenter des observations. La convention a admis les trois défenseurs aux honneurs de la séance. Merlin de Douai & Robespierre ont parlé contre les demandes des défenseurs de Louis. Il a été décrété :

« 1°. Que l'appel interjeté par Louis Capet est nul, étant contraire aux droits du peuple & à la puissance de la représentation nationale; qu'il est défendu à tout citoyen de donner suite à cet appel, sous peine d'être puni comme perturbateur du repos public;

» 2°. Qu'il n'y a lieu à faire droit aux réclamations des défenseurs de Louis, au sujet de la nature de la majorité qui a prononcé son jugement ».

Il avoit été décrété, sur la proposition de Garan, que les suffrages de ceux qui auroient voté pour la mort avec des restrictions, seroient comptés pour un vœu formel, sauf à décider, dans une discussion ultérieure, sur les restrictions proposées : en conséquence, l'assemblée s'est ajournée au lendemain pour discuter la question de savoir s'il n'est pas utile de suspendre l'exécution du jugement prononcé contre Louis Capet.

La séance, qui durait depuis trente-six heures sans interruption, a été levée jeudi à onze heures du soir.

Vendredi 18. On a lu une lettre du citoyen Sonthonax, commissaire civil aux îles du Vent, qui annonce que la liberté a encore une fois triomphé dans ces contrées, & que la tranquillité va y renaître. La convention a mentionné honorablement, dans son procès-verbal, la conduite de Sonthonax.

Gasparin a obtenu la parole pour une motion d'ordre ; il a fait observer que le nombre des membres n'avoit été porté qu'à 745, tandis que depuis la réunion du comtat d'Avignon, il étoit de 748. Plusieurs membres ont également réclamé contre l'inexactitude du recensement des suffrages. André Dumont, inscrit comme ayant voté pour la détention, a assuré avoir voté pour la mort, & des membres l'ont attesté. Une discussion s'est établie sur les moyens de réparer ces erreurs ; en définitive, il a été décrété que la liste de l'appel nominal seroit relue à voix haute ; que l'on énonceroit avec le nom de chaque député le vœu qu'il a exprimé, & qu'on n'accorderoit la parole qu'à ceux qui auroient quelques réclamations à faire. Salles a procédé à cette lecture, & dix-neuf membres ont fait des réclamations sur la rédaction de leur vote.

Thuriot, Leypaux, Couthon, Tallien, Robespierre, demandoient qu'on prononçât sur le champ sur la question du sursis. Plusieurs membres réclament l'ajournement au lendemain. La question est mise aux voix par Treillard, président, & l'ajournement au lendemain est prononcé.

Couthon avoit fait la motion que l'assemblée restât en permanence, mais l'assemblée n'y a point déféré.

Le commandant général est venu annoncer que Paris étoit dans la plus grande tranquillité, & qu'une force publique considérable la maintiendrait. La séance a été levée à minuit.

Samedi 19. On avoit d'abord censuré les secrétaires, qui à onze heures n'étoient point à leur poste. A leur arrivée, ils ont motivé leur absence sur les occupations qui les accablent depuis quatre jours, & le décret a été rapporté. On a lu une lettre de Manuel, qui donne sa démission.

Sur la motion de Choudieu, il a été décrété que la question du sursis seroit décidée sans désenparer.

La discussion sur cette question s'est ouverte sur le champ. Marat s'est le premier opposé à la surseance ; Pons a également demandé la question préalable sur cette mesure. La question préalable a été rejetée.

Buzot a parlé ensuite, & a voté pour que l'exécution fût différée jusqu'après l'expulsion de la famille d'Orléans. La discussion s'est prolongée : enfin on a passé à l'appel nominal, dont le résultat a été à une majorité de vingt-neuf voix qu'il n'y auroit point de surseance, & que le jugement seroit exécuté dans les vingt-quatre heures. Il étoit minuit.

Ce 19 janvier 1793, l'an second de la république ;

PRUDHOMME, électeur de 1792.

Appels nominaux faits dans les séances des 15 & 19 janvier 1793, l'an second de la république, sur ces trois questions:

1°. *Louis Capet est-il coupable de conspiration contre la liberté publique, & d'attentats contre la sûreté générale de l'état?*

2°. *Le jugement de la convention nationale contre Louis Capet sera-t-il soumis à la ratification du peuple?*

3°. *Y aura-t-il un sursis, oui ou non, à l'exécution du décret qui condamne Louis Capet?*

PREMIER APPEL NOMINAL, LE 15 JANVIER 1793.

Louis Capet, ci-devant roi des Français, est-il coupable de conspiration contre la liberté, & d'attentats contre la sûreté générale de l'état? OUI, ou NON.

Département de la Haute-Garonne. --- Rouzet. Mon opinion est indivisible; en conséquence de l'abolition de la royauté & de la déclaration de la république, je suis d'avis de la réclusion, jusqu'à ce que la nation ait prononcé sur le sort de Louis, à moins que des événemens, tenant au salut public, n'engagent à prendre, à son égard, des mesures de sûreté générale, avant que la nation ait prononcé.

Département de Lille & Vilaine. --- Lanjuinais. Oui, sans être juge.

Département de l'Isère. --- Baudran. Je déclare que Louis est convaincu de conspiration contre la liberté & la souveraineté nationale, & que de toute sa conduite il résulte, ou qu'il n'avoit pas accepté sincèrement la constitution, ou que depuis il a trahi son serment. Je n'ai pas cru qu'un juge pût émettre son opinion avant que d'entamer le procès: or, comme vous avez divisé le fait du droit, je déclare que je suis convaincu que Louis est coupable, & que je trouve cette conviction dans une lettre adressée par Laporte au ci-devant roi, cotée N°. 43, dans le recueil des pièces imprimées; pièce qui prouve que Louis employoit une partie de sa liste civile à salarier des contre-révolutionnaires. En conséquence, je vote oui.

Département de la Haute-Loire. --- Camus. Est absent par commission.

Département du Loiret. --- Pellé. Oui. Comme juge, non.

Département de la Lozère. --- Pelet. Est absent par congé.

Département de la Marne. --- Drouet. Est malade.

Département de la Haute-Marne. --- Wandelimont. Comme législateur, je n'ai pas reçu de mes commettans le droit de prononcer en matière criminelle. La douceur des mœurs dans lesquelles j'ai vécu jusqu'à ce jour, ne me permet pas de voter d'une manière ou autre, en matière criminelle.

Département de la Meurthe. --- Lalande. Ni oui, ni non; je ne suis point juge.

Département de la Moselle. --- Merlin. Absent par commission.

Département de l'Oise. --- Godefroi, absent par commission.

Département de Paris. --- Danton. Absent par mission. --- Collot d'Herbois. Idem.

L. J. P. Égalité. Oui.

Offelin. Je réponds oui, & j'ai un fait qui m'est particulier à faire connaître. Parmi ceux consignés dans l'acte énonciatif, j'ai remarqué l'accusation intentée au ci-devant roi, d'avoir salarié ses gardes après leur licenciement, quoique la plupart d'entre eux fussent notoirement émigrés. Le défenseur de Louis, sentant l'importance de ce fait, a fait tous ses efforts pour le détruire, & vous a dit que le roi n'avoit payé ses gardes que jusqu'au premier janvier 1792. Comme administrateur de la commune de

Paris, ayant eu des comptes à faire avec M. Laporte, pour l'acquittement des contributions du ci-devant roi, je déclare que madame Laporte, à cette époque, c'est-à-dire vers le mois de juillet 1792, m'a compté, en déduction sur les revenus de la liste civile, 1,200,000 livres pour le paiement des ci-devant gardes du corps, qui étoient bien alors notoirement émigrés. J'ai cru devoir à ma conscience & à mes collègues de donner connoissance de ce fait.

Département des Basses-Pyrénées. --- Conte. Je vote *oui* comme législateur; comme juge, je n'ai rien à dire.

Département des Pyrénées orientales. --- Cuitier & Fabre, absens par maladie. --- Montégut. Je suis convaincu que Louis est coupable; il a rempli son château d'hommes armés, & dans sa réponse il dit qu'il étoit une autorité constituée, qu'il devoit se défendre. Je dis, quand le peuple s'est levé, ce n'étoit pas pour assassiner, mais pour redemander ses droits. Cependant Louis a rempli son château de suisses ou de soi-disant suisses, de gardes nationales, ou soi-disant gardes nationales; il a déchargé ses canons & sa mousqueterie sur les plus purs des patriotes; il a versé le sang innocent; il est plus que coupable du crime de lèse-nation: je vote pour cet objet.

Département du Haut-Rhin. --- Rewbell, absent par commission.

Département du Bas-Rhin. --- Rulh, Laurent, Bentabolle, Dentzel, *idem*.

Département de Seine & Oise. --- Lecointre, Hauffmann, absens par commission. --- Dupuis. Comme juge, je ne puis voter; comme homme, je suis convaincu; comme représentant du peuple, également convaincu: je dis *oui*.

Département de la Seine inférieure. --- Favre. Fondé sur la partie constitutionnelle qui concerne la royauté, je dis *oui*. --- Delahaye. Mettre en question si Louis est coupable, c'est mettre en question si nous le sommes nous-mêmes; je vois tracés sur tous les murs de Paris, en caractère de sang, ces mots: *Louis est coupable*. Je vote *oui*.

Département des Deux-Sèvres. --- Duchatel, absent par maladie.

Département du Tarn. --- Lafource, en commission. --- Dauberménil, absent par un congé antérieur au décret.

Département du Var. --- Antiboul. Je suis convaincu que mes commettans ne m'ont point nommé au tribunal judiciaire, & seulement sous le rapport politique, je vote *oui*.

Département de la Vendée. --- J. F. Goupilleau, absent par commission. --- Gaudin, *oui*; mais non comme juge. Si je croyois remplir une fonction judiciaire, je ne voterois pas. --- Morillon. Je ne veux prononcer sur aucune des questions posées: je dirai, si on l'exige, les motifs de mon refus.

Département des Vosges. --- Noël. J'ai l'honneur d'observer que mon fils étoit grenadier au bataillon des Vosges; il est mort sur les frontières, en combattant des ennemis que Louis est accusé d'avoir suscités contre nous. Louis est la cause première de la mort de mon fils; la délicatesse me force à ne pas voter.

Département de l'Yonne. --- Maure. En mon ame & conscience, je vote *oui*.

Département de l'Ain. --- Jagot, absent par commission.

Département de l'Allier. --- Beauchamp, absent par commission.

Département des Hautes-Alpes. --- Caleneuve. Comme législateur, *oui*; mais non, comme juge.

Département de l'Ardèche. --- Corin-Fustier. *Oui*; mais par un effet de la suggestion & de la provocation, & par les prestiges de la royauté.

Département de l'Aveyron. --- Lobinhes. *Oui*, mais je déclare que ce n'est pas comme juge.

Valadier. J'ai pensé que Louis n'étoit pas jugeable, je ne puis voter: je me réserve seulement de prononcer sur la troisième question, mais *non* homme d'état, & comme sur une mesure de sûreté générale.

Département du Calvados. -- Fauchet. *Oui*, comme citoyen; *oui*, comme législateur; comme juge, je n'en ai point la qualité; je ne puis prononcer.

Dubois-Dubais. Comme mon opinion ne rentre point dans la série des questions arrêtées, je demande à la faire connoître. C'est dans ce moment surtout que je sens tout le poids du pénible devoir qui m'est imposé, & que je dois trembler, même en le remplissant avec scrupule; étranger à tout parti, à toute faction, je suis toujours resté seul avec ma conscience, n'ai jamais su composer avec elle, & je ne le ferai pas dans une des circonstances les plus sérieuses de ma vie. C'est donc ma conscience seule qui m'a dicté la déclaration suivante: Dans l'affaire de Louis je me regarde comme juge; je déclare qu'il est coupable, qu'il m'a toujours paru tel avant le 30 août, & que s'il me fût resté quelques doutes sur son compte, les pièces de conviction qui m'ont été mises sous les yeux, les auroient entièrement dissipés. Comme législateur ou représentant du peuple, je puis peser les conséquences de l'existence ou de la mort de Louis; j'ai dû examiner les biens ou les maux qui en résulteroient pour ma patrie. Le résultat de mes réflexions ne me permet pas d'autre vœu que celui de l'appel au peuple.

Domont. Tous les efforts qu'on a faits, même à cette tribune, pour ne faire croire que nous pouvons cumuler tous les pouvoirs, ne m'ont pas fait que des sophismes: ils ne m'ont pas convaincu; ils ne m'ont pas persuadé que nous pouvons faire des loix, & les appliquer, & cumuler les fonctions de législateur & de juge. Je ne crois pas Louis innocent, je le crois coupable; mais je ne puis prononcer comme juge.

Henri Larivière. Je déclare qu'ayant participé au décret qui porte que Louis sera jugé, mais non à l'amendement qui a décidé qu'il le seroit par nous, je ne puis prononcer dans une affaire où je cumulerois tous les pouvoirs. Je déclare ne pouvoir voter que le renvoi au souverain.

Doulcet-Pontécoulant. Je pense que, nommé juge par la convention nationale, & législateur par le peuple, les mesures les plus utiles à prendre sont celles qui peuvent assurer l'établissement de la république, & l'abolition de la royauté. Je déclare que je crois Louis coupable de haute trahison, de conspiration & d'attentat contre la liberté française; je vote pour le bannissement à perpétuité de Louis Capet & de sa famille. Les murmures que j'entends m'affligent pour ceux qui s'en rendent coupables, mais ne m'arrêteront pas. Je recommence: je vote le bannissement de Louis Capet & de sa famille à perpétuité, mais je pense qu'il doit être remis sous la sauve-garde nationale, jusqu'à la cessation de toutes hostilités. Je demande en outre la ratification de ce décret par le souverain, ainsi que de celui qui abolit la royauté. Je signe la présente déclaration.

Taveau. Louis a attiré nos ennemis, ils ont ravagé nos frontières, 50 000 Français ont perdu la vie, je déclare Louis coupable.

Dumont. Si je croyois que quelque chose eût pu m'enlever la qualité de législateur, je la réclamerais; mais je ne crois pas pouvoir en être déchu, je vote *oui*.

Département du Cantal. -- Joseph Mailhe, député de ce département, n'a point encore paru.

Département de la Charente inférieure. -- Bernard. Quand la loi a parlé, je ne fais que m'y soumettre; elle m'a ordonné de juger Louis, elle m'a ordonné de déclarer si je le crois coupable; sous quelque qualité qu'on le considère, comme je suis certain que jamais on ne m'ôtera celle d'homme libre, je réponds *oui*.

Garnier. Je déclare que je ne prononce pas comme juge, mais comme homme d'état; je dis *oui*.

Département de la Corrèze. -- Lafond, suppléant de Germiniac, mort. Je suis parmi vous que depuis le 9 de ce mois; je n'ai pu assister à la discussion, ni examiner toutes les pièces relatives à l'affaire de Louis Capet. Je déclare ne pouvoir voter.

Chambon. Je dis *oui*; mais je n'entends pas me lier de manière que je

ne puisse par la suite voter l'appel au peuple. Car je pense que ce ne sera qu'à cette époque que le peuple jouira, non en théorie, mais en pratique, de la souveraineté. Alors seulement je croirai à l'abolition de la royauté, & à l'affermissement de la république. Je demande que les deux décrets soient aussi renvoyés à la sanction du peuple.

Département de la Corse. --- Schiappe. Soit que je regarde Louis comme citoyen, & moi comme juge; soit que je regarde Louis comme roi, & moi comme représentant, je déclare que je le regarde comme coupable.

Salicetti. Je déclare que c'est comme citoyen, & non comme juge, que je prononce sur le sort de Louis, aussi je dis *oui*, sauf à faire connoître en quelle qualité j'appliquerai la peine.

Département de la Côte-d'Or. --- Rameau. Je distingue deux objets dans Louis XVI: le fonctionnaire public, & Louis Capet. S'il s'agit de prononcer sur Louis, un tribunal doit en connoître; & s'il s'agit d'un fonctionnaire public, je le crois coupable depuis dix mois, & je me réserve de prononcer révolutionnairement sur son sort.

Département de la Creuze. --- Debourges. Qu'on définisse en quelle qualité on demande mon vœu, sinon je ne puis voter.

Coutifson-Dumas. Je prononce comme homme d'état, & non comme juge, & je vote *oui*.

Baraillon. Je n'ai pas été nommé pour voter sur une affaire criminelle, je me récusé.

Département de la Dordogne. --- Meynard. Appelé avec vous pour poser les fondemens d'une constitution dont les bases soient la liberté & l'égalité, en qualité de représentans du peuple nous devons prendre toutes les mesures de sûreté générale nécessaires à son salut. Je suis d'avis de la détention, tant que durera la guerre, & qu'alors la convention, si sa session existe encore ou la législature, prononce la déportation dans le cas où elle croiroit qu'elle peut le faire, sans exposer la sûreté de l'état. Je suis d'avis, outre de l'avis de l'appel au peuple.

Département de la Drome. Julien. En vertu du pouvoir indéfini que j'ai reçu de mes commettans, je me crois entièrement compétent pour prononcer souverainement sur le sort de Louis Capet. Mon opinion est que, en vertu des pouvoirs que j'ai reçus, je me crois juge très-compétent pour juger définitivement & sans appel; en conséquence je dis *oui* sur cette première question.

Département de l'Eure. --- Lemaréchal. Je déclare que je n'entends pas prononcer qu'une mesure de sûreté générale; je déclare que Louis est coupable vaincu de haute trahison contre la liberté du peuple. Je déclare en même temps que votre décision doit être soumise à la sanction du peuple.

Même département. --- Dubusc. D'après le décret qui abolit la royauté d'après celui qui établit la république, je conclus à ce que Louis soit détenu jusqu'après la fin de la guerre. Je n'ai pas d'autre opinion.

Département d'Eure & Loir. --- Giroux. Je ne crois prononcer ni comme juré, ni comme juge; je n'en ai pas reçu le pouvoir. Je me réserve de prononcer la sûreté générale.

Bourgeois. Comme citoyen, je déclare que j'ai toujours cru Louis coupable.

Le président proclame le résultat de l'appel nominal, invite les membres & les citoyens à l'entendre dans le calme qui convient à cette circonstance. Sur 745 membres, il y en a 20 absens par commission, 5 par maladie, 1 sans motif connu; 26 ont fait diverses déclarations; 693 ont voté pour l'affirmative. Ainsi la convention nationale déclare Louis Capet coupable d'attentats contre la liberté, & de conspiration contre la sûreté générale de l'état.

SECOND APPEL NOMINAL.

Le jugement qui sera rendu sur Louis sera-t-il soumis à la ratification du peuple réuni dans ses assemblées primaires? Oui ou non.

Département du Gard. --- Bertzel, Aubry, Jac, Balla, Rabaud-Pomier, Chazal, *oui*. --- Legris, Henri Voulland, *non*.

Département de la Haute-Garonne. --- Perès, Estadens, Ayral, Drulh, Mazade, Rouzet, (son opinion indivisible) *oui.* --- Mailhe, Delmas, Projean, Julien, Calès, Desacy, *non.*

Département du Gers. --- Cappin, Moyssiet, *oui.* --- Laplaigne, Maribon-Montaut, Barbaut-Dubarran, Laguire, Jehon, Bousquet, Descamps, *non.*

Département de la Gironde. --- Vergniaud, Guadet, Genfonné, Grange-neuve, *oui.* Ducos, Jay, Boyer-Fonfrède, Duplantier, Delcyre, *non.*

Lacaze. Dans les circonstances présentes où le plus grand nombre des citoyens se trouve sur les frontières, & que les assemblées vont être livrées aux intrigues & aux factions; comme je suis convaincu que nous n'avons qu'une mesure de sûreté à prendre, je dis *non.*

Garrau. Comme je ne veux ni roi ni royauté, & que l'appel au peuple est peut-être le seul moyen de nous rendre l'un & l'autre; comme je crois impossible que le peuple juge en connoissance de cause dans une affaire où il n'a ni la faculté d'entendre l'accusé, ni la possibilité d'examiner la procédure; comme je crains plus les ducats & les guinées des puissances étrangères que leurs canons, je dis *non.*

Département de l'Hérault. --- Viennet, Rouyer, Brunel, Castilhon, *oui.*

--- Fabre, Curée, Bonnier, Cambon, *non.*

Cambacérés. Nous devons aussi renvoyer à la sanction du peuple le décret par lequel nous nous sommes constitués juges de Louis : nous ne l'avons pas fait. Je dis *non.*

Département de Lille & Vilaine. --- Obelin : *oui.*

Lanjuinais. Je dis *oui*, si vous condamnez Louis à mort. Dans le cas contraire, je dis *non.*

Fermont. Et moi aussi, j'ai reçu de mes commettans des pouvoirs illimités, mais je crois devoir les limiter en cette circonstance. Je dis *oui.*

--- Duval, Chaumont, Lebreton, Dubignon, Beaugeard, Maurel, *non.*

--- Sévestre, absent.

Département de l'Indre. --- Porcher, Pepin, Boudin, Derazey, *oui.*

Thabaud. Et moi, je crois la convention nationale revêtue de pouvoirs suffisans pour juger Louis : d'ailleurs, dans ces circonstances difficiles, j'aime mieux me charger de la responsabilité, telle qu'elle soit, que d'exposer ma patrie à tous les maux que je prévois, si la ratification lui étoit renvoyée. Je dis *non.*

Lejeune. Et moi, je me croirois comptable de tout le sang que cette mesure pourroit faire couler. Je dis *non.*

Département d'Indre & Loire. --- Nioche, Jacob Dupont, Potier, Gardien, Ruelle, Champigni, Clément, Isabeau, Bodin, *non.*

Département de l'Isère. --- Servouat, *oui.* --- Genevois, Genissieux, Prunelle, Charrel, Boitieu, *non.*

Baudran. A cause des grands inconvéniens qui pourroient résulter de l'appel, & parce qu'il n'y a sur ce sujet ni loi existante, ni vœu exprimé de la part du peuple, je dis *non.*

Amar. J'énonce mon opinion, & je la motive. Fidèle à la souveraineté du peuple, je maintiens les principes & je les maintiendrai de tout mon pouvoir. La souveraineté du peuple consiste à faire des actes généraux; on ne doit pas confondre les actes délégués avec les actes de législation. Le peuple ne peut être magistrat; le peuple ne peut remplir aucune des fonctions qu'il a le droit de déléguer. Si vous envoyez cette affaire au peuple, souvenez-vous, citoyens, que vous oubliez le mandat qu'il vous a donné. L'assemblée législative ne crut pas avoir les pouvoirs suffisans que des mesures de sûreté exigeoient. Le décret du 11 août nous a envoyés pour sauver la république; c'est pourquoi je dis *non.*

Réal. On n'a pas voulu que je fusse chargé de la responsabilité; je l'invoque sur ma tête cette responsabilité; je l'appelle toute entière, & je ne crois pas manquer à mes devoirs. Je suis persuadé que la mort d'un homme de bien n'est jamais perdue pour les vrais républicains. Je me sacrifie donc, s'il le faut, conformément aux principes & conformément à mes devoirs, pour éviter les brigues & les factions qui vont agiter la république. Je vote pour *non.*

Département du Jura. --- Vernier, Grenot, Prost, Amyon, Babey, Fe-
roux de Salins, Bonguyode, Denis Vaucher, *oui*.

Laurenceot. S'il faut intéresser la nation entière au jugement, quel qu'il
soit, de cette affaire, très-certainement la nation soutiendra le jugement
que vous allez rendre. Je dis *oui*.

Département des Landes. --- Saurin, *oui*. --- Dartygoite, Lefranc, Ca-
droy, Ducos aîné, Dyzez, *non*.

Département de Loire & Cher. --- Chabot, Briffon, Fressine, Leclerc,
Venaille, Foulledoire, *non*. --- Grégoire, absent par commission.

Département de la Haute-Loire. --- Bonet fils, Barthélemy, *oui*. --- Reg-
naud, Faure, Delcher, Flageas, *non*. --- Camus, absent par commission.

Département de Loire-Inférieure. --- Lefebvre, Chaillon, Mellinet, Jarry,
Couffard, *oui*. --- Méaulle, Villers, Fouché, *non*.

Département du Loir-et. --- Gentil, Garan-Coulon, Lepage, *oui*.

J. B. Louvet. Parce que si, comme on le dit & comme je le crois, il
arrive en France beaucoup de guinées anglo-ministérielles, elles sont plus
redoutables dans une assemblée de 745 membres qu'au milieu d'un peuple
composé de 25 millions d'hommes, parce que je ne fais que mandataire,
parce que la nation seule est souveraine, parce que je ne veux pas que
Louis Capet soit remplacé par Philippe d'Orléans, ni par aucun autre,
parce que ce n'est point un jugement que vous renvoyez au peuple, puis-
que déjà vous avez déclaré le fait, & que vous appliquerez la peine; mais
seulement une mesure de sûreté générale; *oui*. --- Pellé, Lombard-Lachaux,
Guérin, Delagueulle, *non*.

Léonard-Bourdon. Louis étoit dans les fers quand le peuple m'a envoyé
des pouvoirs illimités. Je ne veux point la guerre civile; je ne crains rien
pour moi; je dis *non*.

Département du Lot. --- Salcères, *oui*.

Albouys. La seule crainte qui peut entrer en mon ame, est celle de
surpasser les pouvoirs, celle de frayer la route à un nouveau tyran; je
dis *oui*. --- Cavaignac, Montmayon, Jean-Bon-Saint-André, Cayla, Del-
brel, Cleudel, Bouygnès, *non*.

Laboulière. Par cette raison décisive qu'on ne peut rien attendre que de
fâcheux d'une opinion contraire, *non*.

Département de Lot & Garonne. --- Boufflou, *oui*. --- Claverie. Comme
je veux écarter la guerre civile & la royauté, je dis *oui*. --- Laroche,
Laurent, par la même raison, *oui*.

Guyet. Comme homme d'état j'ai jugé Louis coupable, & comme
homme d'état, je dis *oui*. --- Vidalot, Fournel, *non*.

Noguerre. L'amour de ma patrie me commande de dire non; je dis *non*.
Paganel. Parce que j'abhorre la royauté, parce que j'aime mon pays,
parce que je crains les intrigues des nobles, parce que je redoute l'in-
fluence des prêtres, je dis *non*.

Département de Lozère. --- Barrot, *oui*. --- Château-neuf-Randon, Monef-
tier, *non*.

Servière. Comme homme coupable, Louis doit fixer mon attention: je
dis *non*.

Département de Maine & Loire. Deshoulières, *oui*. Choudieu, Delau-
nay (d'Angers), Révellière Lépaux, Pilastré Leclerc, Delaunay jeune,
Lemaignan, Daudenac l'aîné, Daudenac jeune, *non*.

Pérard. Je dis non, parce que je voterai pour une mesure de sûreté
générale, sur laquelle la ratification formelle ne sera pas portée.

Département de la Manche. Gervais Sauvé, Poisson, Letourneur, Ribet,
Pinel, Havin, Engerrau, Michel Hubert, *oui*.

Laurent-Villedieu. Comme le peuple ne sera jamais plus disposé à dé-
fendre le jugement porté contre Louis, que quand il l'aura prononcé, je
dis *oui*.

Bonnefœur. Dans mon opinion, nous prononçons dans cette importante
question comme législateurs, & non comme juges: or, encore dans mon
opinion, tous nos décrets doivent être soumis à la sanction expresse ou ta-

ité du peuple souverain, sur-tout lorsque leur exécution peut produire un effet définitif & irrévocable : autrement les mandataires du peuple seroient eux-mêmes des despotes. Par ces motifs & par ceux exposés énergiquement par J. B. Louvet, je dis *oui*. Lemoine, Bretel, *non*.

Carpentier. Je croirois servir les modérés, les endormeurs, les intriguans, les aristocrates, les royalistes ; je croirois manquer au devoir sacré de représentant du peuple ; enfin je trahirois les sentimens républicains qui m'animent, si j'hésitois un seul instant à prononcer *non*.

Département de la Marne. Poulain, *oui*. Prieur, Thuriot, Ch. Charlier, Deville, Blanc, Batelier, *non*.

Armonville. Comme un assassin ne doit pas occuper le souverain, je dis *non*.

Delacroix, de Constant. Je me regarderois comme lâche, si j'hésitois un instant à dire *non*. Drouet, malade.

Département de la Haute-Marne. Monnel, Valdruche, Chaudron, Laloï, Guyardin, Roux, *non*.

Weudelincourt. Je m'en réfère à ma première opinion. Je ne dis ni *oui* ni *non*.

Département de Mayenne. Bissy jeune, Esnue (Joachim), Durocher, Enjubaix, Serveau, Villat le jeune, *non*. Plaichard Chottière, absent.

Département de la Meurthe. Zangiacomi, fils, Michel, *oui*.

Lalande. Il est important que votre décret soit respecté ; & comment le sera-t-il, s'il ne réunit pas la majorité des suffrages ? & comment le réunirez-vous, si vous ne consultez pas le peuple ? Je dis *oui*.

Salte. Comme nous avons limité nos pouvoirs, comme nous ne sommes que mandataires, comme nos décrets doivent être soumis à la sanction du peuple, comme il m'est impossible de méconnoître sa souveraineté, comme nous avons tout à craindre des factieux, comme nous sommes à la veille d'une guerre, je pense que le seul moyen de donner au peuple une attitude vraiment républicaine, c'est de le faire intervenir dans cette cause. Je dis *oui*. Mallarmé, Bonneval, *non*.

Levasseur. C'est par respect pour la souveraineté du peuple, & pour lui rendre un hommage sincère & non dérisoire, que je veux remplir le principal vœu de mon mandat, de faire selon ma conscience & mes lumières, ce qui sera le mieux pour son salut. Je dis *non*.

Mollevault. Par les mêmes raisons, je dis *oui*.
Département de la Meuse. Moreau, Marquis, Tocquot, Roussel, Batoche, Humbert, *oui*. Harmand, *non*.

Pons. J'avois d'abord intention de voter pour l'appel au peuple ; mais depuis que je me suis éclairé par les diverses opinions, & notamment par celle de Barrère & par mes propres réflexions, je me suis convaincu que j'avois à voter, non pas comme juge, car je serois astreint aux formes judiciaires ; non pas comme législateur, car en cette qualité je ne pourrois pas être juge, mais comme membre d'une assemblée nationale. Je dis *non*.

Département du Morbihan. Audrein. Le moyen le plus sûr de réunir les forces du peuple, c'est de lui faire exercer sa souveraineté. Je dis *oui*.

Lehardy. On nous dit qu'il faut éviter la guerre civile en n'appelant pas au peuple. Moi, je n'ai pas si mauvaise opinion de notre souverain. Gardons-nous de penser comme les anarchistes. Je suis persuadé que cette faction a l'intention d'exciter la guerre civile. Je dis *oui*. Corbel, Gillet, Michel, Rouault, *non*.

Lequinio. Je crains que les puissances étrangères ne sèment la division dans les campagnes. Je dis *non*.

Lemaillaud. Nos pouvoirs sont illimités ; il faut épargner au peuple de nouvelles factions. Je dis *non*.

Département de la Moselle. Merlin, Couturier, absens par commission. Becker, Bar, Blaux, *non*.

Anthoine. Je dis *non*, parce que le peuple a prononcé déjà dans cette affaire, autant qu'il le peut, par l'insurrection générale, & en envoyant ici la convention nationale, parce que je ne veux ni anarchie, ni guerre civile, ni l'entrée des puissances étrangères en France.

Hentz. Comme le peuple nous a envoyés pour sauver la patrie qui étoit en danger, comme je ne dois pas lui renvoyer ma mission, je dis *non*.

Thirion. Si je croyois que les départemens frontières fussent encore exposés aux invasions de l'ennemi, je serois le plus lâche des hommes, si j'éloignois la responsabilité de ma tête pour la faire tomber sur celle de mes commettans, & les exposer au double fléau de la guerre civile & de la guerre étrangère. Si la femme du malheureux Sauce, procureur de la commune de Varennes, a été lâchement massacrée par les lâches satellites de Léopold, parce que son mari avoit eu l'audace d'arrêter le ci-devant roi fuyant, que pensez-vous qu'il arriveroit si mes concitoyens votoient pour la mort du tyran? D'ailleurs les districts de mon département sont Allemands : avez-vous envoyé les pièces de la procédure traduites en allemand? Mes commettans n'ont donc pas les instructions nécessaires à ce sujet ; ils ne sauroient juger sciemment : ainsi pour répondre à la confiance de mes commettans, qui m'ont chargé de juger & de condamner le tyran, je dis *non*.

Département de la Nièvre. Guillerault, oui.

Jourdan. En acceptant ma nomination, je n'ai jamais cru me charger de fonctions de juge ; je crois le peuple digne de la liberté, que le renvoi l'éclairera sur ses véritables ennemis, & fera tomber le voile qui couvre ses faux amis, je dis *oui*. Saucereau, Damerou, Lefiot, Legendre, La planche, *non*.

Département du Nord. Fockedey. Comme je crois que la majorité de la nation est composée de bons citoyens & non d'intrigans, comme la guerre ne peut avoir lieu qu'entre deux partis qui se choquent, je crois que le recours au souverain est le meilleur parti que vous puissiez prendre ; je dis *oui*. Gossuin, absent par commission. Cochet, Daoust, Boyaval, Senault, Carpentier, Sallingros, Priest, Merlin, *non*.

Duhem. Comme je n'ai pu parler, je demande à rappeler un fait. Le 30 août, lorsque le tyran & sa féroce compagne avoient été, par votre ordre, renfermés derrière cette grille de fer, le peuple, dans sa toute-puissance, dans son insurrection légitime, demandoit sa tête : il le pouvoit, il le devoit peut-être. Alors l'assemblée nationale rendit plusieurs décrets ; elle nomma des commissaires ; j'ai été du nombre. Nous avons été promettre au peuple, au nom de la législature, au nom de la convention future.... La législature a promis justice : d'ailleurs, comme la députati^{on} du Nord a reçu des pouvoirs illimités, & que nous avons été envoyés pour sauver la patrie, comme je veux porter pour ma part toute la responsabilité, comme les citoyens patriotes qui sont sur les frontières pour empêcher les crimes postérieurs de Louis Capet, ne pourroient point voter dans cette affaire, parce qu'ils ne sont pas ici ; comme d'ailleurs les citoyens sont engloutis sous les ruines causées par les bombes ou les boulets rouges, & que nos commettans ne nous ont pas envoyés ici pour leur renvoyer des décisions à faire, je dis *non*.

Poultier. Citoyens, si je voulois resusciter la royauté, je dirois *oui* ; mais je suis républicain, je dis *non*.

Département de l'Oise. Delamarre. Le peuple a seul la souveraineté ; il pourra nous contester le droit d'absoudre, il pourra nous contester celui de juger définitivement ; je dis *oui*. Mathieu, Coupé, Calon, Bezard, Moreau, Charles Villette, Portier, *non*.

Massieu. Je crains aussi non-seulement les guinées anglaises, mais les florins d'Allemagne & les piastres d'Espagne ; je crains la guerre civile, je dis *non*.

Anacharsis Cloots. Je ne reconnois pas d'autre souverain que le genre humain ; c'est-à-dire la raison universelle ; je dis *non*, & je ne crains pas les amis du tyran.

Bourdon. Il ne s'agit plus que d'appliquer la loi : il est bien ridicule de vouloir reporter au peuple l'expression de sa volonté ; je dis *non*. Godefroy, absent par commission.

Département

Département de l'Orne. Dubœ, Tournay, *oui.* Thomas, *oui*, si le vœu du peuple est pris par scrutin.

Valazé. J'ai reçu comme vous des pouvoirs illimités, mais j'y ai renoncé; cependant si cette mesure pouvoit exciter la guerre civile, je m'y opposerois; mais j'ai vu le peuple dans les assemblées primaires voter pour des objets bien autrement importants, & je n'ai pas la bassesse de croire qu'il s'intéressera pour un tyran enchaîné; je réclame donc l'exercice de sa souveraineté, je dis *oui.*

Lahosdinière. Comme l'appel au peuple est le seul moyen d'excuser le despotisme qu'a exercé la convention, par la confusion de tous les pouvoirs, je dis *oui.*

Dugué-Dassé. Et moi aussi je suis républicain, car je respecte la souveraineté du peuple, je m'en rapporte à sa sagesse; & pour lui rendre la justice qui lui est due, je dis *oui.*

Desgrouas. Je dis *oui.* J'ajoute que qui craint les assemblées primaires, doit les craindre aussi pour la sanction de la constitution. *Dubois, Colombe, non.*

Département de Paris. Danton, Collot-d'Herbois, absens par commission.

Robespierre aîné, Fabre-d'Eglantine, Offelin, Robert. Robespierre jeune, David, Boucher-Saint-Sauveur, Thomas, Beauvais, Lavicomterie, Sergent, Raffrons, non.

Manuel. Citoyens, je reconnois ici des législateurs, je n'y ai jamais vu des juges; car des juges sont froids comme la loi, des juges ne murmurent pas, des juges ne s'injurient pas, ne se calomnient pas: jamais la convention n'a ressemblé à un tribunal; si elle l'eût été, certes elle n'auroit pas vu le plus proche parent du coupable n'avoir pas, sinon la conscience, du moins la pudeur de se récuser. C'est autant par délicatesse que par courage, autant pour honorer que pour sauver le peuple que je demande sa sanction, je dis *oui.*

Billaud-Varennes. Comme Brutus n'hésita pas à envoyer ses enfans au supplice, je dis *non.*

Camille Desmoulins. Je dis *non.*

Marat. Je rends hommage à la souveraineté du peuple, & je suis le premier qui ai rappelé l'assemblée constituante à ses devoirs, en lui rappelant tant de fois que sans la sanction du peuple, sa souveraineté étoit illusoire; mais le seul cas où le peuple puisse exercer ces actes de souveraineté, doit être restreint à la déclaration des droits. Or, la seule mesure convenable à prendre pour que le législateur ne puisse jamais y porter atteinte, c'est de statuer pour dernier article de cette déclaration, que tout décret qui blesseroit ses droits, soit déclaré nul, il légitime, attentatoire & tyrannique, & qu'il sera licite de s'opposer à son exécution, même à main armée. Etendre la sanction du peuple à tous les décrets, est chose impossible; l'appliquer aux décrets importants, est chose impraticable. Ce seroit arracher le marchand, l'artiste, l'artisan, le laboureur, à son état, pour en faire des législateurs: ce seroit renverser l'ordre des choses; bouleverser l'état, & en faire un désert. Renvoyer à la ratification des assemblées populaires d'un jugement criminel qu'ont décidé des raisons politiques bien approfondies, c'est vouloir métamorphoser en homme d'état des artisans, des laboureurs, des ouvriers, des manouvriers; cette mesure est le comble de l'imbécillité, pour ne pas dire de la démence. Elle n'a pu être proposée que par des complices du tyran, qui ne voyoient d'autre moyen de le soustraire au supplice, que d'exciter la guerre civile. Ne voulant point concourir à ces projets désastreux, je prends acte, à cette tribune, de mes efforts pour m'y opposer; en conséquence, je vote *non.*

Legendre. Intimement convaincu qu'il reste assez de républicains pour combattre les tyrans; convaincu qu'il y a assez d'acier en France pour forger des poignards destinés à frapper ceux qui voudroient monter au trône, ou s'y faire porter par une cabale quelconque, que je me sens

assez de courage pour les frapper moi-même ; qu'il est un grand nombre de citoyens qui me ressemblent , je dis *non*.

Raffron. Convaincu , comme je le suis , je dis , avec assurance & tranquillité , *non*.

Panis. Aux puissans motifs développés par les meilleurs républicains que je connoisse , j'ajouterai que les Richelieu , les Breteuil , les Sartine , tous ces grands hommes d'état , suppôts du despotisme , auroient proposé l'appel au peuple pour désorganiser la république , je dis *non*.

Dussaulx. Je certifie que je ne me suis jamais vendu , que je n'ai jamais voulu la guerre civile : cependant , du fond de ma conscience , je dis *oui*.

Egalité. Je ne m'occupe que de mon devoir , je dis *non*.

Département du Pas-de-Calais. --- Personne , Bollet , Magniez : *oui*. --- Varlet , Thomas Payne , Guifiroy , Bulart , Duquesnoy , *non*.

Lébas. Je pense que le peuple ne peut jamais prononcer comme souverain sur un objet particulier ; lorsque la loi a prononcé sur les crimes d'un coupable , je pense que renvoyer son jugement aux assemblées primaires , c'est supposer que le peuple puisse , comme magistrat , avoir une volonté différente de celle du souverain. Je ne lui fais point cet outrage , je dis *non*.

Daunon. Comme une simple mesure de sûreté générale à prendre sur un individu n'a pas besoin de la ratification du peuple , je dis *non*.

Département du Puy-de-Dôme. --- Laloue , *oui*.

Bancal. Comme l'histoire de toutes les républiques atteste éternellement qu'il s'y est formé des factions puissantes qui ont fini par les renverser , parce qu'elles n'étoient point appuyées de la volonté puissante du peuple ; que des volontés particulières luttent dans ce moment contre la volonté générale , & que le seul moyen d'anéantir les volontés privées & les factions , est d'appeler la volonté nationale ; que les despotes de l'Europe sont tous intéressés à ce que la France ne se maintienne pas en république ; comme je vois approcher une guerre plus sérieuse que celle de l'année dernière , qu'il faudra que , pour la soutenir , le peuple en peu de temps se lève tout entier ; que le sentiment même du danger fortifiera encore plus l'union nationale et l'indivisibilité de la république ; que la question à décider par les assemblées primaires est très-simple , très-aisée ; que je pense que le peuple sera docile à la voix de la convention nationale , comme il l'a déjà été du temps de l'assemblée législative ; & qu'il se bornera à prononcer , soit la mort , soit le bannissement ; comme je pense qu'il s'agit moins ici d'anéantir un roi que la royauté ; moins encore d'anéantir la royauté française que d'anéantir toutes les royautés de l'Europe , qui lutteroient sans cesse contre notre république ; que la liberté & la vertu ne peuvent avoir de stabilité sans le peuple ; enfin , comme Louis Capet est un otage dont la conservation jusqu'à la fin de la guerre tend à épargner le sang français , je dis *oui*.

Girot de Poujol. Comme je suis convaincu que les lois ne sont jamais mieux établies que lorsque le peuple les a sanctionnées ; que le meilleur moyen d'anéantir les rois est celui d'appeler les peuples pour prononcer sur leur sort , je demande le renvoi du décret sur Louis à la sanction du peuple. Je connois l'attachement du peuple à la révolution ; je ne crains pas que ses ennemis l'égarent sur ses intérêts. Sa conduite passée me rassure sur les événemens sinistres que l'on peut craindre ; je dis *oui*. --- Gibergues , Maignet , Romme , Soubrange , Blanval , Duhaure : *non*.

Couthon. Je crois , en mon ame & conscience , que l'appel au peuple est un attentat à la souveraineté ; car , certes , il n'appartient pas aux mandataires de transformer le pouvoir constituant en simple autorité constituée ; c'est une mesure de fédéralisme , une mesure lâche , une mesure désastreuse , qui conduiroit infailliblement la république dans un abîme de maux , je dis *non*.

Rudel. Je crois que l'exercice de la souveraineté , dans cette circonstance , appartient au représentant du peuple , que son devoir est de prévenir la guerre civile , et je dis *non*.

Monestier. Comme une grande partie de mes commettans ont fait passer

à la convention nationale plusieurs adresses par lesquelles ils vous expriment qu'ils désirent que vous jugiez sans appel au peuple, je dis *non*.

Département des Hautes-Pyrénées.---Lacrampe, *oui*.

Dupont. Comme je crois aux factions qui environnent la Convention nationale, aux intrigues qui peuvent séduire les Assemblées primaires; comme d'ailleurs je désire que le peuple sache qu'il est plus que les rois, je dis *oui*.

Gertoux, Picqué, Ferault: *non*.

Barrère. J'ai prouvé *non*, je dis *non*.

Département des Basses-Pyrénées.---Sanadon, Meillan, Contes, Caseneuve: *oui*.---Pemartin, Verdollin: *non*.

Département des Pyrénées-Orientales.---Guiter: *oui*.

Biroteau. Citoyens, dans une assemblée où pas un seul membre n'a déclaré Louis innocent, on ne peut pas y voir un ami des rois, on ne peut pas y voir un ennemi de la liberté du peuple: comme le salut de la république ne dépend pas de Louis détrôné, mais qu'il dépend de l'anéantissement des factions qui la déchirent; comme un vrai républicain peut craindre par tout ce qui s'est passé que les ambitieux ne fassent servir le cadavre de Louis de marche-pied à une puissance individuelle; omme je crois absurde de dire que la majorité de la nation ne sera composée que d'aristocrates & de factieux; comme malheur ne seroit pas moins à craindre, lorsque le peuple sanctionnera la constitution, & que si malheureusement les factieux & les aristocrates dominoient, nous devrions désespérer de voir jamais la république se consolider; je dis *oui*.

Montegul, Callanyès: *non*.---Fabre, *malade*.

Département du Haut-Rhin.---Albert, Johannot, Ritter, Laporte, Pflieger aîné, Dubois, *non*. Réwbel *absent par commission*.

Département du Bas-Rhin.---Simond, Dentzel, *absent par commission*---Rhul, Louis, Hermann, Arbogast, Christiani: *non*.

Laurent. J'ai été investi de tous les pouvoirs de mes mandataires en me rendant à la convention nationale. Le salut du peuple est la suprême loi. Louis XVI a favorisé les aristocrates, les fanatiques, les nobles, les marchands d'apothéoses, les émigrés; & la liste civile, répandue dans les différents quartiers de l'Europe, paraît vouloir réchauffer ce parti; d'un autre côté, il est temps de donner un grand exemple à nos ennemis; il faut les effrayer. Un ancien a dit: Qui épargne les méchants, nuit aux bons; & moi je dis: Qui épargne un tyran, nuit aux Nations. La justice, le raison & la politique s'accordent à ce que nous jugions définitivement Louis Capet, & qu'il n'y ait point d'appel au peuple; je dis *non, non*.

Bentabole. Aux motifs qui ont été rapportés ici contre l'appel au peuple, j'en ajouterai un seul qui n'a pas été développé, & qui est très-court. Quand il ne seroit pas démontré, comme il l'a été évidemment, que l'appel au peuple entraîneroit sûrement la nation dans des dissensions intestines & la guerre civile, il suffit qu'il soit possible que cette mesure entraîne la nation dans des malheurs, pour que les représentans auxquels la nation a confié ses intérêts n'exposent pas la république à une mesure aussi dangereuse. Un législateur, un représentant du peuple doit s'exposer à mourir mille fois plutôt que d'exposer la nation à des dangers si évidens; je dis *non*.

Département de Rhône & Loire.---Dubouchet, Patrin, Marcelin-Beraud: *oui*.

Vitot. Je crois que des mesures de sûreté générale ne doivent point être portées au peuple. Sauvez la république & échappez aux factions présentes. Je dis *oui*.

Michel. S'il existait une loi qui pût être appliquée à Louis XVI, la convention nationale ne s'occuperait pas de la faire; c'est le silence de la loi ou plutôt le défaut de la loi qui a limité les pouvoirs qui nous ont été transmis; les pouvoirs sont très-illimités, mais dans tout ce qui n'est pas fondé sur une loi existante, il faut la sanction du peuple; ce peuple ne jugera pas, mais s'expliquera pour savoir si les pouvoirs qu'il nous a transmis

nous autorisoient à aller jusqu'au jugement de Louis. Il ne peut y avoir d'inconvéniens, & si vous en trouviez, le même prétexte iroit attaquer dans toutes les circonstances la souveraineté du peuple, ainsi je dis *oui*--- Dupuy, Javoque, Noël-Pointe, Cusset, Lanthenas, Patrin, Moulin : *non*.

Chasset. Je crois que la convention nationale n'a retenu ce jugement que pour exercer des fonctions politiques & non judiciaires ; sous ce point de vue il ne peut pas y avoir d'appel au peuple, comme politiques, nous avons été envoyés avec des pouvoirs illimités, je dis *non*.

Forest. Citoyens, soit que les représentans du peuple se considèrent comme des juges, soit qu'ils se considèrent comme investis de ce double caractère, je dis que la sanction ne peut pas être regardée comme un acte de souveraineté ; je dis *non*.

Pressavin. Comme je vois dans l'appel au peuple la perte de la république, je dis *non*.

Département de La Haute-Saône. --- Gourdan, Vignerot, Siblot, Chauvier, Balivet, Dornier : *non*.

Bolot. Citoyens, je considère particulièrement dans cette circonstance, la convention nationale comme le peuple entier : par cette raison, je dis *non*.

Département de Saône & Loire. --- Bertucat. Citoyens, j'entends dire d'un côté : La république est perdue, si Louis meurt ; d'un autre : La république est perdue, si Louis ne périt pas. J'en conclus, avec une raison irrésistible, pour l'appel au peuple ; & comme c'est en vain qu'on cherche à m'effrayer par la crainte de la guerre civile... je dis *oui*. --- Gelin, Mazurier, Guillermin, Reverchon, Guillemardet, Baudot, Mailly, Moreau : *non*.

Carra. Citoyens, comme la mesure d'appel au peuple peut être un moyen dangereux, que l'ombre d'un roi m'a toujours paru dangereuse pour la liberté ; comme nous avons quatre ou cinq cent mille citoyens sur les frontières, qui ne pourront pas se trouver aux assemblées primaires ; comme je vois dans cet appel au moins un moyen de guerre civile, je dis *non*. --- Montailbert, *absent*.

Département de La Sarthe. --- Lechevalier : *oui*. --- Richard, François Primaudière, Salmon, Levasseur, Syeyes, Letourneur : *non*.

Philippeaux. J'ai proposé moi-même au comité de législation le recours au peuple. Je croyois y appercevoir une tranquillité morale & politique ; depuis, la discussion m'a éclairé sur les dangers de cette mesure. J'ai reconnu qu'elle est capable d'anéantir plutôt que d'affermir la souveraineté du peuple, je dis *non*.

Boutrone. Comme membre d'une autorité révolutionnaire, je dis *non*.

Foger. Comme homme d'état, je ne puis renvoyer aux assemblées primaires, qui ne sont en général composées que de cultivateurs, d'artisans, qui ne peuvent pas avoir des connoissances politiques, je dis *non*.

Département de Seine & Oise. --- Kersaint, *oui*.

Gorsas. Attendu que la royauté et les rois, les factieux et les factions, ne seront véritablement & légalement balayés du territoire de la république que lorsque le peuple aura prononcé qu'il ne veut ni rois, ni royauté, ni factions, ni factieux, ni aucune espèce de tyrannie ; attendu que je regarde comme une injure faite au peuple l'idée seule que cet appel peut exciter une guerre civile ; attendu que cet appel est au contraire une justice & un hommage rendus à la souveraineté, que je reconnois, moi, bien plus que que ceux qui l'ont sans cesse à la bouche ; attendu enfin qu'il y a du courage au milieu des dangers de l'anarchie, de prononcer un vœu qui contraire & peut attérer les anarchistes, je dis & je dois dire, en attendant que je l'imprime, *oui*.

Lecoindre, Bassal, Alquier, Audouin, Roi, Tallien, Chefnier, Dupuis, *non*.

Treillard. J'ai cru long-temps la mesure d'appel au peuple, bonne ; mais les inconvéniens qui y paroissent attachés, m'obligent à dire *non*.

Mercier. Je crois répondre au vœu de ma patrie, en disant *non*. Je désire que les maux que je prévois devoir résulter d'une opinion contraire n'arrivent pas.

Département de la Seine inférieure--- Yger, Hocquet, Vincent, Faure, Autel, Bailleul, Mariette, Doublet, Bourgeois, Delahaye: *oui*.--- Albire, Echolle, Lefebvre, Ruault: *non*.

Lehardi. Depuis que j'ai entendu dire à plusieurs de mes collègues que la mort du ci-devant roi étoit nécessaire au salut public, l'inquiétude de voir prévaloir cette opinion, qui, selon moi, est contraire à la loi constitutionnelle qui a rendu Louis inviolable, & qui peut devenir fatale à la république, me détermine à exprimer ainsi ma pensée: *oui*, si la peine de mort est prononcée.

Duval. Je ne crains pas la guerre civile; c'est une calomnie contre le peuple, un vain fantôme avec lequel on voudroit le conduire insensiblement vers le despotisme; je ne veux pas ravir sa souveraineté, je dis *oui*.

Delahaye. C'est comme législateur & non comme juge que je monte à cette tribune, & je dis qu'il n'y a ni lâcheté ni courage à dire *oui* ou *non* dans cette affaire. La lâcheté consiste à ne pas faire son devoir. Ennemis des tyrans passés, présents & futurs, je tremble d'en voir sortir un des cendres de Louis Capet.... Le peuple étoit livré, lorsqu'il a nommé ses députés à la convention, à des factions plus terribles qu'aujourd'hui; & cependant il a montré qu'il étoit digne du nom français: il a été calme & grand; il le sera s'il sanctionne le jugement de son ennemi. Je ne crains point la guerre civile; le peuple fait connaître la vertu. Je vote pour *oui*.

Département de Seine & Marne.--- Viqui, Geoffroy, Bernard-des-Sablons, Humbert: *oui*.

Bernier. Comme je suis convaincu que Louis Capet mérite la mort, & que je n'ai point reçu le pouvoir de juger souverainement; comme il y a au moins beaucoup d'incertitude dans les malheurs dont on nous menace, & qu'il est permis de ne pas croire aux prophètes, je m'attache aux principes invariables de la souveraineté du peuple que j'ai juré de maintenir. L'étendue de mes pouvoirs me donne la liberté de faire des lois. C'est un principe inattaquable: vous avez vous-mêmes déclaré que tout ce qui auroit rapport au sort général de la république, que tout ce qui pourroit influencer sur la constitution, seroit soumis à la sanction ou à la ratification du peuple; j'ai la conviction intime que la décision que vous porterez sur Louis Capet, aura une très-grande influence sur le sort général de la république, sur la constitution que vous préparez. Je dis *oui*.

Bailly. Citoyens, je n'examinerai point dans ce moment si vos commettans vous ont délégué des pouvoirs judiciaires, mais je vous citerai un fait. Dans l'assemblée électorale du département de Seine & Marne, lorsqu'on eut nommé les députés à la convention nationale, on étoit si persuadé qu'ils seroient point les juges de Louis XVI, qu'en procédant à la nomination du haut juré, on eut soin d'inviter les électeurs à ne choisir que des patriotes fermes & intrépides, parce que l'on dit qu'ils avoient à juger Louis Capet. D'après ce fait, dont je prends à témoins mes collègues: convaincu que la seule mesure de légaliser la marche que nous avons suivie jusqu'ici, est la sanction du peuple, je dis *oui*.

Tellier. L'assemblée électorale de mon département a délibéré, à la presque unanimité, qu'il seroit fait un canon du calibre de la tête de Louis XVI, pour l'envoyer aux ennemis, s'ils pénétroient dans le territoire français. Je maintiens que mes commettans n'ont pas manifesté le vœu de faire juger Louis XVI par un juré, puisque la proposition qui en avoit été faite par un électeur, n'a pas été arrêtée par l'assemblée. Obligé de choisir entre le salut du peuple & l'exercice momentané de sa souveraineté, je dis que je préfère le premier, pour lui assurer la jouissance de tous les deux. En conséquence, je dis *non*.

Opoix. Je dis *oui*, si Louis est condamné à mort; & *non*, s'il ne l'est pas. *Département des Deux-Sèvres*. Lecointe-Puyraveau, Jard-Panvillier, official, *oui*. Ch. Cochon, Dubreuil-Chambardel, *non*.

Anguis. La convention, par son décret, m'a rendu juge; elle eût pu faire autrement, mais le peuple qui est souverain, & dont les droits sont impres-

criptibles, ne m'a chargé d'aucune représentation à ce sujet. J'ai pensé que l'appel au peuple seroit une mesure dangereuse; les malveillans, tant intérieurs qu'extérieurs, profitant de ce mouvement dans la république, pour y répandre un trouble universel. Pour éviter ces malheurs, je dis *non*.

Département de la Somme. Gantois, Delecloy, Dufestel, Alexis Sillery, François, J. B. Martin-Louvet, Rivery, Saint-Prix, Devérité, *oui*. Alleaumes, Saladin; André Dumont, Bourrier, *non*.

Département du Tarn. Murvejouls, Gouzy, Rochegude, Meyer, Campmas, Soloniac, *non*.

Lacombe-Saint-Michel. Dans mon opinion, le peuple ne doit sanctionner que la constitution; je crois que la mesure de l'appel au peuple seroit une mesure dangereuse, par la guerre civile & les dissensions intestines qui pourroient résulter. Je crois que si elle avoit lieu j'en serois responsable, je dis *non*.

Département du Var. Escudier, Charbonier, Ricord, Isnard, Despinasse, Roubaud, Antiboul, Barras, *non*.

Département de la Vendée. Gaudin, *oui*. Goupilleau (J. F.), Goupilleau (P. C.), Maignen, Mullet, Garos, *non*.

Fayau. Citoyens, afin de ne pas faire croire aux nations voisines que la France n'est qu'un pays de 25 millions d'hommes pour juger un roi, parce que la responsabilité d'un roi fut une couronne civique, je dis *non*; & quand j'aurois à prononcer sur le sort de Charles Stuart, je dirois encore *non*. Mais mon seul regret en mourant, seroit de ne pas renaitre de mes cendres, pour offrir à mes concitoyens autant de fois ma vie, que de fois ils seroient assez lâches pour se donner un tyran.

Girard. Citoyens, nous avons décrété spontanément que le gouvernement français formeroit une république; nous avons aboli la royauté pour y substituer la liberté; les départemens ont applaudi à cette démarche; nous croyons avoir la confiance; je dis *non*.

Département de la Vienne. --- Dutrou-Bornier, Bion, Creuzé-Latouche, *non*. --- Piorry, Ingrand, Martineau, Thibandeau: *oui*.

Creuzé-Palcal. Je regarde que nous sommes plénipotentiaires, & que les plénipotentiaires sont sujets à la ratification; je dis *oui*.

Département de la Haute-Vienne. --- Faye, *oui*. --- Boreas, Lestepede, Vais, Gay-Vernon: *non*.

Rivaud. Parce que le jugement du peuple doit sanctionner celui de l'abolition de la royauté, je dis *oui*.

Soullignac. On ne m'a pas dit: Sois législateur & juge. On m'auroit mis dans la main l'arme des tyrans. Le sultan n'est un despote affreux que parce qu'il fait la loi & juge en même-temps. J'opine donc franchement, librement & irrévocablement, d'après ma conscience, & je dis *oui*.

Lacroix. *Oui*, si l'assemblée prononce la peine de mort; *non*, si l'assemblée regarde ce décret comme mesure de sûreté générale.

Département des Vosges. --- Julien, Bresson, Couhey, Balland: *oui*. --- Perrin, *non*. --- Hugué, absent par maladie.

Noël. Je me récusé d'après les motifs que j'ai énoncés dans le premier appel nominal.

Poulain. Je suis investi des pouvoirs illimités; mais mes commettans, en me les confiant, n'ont pas entendu dépouiller le peuple de l'exercice de ses droits; ce seroit y porter atteinte que de juger, que d'exercer les fonctions de juge, pour lesquelles je n'ai point un mandat particulier. Il est bien étonnant que ceux qui parlent sans cesse de la bonté du peuple, puissent pas croire aujourd'hui à sa sagesse. Loin de moi l'idée de repousser la responsabilité; je ne redouterois qu'une seule chose, ce seroit celle d'être soupçonné d'avoir applani à un usurpateur les marches du trône, & d'être précisément à cause de cela que je demande que le peuple lui-même prenne les mesures que l'on va prendre. Je vote *oui*, en renvoyant aux assemblées primaires qui se tiendront pour la sanction de l'abolition de la royauté.

Département de l'Yonne. --- Precy, Herard, Chastelain, *oui*. --- Lepetitier, Turreau, Bourbette, Finot, *non*.

Maure. Lorsque mes commettans m'ont envoyé, ils m'ont dit: Va, venge

du tyran, fais-nous de bonnes lois; & si tu nous trahis, ta tête en
pond. J'ai promis, & je tiendrai ma parole; ainsi, je dis *non*.
J'ai pensé Jacques Boilleau. C'est une erreur, selon moi, de croire que nous ne
millans, tant qu'on n'est pas revêtu de pouvoirs suffisans pour prononcer sur le sort de
publique, puis.

je dis *non*. Le peuple nous a dit: *Allez, sauvez-nous, notre sort est entre vos mains*;
Alexis Sille, je crois, veut tout dire. Enfin, nous avons été envoyés pour prendre
oui. Allons les mesures nécessaires au salut public. Selon moi, la mort de Louis
nécessaire à la tranquillité de l'état; et, si on en appeloit au peuple, son
Meyer, ou il auroit-il un cours libre & naturel? Les prêtres ne diroient-ils pas aux bons
habitans des campagnes, qu'il ne faut pas la mort du pêcheur, que l'évangile
oit sanctionner la commande le pardon des injures; & avec ces doléances, Louis échapperait
le seroit la peine qui lui est due: alors, je ne vois que des malheurs dans la ré-
pourraient publique.

je dis *oui*. Tous ceux qui se sont occupés du droit politique, ont reconnu que le
Despin, le peuple ne devoit jamais rien prononcer ni sur un fait, ni sur un homme.
C'est l'opinion de Rousseau; Montesquieu dit: *c'est toujours un inconvénient*
, Goupil, *que le peuple juge lui-même ses offenses*.

Solon, pour éviter l'abus des jugemens du peuple sur des faits ou des
voisines hommes en particulier, avoit fait une loi par laquelle l'aréopage revoit
responsabilité encore l'affaire jugée par le peuple, pour la lui renvoyer de nouveau à
is à prononcer, si l'aréopage avoit trouvé coupable l'homme absous par le peuple.
n seul regard de telles précautions annoncent combien les législateurs trouvoient d'in-
offrir à un inconvénient à rendre le peuple juge sur un fait, ou sur un homme.

ez lâches, je finis par vous prophétiser que, si l'appel au peuple a lieu, le peuple,
travaillé & séduit, exercera une indulgence qui le perdra; que ce sera
gouvernement prolonger l'anarchie pendant vingt à trente ans de plus. La tour du Temple
pour y sera le jardin des Hespérides. Louis sera la toison d'or; & tous les aris-
marche;ocrates intérieurs & extérieurs feront autant d'Argonautes; qui entre-
prendront sans cesse d'en faire la conquête & inquiéteront toujours les ci-
zé-Latoucheoyens; je ne suis pas pour l'appel, & je dis *non*.

Département de l'Ain. Royer, Mollet, oui. Deydier, Gauthier, Mer-
es, & que l'on dit, non. Jagot, absent par commission.

Département de l'Aisne. Lecarlier, Petit, Belin, Bessroy, oui. Jean-
Lesterp-Bry, Fiquet, Quinette, Dupin le jeune, Loyfel, non.

Saint-Just. Si je ne tenois point du peuple le droit de juger le tyran,
lui de l'État, je le tiendrois de la nature. *Non*.

Condorcet. Quand l'assemblée aura prononcé la peine de mort, je vou-
drois que l'exécution fût suspendue, jusqu'à ce que la constitution fût finie
& publiée, & que le peuple eût alors prononcé dans ses assemblées pri-
maires, suivant les formes que la constitution aura réglées; mais étant
consulté aujourd'hui en vertu d'un décret, s'il doit y avoir appel au peu-
ple ou non, je dis *non*.

Dupin le jeune. Je rends hommage à la souveraineté du peuple; je connois
mes devoirs, je connois les pouvoirs que mes commettans m'ont donnés,
je ne crains pas que la responsabilité pèse sur ma tête; en conséquence,
je dis *non*.

Département de l'Allier. Giraud, Forestier, Vidalin, Petit-Jean Cheva-
lier, non.

Martel. Citoyens, je consulte la raison, la justice & l'humanité; je ré-
ponds que je ne crois pas devoir renvoyer au peuple la mission qu'il m'a
donnée, parce que la défobéissance est attentatoire à la souveraineté du
peuple; d'ailleurs j'ai pensé que l'appel au peuple n'étoit qu'une mesure pu-
sillanime. Je dis *non*.

Beauchamp, absent par commission.

Département des Hautes-Alpes. Botel, Barety, Cazeneuve, Serres, oui.
Isnard. Je vote pour que la convention fasse juger Louis par le tribunal
criminel des départemens. Le décret qu'elle porte ne peut pas m'imposer
un devoir que je ne crois pas être dans le cercle de la représentation,
ainsi je m'opine pas plus comme juge que comme représentant; & dans

Va, venez

cette position, je crois qu'il importe au salut de la république française que Louis demeure, quant à présent, en état de détention; & dans ces cas où la majorité de la convention croiroit devoir le condamner à mort comme je ne pense pas que nous en ayons le droit, je vote, dans ce cas pour la ratification du peuple.

Département des Basses-Alpes. Verdolin, Maïsse, Peyre : *oui*.

Reguis. Je ne suis pas de l'avis de ceux qui calomnient le peuple français; en conséquence, comme le décret que nous avons à rendre intéresse essentiellement le peuple français, & qu'il doit être expressément le vœu général, je dis *oui*. Marc-Antoine Savornin, d'Herbez : *non*.

Département de l'Ardèche. Boissy-d'Anglas, Saint-Prix, Prival-Garille, Saint-Martin, Corin-Fustier : *oui*. Bleizal : *non*.

Gamond. Fidèle aux principes & à ma conscience, me moquant publiquement des poignards dont on'a menacé, même dans le sein de la convention ceux qui ont voté pour l'appel au peuple, je réponds *oui*.

Département des Ardennes. Vermont, Thirriet, Blondel, Meunesson : *oui*.

Baudin. Quatre années d'expériences dans les assemblées primaires me font cent à dire *oui*. Ferry, Dubois-Crancé, Robert : *non*.

Département de l'Arriège. Clauzel, Campmartin : *non*.

Vadier. Je suis le premier qui ai eu le courage de donner ma voix pour nommer une convention nationale, ici à l'assemblée constituante pour juger le tyran, & je le croyois alors aussi scélérat qu'il l'est aujourd'hui, & sans doute on ne me donna pas des guinées pour faire cette motion, puisqu'alors il n'y avoit que des épices pour les révisseurs, & des dragées mortelles pour le peuple du Champ-de-Mars, je dis *non*.

Espert. Pour partager l'impatience de mes commettans, je dis *non*.

Lackanal. Si le traître Bouillé, si le fourbe Lafayette & les intrigans ses complices, votoient sur cette question, ils diroient *oui*; comme je n'ai rien de commun avec ces gens là, je dis *non*.

Gaston. L'appel au peuple ne peut avoir d'autre motif que la crainte de voir un nouveau tyran monter sur le trône; mais comme je suis intimement persuadé qu'il n'est aucun bon républicain qui ne brûle de le connoître pour l'exterminer, je dis *non*.

Département de l'Aube. Douge, Pierret, Bonnemain, Perrin : *oui*.

Rabaud Saint-Etienne. Je suis convaincu qu'il est impossible que le peuple dans ses assemblées primaires, ait entendu mettre sur la tête de ses législateurs les fonctions de juges; j'en suis d'autant plus convaincu, qu'à la même époque où il nomma ses députés à la convention, il y avoit une haute cour nationale chargée de juger les crimes de haute trahison. Mais persistant à rester membre de la convention nationale, & devant par conséquent me soumettre à ses décrets, je prononcerai mon vœu. J'observe que le jugement que vous allez rendre, s'il conduisoit à la mort Louis Capet, produiroit un mal irréparable, s'il devoit avoir une exécution immédiate, & c'est courageusement que je dis *oui*. Courtois, Robin, Duval : *Non*.

Garnier. Si je craignois la responsabilité, si je ne me sentois pas à la hauteur de ma mission, je n'aurois qu'un poltron de *oui* à vous faire passer; mais comme je ne suis ici que l'impulsion de ma probité, je dis *non*.

Département de l'Aveyron. Saint-Martin-Valognes, Lobinhes, Godefroy : *oui*.

Izarn Valadi. Le vœu général du souverain n'a pas été légalement émis, & n'a pas même été consulté. Tous les prêtres, les ci-devant nobles ont dédaigné de communiquer avec le souverain en s'éloignant des assemblées primaires; ils ont méprisé le titre de citoyen en se dispensant de faire le service de garde national en personne, sans avoir aucune excuse légitime; ne voulant pas reconnoître pour leur égal celui qui se livroit à l'amitié par le seul sentiment de la fraternité. Je dis donc que les assemblées primaires, composées comme elles l'ont été jusqu'à ce moment, loin de présenter l'affreuse perspective d'une guerre civile, ne serviroient au contraire qu'à terrasser & anéantir les ennemis de la liberté & de l'égalité. Je n'aurai pas la lâcheté de trahir ma conscience; & sans être associé ni à Bouillé, ni à

Lafayette :

Lafayette, ni aux Thierry, je dirai *oui*. Bô, Bernard Saint-Affrique, Gam-
boudas, Second, Lacombe, Bouchet, *non*.

Département de l'Aube. Ramel, Tournier, Marragon, Porier jeune,
Morin, Girard, *oui*. Azéma Bonnet, *non*.

Département des Bouches-du-Rhône. Durand Maillanne. Citoyens, nous
devons une explication à l'assemblée; au moyen du mandat que j'ai reçu,
le pouvoir de juger le ci-devant roi m'a été donné; mais la nation ne m'a
pas délégué sa souveraineté, & il est aussi juste que nécessaire de lui en
attribuer l'exercice dans tous les actes qui intéressent la nation entière, je
trouve que le décret qui va être rendu intéresse tous les citoyens, & je
ne dois pas sacrifier des principes à des considérations qui n'ont rien de
certain, puisque les mêmes considérations donnent lieu ici à la plus grande
diversité d'opinion. Ainsi je conclus pour le *oui*.

Dépéret. C'est par respect pour le peuple mon souverain & le vôtre,
c'est par la confiance que j'ai en sa sagesse & en sa justice; c'est parce que
je croirois l'outrager, si je m'arrêtois un instant aux craintes qu'on veut
répandre, que je dis *non*.

Rebecqui. Je vous dirai que je vois la faction d'Orléans répandre des
guinées, par conséquent je dis *oui*.

Barbaroux. Le ferment que j'ai prêté dans l'assemblée électoral du dé-
partement des Bouches-du-Rhône, de juger Louis Capet, n'exclut pas la
fonction du peuple. Je vote donc pour cette fonction, parce qu'il est temps
que le peuple des 84 départemens exerce sa souveraineté, & qu'il écrase,
par la manifestation de sa volonté suprême, une faction au milieu de la-
quelle je vois Philippe d'Orléans, & que je dénonce à la république, en me
vouant avec tranquillité aux poignards de ses assassins. J'ajoute que, comme
dans des temps orageux l'homme n'est pas sûr de voir le lendemain, je
dois à moi-même de déclarer que le tyran m'est odieux, que j'ai fortement
coopéré à le renverser du trône, & que je prononcerai contre lui la peine la
plus sévère. Je dis *oui*.

Duprat. Je respecte également toutes les opinions. Cependant, une con-
sidération nouvelle m'a frappé tout à l'heure en faveur du renvoi de notre
décision à la fonction du peuple; & je dis *oui* avec d'autant plus de con-
fiance, que Philippe (ci-devant duc d'Orléans) a dit *non*. Au reste, ne
croyez pas que je redoute d'engager ici ma responsabilité. Lorsqu'il s'agira
de prononcer la peine qu'a méritée le traître, je prouverai à l'univers que
l'amour de la justice & mon dévouement à la République, sont pour moi au-
dessus de toutes les considérations. Pierre Baille, Granet, Gasparin, Pe-
tillot, Laurent : *non*.

Rovère. Je ne veux ni roi ni triumvirs, ni aucun genre de despotisme. Je
veux la république, une, indivisible; l'appel au peuple me paroît le signal
de la guerre civile & de la tyrannie; c'est pourquoi je dis *non*.

Moyse Bayle. Je ne veux ni rois, ni protecteurs, ni triumvirs,
ni aucun genre de despotisme. Je veux la république indivisible. L'appel
au peuple est le signal de la guerre civile & du retour de la tyrannie; c'est
pourquoi je dis *non*.

Département du Calvados. Dubois-Dubay, Lomont, Henry Larivière,
Gardon, Jouenne, Cussi, Legot, *oui*.

Faucher. Par respect pour le peuple, par respect pour tous les principes
qui intéressent l'universalité de l'empire, par respect pour la liberté de la
patrie, qui n'a rien à craindre du peuple français, & qui a tout à crain-
dre des factions qui nous environnent, je dis *oui*.

Tavaud. Je respecte la liberté des opinions; je ne crois pas qu'on puisse
faire l'injustice à aucuns de nous, de croire qu'ils peuvent influencer la
liberté de leurs collègues, les forcer de penser de telle ou telle manière :
ils sont bien faibles ceux-là qui, par leurs personnalités & leurs sottises,
croient pouvoir y réussir; ils ne leur rendent pas justice, ils ne me la
rendent pas à moi-même. Je crois que, quelques partis que nous prenions, il
y aura des inconvénients; mais je me plais à rendre hommage à la souve-
raineté du peuple, je dis *oui*.

Bonnet, Doulat : *non.*

Dumont. Citoyens, je suis législateur, & je veux que toutes les loix constitutionnelles soient soumises à la sanction du peuple. Cette mesure est surtout utile dans cette affaire. Le tyran puni, je vois derrière lui des traîtres & des prétendants qui m'inquiètent. Je veux que le peuple leur apprenne, en proscrivant lui-même celui qui fut son roi, ce qu'ils doivent craindre en aspirant à la tyrannie ; je réponds *oui.*

Département du Cantal. Thibault, Méjanfac, Chabanon, Peuvergue, *oui.*
Lacoste, *non.*

Milhand. On auroit dû écarter de nous toute idée de soumettre à la sanction du peuple le jugement du ci-devant roi. La souveraineté de la nature est au-dessus de la souveraineté du peuple ; les peuples n'ont pas le droit de faire grâce aux tyrans ; & quand même l'impunité de la tyrannie seroit autorisée par une déclaration nationale, la nature conserveroit à chaque citoyen le droit des Brutus. La voix pusillanime des tribunes ne seroit pas entendue ; oser soutenir qu'une faction quelconque peut s'élever sur les débris du trône, c'est insulter à la souveraineté & à la majesté nationale, qui veut la république ou la mort ; oser recourir à la souveraineté du peuple, pour le jugement d'un roi, c'est abuser de la souveraineté du peuple ; je suis donc d'avis d'écarter l'appel, & je dis *non.*

Carier. Citoyens, comme je ne crains rien, pas même les intrigans ; comme s'il se présente jamais un tyran, sous quelque dénomination que ce puisse être, je ne me mettrai pas dans mon lit, et je ne donnerai pas mon arme à mon camarade, je dis *non.*

J. Mailhe, absent.

Département de la Charente. Riberault, Devars, Brun, *oui.*

Maulde. Braver tous les dangers, toutes les menaces, oublier que je suis père, oublier mes plus chères affections, pour me rappeler que nous allons bientôt exercer l'importante fonction de représentant du peuple, est une loi pour moi : eh bien ! cette loi m'ordonne de le consulter sur la question qui nous occupe, à laquelle son bonheur ou son malheur est attaché..... & laissant volontiers les lauriers du moment pour ceux qui adoptent la négative, *oui*, j'émetts mon vœu avec fermeté & courage..... Je dis *oui.*

Bellegarde, Guimbertain ; Chazand, Chenadeau, Crévelier, *non.*

Département de la Charente inférieure. Dautriche, *oui.* Bernard, Breard, Eschafferiaux, Niou, Ruamps, Garnier, Dechezeau, Lozeau, Giraud, Vinet, *non.*

Département du Cher. Allasseur, Baucheton, Dugenne, Pelletier : *oui.*
Fouchet, Fauvre-Labrunerie : *non.*

Département de la Corrèze. Lidon, *oui.*

Chambon. Avant de quitter mes commettans, je leur ai promis de défendre la liberté de mon pays aux dépens de ma vie. Lorsque je suis arrivé ici, je m'attendois à des événemens bien différens de ceux que j'envisage aujourd'hui..... Je crois que le renvoi au peuple est un moyen de sauver la république. Tout, depuis que je suis ici, me prouve qu'il existe une faction formidable. C'est la bonne foi de mes collègues ou leur foiblesse qui a étayé l'espérance de cette faction. J'ajoute que s'il y a quelque courage à s'exprimer ici sur telle & telle opinion, sans doute c'est sur celle qui le moins de faveur, c'est sur celle qui a été désignée à la hache des bourreaux. Comme je vote par *oui*, je m'attends à tout, & je m'honore d'être du nombre de ceux qui ont tout à risquer.

Brival. Citoyens, comme Louis n'a pas demandé la sanction du peuple pour se coaliser & livrer la France à nos ennemis, comme il ne l'a pas demandée quand il a tyrannisé & fait égorger cent mille Français ; comme nous sommes envoyés ici pour venger la nation, & comme nous ne devons mettre aucune différence dans la punition des coupables, & que la plupart de ceux qui ont commis les crimes dont le tyran devoit profiter ont déjà péri sur l'échafaud.... ; comme enfin je prends l'engagement de périr & d'exterminer le premier intrigant qui voudroit monter sur le trône, je manifeste mon opinion, & je dis *non.*

Borie, Lanat. Penière, *non.*

Département de la Côte-d'Or. Lambert, Marey jeune, *oui.* Baziré, Guittou-Morveau, Prieur, Oudot, Guyot-Florent, Rameau, Berlier, *non.*

Département de la Corse. Bozy, Andrey, *oui.*

Chiappe. L'on doit respecter sans doute les opinions, mais non pas les personnalités; on a parlé ici de lâcheté, de vénalité; est-ce qu'on voudroit attribuer tous ces bas moyens à tous ceux qui opinent pour l'affirmative dans la question de l'appel au peuple? Connoissent-ils bien ces hommes impudens, les sentimens de tous les membres qui sont pour l'affirmative? Je ne hafarderai jamais de jugemens téméraires contre mes collègues. L'expérience nous les fera connoître. Je pense que l'or & l'honneur n'ont jamais été mis dans la même balance par les vrais républicains.

J'espère, & il est important que ces injures cessent parmi nous. Il est temps que la différence des opinions ne soit plus regardée dans cette assemblée comme un crime. Je suis un de ceux qui pourroient voter contre l'appel au peuple sans commettre d'inconséquence; parce que je ne me trouvois pas parmi vous au moment où vous avez décrété le renvoi de la constitution à la sanction du souverain, mais vous avez bien fait. Eh bien! qu'est-ce qui vous arrête maintenant? expliquez-vous. Trouveroit-on le jugement de Louis XVI moins important pour la république qu'un autre de vos décrets?

On affecte de craindre la guerre civile; c'est bien pour l'éviter, c'est pour prévenir les grands inconvéniens que cette affaire présente, c'est enfin pour ne point commettre d'attentats contre la souveraineté du peuple, que votre jugement doit être soumis à sa ratification. Les puissances étrangères trembleront; elles respecteront en silence ce grand jugement, quel qu'il soit, quand elles réfléchiront qu'au lieu d'avoir été rendu souverainement par 745 députés, il l'a été par la république entière. On parle de courage, s'il en en faut dans cette affaire, c'est bien en prononçant le renvoi au peuple. Je vote pour *oui.* Sallicetti, Casa Bianca, Multède, *non.*

Département des côtes du Nord. Goudelin, Champeaux: *oui.*

Guyomar. Songez, législateurs, songez qu'il existe une faction qui suffit seule pour perdre la république; oublions nous, sauvons le peuple, sauvons-le par notre union, il en est encore temps. Je propose avec la conscience d'un honnête homme, l'appel au souverain, comme la mesure que je crois la plus propre pour sauver ma patrie. Exempt de reproches depuis la révolution, je ne crains pas de mes commettans celui d'avoir dit avec fermeté & courage: *oui.*

Fleury. L'opposition à l'appel au peuple est une espèce de despotisme. Je dis *oui.*

Coupé, Gautier jeune, Giraut, Loncle: *non.*

Département de la Creuse. Debourges, Huguet, Couriffon-Dumas, Guyéz, Jauraud, Texier: *oui.*

Baraillon. Je demande que si l'on condamne Louis à mort, la sanction soit renvoyée au peuple.

Département de la Dordogne. Allafort, Meynard, *oui.* Lamarque, Pine-taine, Lacoste, Roux-Fazillac, Peyssard, Cambert, Bouquier aîné, Tail-lefer: *non.*

Département du Doubs. Seguin, *oui.* Quirot, Michaud, Monnot, Ver-nerey, Besson, *non.*

Département de la Drome. Sautaira, Gérente, Marbes, Coland, Mar-tinel, *oui.*

Jacomini, Fayole, *non.*

Jullien. Je suis infiniment convaincu que la meilleure manière de rendre hommage à la souveraineté du peuple, c'est de l'exercer nous-mêmes pour le salut de la république, je dis *non.*

Boisset. Comme j'aime le peuple dont je ne veux pas causer les malheurs, comme je hais les rois qui les ont toujours occasionnés, je dis *non.*

Département de l'Eure. Léonard Buzot, Richoux, Lemaréchal, Savary, Dubusc, *oui.*

Vallec. Il n'y a aucune puissance qui puisse m'empêcher de remplir l'étendue

de mes mandats. Je crois que le peuple exerceroit lui-même sa souveraineté, feroit lui-même ses loix, & prononceroit lui-même sur l'intérêt social, s'il le pouvoit. Je crois que d'après ces principes, que même lorsque le peuple donne des mandats illimités, son intention cependant est de ne déléguer que les pouvoirs qu'il ne peut pas exercer lui-même, & de se réserver ceux dont l'exercice lui est possible.

Le peuple français ne pouvoit pas prononcer sur les faits dont Louis Capet étoit accusé ; car il ne pouvoit pas se réunir en masse dans un même lieu pour l'entendre & examiner les pièces de conviction.

Cette impossibilité imposoit à ses mandataires l'obligation de prononcer sur ces faits, & ils ont rempli ces devoirs. Maintenant le peuple français peut prononcer sur l'application de la peine à infliger à Louis Capet ; il peut prononcer sur les mesures à prendre & pour la sûreté de l'état & pour le maintien de la liberté ; & je dis que dès-lors qu'il le peut, la convention nationale ne le peut pas.

Je ne suis pas effrayé, moi, par ces prétendues inquiétudes de guerre civile ; je fais que ces prétextes ont toujours été ceux des rois lorsqu'ils ont voulu interdire les assemblées populaires, qui mettoient un frein à leur autorité ; je fais que ce langage sera toujours aussi celui des hommes qui voudront faire prédominer leurs opinions privées sur la volonté générale, & mettre leur intérêt personnel à la place de l'intérêt public.

Je dis que la majorité n'a véritablement d'autre intérêt que d'avoir un gouvernement républicain. Je n'ai pas la même confiance dans une assemblée de sept à huit cents hommes, dont les intérêts privés pourroient bien ne pas être conformes à ceux de la nation ; je dis que la majorité d'une assemblée de huit cents hommes n'est pas à l'abri de la corruption ; & s'il falloit en citer un exemple, je citerois le parlement d'Angleterre. La majorité du peuple prendra nécessairement des mesures convenables pour assurer le gouvernement républicain. Au contraire, le gouvernement d'un seul peut séduire la majorité d'une assemblée de sept à huit cents personnes, soit par l'attrait des moyens corrupteurs, soit par l'inamovibilité des places, préférables sans doute, dans l'esprit de quelques hommes, à l'instabilité des emplois républicains, dans lesquels on ne peut se perpétuer que quelques instans. Voilà quel est mon vœu, & je n'en ai pas d'autre à émettre ; car je ne veux dire ni *oui* ni *non*. Je ne veux rien prononcer.

Lemaréchal. Je crois que dans le cas où la convention nationale porteroit un jugement sur Louis, il ne peut être mis à exécution avant d'avoir été ratifié par le peuple réuni en assemblées primaires. Duroy, Pindet, Bouillerot, Robert, Lindet, *non*. Topsent, malade.

Département d'Eure & Loir. Brislot, Bourgeois, *oui*.

Pétion. Mon avis n'étant pas celui de la majorité, ce que je désirerois le plus pour la tranquillité publique, c'est que les vœux opposés à ceux de la minorité fussent plus nombreux encore qu'ils ne le sont. Mais le décret rendu, il n'est aucun membre dans cette assemblée qui ne se fasse un devoir sacré de lui obéir & de le défendre. Je dis *oui*.

Giroust. Malgré les fanfaronnades de ces Brutus des tribunes, je vote pour le *oui*.

Lefage. Citoyens, ne disputons point de courage, disputons de principes. Les principes & les raisons se trouvent dans la souveraineté du peuple. Je n'examine point ici si quelques-uns de mes collègues profitant de la liberté que nous avons de manifester nos opinions, se sont permis de laisser échapper quelques mots de reproche, peut-être des injures ; je n'examinerai pas non plus s'il y a de la lâcheté à dire *oui* plutôt que *non* : je le dis en présence de ceux qui ont avancé une telle maxime, j'ai motivé mon opinion sur la première question ; je l'ai fait sans crainte, parce que je jugeois sans passion ; j'étois convaincu, ma conscience m'a crié *oui*. Sur la seconde question, la ratification du peuple sera-t-elle adoptée ? Voici mon opinion. Mes pouvoirs sont illimités ; je crois donc pouvoir exercer tout le pouvoir que le peuple m'a transmis ; je crois donc avoir le droit de prononcer sur l'affaire de Louis. Mais le peuple est-il souverain, ou ne l'est-il pas ? Il l'est. Un décret a consacré ce principe : le peuple

Je ne donc pu vous transmettre la souveraineté. Lorsque je considère que les Français sont tous dévoués au maintien d'un gouvernement républicain ; que plusieurs communes ont déjà approuvé l'abolition de la royauté ; que elles ne souffriront jamais qu'on voulût leur donner un roi, & que toutes les factions qui pourroient en former l'entreprise ne pourroient s'en promettre aucun succès, je crois devoir me dispenser de voter contre la motion ; je dis *oui*.

Loiseau, Châles, Fremengen, *non*. Delacroix, absent par commission. Département du Finistère. Blad, J. Queinec, Kervelegan, Gomaire, *oui*.

Marec. La décision que vous allez porter sur Louis Capet doit avoir la même influence sur le peuple, que la constitution que vous préparez pour son bonheur ; quoique vous ayez des pouvoirs illimités, vous avez déclaré que cette constitution n'auroit d'effet qu'autant qu'elle seroit acceptée par le peuple ; je trouve que le jugement que vous porterez contre Louis ne pourra avoir d'exécution que par la ratification. Je vote pour *oui*.

Bolan. Il est sans doute plus courageux de braver les menaces des factieux & des scélérats sans trahir sa conscience, que d'empêcher le peuple sous des prétextes ridicules d'exercer sa souveraineté. D'ailleurs, je suis persuadé que je ne puis être en même temps juge & législateur, que la très-grande majorité est vraiment républicaine & indignée des perfidies de Louis, que la décision que vous allez prendre doit être soumise à la sanction du peuple, & je dis *oui*. Guesnon, *non*.

Guermeur. L'accumulation des pouvoirs que nous avons reçus de nos commettans, le mandat spécial qui nous a officiellement été donné pour venir prononcer sur le sort du roi ; la nature de l'acte que nous exerçons, & qui n'est pas un acte constitutionnel, les dangers les assemblées primaires pour délibérer sur le sort d'un individu, m'engagent à dire *non*.

Le président. Voici le résultat de cet appel nominal :

Sur 717 membres présens, 10 ont refusé de voter : 424 ont voté contre l'appel au peuple : 283 ont voté pour. La majorité étoit de 359 ; elle excède de 141 voix. En conséquence, je déclare, au nom de la convention nationale, que le recours au peuple est rejeté.

TROISIEME APPEL NOMINAL.

La question est posée en ces termes :

Quelle peine Louis, ci-devant roi des Français, a-t-il encourue ?

Haute-Garonne. Mailhe. Par une conséquence qui me paroît naturelle, par une conséquence de l'opinion que j'ai déjà émise sur la première question, je vote pour la mort. Je ferai une simple observation. Si la mort a la majorité, je crois qu'il serait digne de la convention nationale d'examiner s'il ne seroit pas utile de retarder le moment de l'exécution. Je reviens à la question, & je vote pour la mort.

Delmas. Avant de monter à la tribune, j'ai consulté ma conscience ; elle ne me reproche rien. Je ne connois qu'une peine contre les conspirateurs. Je vote pour la mort.

Projean. Je vote pour la mort.

Perès. Je vais en peu de mots motiver mon avis, qui n'est pas celui des réopiniens ; je vais le faire en homme libre. Je crois que le tyran nous méritera plus par sa mort que par la continuation de sa honteuse existence. D'un autre côté, nous sommes un corps politique, & non un tribunal. Nous ne pouvons juger sans devenir despotes. Nous avons le pouvoir de prendre une mesure de sûreté générale. Je conclus en législateur, en homme d'état, pour la réclusion jusqu'à la paix, & pour le bannissement à cette époque.

Julien. S'il fut un moment depuis l'ouverture de la convention nationale, où nous ayions dû faire taire toutes les préventions, imposer silence à toutes les passions, c'est celui où nous sommes appelés à prononcer sur la vie d'un moyen. Je ferme les yeux sur l'avenir heureux ou malheureux qui nous

attends; je ne consulte que ma conscience; j'y puise l'arrêt pénible & douloureux que je dois porter. Je déclare donc sur ma conscience que Louis mérite la mort, & je vote pour cette peine.

Calès. Je vote pour la mort, & tout mon regret est de n'avoir pas prononcer sur tous les tyrans.

Defacy. En déclarant Louis coupable de haute trahison & de conspiration contre la sûreté générale de l'état, j'ai voté pour la mort; mais si la majorité est pour cette peine, je demanderai, comme Mailhe, à présenter des observations sur l'époque de l'exécution.

Rouzet. Citoyens, j'ai remis hier sur le bureau la déclaration que vous m'avez signée, & dans laquelle on trouvera que je propose la réclusion à temps, comme peine, l'abolition de la royauté ne me permet pas d'en porter, mais comme mesure de sûreté générale. J'ajoute que je regarde comme une violation l'affranchissement de toutes les loix qu'on s'est une fois imposées.

Drulhe. Dans l'incertitude des événemens qui sont réservés à ma patrie dans un moment où le gouvernement, fondé sur une constitution républicaine n'existe pas encore; dans un moment où le vaisseau de l'état peut être emporté par un orage, j'ai cherché la mesure la plus propre à prévenir tous les maux & à assurer la tranquillité publique. Si j'ai eu le malheur de me tromper, j'ai cette consolation que je n'aurai point trahi ma conscience: toutes les autres craintes sont au-dessous de moi. Comme législateur, je vote pour la réclusion jusqu'au moment où la république française sera reconnue par toutes les puissances; banni à la paix, & puni de mort s'il rentroit en France.

Mazade. Je déclare que je ne me crois pas le pouvoir de juger. Je vote comme législateur, la réclusion perpétuelle.

Du Gers. Laplaigne. L'assemblée a déclaré hier, à l'unanimité, que Louis est convaincu d'avoir conspiré contre l'état; j'opine pour la mort.

Maribon-Montaut. Citoyens, je ne crains pas de le dire, sous le masque de la sensibilité, quelques-uns de nos collègues voudroient commuer la peine de mort en une détention perpétuelle, ou en bannissement. Mais, je demande, cette sensibilité, l'ont-ils eue? J'ouvre le code pénal, j'y lis la peine de mort contre les traîtres & les conspirateurs. Louis est coupable de conspiration. Je lis encore dans la déclaration des droits de l'homme: la loi doit être égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Je condamne le tyran à la mort.

Descamps. J'ai développé les motifs de mon opinion; elle est imprimée. Je demande la peine de mort.

Cappin. Je crois qu'il suffit d'enlever au condamné les moyens de nuire; je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & pour le bannissement à cette époque.

Barbeau-Dubarran. J'ai consulté la loi; elle me dit que tout conspirateur mérite la mort. La même loi me dit aussi que la même peine doit s'appliquer aux mêmes crimes. Je vote pour la mort.

Laguire. Je vote pour la mort. Nous devons aux rois une grande leçon aux peuples un grand exemple.

Ichon. Lorsque j'ai voté pour l'affirmative: Louis est coupable, j'ai déclaré que j'avois la conviction. La loi applique la peine de mort. Les principes réclament ici l'application de la loi. L'intérêt de la république exige que Louis meure. Chargé par mes commettans de veiller à cet intérêt, je vote pour la mort.

Bousquet. Comme représentant du peuple, je vote pour la mort.

Moyfiel. Je crois que la mesure la plus utile à la tranquillité publique est la réclusion jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque. Je vote donc pour la détention provisoire.

La Gironde. Vergniaux. J'ai voté pour que le décret ou jugement qui seroit rendu par la convention nationale, fût soumis à la sanction du peuple. Dans mon opinion, les principes & les considérations politiques de l'intérêt le plus majeur, en faisoient un devoir à la convention. La convention nationale en a décidé autrement. J'obéis: ma conscience est acquittée. Il s'agit maintenant de statuer sur la peine à infliger à Louis. J'ai déclaré

hier que je le reconnoissois coupable de conspiration contre la liberté & la sûreté nationales. Il ne m'est pas permis aujourd'hui d'hésiter sur la peine. La loi parle : c'est la mort ; mais en prononçant ce mot terrible, inquiet sur le sort de ma patrie ; sur les dangers qui menacent même la liberté, sur tout le sang qui peut être versé, j'exprime le même vœu que Mailhe, & je demande qu'il soit soumis à une délibération de l'assemblée.

Guadet. C'est comme membre d'un tribunal national que j'ai jusqu'à présent procédé dans l'affaire de Louis, c'est en la même qualité que je vais procéder dans son jugement. Louis est coupable de conspiration contre la liberté, & d'attentat contre la sûreté générale de l'état ; j'ai posé ainsi la question, & l'assemblée l'a adoptée. J'avois posé la question sur le code pénal ; je n'ai plus qu'à l'ouvrir, j'y vois la peine de mort ; mais en la prononçant, je demande, comme Mailhe, qu'après avoir exercé les fonctions nationales judiciaires, la convention me permette d'examiner si le jugement peut être exécuté de suite, ou retardé. Je vote, quant à présent, pour la mort.

Genfonné. Quels qu'aient été les résultats de mon opinion sur les trois questions : la détermination que vous avez prise sur la seconde, ne m'a point fait changer sur la troisième, j'y persiste. Je me considère comme juge & comme législateur ; je tiens l'une de ces qualités du choix du peuple ; vous m'avez donné l'autre. Comme juge, je dois appliquer la loi ; comme législateur, comme représentant du peuple souverain, j'ai à examiner si la peine prononcée par la loi, ne pourroit pas être commuée en une détention perpétuelle. Lorsque j'ai voté pour l'appel au peuple, je me suis dit qu'il y auroit des opinions contraires sur les questions ; que ces opinions pourroient exaspérer les haines, & faire naître des troubles. J'ai cru que le moyen d'en prévenir les malheureux effets, étoit d'avoir recours au souverain, il a été écarté. Dès-lors convaincu que je suis qu'il n'est plus possible d'avoir l'expression réelle de la volonté générale, qui seule, à mon avis, pouvoit anéantir les partis & prévenir les troubles, je ne puis plus admettre de modification, dès que je n'ai pas la certitude qu'elle les préviendrait. Je vote donc pour l'application de la peine contre les conspirateurs. Mais afin de prouver à l'Europe & à l'univers que nous ne sommes pas les instrumens passifs d'une faction, & que nous ne faisons point d'acception entre les scélérats, je demande qu'après le jugement de Louis, vous vous occupiez des mesures à prendre à l'égard de sa famille, & que vous ordonniez au ministre de la justice de faire poursuivre devant les tribunaux les assassins du 2 septembre.

Grangeneuve. Vous avez décrété hier que votre décision sur le sort de Louis ne seroit pas soumise à la sanction du peuple ; vous avez donc décidé que vous prononceriez souverainement.

Quelque indéfinis que soient mes pouvoirs, je n'y trouve point, je ne puis pas même y supposer le pouvoir extraordinaire d'accuser, de juger & de condamner souverainement à la mort l'individu détroné depuis cinq mois. Je suis bien sûr au moins que je n'ai jamais accepté cette prétendue fonction : & s'il se pouvoit qu'on me démontrât que telle a été l'intention secrète de mes commettans, je saurois toujours, & cela me suffit, qu'il n'a jamais été dans la mienne de m'en charger.

Je ne puis d'ailleurs me dissimuler qu'à ce jugement criminel souverain participeroient un trop grand nombre de mes collègues, qui ont manifesté, avant le jugement, des sentimens incompatibles avec l'impartialité d'un tribunal ; & qu'on a mis en œuvre autour de nous tous les moyens d'influence possible, pour arracher à la convention une sentence de mort. Dans de semblables circonstances, je pourrois moins que jamais accepter & exercer le pouvoir criminel souverain qu'on nous attribue.

Réduit à prendre uniquement des mesures de sûreté générale, je déclare que s'il m'étoit démontré que la mort seule de Louis pût rendre la république florissante & libre, je voterois pour la mort ; mais comme il est au contraire démontré à mes yeux que cet événement peut amener les plus grands maux, sans produire aucun avantage réel ; que jamais la liberté d'un peuple n'a dépendu de la mort d'un homme, mais bien de l'opinion publique & de la volonté d'être libre, je ne voterai pas pour la mort.

Fussé-je même du nombre de ceux qui pensent qu'il y a autant de danger à laisser vivre Louis, qu'à le faire mourir ; la prudence me commanderoit encore de rejeter les mesures irréparables , pour qu'on puisse , dans toutes les circonstances , opposer aux projets de nos ennemis , on son existence , ou sa mort. Je suis d'avis de la détention.

Jay. Je vote pour la peine de mort.

Ducos. Au moment de prononcer définitivement sur le sort de Louis (ci-devant roi), je dois à ma conscience & à mes commettans, l'exposition des principes qui ont dirigé mon opinion & mon jugement.

Je ne pensois pas que la convention nationale dût juger Louis; je n'ai jamais douté qu'elle n'en eût le droit, mais je croyois qu'il ne lui convenoit pas d'user de ce droit.

Elle a décrété qu'elle le jugeroit: si son décret eût été repoussé par la conscience de mes devoirs & le sentiment de mon incompetence, aucune puissance sur la terre n'eût pu me forcer à l'exécuter; il ne répugnoit qu'à mon opinion, elle s'est tue devant l'opinion de la majorité.

J'ai voté contre la sanction du jugement par le peuple, parce qu'elle m'a paru subversive de tous les principes du gouvernement représentatif (sous lequel je veux vivre & mourir; car il m'est démontré que la liberté n'est que là), parce que le peuple ne peut à la fois conserver & déléguer l'exercice de ses pouvoirs, avoir des représentans, & n'être pas représenté.

Quant aux formes employées dans l'instruction de cette affaire, je crois qu'elles sortent des règles ordinaires, comme le jugement devoit en sortir lui-même par l'état unique de l'accusé & la nature particulière de l'accusation. J'ai dû examiner, non si elles étoient suffisantes pour opérer ma conviction des tribunaux, mais si elles étoient suffisantes pour opérer ma conviction intime. La division des fonctions judiciaires en jury d'accusation, jury de jugement, en juges appliquant la loi, est à la fois une précaution & un moyen pris par la société pour assurer la justice; mais cette division n'est pas la justice. La justice consiste dans l'application exacte du droit au fait; voilà ce que j'ai dû chercher dans l'instruction du procès de Louis.

Je déclare cependant que l'état extraordinaire de l'accusé a pu seul me faire concevoir & approuver la forme extraordinaire du jugement, qui doit être unique comme la cause qu'il va décider. Je déclare de plus, que si la convention vouloit en porter un second sur un citoyen ordinaire, en employant les mêmes violations de forme, je la regarderois comme criminelle & tyrannique, & que je la dénoncerois à la nation française.

Citoyens, il résulte évidemment, pour moi, 1°. de l'examen attentif que j'ai fait de la conduite de Louis pendant le cours de l'assemblée législative, 2°. des pièces trouvées, soit dans son château, soit chez l'intendant de la liste civile, que Louis (ci-devant roi) est convaincu d'avoir conspiré contre la sûreté générale de l'état & contre la liberté de la nation; qu'il doit subir en conséquence la peine portée au code pénal, contre les délits de cette nature.

Citoyens, condamner un homme à la mort, voilà de tous les sacrifices que j'ai faits à ma patrie, le seul qui mérite d'être compris.

Lacaze. Citoyens, je ne crois pas que la mission que j'ai reçue de mes commettans m'autorise à prononcer en juge. Ils m'ont chargé de concourir au bonheur de la nation, à l'établissement des lois. Ici je ne crois pouvoir prendre qu'une mesure de sûreté générale. Louis a fait verser beaucoup de sang; mais cette guerre qu'il nous a causée n'en fera-t-elle pas conler beaucoup encore? Ne devons-nous pas faire concourir l'existence de Louis à le ménager? Je descends dans ma conscience, & je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & jusqu'à l'époque où les puissances étrangères auront reconnu la république, ensuite le bannissement.

Bergoin. Si je croyois que mes malheureux frères d'armes, morts pour la défense de notre glorieuse révolution, ne s'y fussent exposés seulement qu'en haine contre Louis Capet, je repousserois, en montant à cette tribune, les douloureux sentimens que leurs ombres plaintives impriment à mon ame. Mais que je suis loin de leur faire cette injure!

injure !... Ce ne fut que pour détruire la tyrannie qu'ils combattirent contre le tyran & ses délégués !... aussi placerais-je ma conscience entre leur vœu présumé, c'est-à-dire, ce que réclame le salut de mon pays & la raison privée de la justice ;... aussi n'est-ce qu'après avoir réfléchi tout ce qui m'entoure, tout ce que l'histoire peut me faire pressentir de dangereux pour notre république naissante ; enfin, tout ce que la plus scrupuleuse comparaison des hommes au milieu de qui j'opine, peut fournir à mon opinion, que je m'arrête fermement à celle-ci ; la réclusion de Louis... & je le dis sans crainte.

Garrau. Citoyens, je n'examine point si nous devons porter un jugement contre Louis, ou prendre une mesure de sûreté générale. Louis est convaincu d'avoir conspiré contre la sûreté ; dès-lors, j'ouvre le livre de la loi, je trouve qu'elle porte la peine de mort contre tout conspirateur ; je vote pour la mort.

Boyer-Fonfrède. C'est avec le calme de la plus froide impartialité que j'ai examiné les accusations portées contre Louis, & les défenses qu'il a fournies ; je me suis dépouillé même de cette haine vertueuse que l'horreur de la royauté inspire à tout républicain, contre tous les individus-nés auprès du trône ; je respecte même l'homme qui fut roi, alors que je vais le condamner ; je ne lui reprocherai plus ses crimes ; il est convaincu de haute trahison ; dès-lors la loi, ainsi que l'intérêt de l'état, la justice universelle ainsi que le salut du peuple le condamnent à mourir. J'appliquerai donc la loi, comme je le ferois à ma dernière heure ; & si, lorsque je retranche un mortel du nombre des vivans, mon cœur est froissé de douleur, ma conscience tranquille n'a point de remords à craindre.

Deleyre. Pour le maintien de la république, pour le salut du peuple, pour l'instruction du genre humain, je vote pour la mort.

Duplantier. En votant contre l'appel au peuple, je ne me suis pas dissimulé les inconvéniens d'un jugement définitif ; mais j'ai consulté ma conscience & la loi, je vote pour la mort, & je demande que l'assemblée suspende l'exécution.

L'Hérault. -- Cambon. Le vœu de tous les Français est parfaitement connu, tous veulent la destruction de tous les privilèges, & la punition de tous ceux qui résisteroient à l'établissement du régime de l'égalité ; déjà j'ai été obligé dans l'assemblée législative, pour l'intérêt suprême du salut de ma patrie, de prononcer la déportation d'une caste jadis privilégiée, qui n'avoit fait d'autre crime que de refuser le serment de fidélité au nouveau régime. Avec vous, j'ai été obligé de prononcer la peine de mort contre les émigrés complices de Louis, & contre ceux qui, n'ayant pas pris les armes contre leur patrie, rentreroient en France ; aujourd'hui j'ai à juger un privilégié convaincu de trahison contre la patrie, la loi est positive, son crime est notoire, je me croirois coupable envers la justice nationale, si je me bornois à la déportation. Je vote pour la mort.

Bonnier. D'après la nature du crime, & pour la sûreté de la république, je vote pour la peine de mort.

Curée. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & la déportation à l'époque de la paix.

Viennet. Dans les réflexions que j'ai fournies à votre examen, je crois avoir prouvé que Louis n'a cessé d'être roi qu'à l'époque où vous avez aboli la royauté ; je crois encore qu'il ne peut être jugé comme homme. Je ne me suis jamais cru autorisé par mes commettans à me constituer juge ; j'ai toujours pensé qu'une assemblée de législateurs ne pouvoit s'ériger en tribunal judiciaire ; que le même corps ne pouvoit à la fois exercer la justice & faire des loix ; que cette cumulation de pouvoirs seroit une monstruosité. La précipitation avec laquelle vous avez décidé que vous jugeriez Louis, donnera à vos ennemis une ample matière de la plus amère & peut-être de la plus juste des critiques. Ce décret m'a fait, malgré moi, juge ; j'ai obéi. Interpellé de déclarer si Louis est coupable, j'ai répondu oui. On me demande aujourd'hui le genre de peine qui doit être appliqué à Louis, je réponds : Nul ne peut être puni que par les

Suite des appels nominaux.

d

loix préexistantes aux crimes qu'il a commis. La seule qui existe contre Louis, est la prévention de l'abdication de la royauté; mais comme nous ne sommes pas une cour judiciaire, comme nous sommes simplement hommes d'état, nous devons adopter la mesure politique qui tourne le plus certainement à l'avantage de la société. Si la chute de Louis pouvoit entraîner celle de tous les prétendans à la couronne, je voterois pour la mort de Louis; mais comme cela ne se peut, l'intérêt du peuple me paroît repousser cette peine. Je conclus à ce que Louis soit reclus pendant tout le temps de la guerre.

Rouyer. La majorité de l'assemblée m'a imposé la loi d'appliquer la peine encourue par Louis. Je vote pour la peine de mort.

Cambacerès. Citoyens, si Louis eût été conduit devant le tribunal que je présidois, j'aurois ouvert le code pénal, & je l'aurois condamné aux peines établies par la loi contre les conspirateurs; mais ici j'ai d'autres devoirs à remplir. L'intérêt de la France, l'intérêt des nations, ont déterminé la convention à ne pas renvoyer Louis aux juges ordinaires, & à ne point assujettir son procès aux formes prescrites. Pourquoi cette distinction? C'est qu'il a paru nécessaire de décider de son sort par un grand acte de la justice nationale; c'est que les considérations politiques ont dû prévaloir dans cette cause sur les règles de l'ordre judiciaire; c'est qu'on a reconnu qu'il ne falloit pas s'attacher servilement à l'application de la loi, mais chercher la mesure qui paroît la plus utile au peuple. La mort de Louis ne nous présenteroit aucun de ces avantages; la prolongation de son existence peut au contraire nous servir. Il y auroit de l'imprudence à se dessaisir d'un otage qui doit contenir les ennemis intérieurs & extérieurs.

D'après ces considérations, j'estime que la convention nationale doit décréter que Louis a encouru les peines établies contre les conspirateurs, par le code pénal, qu'elle doit suspendre l'exécution du décret jusqu'à la cessation des hostilités, époque à laquelle il sera définitivement prononcé par la convention ou par le corps législatif, sur le sort de Louis, qui demeurera jusqu'alors en état de détention; & néanmoins, en cas d'invasion du territoire français par les ennemis de la république, le décret sera mis à exécution.

Fabre. D'après le code pénal, je vote la mort.

Brunel. Je me renferme dans une mesure de sûreté générale, & mon avis est que Louis soit renfermé à perpétuité, sauf à le déporter s'il y a lieu.

Castillon. Si je ne consultois que les crimes de Louis & la peine qu'il mérite, je ne balancerois pas à prononcer la mort; mais la crainte de voir mêler ce sang odieux à celui d'un peuple que je chéris, me détermine à voter pour la réclusion & le bannissement à la paix.

Ille & Vilaine. Lanjuinais. Comme homme, je voterois la mort de Louis; mais comme législateur, considérant uniquement le salut de l'état & l'intérêt de la liberté, je ne connois pas de meilleur moyen pour les conserver & les défendre contre la tyrannie, que l'existence du ci-devant roi. Au reste, j'ai entendu dire qu'il falloit que nous jugeassions cette affaire comme la jugeroit le peuple lui-même. Or, le peuple n'a pas le droit d'égorger un prisonnier vaincu; c'est donc d'après le vœu & les droits du peuple, & non d'après l'opinion que voudroient nous faire partager quelques-uns d'entre nous, que je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & pour le bannissement ensuite, sous peine de mort en cas qu'il rentrât en France.

Fermont. Si j'étois obligé de donner mon suffrage comme juge, je répondrois: Ouvrez le code pénal, il prononce la mort; mais comme homme, je ne pense pas qu'un homme ait le droit d'ôter la vie à son semblable; comme législateur, je ne voterai jamais la peine de mort; en conséquence, je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & le bannissement ensuite.

Duval. Comme organe de la loi, je prononce la mort.

Sévestre. Je ne connois point cette justice qui fléchiroit devant un coupable élevé, tandis que tous doivent fléchir devant elle. Je vote pour la mort.

Chaumont. D'après votre premier décret qui déclare Louis coupable, & d'après le code pénal, la peine à appliquer ne peut plus être mise en question; elle est la mort.

Lebreton. Sans doute Louis XVI mérite la mort; ses crimes sont ceux sur lesquels s'appliquent les dispositions les plus sévères du code pénal. Si donc je prononçois, je voterois pour la mort; mais alors je voudrois qu'il y eût les deux tiers des voix; mais, comme législateur, je pense que Louis peut être un otage précieux & un moyen d'arrêter tous les ambitieux. Je vote pour la réclusion à perpétuité.

Dubignon. Je m'étonne de voir que la convention ait passé à l'appel avant de s'être bien assurée de la tranquillité de Paris. Au reste, je ne crains pas le danger pour moi, je n'en crains que pour ma patrie. Je vote pour la détention du tyran, jusqu'à ce que l'assemblée en ait autrement décidé.

Maurel. Comme mesure de sûreté générale, je vote pour la détention jusqu'à la paix.

Obelin. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & la déportation à la paix.

Beaugeard. Je vote pour la mort.

Indre. Porcher. Je vote, non comme juge, je n'en ai pas le droit, mais comme représentant du peuple, chargé de prendre des mesures de sûreté générale. Je ne me dissimule pas qu'il est difficile d'en prendre qui soient absolument exemptes de dangers; mais comme l'existence d'un tyran enchaîné, abhorré, me semble moins à craindre que les prétentions que sa mort fera naître, j'adopte la mesure de la détention jusqu'à ce que la paix & la liberté consolidées permettent de le bannir; & je me détermine d'autant plus à cette mesure, que je crois qu'elle aura de l'influence sur le succès de la campagne prochaine.

Thabaud. Je vote pour la peine de mort, parce que je suis intimement convaincu des crimes de Louis; mais je me réserve de motiver mon opinion pour déterminer le moment de l'exécution du jugement.

Pepin. D'après le sentiment de ma conscience, je voterois pour la mort, parce que je crois que l'inviolabilité qui mettroit à l'abri des peines prononcées par le code pénal contre les conspirateurs, préciserait celui entre les mains duquel seroient tous les moyens de faire réussir une conspiration, parce que cette inviolabilité, dis-je, seroit trop destructive de la liberté, & contraire à la raison, pour pouvoir être admise; mais comme représentant de la nation, chargé seulement de faire des loix & de prendre des mesures de sûreté générale, je vote pour la déportation, sous peine de mort, & pour la réclusion jusqu'à la fin de la guerre.

Boudin. Les électeurs de mon département se préparent à renouveler leurs jurés à la haute cour nationale avant la clôture de leurs opérations. Je n'ai donc aucune mission de juge.... Mais comme le renvoi aux tribunaux pourroit ne pas prévaloir dans la convention nationale, & que j'ai beaucoup plus de confiance dans les lumières politiques de Thomas Payne que dans les miennes, je demande, avec lui, que Louis Capet soit tenu en prison jusqu'à la fin de la guerre, & qu'à cette époque il soit banni du territoire de la république.

Lejeune. La déclaration des droits dit expressément que la loi doit être égale pour tous, soit qu'elle punisse, soit qu'elle protège. Je vote la mort du tyran, sans craindre les reproches de mes contemporains, ni de la postérité.

Derazey. Je vote pour la réclusion, sauf à effectuer la déportation, quand les circonstances le permettront.

Indre & Loire. Nioche. Je n'ai plus de vœu à émettre; mais une application de la loi à faire; Louis Capet a été déclaré conspirateur; je prononce comme juge, & je dis qu'il est punissable de mort.

J. Dupont. La mort.

Pottier. L'humanité souffre d'une condamnation sévère ; mais des raisons de justice me déterminent. Je vote pour la mort.

Gardien. Si, sur la troisième question, je votois pour la mort de Louis, & que mon avis fût adopté par la majorité, le jugement de la convention seroit irréparable en définitif ; le peuple n'exerceroit sa souveraineté que par théorie, & je veux qu'il la mette en pratique. Je ne crains ni les factions ni les brigands, & leurs menaces ne m'en imposeront jamais : je me crois libre, parce que je n'ai pas peur. Voici donc mon opinion : Louis doit être détenu jusqu'à la paix, & ensuite être banni du territoire de la république.

Ruelle. Je consulte la déclaration des droits de l'homme, j'ouvre le code pénal : je prononce une peine terrible, mais nécessaire, la peine de mort : mais je suis de l'avis de la restriction faite par Mailhe, & je désire que l'assemblée examine dans sa sagesse si elle ne doit pas suspendre l'exécution du jugement.

Ysabeau. Il répugne autant à mon caractère qu'à mes principes, de prononcer la mort, excepté contre un tyran ; car un tyran ne ressemble pas à un homme. Au reste, ce n'est pas moi qui prononce, c'est le code pénal : c'est la première & la dernière fois que je vote pour la mort.

Bodin. Louis a rompu le contrat social qui l'unissoit au peuple ; il a parjuré son serment, & conspiré contre la liberté. Tels sont ses crimes, & tel est le coupable sur le sort duquel il s'agit de prononcer, non en juges, mais en hommes d'état ; non en gens passionnés, mais en hommes sages, lisant dans le passé, réfléchissant sur l'avenir, & de manière à faire tourner le sort de Louis au plus grand bien de la république. Donc, comme le monde entier nous contemple, que la postérité nous jugera, & que le salut public dépend de notre détermination : comme on n'est pas grand par de grandes exécutions, mais par de grands exemples de modération & d'humanité ; par des actes de prudence, & non par le sentiment de sa haine, & l'amour de la vengeance ; comme enfin jamais un holocauste de sang humain ne put fonder la liberté, je vote pour la réclusion de Louis & de sa famille, pour être déportés à la paix.

Champigny-Clément. Je vote pour la réclusion, & ensuite pour la déportation un an après la paix.

L'Isère. Baudran. Louis n'ayant jamais pu être regardé comme roi constitutionnel, je vote pour la mort, d'après le code pénal.

Génevois. J'ai déclaré que Louis est convaincu de conspiration contre l'état, en conséquence je vote pour la mort. Je déclare en outre qu'il me paroît absolument nécessaire, pour la sûreté publique, que ce jugement soit exécuté sans aucun retard.

Charrel. Je vote pour la mort, sauf à examiner ensuite la question de savoir s'il ne seroit pas utile de différer l'exécution.

Servonat. Que mon opinion m'attire ou non des injures ou des menaces, je la prononcerai avec courage. Jetez les yeux sur vos armées, sur vos finances, tremblez que de nouvelles chaînes ne s'appesantissent sur vous, & que votre sagesse dirige les élans de la vengeance nationale contre le tyran. Louis est odieux à tous les Français, son existence ne peut être dangereuse : si au contraire il expie la peine de ses forfaits, vous augmentez la puissance d'un autre prétendant, qui auroit pour lui son or & sa popularité. Comme législateur & comme homme d'état, je vote pour que Louis soit reclus quant à présent, & banni après la guerre.

Amar. Louis est convaincu d'attentats contre la sûreté générale de l'état, & de conspiration contre la liberté ; sa vie publique, depuis la révolution, est un long tissu de crimes ; son existence est odieuse, sa mort est nécessaire pour consolider une révolution dont il seroit l'éternel ennemi. Ainsi le veut la liberté qu'il a outragée, ainsi l'ordonne l'égalité des droits ; c'est le seul despotisme qui puisse nous diriger, j'en jure par Brutus, je le jure devant le peuple français : je conclus à la mort.

Frunelle, de Lierre. La convention nationale n'est pas un tribunal ordi-

aire autour duquel la loi ait tracé un cercle qu'il ne peut dépasser : elle ne doit consulter que la justice. Je demande que Louis soit banni, sans délai, avec sa femme, sa fille, sa sœur & toute sa famille, sous peine de mort s'ils entroient dans la république. Ils ne pourront se plaindre de cette condamnation, puisqu'elle est nécessitée par l'intérêt de la tranquillité publique. Cette mesure éloigne du sein de la république toutes les personnes justement suspectes, & ôte aux mauvais citoyens tout moyen d'exciter des troubles ; vous imprimerez à perpétuité une flétrissure sur les bannis ; en prononçant au contraire la peine de mort, vous exciteriez la compassion en faveur du père, & l'intérêt d'un grand nombre de citoyens en faveur du fils. Si vous les laissez prisonniers au Temple, ils y seront long-temps un sujet d'inquiétude & de division. Comme représentans d'une grande nation, vous devez un grand exemple, vous devez mettre votre courage en évidence, en renvoyant votre roi détrôné aux tyrans qui vous font la guerre. Je vote donc pour le bannissement sans délai.

Réal. Je pense que je ne dois prononcer sur le sort de Louis qu'en législateur ; qu'en cette qualité je ne dois prendre à son égard qu'une mesure de sûreté générale. Je pense encore que l'existence ignominieuse de Louis, déclaré coupable par un jugement national, sera moins nuisible à ma patrie, que ne pourroit l'être son supplice. J'aime mieux que les droits dont il fut revêtu reposent sur sa tête flétrie & humiliée, que de les voir se réunir sur celle de tout autre Bourbon.

J'ajoute que si le peuple français eût été consulté sur la peine à infliger à Louis, je ne doute point qu'entre la mort & la prison, il n'eût choisi la peine la plus douce. Une grande nation est toujours généreuse ; elle ne connoît point la vengeance ; elle ne sent que sa force & méprise le traître.

Représentant du peuple, j'exprime le vœu que je présume devoir être le sien. Je partage aussi l'opinion de ceux qui pensent que la peine de mort doit être effacée de notre code pénal. Ainsi, sort de ma conscience, & mu par le seul intérêt de ma patrie, je conclus à la détention de Louis, sauf à la commuer en un bannissement perpétuel dans des temps plus calmes.

Boissieu. Comme je pense que nous n'avons pas un mandat de juges, je ne me regarde pas comme applicateur des loix pénales. Je vote pour la réclusion & le bannissement.

Génissieu. D'après la déclaration que Louis est coupable de conspiration contre la liberté & d'attentats contre la sûreté générale de l'état, je cherche dans les loix quelle est la peine qui doit lui être infligée, & je lis dans le code pénal, la mort. Je me demande si Louis Capet peut trouver, dans quelques loix particulières, un moyen d'échapper à la peine. Ici se présente la constitution ; je l'écarte par deux motifs : 1°. je crois que Louis n'a jamais été roi constitutionnel, & que des preuves juridiques & matérielles attestent qu'il a constamment cherché à la détruire, il ne peut aujourd'hui arguer en sa faveur des articles de cette constitution. 2°. Je pense que le droit de commettre tous les crimes & de les commettre impunément, non-seulement n'a pas été donné au ci-devant roi, & que c'eût été de sa part un crime de l'accepter. C'est ainsi que j'écarte toutes les objections tirées de la prétendue inviolabilité ; je me demande ensuite si, selon les règles de la justice, il a mérité la peine de mort, & j'en ai la conviction intime. Je vote en conséquence pour la mort.

Du Jura. Vernier. Dans tout le cours de cette affaire, je ne me suis point regardé comme juge. J'ai voté hier pour l'appel au peuple. Par une suite de mon opinion, comme représentant du peuple, je vote pour la détention.

Laurenceot. Ma conscience me fait un devoir de déclarer que je n'ai jamais cru réunir le caractère de juge à celui de législateur. En conséquence, malgré les menaces dont on a parlé, je vote pour la réclusion actuelle, & le bannissement de Louis & de toute sa famille à l'époque de la paix.

Grenot. Louis est convaincu de conspiration ; je dois prononcer la peine portée contre les conspirateurs : je vote pour la mort.

Prost. N'ayant jamais appris à transiger avec les rois, je vote pour la mort.

Amyon. Je vote pour la mort.

Babey. Je vote pour la réclusion de Louis jusqu'à la paix, & pour le bannissement à cette époque.

Ferroux. Nous avons reconnu que Louis étoit coupable de conspiration; mais les raisons d'état ne prédominent pas ma conscience; je vote pour la mort.

Bonguyode. Pressé par ma conscience, j'ai reconnu Louis coupable de haute trahison. On me demande mon opinion sur la peine, je crois que c'est la mort; mais l'intérêt de ma patrie me fait penser qu'il vaut mieux qu'il reste en détention, parce qu'elle peut hâter la paix. N'est-il pas temps que le sang français cesse de couler? Je demande la détention à perpétuité, sauf à ordonner la déportation, si les circonstances le permettent.

Des Landes. Dartigoyte. Comme juge, je dois venger le sang des citoyens égorgés par les ordres du tyran; comme homme d'état, je dois prendre Louis comme mesure qui me paroît la plus utile à la république: or, dans mon opinion, je crains le retour de la tyrannie si Louis existe. Je vote pour la mort, & pour la prompte exécution. Le républicain ne compose jamais avec sa conscience.

Lefranc. Je n'ai jamais cru voter que comme législateur; je crois que la mesure de sûreté préférable est le bannissement, & préalablement la réclusion jusqu'à la paix.

Cadroy. Un décret a déclaré Louis coupable de conspiration; la peine est la mort; ce sont les termes du code pénal; mais est-ce dans le code pénal qu'il faut chercher la peine? Il est certain que, comme juge, je ne puis m'écarter de la loi positive; mais comme juge législateur, je puis balancer avec elle l'intérêt national. Sous ce rapport, ce ne seroit donc pas dans le code pénal que je devrois chercher la peine? Je dois me demander quand je trouve d'un côté la peine de mort, de l'autre des formes protectrices, & que je vois la convention s'écarter des formes, je dois chercher la loi pour ce qu'elle offre de bienfaisant, & prendre ce qu'elle a de plus rigoureux. Ici je me rappelle l'égalité, & je dis que, si vous vouliez assujettir Louis au code pénal, vous ne deviez pas faire exception des personnes, en vous écartant des formes conservatrices instituées pour tous les citoyens. Or, vous n'avez pas voulu suivre les formes prescrites par le code pénal; vous ne pouvez donc pas appliquer les peines qui y sont portées, puisque elles ne s'appliquent que d'après les formes. Ce n'est donc point là qu'il faut chercher la peine à infliger à Louis; mais c'est une mesure de sûreté générale qu'il faut prendre. Mais est-il utile d'appliquer la peine de mort contre Louis? Outre que je ne crois pas en avoir le droit, j'y vois plus d'inconvénients que d'avantages pour la république. L'intérêt de ma patrie ne demande point son supplice. S'il meurt, je vois des partis s'élever, des prétentions se ranimer pour lui donner un successeur: s'il vit, je le vois l'effroi des rois conspirateurs, & l'exemple de l'univers. Indépendamment dans ma conscience de toute puissance humaine, je vote pour la détention.

Dizès. Je vote pour la mort.

Ducos l'aîné. Par la première question, j'ai déclaré Louis coupable de conspiration, j'ai ouvert le code pénal; il prononce la mort. J'ai vu dans quelques opinions imprimées, qu'on le présentait plutôt comme complice que comme auteur des attentats. J'ai encore consulté le code pénal. J'y ai vu la même peine contre les complices. Je vote donc pour la mort.

Saurine. Je n'ai point voté comme juge. Mes commettans ne m'ont point envoyé pour un jugement criminel, car lors des assemblées électORALES, il n'étoit question que d'une déchéance constitutionnelle. Je vote pour la mesure de sûreté générale, pour la détention de Louis & de sa famille jusqu'à la paix. Cette mesure me paroît la seule utile, la seule convenable aux intérêts du peuple & aux circonstances.

Loir & Cher. Brillon. Les principes du droit naturel, l'éternelle raison, l'éternelle justice, avec lesquels la déclaration des droits est, en cela, parfaitement d'accord, veulent que la loi soit égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse, & le code pénal condamne à la mort tout conspirateur contre la sûreté intérieure & extérieure de l'état; d'ailleurs,

ous devons un grand exemple, & aux peuples qui furent toujours trop
olâtres des rois, & aux rois eux-mêmes, qui, de leur côté, furent
jours, mais ne peuvent plus impunément être les tyrans des peuples;
e vote donc pour la mort de Louis XVI.

e banni Grégoire, absent par commission.

Châbot. Si je voulois modifier mon opinion, l'envelopper de quelques
pages, je pourrais demander aussi que Louis fût tenu de déclarer ses
mort. complices, & qu'ils fussent conduits à la même guillotine. Mais je ne mets
de hauteurs de restriction à mon jugement, & je prononce la mort, parce que
e c'est Louis a été tyran, parce qu'il l'est encore, parce qu'il peut le redevenir.
l'reste de suis loin de partager l'opinion de mes collègues qui croient n'être pas
le sanguines. C'est une qualité qui les honore autant que celle de législateur. Le
à ordonng du tyran doit cimenter la république. Je vote pour la mort.

Fouffedoire, remplaçant Bernardin Saint-Pierre. Toujours j'ai eu en
citoyen l'horreur l'effusion du sang. Mais la raison & la justice doivent me guider.
endre Louis est coupable de haute trahison; je l'ai reconnu hier. Aujourd'hui,
opinion pour être conséquent, je dois prononcer la mort.

rt, & Fresline. La mort.

ience. Leclerc. Je suis convaincu que Louis est coupable de conspiration contre
is que la patrie; mais nos pouvoirs ne sont pas sans bornes. Le salut public
la réclut seul consacrer des mesures de sûreté générale. La mort ne peut être
rangée dans cette classe; c'est un outrage à l'humanité. Dans un état ré-
publicain, la haine & l'expulsion me paroissent la seule peine à infliger
de péni aux tyrans détronés. Dans l'état de crise où se trouve la république, nous
ne pourrions considérer quelles peuvent être les suites funestes de cette mort.
balancer Je pense que la détention peut les prévenir. Je vote pour la détention.
dans le Venaille. Trois questions ont été proposées. Sur la première, j'ai ré-
nder si pondu oui; elle déclare Louis convaincu de trahison; sur la seconde, j'ai
es pro pondu non, parce que j'ai calculé les inconvéniens qu'il y aurait à ren-
dois de voyer un pareil acte à sa source; sur la troisième, législateur, je prends
u'elle une mesure de sûreté générale; juge, j'applique la loi. Je vote pour la
si vous mort.

accep Haute-Loire. Raynault. Je vote pour la mort.

Rituées Delcher. La mort.

es pref Flageas. La mort.

peines Faure. Représentant d'un peuple généreux, mais juste, je vote pour la
formes mort. Je demande que l'exécution du jugement soit faite dans les vingt-quatre
is; mais heures.

il utile Bonet, fils. La mort.

ois pas Barthélemy. La mort.

r la ré Camus, absent par commission.

meurt Loire inférieure. Meaule. Je ne puis vouloir soustraire le plus grand des
nner un coupables à la peine qu'il a méritée, je vote pour la mort.

exemple Lefebvre. La réclusion & la déportation.

maine, Chaillon. Je suis convaincu que mes commettans ne m'ont pas envoyé pour
juger, mais pour faire des loix, pas plus que pour exercer les fonctions de
jurés. Je tiens mon mandat d'hommes justes, ennemis de la tyrannie, & qui
auroient rejeté loin d'eux cette cumulation de pouvoirs. C'est donc comme
homme d'état, & pour mesure de sûreté générale, que je vote pour la
réclusion d'abord, & pour le bannissement après la guerre. Je m'oppose à la
mort de Louis, précisément parce que Rome la voudroit pour le béatifier.

Mellinet. Comme législateur, le sort de l'état doit seul déterminer ma
conscience; c'est d'après cela que je vote pour la réclusion pendant la guerre,
& le bannissement après la paix.

Villers. Je vote pour une peine terrible, mais que la loi indique, la
mort.

Fouché. La mort.

Jary. Je ne viens point ici émettre mon vœu comme juge de Louis, mes
commettans ne m'ont donné aucun pouvoir à cet effet, je me suis borné à le
déclarer coupable; pour la tranquillité publique, je vote la réclusion & le
bannissement lorsque la république sera consolidée.

Couillard. Je vote, par les mêmes motifs, pour le bannissement après guerre.

Loirer. Gentil. Sur les deux questions qui ont déjà été soumises à la délibération, je n'ai voté que comme législateur. Un roi détrôné peut être banni sans exciter d'autres sentimens que ceux de l'indignation & du mépris, à lieu que, condamné à mort, il peut exciter la pitié. L'histoire d'Angleterre en me présentant un cas très-pareil à celui-ci, m'a porté à faire de terribles réflexions. Je ne veux donc pas que mon opinion contribue à donner à France un Cromwel, ou le retour imprévu de Charles II. Je vote pour réclusion jusqu'à la paix générale & l'affermissement de la liberté.

Garan-Coulon. Quoique la peine de mort m'ait toujours semblé immorale & contraire à son but, si j'étois juge, je trouverois mon opinion écrite dans le code pénal; mais nous ne sommes pas juges; nous ne pouvons pas multiplier les fonctions d'accusateur, de jury de jugement & de juge. Je soutiens que la liberté ne peut se concilier avec cet envahissement de pouvoirs. Il ne manquera jamais de motifs semblables aux nôtres pour se mettre au-dessus des loix; &, dans quelque gouvernement que ce soit, la tyrannie est la que les hommes sont au-dessus des loix, & d'autres au-dessous. Comme représentant du peuple, chargé de prendre une mesure de sûreté générale, je vote pour la réclusion.

Lepage. La nature a mis dans mon cœur un invincible horreur pour l'effusion du sang; je pense que l'homme n'a pas le droit de condamner l'homme à la mort; je demande que le tyran soit détenu pendant la guerre, & banni à la paix.

Pellé. Non comme juge, mais comme homme d'état, je demande la détention pendant la guerre, & l'expulsion perpétuelle ensuite.

Lombard-Lachaux. Il en coûte sans doute beaucoup à un cœur sensible prononcer la mort de son semblable; mais ici l'homme dispaçoit, & je trouve qu'un grand coupable; j'étouffe en moi le gémissement de la nature pour n'écouter que la voix de la justice, & celle des victimes immolées au rage du tyran. Comme la loi doit être égale pour tous, comme il importe de donner un grand exemple, comme cette troisième question est inséparable de la première, de sorte qu'il ne vous est pas permis de faire grâce à l'homme déclaré coupable, je vote pour la peine de mort.

Guérin. Il entre dans mes principes de regarder le dernier tyran comme un ennemi vaincu. Je vote pour la réclusion, & pour l'expulsion après guerre.

Delagueulle. Il en coûte infiniment à un homme sensible de trouver des coupables à punir; mais quelque dure que soit cette épreuve, dès qu'elle est commandée par la justice, une fausse pitié ne doit pas nous égarer. Ouvrant le livre de la loi, le code conservateur de la société, j'y trouve que les conspirateurs doivent être punis de mort. Un ci-devant roi non coupable seroit banni par une république, un roi coupable doit subir la peine des forfaits. Je vote pour la mort.

J. B. Louvet. Représentans, déjà mon opinion vous est connue; je vous l'ai dit, nulle puissance au monde ne peut m'inspirer l'audace de méconnoître la représentation nationale & de usurper. Vous avez rejeté la sanction souverain; ainsi vous-mêmes m'imposez le devoir de ne plus appliquer, mais un amendement devenu nécessaire, la peine rigoureuse que le coupable mérite, mais qui, étant irréparable en définitif, me conduiroit à prononcer souverainement sur une question politique de la plus haute importance & dont la décision suprême appartient à la nation. Que si l'opinion de l'Assemblée soudaine d'un jugement irréparable vient à prévaloir, puisse du moins le génie tutélaire de ma patrie détourner loin d'elle les maux qu'on lui prépare! puisse sa main toute-puissante vous retirer de l'abîme, de l'abîme incommensurable où quelques ambitieux auront contribué à vous précipiter, puisse sa main vengeresse écraser les nouveaux tyrans qu'on nous garde.

Citoyens, je voterai la mort, mais à cette condition, que le jugement pourra s'exécuter qu'après que le peuple français aura accepté la constitution que vous êtes chargés de lui présenter. Et ne me dites pas que je représente

en d'autres termes l'appel déjà rejeté. Pour vous déterminer à rejeter cet appel que moi aussi je proposais, qu'a-t-on allégué? Qu'on ne pourroit actuellement assembler le peuple, sans risquer d'allumer la guerre civile. Eh bien! dans la nouvelle mesure que j'adopte, le peuple ne s'assemble pas actuellement; & à l'époque que j'indique, rien ne peut empêcher qu'il s'assemble; car vous-mêmes vous avez décrété qu'il n'y auroit de constitution que celle qu'il auroit acceptée. Je sens bien qu'alors tous les aristocrates, dont au reste le nombre n'est plus aussi grand que vous le dites, se réuniront pour tâcher de détruire en sa naissance le gouvernement républicain; mais, en cette hypothèse, ce seroit encore une question à examiner, que celle de savoir si l'existence d'un ci-devant roi très-criminel ne deviendrait pas plus nuisible que favorable aux projets du rétablissement de la monarchie. En effet, s'il ne vit plus, manquera-t-il de se présenter quelque intrigant dévoré du désir de lui succéder, avide du pouvoir suprême, & plus redoutable, parce que ses forfaits moins connus ne l'auroient pas aussi complètement avili?

Au reste, je vous le déclare, parce que j'en suis fortement convaincu, quelque parti que vous preniez dans cette circonstance trop solennelle, les dangers de la république deviennent immenses & pressans. Cependant son salut est encore dans vos mains; gardez de passer vos pouvoirs; rendez hommage aux droits de ceux qui vous ont envoyés; portez un religieux respect à la souveraineté nationale; & si, pour avoir rempli vos devoirs, vous devez tomber sous le poignard des factieux, vous tomberez du moins dignes de regrets, dignes d'estime. Vos départemens s'armeront & pour vous venger & pour venger la liberté. Vous serez morts, mais vous conserverez le précieux dépôt de la représentation nationale; mais vous aurez sauvé la république: il n'y a point à balancer.

D'ailleurs les principes sont là. Citoyens, les hommes, les temps, les circonstances peuvent changer; les principes ne varient pas, & je ne varierai pas plus que les principes.

Je vote pour la mort de Louis, mais à cette condition expresse, & je déclare formellement que mon opinion est indivisible, à cette condition, dis-je, que le jugement ne pourra recevoir son exécution qu'après que le peuple français aura accepté la constitution qu'il vous a chargés de lui présenter.

Léonard Bourdon. Pour des raisons de sûreté générale & d'humanité, je vote pour la mort & l'exécution dans les vingt-quatre heures.

Labouffière. Je suis juge, & je ne puis m'empêcher d'être juge; Louis est convaincu de conspiration contre la liberté; j'ouvre le code pénal, je prononce la mort, me réservant, comme Mailhe, d'examiner s'il ne seroit pas utile de surséoir à l'exécution du jugement.

Cledel. Je vote pour la mort.

Salleles. Je vote pour la réclusion.

Jean-Bon-Saint-André. Si l'affaire de Louis Capet m'avoit paru une affaire ordinaire, je n'aurois pas cru que la convention dût s'en attribuer le jugement. J'ai pensé & je pense encore que c'est ici un combat de la liberté contre la tyrannie, & c'est un combat à mort. La mort est sans doute une peine horrible; mais la justice est une, elle ne change pas de nature. Des républicains sont justes; & quand ils fléchissent les règles de la justice par les considérations de la politique, ils prennent des demi-mesures, & des demi-mesures sont toujours contraires à l'intérêt de l'état. Tous les peuples qui ont voulu être libres, n'ont pu l'être que par la mort des tyrans. Je vote pour la mort.

Monmayan. Je cherche dans la loi la peine contre les conspirateurs; j'y trouve la mort, je prononce la mort.

Cavaignac. Un décret de la convention m'a constitué juge de Louis; je dois m'y soumettre & agir en cette qualité. Hier, Louis a été déclaré, à l'unanimité, convaincu de conspiration & d'attentat contre la liberté & la sûreté de l'état. En votant pour ce décret, je n'ai dû écouter & n'ai réellement écouté que le cri de ma conscience. Dans ce moment où il s'agit de déterminer la peine à infliger à Louis, je ne dois consulter que la loi;

Suite des appels nominaux.

je ne suis que son organe, & ce seroit un crime à moi de substituer à sa volonté suprême ma volonté particulière. En conséquence, je déclare qu'en conformité de la loi, qui porte la peine de mort pour les crimes dont Louis est déclaré convaincu, Louis doit subir la mort. Le vœu terrible que je viens d'énoncer, ne laisse dans mon âme d'autre amertume que celle qu'éprouve toujours l'homme sensible, lorsque son devoir lui impose la cruelle obligation de prononcer la mort de son semblable.

Un décret m'assure que demain la convention s'occupera du sort du reste des Bourbons: je n'ai donc d'autre vœu à former à cet égard, que celui de voir bientôt ma patrie débarrassée de tout ce qui peut faire ombrage à sa liberté.

Bouynges. C'est en législateur que je prononce, & non en juge. Je vote pour la réclusion.

Delbret. Je vote pour la mort, à condition que le jugement, ne sera exécuté qu'après que la convention aura pris des mesures de sûreté générale sur la famille des Bourbons.

Albouys. Une crainte agite mon cœur, ce n'est pas celle des poignards. Comme juge, j'ouvre le code sacré que j'ai devant les yeux; c'est là que je lis que nul homme ne peut être puni qu'en vertu d'une loi antérieure au délit. J'ouvre en même-temps la constitution, & j'y trouve qu'après l'abdication présumée, d'après les cas qui y sont prévus, le roi sera puni, comme les autres citoyens, pour les délits postérieurs à cette abdication. Dans mes principes, dire que pour les délits postérieurs à son abdication il sera puni comme les autres citoyens, c'est dire que pour les délits antérieurs, il ne sera puni que de la peine que la constitution lui inflige. Mais je dois en même-temps prononcer sur Louis, comme législateur & comme homme d'état. Le bonheur de l'état, d'après ma conviction, ne se trouve pas dans sa mort. Je crains, au contraire, si je le vois mourir, un nouveau tyran, un nouveau trône. Qu'il reste enfermé jusqu'à ce que nous n'ayions plus rien à craindre, & qu'après il aille errer autour des trônes. Je vote pour la réclusion.

Cayla, malade.

Lot & Garonne. Vidalot. Ce n'est que comme juge & législateur qu'hier j'ai opiné pour déclarer Louis coupable de haute trahison contre l'état. En cette double qualité, je dois déclarer aujourd'hui la peine: la loi prononce la mort contre les conspirateurs; la mort de Louis est nécessaire à l'intérêt de la république. Je vote pour la mort.

Laurent. Comme législateur, & non comme juge, je vote pour la réclusion.

Paganel. Les uns se considèrent ici comme juges; d'autres comme législateurs. Tous font dépendre leur opinion de la qualité qu'ils se donnent. Les mots changent-ils donc la nature des choses! Je ne vois, moi, que je plénitude de mes pouvoirs, les droits de la nation, la souveraineté que la représente, le devoir que nous nous sommes imposés de fonder la république, & le besoin de sauver la patrie.

J'ai publié mon opinion sur le procès du ci-devant roi; j'ai cherché la vérité dans les écrits de mes collègues. Un décret de la convention m'a fait l'arbitre des destinées de Louis, en réservant à elle seule le jugement de ce grand coupable. Un seul motif m'a fait balancer un moment entre la sévère justice qui commande à ma raison, & une politique indulgente qui a presque séduit mon cœur. Ce motif, c'est la crainte de servir, par mon opinion, une faction conspiratrice, ou l'ambition liberticide de quelques chefs de parti. Mais l'horreur qu'inspirent le caractère & les sentimens de ceux que la renommée désigne, & l'exécration imprimée d'avance à toute sorte de tyrannie, ont vaincu ce scrupule si légitime. Je n'ai pu sacrifier à cette considération ma conviction intime, ni la voix puissante de la justice aux rumeurs vagues de la pusillanimité. Louis est coupable de conspiration contre la sûreté générale & contre la liberté: qu'il expie ses crimes & nos infortunes. L'inviolabilité des rois est la source de toutes les misères publiques. Composer avec elle, ce serait rendre bon-

image à cette funeste erreur, & retarder l'affranchissement des nations, à qui nous devons la vérité toute entière, comme nous leur devons une entière justice. Les rois ne peuvent plus être utiles que par leur mort. Je désire que le supplice du ci-devant roi soit le dernier qui souille le territoire de notre république.

J'appuie la motion de Mailhe.

Claverie. Je ne connois pas d'autre loi d'après laquelle je puisse prononcer sur le sort de Louis, que la constitution. La constitution ne prononce pas la mort : elle prononce seulement l'abdication ou la déchéance. Je n'irai pas au-delà de la loi ; je ne voterai pas pour la mort, je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Laroche. Je vote pour la détention de Louis pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Boufflou. Quel que soit le décret que la convention va rendre, la solemnité de sa discussion l'a mise à l'abri de tout reproche. Vous avez déclaré que Louis étoit coupable de conspiration. J'aurois désiré que la troisième question fût la seconde. La convention a déclaré que l'appel au peuple n'auroit pas lieu. Mon vœu étoit pour l'appel, parce que dans mon opinion le peuple seul pouvoit juger souverainement : mais je ne compose point avec les principes. La loi prononce la mort. Je vote donc pour la mort.

Gayet-Laprade. Vous avez déclaré Louis convaincu du crime de conspiration contre l'état ; vous croyez voir dans le code pénal la peine à lui appliquer. Je m'abstiens de prononcer sur cette opinion. Je pourrais opposer la constitution au code pénal. Je vote pour la détention.

Fournel. Je vote pour la mort de Louis, convaincu du crime de haute trahison.

Noguer. J'ai interrogé ma conscience : elle m'a dit que Louis étoit coupable. Je l'ai interrogée comme homme d'état ; je vote pour la réclusion.

La Lozère. Barrot. Comme je suis parfaitement convaincu qu'il n'existe plus parmi nous de traces de la royauté, comme la mort de Louis ne me paroît pas nécessaire, utile même à l'intérêt de la république, je vote pour la réclusion pendant la guerre.

Châteauneuf-Randon. L'assemblée a décrété à l'unanimité Louis convaincu de conspiration ; la loi le condamne à la mort. Les considérations politiques n'ont été invoquées que par le fanatisme & la tyrannie. Heureusement le règne en est passé. On parle d'une faction ; je n'y crois pas : si je pouvois y croire, je ne la verrois que du côté de ceux qui mettent tant de méchanceté à supposer des partis. Mais si quelque ambitieux osoit attaquer la liberté, les bras du peuple sont levés, & je briguerois l'honneur de porter les premiers coups. Je vote pour la mort de Louis le dernier.

Servière. Je vote pour la mort, en me proposant d'examiner la question du sursis.

Monefrier. J'émettrai mon opinion comme juge & comme législateur. Comme juge, je trouve dans le code pénal la peine de mort contre les conspirateurs : comme législateur, je vote pour la mort, en demandant que la peine ne soit appliquée qu'à la paix.

Pelet, absent par commission.

Maine & Loire. Choudieu. La mort.

Delaunay l'ainé. Je vote pour la mort.

Dehoullière. J'ai voté avec confiance que Louis étoit coupable de conspiration ; mais je ne suis pas juge : comme législateur, je m'en tiens à des mesures de sûreté générale ; je vote pour la détention pendant la guerre, & la déportation après la paix.

Reveillère Lepeaux. La mort.

Pilastre. La détention jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque.

Leclerc. Je vote pour la mort.

Dandenac aîné. Je déclare que je ne prononce pas comme juge ; mais comme législateur, je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Delaunay le jeune. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Pérard. Je vote pour la mort.

Dandenac le jeune. J'ai prouvé dans mon opinion imprimée que ce n'étoit point comme juge, mais comme législateur que je votois dans cette affaire : je propose la déportation de tous les prisonniers qui sont au Temple, mais la détention provisoire jusqu'à la paix.

Lemaignan. Je vote pour la réclusion.

La Manche. Gervais-Sauvé. Je n'ai pour guide de mon opinion que ma conscience : j'ai voté pour l'appel au peuple, parce que je n'ai pu croire que le peuple se fût dépouillé de sa souveraineté, & eût voulu cumuler sur ma tête les fonctions d'accusateur, de juré, de juge & de législateur : ce fardeau eût été au-dessus de mes forces. Je propose la détention jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque.

Poisson. Je propose la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Lemoine. Une loi de l'état a déclaré Louis coupable de trahison ; une autre loi condamne à la mort tout conspirateur contre la sûreté de l'état. Comme représentant de la nation, je vote pour le dernier supplice.

Letourneur. Lorsque la convention a mis en question si le ci-devant roi seroit jugé par elle, j'ai voté contre ; mais la majorité a prononcé. J'avois pensé ensuite que l'appel au souverain pouvoit seul réparer cette faute. La majorité a rejeté cet appel ; je me sou mets à sa décision, je suis donc obligé de juger souverainement : comme juge, je consulte la loi, toutes les considérations s'évanouissent devant elle ; je vote pour la mort.

Ribet. Je prononce la peine de mort avec cette réserve qu'elle ne sera exécutée que lorsque la race des Bourbons sera expulsée de la France.

Pinel. Je ne puis cumuler les fonctions de juge & de législateur ; je vote librement pour la détention.

Lecarpentier, de Valogne. Comme je n'écoute que la voix de l'impérissable justice, que le cri de ma conscience, je vote pour la mort de Louis Capet.

Havin. Je vote pour la mort.

Bonnefœur. La mort. Je prononce cette peine terrible d'après ma conviction intime ; le sang que Louis a fait répandre, l'intérêt de l'état, le cri de ma conscience, m'obligent de voter ainsi ; mais parce que la convention a rejeté l'appel au peuple, comme je vois s'élever contre elle des projets d'avilissement, comme je vois se former une faction désorganisatrice, je demande que le décret n'ait son exécution que 24 heures après le décret d'accusation contre Marie-Antoinette, & le bannissement des Bourbons.

Engerran. Je vote pour la détention.

Laurence-Villedieu. Je pense que Louis a mérité la mort ; mais qu'il doit être sursis à l'exécution, tant que l'Espagne ne nous aura pas déclaré la guerre, que l'Autriche ne la continuera pas. Suspendez votre jugement sur mon opinion. S'il falloit, pour sauver l'état, une victime, même innocente, il faudroit l'immoler ; mais je crois qu'il faut commuer la peine, si elle peut épargner le sang français. L'Autriche mettra bas les armes, l'Espagne ne les prendra pas, ou bien elles se rendront évidemment coupables d'assassinat contre Louis. Si nous n'avons pas la guerre, ne craignons point la tyrannie, Louis méprisé lui servira de barrière ; montrons aux peuples à respecter la loi. Peuple qui nous entendez, s'il étoit parmi vous des citoyens qui se fussent livrés à des factions, rappelez-les à des travaux plus utiles. Quant à moi, j'attends tout du temps qui fait tomber les masques. Je me résume. Louis a mérité la mort, je vote pour cette peine ; mais je demande qu'il soit sursis à son exécution, tant que l'Espagne ne déclarera pas la guerre, tant que l'Autriche ne la continuera pas.

Hubert. Je vote pour la mort.

Bretel. Je vote pour la réclusion.

Marne. Prieur. Le peuple entier a accusé Louis de conspiration contre sa liberté & sa souveraineté. La convention nationale l'a déclaré convaincu de conspiration contre la liberté du peuple ; la loi a fait le reste ; elle

prononcé la mort contre les conspirateurs. Je prononce cette peine à regret ; mais comme organe impassible de la loi , je prononce la mort.

Thuriot. La mort.

Charles Charlier. La mort.

Delacroix Deconstant. Comme représentant du peuple , je dois apporter ici moins l'expression de ma volonté particulière , que celle de la volonté générale. La volonté générale a appliqué la peine de mort aux crimes dont Louis est convaincu. Je vote pour la mort.

Devillers. La mort.

Poulain. La réclusion & le bannissement.

Drouet. Louis a conspiré contre l'état. Par une suite de ses trahisons , il a fait couler à grands flots le sang des citoyens. Il a ouvert les portes du royaume aux ennemis , qui ont apporté la misère & la mort dans mon pays. Tant d'outrages faits à la nation , qui le combloit de ses bienfaits , ne peut se laver que dans le sang. Je le condamne à la mort.

Arnonville. Je vote pour la mort.

Blanc. La réclusion pendant la guerre , & le bannissement à la paix.

Vatelier. Si je n'étois bien convaincu , je le ferois en jetant les yeux sur le territoire entier de mon département ; j'y verrois les campagnes ravagées par des satellites armés au nom de Louis , des filles violées , le sein des femmes arraché , des enfans immolés dans le berceau... Un tel tableau , & il n'est que trop réel , n'est pas fait sans doute pour appitoyer sur le tyran , qui , pour rétablir sa domination absolue , a provoqué tant de crimes. Je vote pour la mort.

La Haute-Marne. Guillardin. Louis est déclaré convaincu de haute trahison , & d'attentats contre la sûreté générale de l'état ; déjà Laporte , d'Angremont , Backmann & autres convaincus des mêmes crimes , ont été punis de mort ; c'étoit pour lui , par lui & avec lui que ces conjurés turluternes agissoient : il répugne à ma raison de pardonner au chef , lorsque j'ai condamné les complices. Toutes les considérations politiques sont ici lâcheté ou perfidie ; elles peuvent convenir aux despotes ; je les crois indignes d'un peuple libre : tout délai feroit une foiblesse. L'avantage qu'on prétend en tirer vis-à-vis des ennemis extérieurs est illusoire ou incertain. En conséquence , je demande que Louis soit condamné à mort , & que le jugement soit exécuté dans les 24 heures.

Manuel. Je déclare , au nom du peuple français , que Louis a encouru la mort.

Roux. Un tyran disoit qu'il vouloit que le peuple romain n'eût qu'une tête , pour l'abattre d'un seul coup ; Louis Capet a , autant qu'il étoit en lui , exécuté cet atroce désir. Je vote pour la mort. Vengeur de deux peuples libres , je n'aurai qu'un regret à former , c'est que le même coup ne puisse frapper la tête de tous les tyrans.

Valdruche. La mort.

Chaudron-Rouffeu. Convaincu que son existence ne pourroit cesser d'être funeste à la république , je vote pour la mort.

Laloi. La mort.

Wandelincourt. Je me suis refusé comme juge ; mais je me suis conservé le droit d'opiner sur les mesures de sûreté à prendre pour l'intérêt de la république. Je demande que le ci-devant roi soit banni après la guerre.

Majenne. --- Byfly le jeune. Je vote pour la mort , mais avec sursis jusqu'au moment où les puissances étrangères voudroient envahir le territoire de la république. Et dans le cas où elles feroient la paix , je vote pour qu'on examine alors s'il n'y a pas lieu à commuer la peine. Mon opinion est indivisible.

Esne. (Joachim) La mort.

Durocher. Pour sauver ma patrie & punir le tyran , je vote la mort.

Enjubault. Pour la mort ; mais à condition qu'il soit sursis à l'exécution jusqu'au moment où les puissances étrangères envahiroient notre territoire ; & dans le cas contraire que l'on commue la peine , j'entends que mon opinion soit indivisible.

Serveau. (Même opinion que le précédent).

Plaichard-Chottière. Je vote pour la réclusion & pour le bannissement après la guerre.

Villars. Je suis convaincu que la peine de mort infligée à un criminel quelconque, est absolument contraire à la nature & à la raison ; je suis convaincu que la stabilité d'une république bien fondée ne dépend ni de la vie ni de la mort d'un individu : que tuer un tyran a toujours été la dernière ressource de la tyrannie. Je vote pour que Louis soit détenu pendant la guerre, & qu'après cette époque, il soit banni à perpétuité.

Lejeune. (René-François) C'est comme législateur que je propose une mesure de sûreté générale. La peine de mort est moins établie pour punir un coupable, que pour effrayer les autres ; cette loi n'a pas d'application au cas particulier dont il s'agit. Je conclus à la réclusion perpétuelle.

Meurthe. -- Salle. Vous avez rejeté la ratification par le peuple, du décret qui seroit prononcé contre Louis, mais mon opinion n'a pas changé ; car les opinions sont indépendantes de vos décrets. Je suis persuadé qu'aujourd'hui il ne nous reste plus que le choix des maux de la patrie. Ce n'est pas que je craigne la responsabilité ; si j'étois juge, j'ouvrirois le code pénal, & je prononcerois la mort ; mais je suis législateur, rien ne peut m'ôter ces fonctions, ni me forcer à les cumuler avec d'autres incompatibles. Si Louis meurt, les chefs de parti se montreront. Louis est au contraire le prétendant qui pourra le plus dégoûter le peuple de la royauté. J'ai donc fait sans peine mon choix entre les deux opinions qui vous sont soumises, parce que mes adversaires même me l'ont dicté ; ils m'ont dit : Ne renvoyez pas au peuple, parce qu'il ne voterait pas pour la mort ; mais moi, je ne veux prononcer que comme le peuple ; vous même m'avez dit que la loi n'a de caractère qu'autant qu'elle est l'expression présumée de sa volonté. Je demande donc que Louis soit détenu jusqu'à la paix.

Mallarmé. Louis a été cent fois parjure ; le glaive de la justice s'est promené trop long-temps sur sa tête sans le frapper ; il est temps que les représentans de la nation française apprennent aux autres nations que nous ne mettons aucune différence entre un roi & un citoyen. Je vote pour la mort.

Levasseur. Je vote pour la peine de mort, comme la seule qui doive être appliquée aux conspirateurs.

Molveaux. Je déclare que je vais prononcer comme mandataire du peuple ; nul décret ne m'en a ôté le titre. Je déclare que je ne suivrai aucun autre motif que celui de l'intérêt du peuple. Je suis convaincu que le jour qui verroit tomber la tête du tyran, seroit peut-être celui de l'établissement d'une tyrannie nouvelle. Je suis convaincu que la mort de Louis seroit pour le peuple français ce que fut celle de Charles I^{er} aux Anglais. Je vote pour la détention pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Bonneval. Je vote pour la mort.

Lalande. Pour la réclusion (conformément à l'avis de l'ante-préopinant).

Michel. La détention & le bannissement.

Zangiacomi. Je n'aurais jamais accepté une cumulation de pouvoirs telle que celle qu'on suppose nous avoir été donnée par nos commettans. Rappelez-vous de ce mot échappé à Charles I^{er} : *Rien n'est plus abject qu'un roi détroné*. La honteuse existence de Louis aura au moins cet avantage de déjouer les complots ambitieux, & de servir d'épouvantail à tous ses pareils. Je vote pour la détention pendant la guerre & le bannissement à la paix.

Meuse. Moreau. La sûreté de l'état ne me paraît pas commander la destruction de Louis. Je vote pour le bannissement, qui n'aura lieu qu'à la paix.

Marquis. Comme juge, je n'hésiterois pas à prononcer la peine de mort, puisque cette peine barbare souille encore notre code ; mais comme législateur, mon avis est que Louis soit détenu provisoirement comme otage, pour répondre à la nation des mouvemens intérieurs qui pourroient s'élever

pour le rétablissement de la royauté & des nouvelles hostilités & invasion des puissances étrangères.

Tocquot. membre de la législature, j'ai suspendu Louis Capet; membre de la convention, je l'ai déclaré convaincu de conspiration, j'ai suivi ma conscience; je ne puis cumuler tous les pouvoirs, je ne puis prononcer qu'en législateur & en homme d'état. Je conclus à la réclusion provisoire & au bannissement après la guerre.

Pons. Je vois dans les crimes de Louis Capet & ceux des conspirateurs ordinaires, qu'entre le meurtre à force ouverte & le poison, l'homme roi a toujours été privilégié dans le sens du crime. Louis a été accusé par la nation entière d'avoir conspiré contre sa liberté; vous l'avez déclaré convaincu de cet attentat, ma conscience me dit d'ouvrir le code pénal, & de prononcer la peine de mort.

Roussel. Vous avez déclaré que l'appel n'auroit pas lieu, ce n'étoit pas mon avis; mais je m'y soumetts. Dans le premier cas, il y avait plus de prudence; dans le second, il y a plus de courage en apparence. Avant de prononcer sur le sort de Louis, je me suis fait cette question: Sa mort est-elle utile à la république, sa vie est-elle dangereuse? Louis n'a aucun moyen physique & moral; les aristocrates même le méprisent. Loin donc qu'il y ait du danger à le laisser vivre, c'est une mesure utile aux yeux de la saine politique. Je vote pour la détention.

Bazoche. J'ai été envoyé à une convention nationale. J'ai été revêtu de pouvoirs illimités; mais je n'ai jamais pensé que le pouvoir judiciaire en fit partie, à moins qu'il ne m'eût été délégué par un mandat spécial de la nation. Je conclus à ce que Louis soit détenu comme otage jusqu'à l'époque où les représentants ne verront plus d'obstacle à sa déportation.

Humbert. J'ai déclaré Louis coupable de haute trahison; j'ai voté pour l'appel au peuple: je dois respecter le vœu de la majorité. Je propose la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Harmand. Je ne peux puiser la peine dans le code pénal, puisque vous en avez écarté les formes. Je vote pour le bannissement immédiat.

Morbihan. Lemailland. J'ai pensé que l'existence honteuse de Louis étoit moins dangereuse que sa mort. Je vote pour la réclusion provisoire & le bannissement à la paix.

Lehardy. Je regarderois la liberté de mon pays comme entièrement anéantie, si nous étions à la fois accusateurs, jurés, juges & législateurs. Non, nous ne sommes pas juges. Si je considérois la convention comme juge, je demanderois qu'elle exclût au moins 60 de ses membres. La malheureuse histoire de tous les peuples nous apprend que la mort des rois n'a jamais été utile à la liberté. Je demande que Louis soit mis en état de détention tant que la république courra quelques risques, ou jusqu'au moment où le peuple aura accepté la constitution; alors, & seulement alors, vous décréterez le bannissement.

Corbel. Je déclare que Louis convaincu d'attentat contre la sûreté générale de l'état a mérité la mort; mais dans les circonstances où nous nous trouvons, comme c'est en hommes d'état que nous devons prononcer, & qu'une mesure de sûreté générale est préférable à une application rigoureuse de la loi, je demande que Louis & sa famille soient gardés au Temple, ou dans toute autre ville jusqu'à la paix.

Lequinio. Citoyens, je ne puis pas être généreux quand je suis obligé d'être juste, & je ne dois point m'abandonner à un sentiment qui paraît tenir de la grandeur, mais qui n'est vraiment qu'un reste d'idolâtrie pour les rois. Un seul assassinat est puni de mort; & je vois accumulés sur la tête de Louis, la trahison, les parjures, une longue conspiration, & la mort de 20 mille Français; Louis a donc mérité plus que la mort; cependant la peine de mort est à mes yeux un crime commis au nom de la loi, & je voudrois qu'il fût possible de marquer ce jour mémorable par l'abolition de ce supplice, moins propre lui-même à corriger les nations qu'à les rendre cruelles & perverses.

Je voudrois pouvoir condamner Louis à un supplice dont la durée servît

long-temps d'exemple, en même temps qu'elle seroit une grande leçon d'égalité; l'on doit m'entendre; ce sont les galères perpétuelles; & je suis si intimement persuadé que ce supplice est plus proportionné que la mort aux forfaits du tyran, que son exposition seule va révolter l'immagination des femmes, des aristocrates & de tous ceux que la faiblesse ou la vanité peut asservir encore à d'antiques préjugés. Je le soutiens; au surplus, si la peine de la réclusion emportoit la majorité des suffrages, elle ne pourroit pas être ailleurs qu'au bagne, sans quoi vous seriez encore injustes & prévaricateurs contre la déclaration des droits de l'homme, & les maximes de l'égalité sociale.

Mais des considérations qui découlent de la faiblesse & de l'inphilosophisme, pourraient faire redouter, dans le tyran aux galères, un chef de parti toujours prêt à voir une pitié mal entendue, rompre ses chaînes & lui donner le moyen de s'en servir pour occasionner de nouveaux troubles à la liberté publique; & le code pénal encore subsistant, présente la peine de mort.

Quant aux considérations politiques induites de nos relations à l'égalité des puissances étrangères, elles sont absolument nulles pour moi; 800 mille soldats, des canons & l'énergie dont la convention nationale doit se remplir pour l'imprimer à tout le peuple français, voilà les seules raisons qui puissent vous excuser de l'affront que votre révolution a déjà fait à tous les tyrans.

Pour ce qui est de cette crainte que je vois exister ici, d'un nouveau prétendant à la tyrannie, j'avoue que c'est à mes yeux un fantôme que la puillanimité se fait pour le combattre; & je me réserve au reste, à donner un moyen sûr de ne le pas craindre, en parlant sur la famille des Bourbons; je réclame à cette fin la parole immédiatement après Gensonné, & vient de la demander sur le même sujet. Et je vote contre Louis pour la peine de mort.

Andrein. Je déclare qu'étranger à tout parti, & ne consultant que ma conscience & la nécessité de consolider la révolution, je vote pour la peine de mort, & je demande que la convention examine s'il est expédient de surseoir à l'exécution du jugement.

Gillet. Inaccessible à la crainte, je n'ai consulté que l'intérêt de la république. Louis a mérité la mort, puisqu'il a conspiré contre la liberté; mais convaincu que le supplice est inutile & dangereux; que sa mort seroit passée toutes les prétentions de la royauté sur la tête d'un fils dont nul crime n'a encore flétri l'innocence, je vote pour la détention perpétuelle, sauf à la changer en bannissement, si les circonstances le permettent.

Michel. Je vote pour la réclusion pendant la guerre & pour le bannissement à la paix.

Rouault. Nous sommes ici pour le salut public; c'est le salut public qui doit guider notre détermination; le salut public est-il dans la mort du tyran? Il est grandement coupable sans doute; une mort n'expieroit pas ses forfaits, & je ne crois pas que l'intérêt de la patrie exige cette mort. Je vote pour la réclusion.

Moselle. Anthoine. Sur mon honneur, Louis mérite la mort.

Hentz. La mort.

Bar. Louis mérite la mort.

Blaux. J'avois trois fils; le premier est mort en Amérique; le second Francfort; je viens d'offrir le troisième à Custine. Je suis convaincu que Louis a mérité la mort par ses crimes; mais comme je serois récusable, je prononçois, je vote, comme législateur, pour la peine la plus légère pour la détention jusqu'à la paix & pour le bannissement à cette époque.

Thirion. Je n'ai ni père, ni fils à venger, mais cent mille de mes concitoyens. Je vote pour la mort.

Becker. Ni les menaces dont cette tribune a retenti, ni cette crainte puérile dont on a cherché à nous environner, ne me feront trahir mon sentiment. Je vote pour la réclusion.

Merlin & Couturier, absens par commission.

Mèvre. Sauterault. La peine due aux conspirateurs est dans le code pénal. Elle ne me laisse rien à dire. Je vote pour la mort.

Damerède. Un républicain ne consulte que les intérêts de la patrie. Je vote pour la mort.

Leflot. La mort.

Guillerault. J'ai reconnu Louis convaincu de crime de haute trahison ; c'est dire que je le juge à mort.

Legendre. Je vote pour la mort.

Goyre-Laplanche. Je vote pour la mort ; & par mesure de sûreté générale, je la vote pour le plus bref délai.

Jourdan. Je ne puis appliquer la loi, parce que je ne suis pas juge. Le fust-je, je ne la voterois pas, parce que la peine de mort est contraire à mes principes. Cependant, si le sang de Louis pouvait établir le règne des lois, assurer l'empire de la liberté, je le répandrois plutôt moi-même, dussé-je me poignarder après pour ne pas vivre avec le remords d'avoir fait mourir mon semblable. Je vote pour le bannissement, mais seulement à l'époque de la paix.

Nord. Merlin. Je vote pour la mort.

Duhem. La mort.

Gossin. Absent par commission.

Coussé. La mort.

Fockeey. Louis est la cause de la mort de plusieurs milliers de Français ; de la dévastation de nos terres, de l'anéantissement de nos relations commerciales ; mais le principe conservateur de la république entière, c'est de ne compromettre, par notre jugement, la sûreté ni la propriété de ceux qui nous envoient. D'après ces motifs, & comme législateur, je vote pour la détention jusqu'à ce que la république ne soit plus en danger.

Lefage-Senault. Un juge national, un citoyen libre, ne peut pas ne pas condamner le tyran à mort. Je demande qu'il soit exécuté dans les vingt-quatre heures.

Carpentier. La mort.

Prièse. Je vote pour la mort. Si, au contraire, la majorité étoit pour la réclusion, je fais la motion expresse qu'il soit décrété que si, d'ici au 15 avril prochain, les puissances étrangères n'ont pas renoncé au dessein de détruire notre liberté, on leur envoie sa tête.

Sallengros. Je ne puis capituler ni avec mes devoirs, ni avec la loi. Je suis convaincu de toutes les trahisons de Louis, je ne puis me dispenser de prononcer la mort.

Poultier. La mort dans les 24 heures.

Aoust. La mort de Louis ou de la république. Louis a trop vécu, sa mort est une justice. Les républicains ne connoissent d'autres principes que d'être justes.

Oise. -- Couppe. Je vote pour la mort.

Calon. La mort.

Massieu. J'ai réfléchi, autant qu'il étoit en moi, au devoir redoutable & pénible à mon cœur que j'ai à remplir. Je croirois manquer à la justice, à la sûreté présente & future de ma patrie, si, par mon suffrage, je contribuais à prolonger l'existence du plus cruel ennemi de la justice, des lois, de l'humanité ; en conséquence, je vote pour la mort.

Charles Villette. Ma conscience m'a ordonné de déclarer Louis coupable de haute trahison.

De nouvelles réflexions m'ont empêché de consentir aux assemblées primaires que j'avois d'abord adoptées.

La peine à infliger au ci-devant roi me paroît de la plus haute importance. Je ne considère pas ici l'individu : son existence ne doit être calculée que sous les rapports politiques.

La mort de Louis est-elle nécessaire ou nuisible à la fondation de la république ?

Est-il vrai que la république a sur pied neuf armées ; qu'il faut habiller six légions, presque toutes dans le dénuement le plus honteux ? Est-il vrai

que la misère & la maladie dévorent ces colosses déjà couverts de blessures ? Est-il vrai que vous êtes forcés d'équiper des flottes qui en imposent à l'Angleterre, à la Russie, à la Hollande, & peut-être à l'Espagne, dont la neutralité n'est rien moins que certaine ? Est-il vrai que vos armées de terre coûtent à la république 134 millions par mois, & qu'en épuisant vos trésors, vous allez verser des flots de sang ? & que nos concitoyens, nos frères, seront les victimes immolées aux fureurs d'une guerre dont je ne prévois pas le terme ?

Enfin, seroit-il vrai que la tête d'un seul homme abattue ou conservée, pût changer la destinée de l'empire ?

Comment décider cette question, au milieu des orages qui nous environnent au-dedans, & des armées qui nous menacent au-dehors ?

Celui qui aime sa patrie ne doit pas se hâter de prononcer sur ce qui peut faire son salut ou sa perte. Il doit se dire : Un être nul, haï, méprisé, arrête les projets de ceux qui voudroient lui succéder ; renversé sur les débris du trône, il en embarrasse les avenues.

Gardons cet otage, qu'un des principaux articles de nos traités de paix avec les puissances belligérantes, soit la renonciation absolue à servir la cause de Louis Capet ou de quelqu'un de sa famille.

D'après ces considérations, je demande la réclusion du ci-devant roi, & qu'à l'époque de la paix, il soit à perpétuité banni des terres de la république.

Anacharis Cloots. Louis est coupable de lèse-majesté. Quelle punition ont méritée ses crimes ? Je réponds, au nom du genre humain, la mort.

Portiez. Louis Capet est convaincu de conspiration ; il mérite la mort. Comme homme d'état, je déclare qu'il doit la subir, parce que la première politique d'un peuple qui a le sentiment de sa force & de sa dignité, c'est la justice. Je parle sans passion, parce qu'un individu tombé du trône dans une prison, ne peut pas être un objet de vengeance. Je vote pour la mort avec l'amendement de Mailhe, qui consiste à ce que l'assemblée juge ensuite s'il ne seroit pas convenable d'examiner la question de l'époque à laquelle le jugement doit être exécuté.

Godefroy, absent par commission.

Bezare. Le souverain m'a nommé l'un de ses représentans, la convention nationale m'a constitué juge de Louis : ces deux qualités ne peuvent diviser ma conscience. Six cent quatre-vingt-treize voix ont déclaré Louis coupable. J'ouvre la loi pour appliquer la peine ; comme elle je dis la mort.

Iforé. La loi est mon guide, & malgré ma répugnance naturelle, je vote pour la mort.

Delamare. J'ai voté hier pour la sanction du peuple souverain ; forcé de prononcer aujourd'hui définitivement, dans la double qualité de juge & de représentant du peuple, je dis, comme juge, que je vote pour la mort ; mais comme représentant du peuple, chargé de veiller à l'intérêt de ses rapports politiques, je crois que la mort de Louis seroit moins utile que son existence. En conséquence je vote pour sa réclusion jusqu'à six mois après la paix, & pour son bannissement ensuite. Ce qui me détermine sur-tout, c'est que je considère que si le peuple souverain regardoit cette décision comme mauvaise, il seroit toujours à temps, malgré votre décret, de demander la mort.

Bourdon. La mort.

Orne. Dufriche-Valazé. Il y a long-temps que j'ai manifesté mon vœu le plus positif pour la suppression de la peine de mort ; je n'ai point été entendu ; la peine de mort subsiste encore. Je ne m'attends pas qu'on commence à la supprimer dans l'instant même où il s'agit de juger le plus grand coupable. Je ne me crois pas autorisé à concevoir de la pitié ; je ne crains pas que ma raison soit étouffée par la force du sentiment ; or, si Louis coupable ne porte pas sa tête sur l'échafaud, vous blessez tous les principes de la justice, de la raison & de l'humanité. Je vote pour la peine de mort. J'ai satisfait à la justice, mais je n'oublie pas que je suis homme d'état ; & en cette qualité, je demande un sursis à l'exécution du jugement jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le sort de la famille de Louis Capet.

Bertrand-Lahofdière. Si, en 1789, on m'avoit demandé quelle peine méritoit Louis Capet, j'aurois répondu : la mort. Ses crimes ont toujours augmenté en nombre & en gravité ; la peine n'a pas dû diminuer. Hier, en votant pour la sanction du peuple, je croyois devoir rendre un hommage sincère à sa souveraineté ; aujourd'hui je rends le même hommage à sa souveraineté & à l'égalité, en déclarant que Louis doit être puni de mort ; car le souverain seul a droit de faire grace..

Deshrouas. La mort.

Julien-Dubois. La mort.

Plat-Béaupé. Quoique revêtu de pouvoirs illimités, je n'ai pas cru pouvoir juger définitivement sans la sanction du peuple. Fidèle aux principes de toute vérité & d'éternelle justice, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de déclarer Louis coupable de conspiration ; fidèle encore au serment que j'ai prêté, de venger la mort de mes frères assassinés par la trahison du tyran, je vote pour la mort ; mais l'expiation de ses crimes est le seul motif qui me détermine. Si je ne me sentois pas le courage de poignarder le premier usurpateur qui prétendrait le remplacer ; si le civisme & le courage de mes frères d'armes ne m'assuroient avec évidence que les puissances étrangères feroient de vains efforts pour nous ravir notre liberté, j'adopterois une mesure de sûreté générale, parce que le salut de la république est la loi suprême ; mais je m'accuserois de pusillanimité ; si les suites de la condamnation d'un roi me donnoient des craintes sur notre liberté. En votant pour la mort, j'impose silence au cri de l'humanité, pour n'entendre que celui de ma conscience ; mais je demande que l'exécution du jugement soit différée jusqu'à ce que la convention ait pris des mesures certaines pour que la famille de Louis ne puisse être nuisible à la république. Si sa mort a lieu, qu'elle donne un grand exemple, & que son sang rassure enfin la soif de ces hommes qui ne respirent que mort & carnage.

Duboc. Convaincu, comme homme d'état, que l'intérêt & la tranquillité publique sont encore liés à l'existence de Louis, j'opine pour la réclusion & le bannissement. Si, au mépris de notre générosité, les puissances étrangères tentoient encore de le rétablir sur le trône, je le condamne dès à présent à subir la mort aussi-tôt que la prise d'une de nos villes sera officiellement connue.

Dugué-d'Assé. Je n'ai jamais pu me convaincre que je pusse être un assemblage de juge & de législateur ; c'est donc comme législateur seulement que je vais donner ma voix. Louis est un grand coupable ; je trouve dans le code pénal la peine de mort appliquée aux crimes dont il est convaincu, je suis intimement persuadé qu'il la mérite ; mais je parle comme législateur ; mais je crains que quelque nouveau dictateur, quelque nouveau despote, ne tente de lui succéder. Je vote pour le bannissement, mais pour qu'il n'ait son exécution qu'après la paix.

Fourney. Comme représentant du peuple français, & en vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés par le décret du 10 août, j'estime que Louis ne doit pas subir la peine de mort, 1°. parce que l'esprit des loix de toutes les nations, qui punit de mort certains crimes, est puisé dans les principes de la politique, & non dans ceux de la nature, qui ne permet pas de donner la mort à son semblable ; 2°. parce que la mort du coupable ne peut réparer le crime commis ; 3°. parce que chez les nations civilisées, la peine de mort ne peut avoir pour objet que d'effrayer ceux qui seroient tentés de commettre les mêmes crimes ; 4°. parce que dans la position où se trouve la république, il n'y a plus d'exemple à donner, puisqu'il n'y aura plus de roi ; 5°. parce que la constitution, anéantie par l'abolition de la royauté, mais subsistant encore dans sa partie pénale pour les crimes commis pendant qu'elle étoit en vigueur, ne contenoit pas la peine de mort contre les rois conspirateurs ; 6°. parce que l'article VIII de la déclaration des droits veut que la volonté générale n'établisse que les peines strictement & évidemment nécessaires.

Considérant néanmoins que la seconde partie de cet article ne peut s'appliquer à la nation elle-même lorsqu'elle exerce immédiatement ou par

ses représentans la souveraineté, & qu'on ne pourroit lui supposer l'absurde intention de laisser impunis les crimes de ses rois constitutionnaires, & vote pour la détention jusqu'à la paix, & pour la déportation ensuite, sous peine de mort, en cas de contravention.

Je voudrois que ce décret fût ratifié par le peuple, avec celui de l'abolition de la royauté.

Thomas. Je vote pour la mort, dans le cas où les ennemis envahiroient notre territoire.

Colombel. La mort.

Paris. Robespierre. Je n'aime point les longs discours dans les questions évidentes ; ils sont d'un sinistre présage pour la liberté ; ils ne peuvent suppléer à l'amour de la vérité & au patriotisme qui les rend superflus. Je me pique de ne rien comprendre aux distinctions logomachiques imaginées pour éluder la conséquence évidente d'un principe reconnu. Je n'ai jamais su décomposer mon existence politique, pour trouver en moi deux qualités disparates, celle de juge & celle d'homme d'état ; la première, pour déclarer l'accusé coupable ; la seconde, pour me dispenser d'appliquer la peine. Tout ce que je fais, c'est que nous sommes des représentans du peuple, envoyés pour cimenter la liberté publique par la condamnation du tyran, & cela me suffit. Je ne fais pas outrager la raison & la justice, en regardant la vie d'un despote comme d'un plus grand prix que celle des simples citoyens, & en me mettant l'esprit à la torture pour soustraire le plus grand des coupables à la peine que la loi prononce contre des délits beaucoup moins graves, & qu'elle a déjà infligée à ses complices. Je suis inflexible pour les oppresseurs, parce que je suis compatissant pour les opprimés ; je ne connois point l'humanité qui égorge les peuples & qui pardonne aux despotes.

Le sentiment qui m'a porté à demander, mais en vain, à l'assemblée constituante l'abolition de la peine de mort, est le même qui me force aujourd'hui à demander qu'elle soit appliquée au tyran de ma patrie, & à la royauté elle-même dans sa personne. Je ne fais point prédire ou imaginer des tyrans futurs ou inconnus, pour me dispenser de frapper celui que j'ai déclaré convaincu, avec la presque unanimité de cette assemblée, & que le peuple m'a chargé de juger avec vous. Des factions véritables ou chimériques ne seroient point, à mes yeux, des raisons de l'épargner, parce que je suis convaincu que le moyen de détruire les factions n'est pas de les multiplier, mais de les écraser toutes sous le poids de la raison & de l'intérêt national. Je vous conseille, non de conserver celle du roi, pour l'opposer à celles qui pourroient naître, mais de commencer par abattre celle-là, & d'élever ensuite l'édifice de la félicité générale sur la ruine de tous les partis anti-populaires. Je ne cherche point non plus, comme plusieurs autres, des motifs de sauver le ci-devant roi, dans les menaces ou dans les efforts des despotes de l'Europe ; car je les méprise tous, & mon intention n'est pas d'engager les représentans du peuple à capituler avec eux. Je fais que le seul moyen de les vaincre, c'est d'élever sur les rois & sur les esclaves des rois l'ascendant des ames fières & libres sur les ames serviles & insolentes. Je croirai bien moins encore que ces despotes répandent l'or à grands flots pour conduire leur pareil à l'échafaud, comme on l'a intrépidement supposé. Si j'étois soupçonneux, ce seroit précisément la proposition contraire qui me paroîtroit vraie. Je ne veux point abjurer ma propre raison, pour me dispenser de remplir mes devoirs ; je me garderai bien sur-tout d'insulter un peuple généreux, en répétant sans cesse que je ne délibère point ici avec liberté, en m'écriant que nous sommes environnés d'ennemis, car je ne veux point protester d'avance contre la condamnation de Louis Capet, ni en appeler aux cours étrangères. J'aurois trop de regrets, si mes opinions ressembloient à des manifestes de Pitt ou de Guillaume ; enfin je ne fais point opposer des mots vides de sens & des distinctions inintelligibles à des principes certains & à des obligations impérieuses. Je vote pour la mort.

Danton. Je ne suis point de cette foule d'hommes d'état qui ignorent qu'on ne compose point avec les tyrans, qui ignorent qu'on ne frappe les rois qu'à la tête, qui ignorent qu'on ne doit rien attendre de ceux de l'Europe que par la force de nos armes. Je vote pour la mort du tyran.

Collot-d'Herbois. Éloigné de la convention nationale, j'ai déjà émis le vœu dont j'étois fortement convaincu; ce vœu, c'est la mort. Fidèle à ma conscience, fidèle au vœu de mes commettans, je le répète aujourd'hui. En revenant prendre place dans la convention, j'ai traversé plusieurs départemens; j'ai vu par-tout le peuple attendre ce grand événement; il est convaincu que la mort du tyran va écraser à la fois tous les partis. Je vote pour la mort.

Manuel. Législateurs, je ne suis pas juge. La preuve dernière de la dégradation morale d'un peuple seroit de feindre des sentimens qu'il n'a pas, parce qu'il les croit des vertus.

Nous sommes Français, & des Français doivent, avec leurs lumières, être plus que des Romains.

Bons, quand nous étions esclaves, nous ne devons pas moins être bons, parce que nous sommes libres.

Des loix de sang ne sont pas plus dans les mœurs que dans les principes d'une république.

La peine de mort étoit à supprimer le jour même où une autre puissance que la loi l'a fait subir dans les prisons.

Le droit de mort n'appartient qu'à la nature. Le despotisme le lui avoit pris; la liberté le lui rendra.

Si Louis, comme je le voulois, avoit été jugé par les tribunaux, il auroit porté cette peine qu'infligent encore les tribunaux, parce que vous n'avez pas encore eu le temps de changer le code de la justice.

Mais Louis s'est jeté lui-même devant les fondateurs d'une république dont le plus digne moyen pour se venger de la monarchie, est de la faire oublier.

Louis est un tyran; mais ce tyran est couché par terre. Il est trop facile à tuer, pour que je le frappe. Qu'il se relève, & alors nous nous disputerons l'honneur de lui ôter la vie. Je jure que j'ai le poignard de Brutus, si jamais un César se présente dans le sénat.

Mais en homme d'état qui consulte la morale & la politique, je demande, comme mesure de sûreté générale dans les circonstances où se trouve ma patrie, que le dernier des rois soit conduit avec sa famille prisonnière, d'ici à vingt-quatre heures, dans un de ces forts où les despotes gardoient eux-mêmes leurs victimes, jusqu'à ce qu'il ne manque plus au bonheur public que la déportation d'un tyran, qui alors pourra chercher une terre où les hommes n'aient pas de remords.

Billaud-Varennes. La mort dans les vingt-quatre heures.

Camille Desmoulins. Manuel, dans son opinion du mois de novembre, a dit : Un roi mort, ce n'est pas un homme de moins. Je vote pour la mort, trop tard peut-être pour l'honneur de la convention nationale.

Marat. Dans l'intime conviction où je suis que Louis est le principal auteur des forfaits qui ont fait couler tant de sang le 10 août, & de tous les massacres qui ont souillé la France depuis la révolution, je vote pour la mort du tyran dans les vingt-quatre heures.

Lavicomterie. Tant que le tyran respire, la liberté est en péril; le sang des citoyens crie vengeance. Je vote pour la mort.

Legendre. Je me suis voué depuis la révolution à la poursuite des tyrans. Le sang du peuple a coulé. J'étois un de ceux qui, à la journée du 10, dirigeoient les efforts des citoyens contre la tyrannie; je les invitai à respecter les jours de Louis, pour que les représentans donnassent, dans sa personne, un grand exemple. Je vote pour la mort. Je respecte l'opinion de mes collègues qui, par des considérations politiques, ont voté pour une autre peine. Cette même politique me fait voter pour la mort.

Raffron. Je vote pour la mort du tyran dans les vingt-quatre heures. Il faut se hâter de purger le sol de la patrie de ce monstre odieux.

Paris. La réclusion ou la déportation pourroit égorger la liberté naissante. La loi, la justice, la patrie, voilà mes motifs. Je vote pour la mort.

Sergent. J'ai déjà prononcé la mort contre les ennemis de ma patrie, qui avoient pris les armes contre elle. J'ai fait plus, j'ai prononcé la même peine contre des êtres foibles qui n'avoient commis peut-être d'autres crimes que celui de suivre leurs époux ou leurs pères. Depuis long-temps j'étois convaincu des crimes de Louis. Un de mes collègues a dit qu'un roi mort, ce n'est pas un homme de moins. Je ne suis pas de son avis, & je pense que le supplice d'un roi ne peut qu'étonner l'univers. La tête d'un roi ne tombe qu'avec fracas, & son supplice inspire une terreur salutaire. Après avoir balancé tous les dangers, il m'a été démontré dans ma conscience que la mort de Louis étoit la mesure d'où il en pouvoit résulter le moins. Je vote donc pour la mort & contre le chef & contre ses complices.

Robert. Je condamne le tyran à la mort, & en prononçant cet arrêt, il ne me reste qu'un regret, c'est que ma compétence ne s'étende pas sur tous les tyrans, pour les condamner tous à la même peine.

Duffaulx. Mon opinion a été imprimée, elle est l'expression de ma conscience; je crois qu'on peut être très-bon patriote, sans tuer son ennemi par terre. Je demande que le ci-devant roi soit détenu pendant la guerre & banni à la paix.

Fréron. Si après avoir déclaré que Louis Capet est coupable de haute trahison & de conspiration contre l'état, vous ne lui appliquez pas la peine portée par la loi, je demande qu'avant de porter le décret de réclusion, l'image de Brutus soit voilée, & son buste retiré de cette enceinte. J'ai poursuivi le tyran jusque dans son palais; j'ai demandé sa mort, il y a deux ans, dans des écrits imprimés, qui m'ont valu les poignards de Lafayette. Je vote pour la mort.

Beauvais. La mort.

Fabre-Déglantine. Depuis qu'il s'agit ici de la mesure à prendre contre le ci-devant roi, beaucoup d'entre nous se sont demandé, suis-je juge, suis-je législateur, suis-je homme d'état dans cette affaire? Je n'ai pas encore pu comprendre la subtilité de ces différences. Mon entendement n'a pu s'ajuster encore à cette théorie, qui peut modifier de trois façons la voix d'une seule conscience. Vous êtes tous représentants du peuple français, et en cette qualité, chargés d'exercer, en son nom, la souveraineté qu'il ne peut exercer lui-même: je dis plus, c'est que le peuple français ne pourra jamais exercer cette souveraineté. Il faut bien se garder de croire que le pouvoir dont le peuple fait usage dans nos élections, soit un acte de souveraineté; c'est seulement un pouvoir direct & constitué, que le peuple en entier & souverain a cédé à ses diverses parties, non souveraines. Ce pouvoir a ses formes & ses limites prescrites, au lieu que le caractère des actes de souveraineté est de vouloir, sans restriction & sans égard pour les volontés préexistantes.

C'est d'après ce principe que j'ai rejeté l'appel au peuple, relativement au sort de Louis Capet. Car la souveraineté du peuple réside dans le vœu de la majorité du peuple entier; le vœu du peuple français se compose de dix millions de volontés, & six mille assemblées primaires ne produisent que six mille volontés partielles. « Lorsque'il se forme, dit J. J. Rousseau, plusieurs associations dans l'état, il ne peut se recueillir de volonté générale: la volonté de chaque assemblée devient générale par rapport à ses membres, mais particulière, par rapport à l'état; vous n'avez plus alors autant de volontés que d'hommes, mais autant que d'associations ». Ainsi que J. J. Rousseau, je mets une différence totale entre les volontés isolées de quelques votans particuliers, & la volonté complexe du peuple entier. Dans tout corps délibérant, les pensées des votans sont respectivement dépendantes & tributaires les unes des autres, pour se modifier, se rectifier & se diriger les unes par les autres, vers l'intérêt général.

Sans ce principe, que tout corps délibérant ne peut être morcelé, que toute majorité réelle & raisonnée ne peut être produite que par une aggrégation

gation immédiate du corps délibérant qui la prononce ; sans ce principe , dis-je , il n'y a plus de système représentatif.

Prétendre que la majorité d'un peuple est réelle , lorsque cette majorité est divisée en six mille sections disséminées à de grandes distances , c'est bien me rappeler la majorité de la ligue Achéenne ou du corps helvétique ; mais lier ce système avec celui de l'unité & de l'indivisibilité de la république française , c'est dire une absurdité.

C'est d'après ces vérités incontestables , que j'ai donc regardé l'appel au peuple comme dérisoire & éverlis du système de la représentation ; le seul qui nous convienne. Arrivé au moment de prononcer au nom du peuple , & pour le peuple , la peine due à Louis , *coupable de haute trahison & de conspiration contre la sûreté générale de l'état* , j'ai arrêté un instant ma réflexion sur quelques vertus privées , telles que l'humanité , la dignité , la clémence , qu'on a voulu ériger en vertus nationales , & j'ai senti que l'humanité d'une nation consistoit dans la défense de ses droits & de son bonheur ; j'ai senti que la dignité d'une nation consistoit dans sa force & dans l'appareil de ses armes ; je me suis rappelé cet aspect de quatre cents mille combattans , sortant de terre après le 10 août ; & j'ai vu qu'alors la nation avoit de la dignité ; mais la dignité d'un peuple qui pardonne à son tyran , je ne sais ce que c'est. J'ai senti que la clémence étoit belle dans un individu , mais inique quand elle étoit exercée par une nation. La clémence , dans ce dernier cas , est-elle autre chose que le silence de la justice ?

La considération des intérêts politiques ne m'a point arrêté davantage : je rends hommage à la candeur de ceux qui pensent que les rois sont sensibles aux procédés , & capables de résipiscence ; que les rois ont d'autres règles de conduite que leur ambition & leur intérêt ; que les rois enfin ne font aux nations d'autre mal que celui qu'elles s'attirent : mais moi , qui les juge autrement , je pense que la mort de leurs complices ne leur inspirera pas moins de terreur que de clairvoyance & d'audace aux peuples qu'ils oppriment.

Enfin , j'ai balancé les trois genres de peines portées contre Louis : que résultera-t-il de la déportation ? fureur , rage , vengeance , efforts éternels de nous nuire de la part de Louis , de notre part , signe évident de faiblesse & de pusillanimité , qui enhardira les rois , comprimera leurs esclaves , & nulle espèce d'avantage ; je défie qu'on m'en cite un seul réel.

Le réclusion de Louis vaudroit-elle mieux que son bannissement ? Nous préserve à jamais le sort , d'un pareil tyran dans le sein de la république ! N'offrons pas continuellement un appât aux conspirateurs ; n'offrons pas aux intrigues la personne d'un ci-devant roi à négocier , ni sa liberté à mettre à prix.

Il n'est donc qu'une peine qui convienne au tyran ; la patrie , la justice & la politique me font un devoir de la prononcer : je vote pour la peine de mort.

Offelin. Un décret a jugé Louis coupable de conspiration ; l'appel au peuple a été rejeté. Il s'agit de déterminer la peine : j'obéis à la loi ; je vote pour la mort.

Robespierre jeune. Je ne parlerai point de courage ; il n'y en a pas à remplir son devoir. C'est parce que j'abhorre les hommes sanguinaires , que je veux que le plus sanguinaire de tous subisse la mort. J'ai peine à concilier l'opinion de ceux qui demandent un sursis ; c'est substituer à l'appel au peuple un appel aux tyrans. Je ne vote point pour la détention jusqu'à la paix , parce que je crois que demain nous aurons la paix , & qu'après-demain Capet commanderoit les armées ennemies.

David. La mort.

Boucher. Je vote pour la mort.

Laignelot. La mort.

Thomas. Si j'avois à prononcer seulement comme juge , si je ne voyois que l'homme & ses crimes , certes , je ne serois pas embarrassé , je voterois pour le dernier des supplices ; mais je dois prononcer en législateur , en homme d'état. L'intérêt de ma patrie est de n'avoir plus de roi ; or , la

mort de Louis ressuscite la royauté, j'en atteste l'histoire de tous les peuples. L'existence de Louis me paroît utile, en ce qu'elle tient en échec tous les ennemis de la liberté, au-dedans & au-dehors. Le silence des puissances étrangères ne semble-t-il pas indiquer qu'elles espèrent tirer un grand parti de sa mort? Mais nous, ne pouvons-nous tirer un grand parti de sa vie? C'est un homme comme un autre, dit-on; je dis plus, c'est un homme au-dessous de tous les autres. Si, avant le siège de Lille, l'infâme gouvernante des Pays-Bas eût été prise, & qu'on eût pu, en la rendant, prévenir l'incendie de nos malheureux concitoyens, qui de vous n'auroit pas dit : Renvoyons cette Mégère? Je conclus à la détention jusqu'à la paix, mais avec cette condition, que Louis subira la mort au moment où les puissances envahiroient notre territoire.

Egalité (ci-devant d'Orléans). Uniquement occupé de mon devoir, convaincu que tous ceux qui ont attenté ou attenteront par la suite à la souveraineté du peuple, méritent la mort; je vote pour la mort. (Quelques rumeurs s'élèvent dans une partie de la salle.)

Pas-de-Calais. Carnot. Dans mon opinion, la justice veut que Louis meure, & la politique le veut également. Jamais, je l'avoue, devoir ne pèse davantage sur mon cœur, que celui qui m'est imposé; mais je pense que pour prouver votre attachement aux loix de l'égalité, pour prouver que les ambitieux ne vous effraient point, vous devez frapper de mort le tyran. Je vote pour la mort.

Duquesnoy. Intimement convaincu des crimes & des forfaits du tyran, je vote pour la mort.

Varlet. Je vais prononcer un jugement dont la conséquence ne peut être indifférente au salut de l'état. J'ai pensé que la nation ne devoit se déterminer par aucun sentiment de vengeance; & que la mesure la plus salutaire pour le repos de l'état, la plus propre à prévenir les factions intestines, & la plus conforme à nos intérêts politiques, étoit que Louis fût condamné à la réclusion pendant la guerre, ensuite au bannissement perpétuel.

Lebas. Et moi aussi je suis l'ami des loix. Quand elles prononcent la peine de mort contre un conspirateur, je ne sais pas, sous prétexte que ce conspirateur fut roi, parler de réclusion & de bannissement. On a parlé de politique; je n'en connois pas d'autre que la justice, pour un peuple fort & libre. On parle des puissances étrangères; nos armées sont là. On parle d'ambitieux; le peuple est là. Je vote pour la mort.

Thomas-Payne. Je vote pour la réclusion de Louis jusqu'à la fin de la guerre, & pour son bannissement perpétuel après la guerre.

Personne. Si mes commettans m'avoient envoyé à l'effet d'exercer les fonctions de juge, je voterois pour la peine de mort, parce qu'elle est écrite dans la loi; mais comme ils m'ont envoyé seulement pour les représenter, & pour faire des loix à leur plus grand bien & avantage, je vote pour la détention pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Guffroy. La vie de Louis est une longue chaîne de crimes; la nation, la loi me font un devoir de voter pour la mort.

Enlart. Les rois chassés du trône n'y ont jamais remonté; les rois qui ont trouvé des Brutus ont eu des successeurs; ceux qui ont péri sur l'échafaud ont été remplacés par des Cromwel; je crois donc pouvoir m'écarter du code pénal; je demande que Louis soit enfermé dans une ville ou château quelconque pendant la guerre, & banni à la paix.

Bollet. Convaincu que la liberté & l'égalité ne peuvent se consolider qu'autant que la tête du tyran tombera, je vote pour la mort.

Magniez. Je vote pour la réclusion & le bannissement.

Daunon. Les formes judiciaires n'étant pas suivies, ce n'est point par un jugement criminel que la convention a voulu prononcer. Je ne lirai donc pas les pages sanglantes de notre code, puisque vous avez écarté toutes celles où l'humanité avoit tracé les formes protectrices de l'innocence. Je prononce donc pas comme juge. Or, il n'est pas de la nature d'une mesure d'administration de s'étendre à la peine capitale. Cette peine seroit-elle utile? L'expérience des peuples qui ont fait mourir leur roi, prouve

le contraire. Je vote donc pour la déportation, & la réclusion provisoire jusqu'à la paix.

Puy-de-Dôme. Couthon. Citoyens, Louis a été déclaré, par la convention nationale, coupable d'attentat contre la liberté publique, & de conspiration contre la sûreté générale de l'état; il est convaincu, dans ma conscience, de ces crimes. Comme nous ses juges, j'ouvre le livre de la loi, j'y trouve écrite la peine de mort; mon devoir est d'appliquer cette peine; je le remplis: je vote pour la mort.

Gibergues. Je vote pour la mort.

Maignet. La mort.

Romme. Ce n'est que comme représentant du peuple que je prononce aujourd'hui. Le peuple ne peut juger Louis; il en auroit le droit. La convention nationale, au contraire, le peut & le doit; & c'est comme membre de la convention que je viens remplir ce devoir. Si je votois comme citoyen, l'humanité & la philosophie me feroient répugner à prononcer la mort; mais comme représentant de la nation, je dois puiser mon suffrage dans la loi même, elle punit tout les coupables sans distinction; & je ne vois plus dans Louis qu'un grand coupable. Je demande qu'il soit condamné à mort. Cette peine est la seule qui puisse expier ses crimes.

Soubrany, Je vote pour la mort.

Bancal. Je ne vote point la mort actuelle de Louis Capet, 1°. parce qu'un décret de l'assemblée législative rendu le jour même de la révolution glorieuse du 10 août, l'a déclaré un otage national, & que l'existence provisoire de cet otage peut épargner le sang des Français;

2°. Parce que Louis Capet a un très-grand nombre de complices qu'il importe à la république de connoître;

3°. Parce que la mort d'un ci-devant roi, sur-tout dans un temps de guerre, est un événement qui peut amener une révolution dont personne ne peut calculer les suites; & lorsqu'on ne voit pas sa marche sûre, lorsqu'il y a du doute, la sagesse prescrit de rester dans l'état où on est, jusqu'à ce qu'on ait acquis de plus grandes lumières;

4°. Parce que l'histoire d'Angleterre donne une grande leçon à tous les peuples qui fondent des républiques;

5°. Parce qu'après la mort de cet homme avili, les cours étrangères & les factions seront encore plus actives, plus puissantes pour tenter de lui donner un successeur;

6°. Que les prétentions à des trônes ont causé le plus grand nombre des guerres qui ont affligé l'humanité, & inondé la terre de sang. L'ambition fut la même dans tous les siècles. Elle aime mieux périr que de renoncer à ses projets homicides;

7°. Parce qu'un supplice qui ne cause qu'un instant de souffrance me paroit moins punir un criminel, qu'une vie couverte d'opprobres, sur-tout lorsque l'homme tombe du rang le plus élevé;

8°. Parce que j'aime mieux, pour la vengeance du peuple & l'instruction du monde, voir le premier roi de l'univers condamné à faire un métier pour gagner sa vie;

9°. Parce que la soif de la vengeance & du sang n'est que dans les individus & les factions, jamais dans une grande nation prise en masse, sur-tout lorsqu'elle est victorieuse;

10°. Parce que dans toutes ses actions, le législateur doit être le fidèle interprète de la volonté générale, & je pense que la majorité des citoyens français ne voterait pas pour la mort actuelle. Je pense que ce jugement sera celui, non des rois, qui aiment mieux un roi mort qu'un roi avili; mais le jugement des nations & de la postérité, parce qu'il est celui de Thomas Payne, le plus mortel ennemi des rois & de la royauté, dont le suffrage est pour moi une postérité anticipée;

11°. Parce que la peine de mort est absurde, barbare & propre à rendre les mœurs féroces, & une des grandes causes des maux dont gémit la société. Cependant, comme la peine de mort n'est point encore abolie, je pourrai peut-être me déterminer à voter cette peine après la guerre, parce

Suite des appels nominaux.

G *

que je crois que Louis Capet a mérité la mort, & qu'alors les plus grands dangers seront passés; mais dans le moment présent, obligé de porter un suffrage positif, mon devoir me prescrit de préférer le bannissement, comme la mesure la plus grande, la plus efficace contre les factions, & la plus sûre pour maintenir en France la liberté, l'égalité & la forme du gouvernement républicain; parce que, quoi qu'il arrive, je vivrai & mourrai républicain; & comme le législateur doit résister aux passions privées qui l'entourent, braver avec fermeté, avec dignité tous les périls, & n'obéir qu'à sa conscience & à la raison, je vote pour que Louis Capet continue à rester emprisonné & en otage, qu'après la guerre il soit banni à perpétuité du territoire de la république.

Rudel. Je n'ai jamais pu concevoir la distinction qu'on prétend établir entre ceux qui appliquent la loi comme juges d'un tribunal, & ceux qui l'appliquent comme représentans du souverain. La loi veut que les conspirateurs soient punis de mort. Je vote pour la mort.

Blanval. La mort.

Monestier. Mon désir eût été que Louis ne fût pas coupable, mon plaisir seroit de lui pardonner. Mon devoir est d'être juste & d'obéir à la loi: je vote pour la mort.

Laloue. Pour la mort.

Dulaure. Pour la mort.

Girod-Pouzol. Je vote pour la réclusion de Louis jusqu'à la paix, & pour le bannissement ensuite à perpétuité de toute la famille.

Hautes-Pyrénées. Barrère. Si les mœurs des Français étoient assez douces, & l'éducation publique assez perfectionnée pour recevoir de grandes institutions sociales, & des loix humaines, je voterois dans cette circonstance unique pour l'abolition de la peine de mort, & je porterois ici une opinion moins barbare. Mais nous sommes encore loin de cet état de moralité; je suis obligé d'examiner avec une justice sévère la question qui m'est proposée. La réclusion jusqu'à la paix ne me présente aucun avantage solide: un roi détrôné par une nation me paroît un mauvais moyen diplomatique. Le bannissement me semble un appel aux puissances étrangères, & un motif d'intérêt de plus en faveur du banni. J'ai vu que la peine de mort étoit prononcée par toutes les loix, & je dois sacrifier ma répugnance naturelle pour leur obéir. Au tribunal du droit naturel, celui qui fait couler injustement le sang humain doit périr; au tribunal de notre droit positif, le code pénal frappe de mort le conspirateur contre sa patrie, & celui qui a attenté à la sûreté intérieure & extérieure de l'état; au tribunal de la justice des nations, je trouve la loi suprême du salut public. Cette loi me dit qu'entre les tyrans & les peuples, il n'y a que des combats à mort. Elle me dit aussi que la punition de Louis, qui fera la leçon des rois, fera encore la terrible leçon des factieux, des anarchistes, des prétendans à la dictature, ou à tout autre pouvoir semblable à la royauté. Il faut que les loix soient sages & inexorables pour tous les scélérats & ambitieux modernes. L'arbre de la liberté, a dit un auteur ancien, croît lorsqu'il est arrosé du sang de toute espèce de tyrans.

La loi dit la mort, & je ne suis ici que son organe.

Dupont. Je n'ai pas pu ouvrir la loi, sans suivre les formes conservatrices qu'elle prescrit; mais en législation, le salut du peuple est l'intérêt suprême. Si la mort de Louis est utile, il doit en faire le sacrifice; & s'il ne le fait pas, il doit périr à cause de sa lâcheté même. Mais qu'arrivera-t-il après sa mort? Un rejeton se présente, faudra-t-il le faire périr encore? Et je n'hésiterois pas de le prononcer, si sa mort étoit nécessaire au salut public; mais derrière ce mausolée, je vois un lion sortir de sa caverne, & un ennemi dangereux substitué à un ennemi vaincu. Je vote donc pour la réclusion de Louis jusqu'à ce que le territoire de la république soit purgé des Bourbons, & ensuite pour sa mort.

Gertoux. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Picqué. Je vote pour la mort, après les hostilités cessées.

Férand. Fidèle à la déclaration des droits, je vote pour la mort. Je n'attends rien pour ma patrie de la réclusion du ci-devant roi ; son existence ne fait rien aux autres despotes ; tous nos succès contre nos ennemis extérieurs dépendent du courage de nos soldats ; contre les ennemis intérieurs, du règne des loix, du retour de l'ordre, & de la cessation des méfiances. Je vote pour la mort.

Lacrampe. J'ai déclaré Louis coupable, j'ai voté pour l'appel au peuple, parce que j'ai cru cette mesure infiniment sage & convenable pour anéantir la faction ; mais il faut être juste. Je vote pour la mort.

Basses-Pyrénées. Sanadon. Législateur, je ne suis pas juge. Je vote pour la réclusion pendant la guerre ; & à la paix, déportation.

Conte. La réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix, sous peine de mort.

Pémarin. Il est des devoirs que les nations civilisées ne peuvent méconnoître, même pour leur propre puissance ; législateur, je ne puis prendre qu'une mesure politique. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & le bannissement ensuite.

Meillant. Je ne répéterai point ce qui a été dit contre la cumulation des fonctions de législateurs, de jurés & de juges ; la plus fautive mesure, selon moi, est celle qui feroit tomber une tête qui peut être un jour utile. Je vote pour la réclusion, & le bannissement après la guerre.

Casenave. La mort de Louis XVI est, dans mon intime conviction, le tombeau de la liberté publique, & le triomphe des ennemis de ma patrie. Les paradoxes & les sophismes que l'art a inventés dans le cours de cette procédure, me confirment de plus en plus dans les principes que j'ai déjà manifestés ; la cumulation de tant de pouvoirs incompatibles me paroît une monstruosité tyrannique, à laquelle je ne veux avoir aucune part. Le seul code pénal, applicable à Louis, est celui qui prononce sa déchéance : je ne l'ai déclaré coupable que dans ce sens. Le salut public commande, à son égard, une mesure de sûreté générale. Je conclus en conséquence, 1°. à la réclusion de Louis & de sa famille, jusqu'après la paix, & à leur exil perpétuel à cette époque ; 2°. à ce que les suffrages des membres qui n'ont point été à l'instruction de cette affaire, ne comptent point pour le jugement ; 3°. à ce que, pour suppléer au défaut de réclusion des membres, qui sont suspects pour cette décision, la majorité des voix soit fixée aux deux tiers au moins. Je demande acte de mes propositions.

Neveu. Vous avez décidé que Louis est coupable ; la qualité de juge ne m'appartient pas, je remplis un devoir en votant comme législateur & comme homme d'état ; je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement ensuite.

Pyrénées orientales. Guyter. Mon opinion est connue. Je ne sais ce que c'est que de varier. Je demande la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Biroteau. J'ai dit que Louis étoit coupable. Comme législateur, chargé de travailler pour le bonheur de la république naissante, j'ai voté pour la sanction du peuple ; c'est encore comme législateur que je voterai aujourd'hui ; car si c'étoit comme juge, je me demande comment entouré de fédérats... Je suis au désespoir qu'un mot général ait paru à certains membres une personnalité, qui, certes, n'entre pas dans mon cœur. Comme législateur, je dois amalgamer ce décret à la sûreté publique, afin de déjouer les complots des partisans de la royauté. Je vote donc pour que ce ne soit qu'après la paix, & l'expulsion des Bourbons, qu'on exerce la peine de mort que je prononce contre Louis.

Montégut. Je supporterai la responsabilité sans remords dans ma conscience. Comme cette détermination va décider du bonheur de la patrie, je prie mes collègues, au nom de cette patrie, qu'entre nous finissent toutes dissensions, & que nous ne nous occupions que du salut public. Je vote pour la mort.

Cazanies. Pénétré des conséquences qui peuvent résulter du grand objet

qui nous occupe ; mais appelé par ma patrie pour prendre la mesure la plus utile à son bonheur , c'est avec la plus grande sensibilité que je prononce la mort.

Fabre , absent par maladie.

Haut-Rhin. Ritter. Je vote la mort.

Laporte. La mort.

Johannot. La mort , avec la restriction de Mailhe.

Pfiegier. Je vote pour la mort.

Albert. La réclusion jusqu'à la paix.

Dubois. Je ne suis pas juge. Ce caractère n'appartient à aucun de nous. Si nous l'étions , il eût fallu en remplir les devoirs. Il eût fallu suivre les formes. C'est comme législateur , chargé de veiller à la sûreté générale de la république , que je prononce. Je suis d'un département frontière. La guerre se compose de succès & de revers. Ah ! s'il étoit possible qu'un revers amenât les ennemis jusque sur notre territoire , quelles horribles représailles n'exerceroient-ils pas ? Je vois dans Louis & sa famille un moyen de repousser les maux de la guerre. Vous vous l'ôtez en prononçant un arrêt de mort. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Rewbell , absent par commission.

Bas-Rhin. Laurent. Je ne distingue pas entre le juge & le législateur. Le sentiment de la justice les confond en moi. Bannir Louis sur les terres étrangères , ce seroit rallumer les feux d'une guerre mal éteinte. Le renfermer dans une prison , ce ne seroit pas venger le sang de mes concitoyens , que sa perfidie a fait & pourra faire couler encore ; je prononce en républicain sans peur & sans reproche. Je vote pour la mort.

Bentabole. Comme juge , je demande s'il peut y avoir deux poids & deux mesures sous le règne de la justice. Eh bien ! je prends le livre de la loi ; je trouve la mort , je prononce la mort. Comme législateur , je suis envoyé pour veiller à la sûreté générale de l'état. Je vois Louis souillé du sang de ses victimes : pour la tranquillité de ma patrie , pour son bonheur , je vote la mort.

Louis. J'ai consulté les fastes de la révolution ; j'ai vu Louis constamment en insurrection contre la nation. Le code pénal prononce la mort ; je vote pour la mort.

Arbogast. Je consulte l'histoire , je consulte le salut de la république ; je trouve le salut de la république dans la détention jusqu'à la paix.

Christiani. Je m'appuie de l'opinion de Thomas Payne , & je vote comme lui pour la réclusion.

Dentzel , Rhul , Simond , absents par commission.

Ehrmann , malade.

Rhône & Loire. Chaffet. J'ai déclaré dans mon opinion sur les questions préliminaires , que la convention ne pouvoit prononcer , si elle vouloit juger ; cependant la convention a dit qu'elle décideroit du sort de Louis ; mais par sa conduite , par la violation des formes judiciaires , elle m'a convaincu qu'elle ne vouloit pas prendre l'attitude d'un juge , mais prendre une mesure de sûreté générale. Il ne m'est pas permis de voter pour la mort. Ce n'est pas seulement une peine à infliger ; il s'agit de faire entièrement disparaître la royauté. Louis n'inspire plus aucun sentiment à craindre , tandis que son fils recevrait , par sa mort , & inspireroit le plus grand intérêt. Je vote pour la détention jusqu'à la paix.

Dupuis fils. J'ai déclaré Louis coupable ; la loi le condamne à la mort ; je dis la mort.

Vitet. Je vote pour la réclusion de Louis & l'expulsion de la race des Bourbons.

Fournier. La réclusion.

Dubouchet. La loi déclare Louis coupable ; l'intérêt de la patrie exige qu'il soit condamné. Je vote pour la mort du tyran.

Beraud. La réclusion & le bannissement à la paix.

Pressavin. Si je pouvois concilier ma conscience avec la pitié , je céderois à ce sentiment ; mais comme ma conscience ne me permet pas de transiger avec les principes , je condamne Louis à la mort.

Moulin. Je vote pour la mort, mais seulement après l'expulsion de tous les Bourbons.

Michet. J'ai déclaré que Louis m'a paru coupable de crime de conspiration & de trahison.

J'ai voté pour que le décret qui statuera sur son sort fût soumis à la ratification du peuple, parce qu'il n'est aucune loi écrite qui ne m'ait paru juste à son sujet, & parce que si les crimes dont il est déclaré coupable peuvent déterminer une condamnation à mort, des raisons d'état & le bien public peuvent exiger la détention.

Obligé de m'expliquer définitivement, je vote pour la détention à perpétuité.

Patrin. Louis a mérité mille fois la mort; mais si son existence est utile à la république, qu'il soit condamné à vivre. Oui, son existence est utile, puisque sa mort est dangereuse; Louis mort, son fils devient formidable par les malheurs & son innocence. Je vote pour la réclusion.

Forest. Mon opinion est pour la détention jusqu'à la paix, & ensuite pour le bannissement.

Noël Pointe. Un républicain ne veut souffrir ni rois ni images de la royauté. Je vote pour la mort; je la demande dans les vingt-quatre heures.

Cuslet. Je ne crains pas de cumuler sur ma tête les fonctions de juge & de législateur. Je demande la mort dans les vingt-quatre heures.

Javoque. Pour préserver les âmes pusillanimes de l'amour de la tyrannie, je vote pour la mort dans les vingt-quatre heures.

Lanthenas. Si l'éducation pouvoit excuser les crimes des despotes, combien de criminels qui ont péri sur l'échafaud pourroient, avec plus de raison encore, se prévaloir du même principe pour écarter d'eux le glaive de la loi! Aussi Louis XVI m'a-t-il paru coupable sous deux rapports: Comme despote, parce qu'il a tenu le peuple français dans l'esclavage; & comme conspirateur, parce qu'il l'a trahi, après que celui-ci lui avoit pardonné.

Rien n'a encore été organisé pour assurer dans les assemblées primaires le triomphe de la liberté, en même-temps que le respect de celle des opinions. Rien n'est établi pour y éclairer tous les citoyens sur leurs véritables intérêts, gagner leur affection pour le régime nouveau, & commander les cœurs dans les mêmes sentimens d'amour pour la patrie. J'ai donc cru, à cause de cela seul, devoir prendre sur moi toute responsabilité nouvelle, pour l'intérêt de la liberté, & voter pour que notre décision sur le sort de Louis XVI ne fût pas renvoyée à la sanction du peuple.

Maintenant, sur la troisième question, je dirois d'une manière absolue, comme membre de la convention & comme juge, il faut que Louis Capet, despote, conspirateur, MEURE.

Mais je suis arrêté par l'opinion qui prétend qu'en conservant ce criminel, & l'offrant aux peuples nos voisins, comme une preuve éclatante de la modération, de la générosité, de la soumission à la loi du peuple français, & de l'élévation de ses représentans au-dessus de toutes les passions humaines, ce seroit un flambeau remarquable de tous les points de l'Europe, qui dissiperoit plus sûrement qu'aucune proclamation toutes les calomnies outrageantes, inventées, répandues à profusion, pour faire aboyer notre révolution & exciter les peuples à se liguier contre leurs propres intérêts, contre les principes de la justice & les cris de l'humanité, pour la combattre & nous enchaîner de nouveau.

Certes, il est juste, il est intéressant, pour épargner les flots de sang qui sont prêts à couler, de ne laisser échapper aucun moyen de dessiller les yeux des peuples qu'on égare, de ces braves Anglais sur-tout, aujourd'hui nos frères, qu'on arme contre nous, & de forcer ainsi nos ennemis à la paix.

Par ce motif, je suis d'avis que la convention prononce la peine de mort sur Louis, mais qu'elle se détermine à suspendre sa mort, à le déterminer de la manière la plus sûre, & à prendre des moyens efficaces pour

qui nous occupe ; mais appelé par ma patrie pour prendre la mesure la plus utile à son bonheur , c'est avec la plus grande sensibilité que je prononce la mort.

Fabre , absent par maladie.

Haut-Rhin. Ritter. Je vote la mort.

Laporte. La mort.

Johannot. La mort , avec la restriction de Mailhe.

Pfiegier. Je vote pour la mort.

Albert. La réclusion jusqu'à la paix.

Dubois. Je ne suis pas juge. Ce caractère n'appartient à aucun de nous. Si nous l'étions , il eût fallu en remplir les devoirs. Il eût fallu suivre les formes. C'est comme législateur , chargé de veiller à la sûreté générale de la république , que je prononce. Je suis d'un département frontière. La guerre se compose de succès & de revers. Ah ! s'il étoit possible qu'un revers amenât les ennemis jusque sur notre territoire , quelles horribles représailles n'exerceroient-ils pas ? Je vois dans Louis & sa famille un moyen de repousser les maux de la guerre. Vous vous l'ôtez en prononçant un arrêt de mort. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Rewbell , absent par commission.

Bas-Rhin. Laurent. Je ne distingue pas entre le juge & le législateur. Le sentiment de la justice les confond en moi. Bannir Louis sur les terres étrangères , ce seroit rallumer les feux d'une guerre mal éteinte. Le renfermer dans une prison , ce ne seroit pas venger le sang de mes concitoyens , que sa perfidie a fait & pourra faire couler encore ; je prononce en républicain sans peur & sans reproche. Je vote pour la mort.

Bentabole. Comme juge , je demande s'il peut y avoir deux poids & deux mesures sous le règne de la justice. Eh bien ! je prends le livre de la loi ; je trouve la mort , je prononce la mort. Comme législateur , je suis envoyé pour veiller à la sûreté générale de l'état. Je vois Louis souillé du sang de ses victimes : pour la tranquillité de ma patrie , pour son bonheur , je vote la mort.

Louis. J'ai consulté les fastes de la révolution ; j'ai vu Louis constamment en insurrection contre la nation. Le code pénal prononce la mort ; je vote pour la mort.

Arbogast. Je consulte l'histoire , je consulte le salut de la république ; je trouve le salut de la république dans la détention jusqu'à la paix.

Christiani. Je m'appuie de l'opinion de Thomas Payne , & je vote comme lui pour la réclusion.

Dentzel , Rhul , Simond , absents par commission.

Ehrmann , malade.

Rhône & Loire. Chasset. J'ai déclaré dans mon opinion sur les questions préliminaires , que la convention ne pouvoit prononcer , si elle vouloit juger ; cependant la convention a dit qu'elle décideroit du sort de Louis ; mais par sa conduite , par la violation des formes judiciaires , elle m'a convaincu qu'elle ne vouloit pas prendre l'attitude d'un juge , mais prendre une mesure de sûreté générale. Il ne m'est pas permis de voter pour la mort. Ce n'est pas seulement une peine à infliger ; il s'agit de faire entièrement disparaître la royauté. Louis n'inspire plus aucun sentiment à craindre , tandis que son fils recevrait , par sa mort , & inspireroit le plus grand intérêt. Je vote pour la détention jusqu'à la paix.

Dupuis fils. J'ai déclaré Louis coupable ; la loi le condamne à la mort ; je dis la mort.

Vitet. Je vote pour la réclusion de Louis & l'expulsion de la race des Bourbons.

Fournier. La réclusion.

Dubouchet. La loi déclare Louis coupable ; l'intérêt de la patrie exige qu'il soit condamné. Je vote pour la mort du tyran.

Beraud. La réclusion & le bannissement à la paix.

Pressavin. Si je pouvois concilier ma conscience avec la pitié , je céderois à ce sentiment ; mais comme ma conscience ne me permet pas de transiger avec les principes , je condamne Louis à la mort.

Moulin. Je vote pour la mort, mais seulement après l'expulsion de tous les Bourbons.

Michet. J'ai déclaré que Louis m'a paru coupable de crime de conspiration & de trahison.

J'ai voté pour que le décret qui statuera sur son sort fût soumis à la sanction du peuple, parce qu'il n'est aucune loi écrite qui ne m'ait paru nette à son sujet, & parce que si les crimes dont il est déclaré coupable peuvent déterminer une condamnation à mort, des raisons d'état & le bien public peuvent exiger la détention.

Obligé de m'expliquer définitivement, je vote pour la détention à perpétuité.

Patrin. Louis a mérité mille fois la mort; mais si son existence est utile à la république, qu'il soit condamné à vivre. Oui, son existence est utile, puisque sa mort est dangereuse; Louis mort, son fils devient formidable par ses malheurs & son innocence. Je vote pour la réclusion.

Forest. Mon opinion est pour la détention jusqu'à la paix, & ensuite pour le bannissement.

Noël Pointe. Un républicain ne veut souffrir ni rois ni images de la royauté. Je vote pour la mort; je la demande dans les vingt-quatre heures.

Cuslet. Je ne crains pas de cumuler sur ma tête les fonctions de juge & de législateur. Je demande la mort dans les vingt-quatre heures.

Javoque. Pour préserver les âmes pusillanimes de l'amour de la tyrannie, je vote pour la mort dans les vingt-quatre heures.

Lanthenas. Si l'éducation pouvoit excuser les crimes des despotes, combien de criminels qui ont péri sur l'échafaud pourroient, avec plus de raison encore, se prévaloir du même principe pour écarter d'eux le glaive de la loi! Aussi Louis XVI m'a-t-il paru coupable sous deux rapports: Comme despote, parce qu'il a tenu le peuple français dans l'esclavage; & comme conspirateur, parce qu'il l'a trahi, après que celui-ci lui avoit pardonné.

Rien n'a encore été organisé pour assurer dans les assemblées primaires le triomphe de la liberté, en même-temps que le respect de celle des opinions. Rien n'est établi pour y éclairer tous les citoyens sur leurs véritables intérêts, gagner leur affection pour le régime nouveau, & conquies les cœurs dans les mêmes sentimens d'amour pour la patrie. J'ai donc cru, à cause de cela seul, devoir prendre sur moi toute responsabilité nouvelle, pour l'intérêt de la liberté, & voter pour que notre décision sur le sort de Louis XVI ne fût pas renvoyée à la sanction du peuple.

Maintenant, sur la troisième question, je dirois d'une manière absolue, comme membre de la convention & comme juge, il faut que Louis Capet, despote, conspirateur, MEURE.

Mais je suis arrêté par l'opinion qui prétend qu'en conservant ce criminel, & l'offrant aux peuples nos voisins, comme une preuve éclatante de la modération, de la générosité, de la soumission à la loi du peuple français, & de l'élévation de ses représentans au-dessus de toutes les passions humaines, ce seroit un flambeau remarquable de tous les points de l'Europe, qui dissiperoit plus sûrement qu'aucune proclamation toutes les calomnies outrageantes, inventées, répandues à profusion, pour faire abhorrer notre révolution & exciter les peuples à se liguier contre leurs propres intérêts, contre les principes de la justice & les cris de l'humanité, pour la combattre & nous enchaîner de nouveau.

Certes, il est juste, il est intéressant, pour épargner les flots de sang qui sont prêts à couler, de ne laisser échapper aucun moyen de dessiller les yeux des peuples qu'on égare, de ces braves Anglais sur-tout, aujourd'hui nos frères, qu'on arme contre nous, & de forcer ainsi nos ennemis à la paix.

Par ce motif, je suis d'avis que la convention prononce la peine de mort sur Louis, mais qu'elle se détermine à suspendre sa mort, à le déterminer de la manière la plus sûre, & à prendre des moyens efficaces pour

faire connoître aux peuples de l'Europe que le peuple français pardonneroit encore une seconde fois à son implacable ennemi, & qu'il le contemplerait de l'exiler hors de son territoire, si les gouvernemens impies, qui redoutent les droits de l'homme, vouloient calmer leur haine contre la nation française. Quelque parti que la convention prenne, je fais la motion que le jour qui suivra notre décision, nous prononçons, par un appel nominal, l'abolition de la peine de mort, excepté envers notre ennemi tyran; si les ennemis de notre liberté, si ses propres parens, ses tendus amis entrent de nouveau sur le territoire de la république.

Puissent nos vœux, qui seront certainement ici unanimes, & cet heureux présage, cimenter la résolution que nous devons prendre d'aujourd'hui, ou d'ensevelir les préventions, les jalousies, les haines, les injures & les reproches qui nous agitent, & dont la continuité met maintenant dans le dernier péril la liberté, *la chose publique*.

Je me résume. Voici mon opinion :

1°. Prononcer que Louis a mérité la MORT.

2°. Suspendre ce décret, & détenir Louis d'une manière sûre, à l'évasion.

3°. Décréter que, si nos ennemis nous laissent en paix, Louis sera librement exilé hors du territoire de la république, quand la convention sera parfaitement assise.

4°. Proclamer par toute l'Europe les présens décrets, & les faire connoître aux peuples, que l'on égare par l'hypocrisie la plus révoltante.

5°. Proclamer avec appareil ce *sursis* & ses motifs, dans toute la république.

6°. Le jour qui suivra la décision de la convention, abolir la peine de mort, par un appel nominal, en exceptant Louis, si ses parens, ses tendus amis envahissent notre territoire.

Haute-Saône. Gourdan. Vous avez déclaré que Louis étoit coupable de haute-trahison. Je suis convaincu de ses crimes. Quant à la peine, je pense qu'elle doit être sévère. Si la peine de mort n'étoit plus en usage, nous, sans doute il seroit barbare de la ramener pour lui. Des hommes éclairés ont aperçu de grands dangers dans une mesure de rigueur. Ils ne pas qu'ils aient raison; mais aussi des hommes de bonne foi ont vu de plus grands dangers encore dans une mesure d'indulgence. On a dit que la convention ne pouvoit prononcer comme juge; je pense le contraire; la loi me l'ordonne; je vote pour la mort.

Vignerot. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Siblot. La loi doit être égale pour tous. Je vote pour la mort. Je demande à la convention d'examiner dans la sagesse si l'intérêt de la patrie ne passe pas qu'on en suspende l'exécution.

Chauvier. Je vote pour la détention actuelle & le bannissement à la paix.

Balivet. Bien persuadé que nous ne devons prononcer qu'une mesure de sûreté générale, je demande la détention provisoire & le bannissement à la paix.

Bolot. Des preuves multipliées m'ont donné la conviction des crimes de Louis. La loi l'a confirmée. Aujourd'hui la justice, le salut de la république, la loi, la politique commandent que Louis périsse. La pitié ne doit pas même être écoutée. Je condamne Louis à la mort.

Dormier. Ayant prononcé, ainsi que vous tous, que Louis étoit coupable de crime de haute-trahison contre la nation, d'avoir voulu contre sa liberté & sa souveraineté; intimement persuadé que, pour maintenir & pour l'intérêt général de notre république, il convient de donner un grand exemple de justice & de sévérité à tous les despotes qui se sont coalisés pour nous faire la guerre, qui n'ont jamais compté les Français que comme leurs esclaves, & dont la rage ne sera assouvie que quand ils nous auront remis sous leurs fers, ou qu'ils seront détruits.

Ne craignant ni faction, ni faillie; nos armées n'étant plus com-

vils satellites, mais bien de soldats citoyens qui ont juré, comme
s pardons, d'écraser le premier tyran qui oseroit attenter à la souveraineté du
l le compte ;

impies, ma conscience ne me permettant pas de transiger avec les principes de
e contre la loi & de la justice éternelle, qui sont les bases fondamentales des droits
fais la l'homme ;

par un s'ouvre ce livre sacré ; je trouve que Louis Capet, conspirateur, traître
s notre parjure, a mérité la peine de mort ; & c'est avec regret pour l'humana-
ens, ses que j'y conclus, & pour la dernière fois de ma vie.

ique. *Sabre & Loire. Gelin.* Je vote pour la mort.

& cet Mafayer. Je ne trouve pas en Louis un citoyen ; il a toujours été hors
e d'ajour notre contrat social, & je ne crois pas qu'on puisse lui en appliquer les
nes, les. Si vous vouliez les lui appliquer, en vertu de l'article de la déclai-
ité mettion des droits, qui dit que la loi doit être la même pour tous, soit
elle punisse, soit qu'elle protège, je demanderois aussi que vous suivis-
iez à son égard les lois communes à tous les citoyens, relatives aux
formes des procédures criminelles. Mais considérons-le plutôt comme un
omme qui seul avoit des rapports politiques avec les nations étrangères ;

il faut alors agir avec lui par le droit des nations. Les nations ont le
droit de la vengeance ; mais il ne leur est pas toujours utile de l'exercer,
mais il n'est pas toujours possible de l'exercer ; il est des fanatiques de la
royauté, comme il en est de la religion. La tête de Louis à bas, je vois

un fils lui survivre, qui, n'étant pas comme le père, chargé de crimes,
couvert d'opprobre & de mépris, sera plus intéressant & donnera beau-
coup plus d'action & de moyens à ses partisans. Je vois une minorité

royaliste demander un régent, & se faire d'un enfant un moyen de ré-
chauffer les cabales. La correspondance de Dumoulier avec les princes,
faite par l'armée des Ardennes, nous a appris que la cour de Berlin tra-
vailloit à donner la régence à Monsieur, frère du roi ; que la cour de

Vienne vouloit la donner à la reine. Peut-être cette division a été une
cause de nos succès ; mais vous voyez que nos ennemis ne soupirent qu'a-
près une minorité : je suis convaincu qu'ils s'intéressent fort peu à la per-
sonne même de Louis, & que nous les servirions en abattant sa tête. Ce

qui seroit au contraire un grand exemple pour les peuples, & ce qui
épouvanteroit bien plus les rois, ce seroit de faire de Louis & de sa fa-
mille des émissaires de révolution. Je voudrois que si les événemens le

permettoient, on pût dès demain les emballer & les conduire de Varennes
loin du territoire de la république : je voudrois que, couverts d'oppro-
bre & de misère, ils montraient dans tous les pays que les rois ne sont

rien quand les nations ne veulent pas qu'ils soient quelque chose. Je vou-
drois que nos ennemis eux-mêmes en fussent embarrassés, & qu'en leur
envoyant notre ci-devant roi, nous missions à leur charge l'équivalent de

la dépense de cinq à six régimens. Mais, dira-t-on, à peine sorti de
France, il se fera proclamer généralissime des armées combinées. Terrible

Bruntwick, à peine verrai-je en lui un homme de plus à combattre : un
roi chassé n'est jamais rentré. Si, au contraire, vous le gardiez dans sa

prison, il suffiroit d'une émeute populaire pour lui rendre tous les moyens
de nuire ; car les ennemis intérieurs seront toujours les plus dangereux.
Mais il ne suffit pas de renvoyer Louis ; il faut expulser tout ce qui tient

à cette dynastie, qui depuis long-temps fait le malheur de la nation. Je
vote pour le bannissement.

J. Carra. En vertu de la déclaration faite par la convention, que Louis
Capet est convaincu de conspiration contre la liberté, & d'attentat contre
la sûreté générale de l'état ; en vertu de la loi qui applique la peine de
mort à ce genre de crime ; pour satisfaire aux principes qui sont la vraie

politique des nations ; pour l'instruction des peuples dans tous les temps
& dans tous les lieux, & pour l'étroiti des tyrans, je vote pour la mort.
Guillermin. Je vote pour la mort.

Geverchon. La mort.
Guillemardet. Comme juge, je vote pour la peine de mort ; comme

homme d'état, le salut du peuple, le maintien de la liberté me forcent de prononcer la même peine : je vote encore pour la mort.

Bodot. J'attends avec impatience les circonstances qui vous permettent d'abolir la peine de mort ; mais je réserverai toujours cette peine pour les traîtres. Je prononce donc la peine de mort contre Louis, & que le jugement soit exécuté dans les vingt-quatre heures.

Bertucat. Je croirois porter atteinte à la souveraineté du peuple, si je jugeais souverainement dans cette affaire. Je crois qu'il faut conserver au peuple la sanction tacite & présumée qui lui est incontestablement due sur les actes de ses représentans, car la souveraineté ne peut s'aliéner. Je vote pour la mesure qui laisse sans cesse au peuple le droit de manifester utilement son vœu pour la détention perpétuelle.

Mailly. La mort.

Moreau. Celui-là raisonneroit mal qui diroit : J'ai dans mon jardin une plante vénérable ; mais je ne veux pas l'arracher, de peur qu'une autre ne revienne à sa place. Vous voulez anéantir la tyrannie ; le moyen, ce n'est pas de conserver le tyran, sous le prétexte de l'opposer à ceux qui voudroient le remplacer ; c'est au contraire de les détruire tous successivement. Je vote pour la mort.

Mont-Gilbert. N'ayant reçu de mes commettans ni la mission, ni le caractère de juge, je ne puis voter en cette délibération comme membre d'un tribunal de justice ; mais comme membre du corps politique, je dois & je veux concourir, avec mes collègues, à prendre, contre l'ennemi de la liberté de mon pays, des mesures de sûreté générale ; & , sous ce rapport, j'ai rejeté l'appel au peuple, parce que là où je ne vois point de jugement, je n'ai pas dû vouloir un appel. Il s'agit donc pour moi bien moins du sort de Louis que du salut de ma patrie.

Or, le résultat des considérations politiques que j'ai pu faire & comparer, & de mes observations sur l'état actuel de la France, est, 1°. que celui qui fait la guerre à la société, doit en être retranché ; que sa conservation est incompatible, sur-tout avec une république naissante ; & que si, dans cet état de choses, l'un des deux doit périr, c'est Louis ; 2°. que la mort dans la position où nous nous trouvons, sous tous les rapports politiques, intérieurs & extérieurs, doit cependant être différée ; qu'elle doit l'être pour l'intérêt seulement de la patrie, & qu'elle peut l'être sans danger pour la liberté.

En conséquence, mon opinion est que Louis a mérité la mort, comme un ennemi convaincu de conspiration contre la liberté nationale, & d'attentat contre la sûreté générale de l'état ; mais qu'il doit être sursis à l'exécution du décret de mort que vous rendrez, jusqu'au moment où la république jouira pleinement des bienfaits de sa nouvelle constitution, & que la paix sera solidement établie entre elle & les ennemis de sa liberté ; époque à laquelle le peuple fera examiner par ses représentans ce qui conviendra le mieux à ses intérêts & à sa gloire, ou de faire exécuter votre décret, ou d'aggraver la peine de mort, en bannissant le coupable... Oui, je dis aggraver ; car être banni du territoire des Français, c'est selon moi une peine plus dure que la mort.

Je vote enfin pour que, jusqu'à la même époque, Louis reste prisonnier du peuple français, sous la responsabilité des corps administratifs de la ville où il sera détenu, & que dans le cas d'une nouvelle invasion sur notre territoire des ennemis qu'il a suscités à la république, le décret de mort porté contre lui soit exécuté, à la réquisition & sur la responsabilité du pouvoir exécutif. Mon opinion est indivisible.

Serthe. Richard. Louis est convaincu d'avoir conspiré ; toutes les considérations disparaissent devant la justice. Je vote pour la mort.

Primaudière. La mort.

Salmon. Convaincu que la stabilité de la république repose sur la bonté des loix, & non sur la mort d'un roi ; que nous ne pouvons pas cumuler les pouvoirs qui seroient nécessaires à ce jugement ; que les anarchistes, les ambitieux, trouveroient dans la mort de Louis un aliment de plus à leurs

leurs intrigues, je vote pour la réclusion pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Phélippeaux. Comme juge, comme organe des loix, j'ai eu souvent la douleur de prononcer la peine de mort contre des malheureux qui n'étoient coupables que d'un seul crime que l'on pouvoit attribuer aux vices de l'ancien régime. Les crimes de Louis sont beaucoup plus atroces que tous ceux contre lesquels la loi prononce la peine de mort. La seule politique des peuples libres, c'est la justice, c'est l'égalité parmi les hommes; elle consiste, dans les circonstances actuelles, à effrayer les rois par un grand coup. Je vote pour la mort.

Boutrone. La mort.

Levasseur. La mort.

Chevalier. La loi ne permettoit que la déchéance du roi; mais comme mesure de sûreté générale, je vote pour la détention pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Froger. La mort.

Syeyes. La mort.

Letourneur. La mort.

Seine & Oise. Lecointre. Louis est atteint & convaincu d'avoir conspiré contre l'état; la république doit le condamner. Je vote pour la mort.

Hauffmann, absent par commission.

Bessal. Je ne suis pas du nombre de ceux qui pensent que la conservation du tyran est nécessaire au maintien de la république, à la répression des factions. Louis est le fatal auteur de tous les massacres qui ont eu lieu pendant la révolution. S'il restoit chez nous, il ne cesseroit d'exciter toutes les factions au-dehors; il irriteroit toutes les puissances. Je vote donc pour la mort.

Alquier. Je vote pour la mort; mais je demande que l'exécution du jugement soit différée jusqu'après la signature de la paix, & qu'elle ait lieu en cas d'une invasion des puissances étrangères.

Gorsas. Il y a bien long-temps que j'ai dit & imprimé que Louis étoit traître à la nation & à ses sermens; & lorsqu'une sorte de stupeur s'emparoit de beaucoup d'esprits, que les braves amis des loix se cachotent, j'attaquai personnellement le tyran sur son trône; j'en appelle à ceux qui m'entendoient alors, ou me lisoient dans leurs souterrains. Appelé par la loi à exercer les fonctions de juge, je n'ai pas examiné mon mandat; j'ai exprimé mon vœu; j'ai proposé l'appel au peuple. Je respecte sincèrement l'opinion de mes collègues qui se sont crus liés par la loi. J'arrive à la question. Comme individu, comme juge, je prononce la peine de mort; comme législateur, comme homme d'état, j'ai profondément médité quelle devoit être mon opinion pour le salut public. J'ai vu que nos ennemis extérieurs n'assistent de prendre intérêt à Louis, de ne demander sa vie que pour obtenir sa mort, que pour assurer le succès de leurs projets liberticides, & que ceux du dedans suivent dans cette affaire la même trame que j'ai dévoilée en 1789, que j'ai prouvée en 1790, & qui eut alors Mauri pour défenseur, & j'en appelle à la séance du soir du 22 janvier de la même année. Fort de la foiblesse que ce danger a imprimée malheureusement à quelques-uns de mes collègues, confirmé dans mon opinion par celle de plusieurs membres éclairés de la convention, & sur-tout par celle de mon courageux ami Grangeneuve, qui vous parla avec tant d'émotion, je conclus à ce que vous ordonniez la détention de Louis pendant la guerre, & son bannissement perpétuel à la paix, sous peine de mort.

Audoin. Les hommes d'état qui viennent de se multiplier, ne m'ont pas fait changer d'opinion. Je persiste à croire que je mériterois moi-même la mort, si je ne la demandois pour le tyran. Je vote pour la mort.

Treillard. En consultant le plus grand intérêt de la république, que nous ne pouvons ni ne devons jamais perdre de vue, je pense, en mon ame & conscience, que la mesure la plus sage & la plus politique, est, en déclarant que Louis a mérité la mort, de décréter un surcis qui laisse

Suite des appels nominaux.

H*

à la nation la faculté d'ordonner de sa personne, suivant les circonstances & les intérêts du peuple français. Je vote pour la mort avec surfs.

Royt. Mes commettans ne me donnèrent point le pouvoir de juger souverainement; & comme législateur, je ne puis être qu'accusateur. Louis est digne de mort; je vote pour la mort, mais avec cette réserve que le jugement ne puisse être exécuté qu'après que le peuple aura ratifié la constitution qui lui sera présentée.

Tallien. Louis a fait couler le sang français; Montauban, Nîmes, Jallès, Nanci, le champ de Mars & la journée du 10 août, sont les témoins irrécusables de ses trahisons. La loi a parlé, l'intérêt de l'état, l'intérêt du peuple exigent qu'elle soit appliquée. Je vote pour la mort.

Hérault-Séchelle, absent par commission.

Mercier. Comme juge national, je dis que Louis a mérité la mort; comme législateur, l'intérêt national parle ici plus haut que ses forfaits, & je dois, pour l'intérêt du peuple, voter une peine moins sévère. Qu'est-ce ici que commande la justice? c'est la tranquillité de la nation. Or, je dis qu'un arrêt de mort qui auroit son exécution immédiate, seroit impolitique & dangereuse. Louis est un otage; il est plus, il sert à empêcher tout autre prétendant de monter sur le trône; il protège, il défend votre jeune république, il lui donne le temps de se former. Si sa tête tombe, tremblez, une faction étrangère lui trouvera un successeur. Louis n'est plus roi, il n'a pas plus que son fils & ses frères de droits à la couronne; mais le fantôme nous sert ici merveilleusement: oui, nous devons marcher avec ce fantôme, avec le temps qui est aussi un législateur; ne précipitons pas une mesure irrévocable. Je vote pour la détention de Louis à perpétuité.

Kersaint. Je vais motiver mon dernier avis, car je ne me crois pas appelé à prononcer une sentence. Si j'étois juge, je voterois par clémence, & non par haine; car c'est ainsi seulement que j'espérerois d'être le véritable interprète d'une nation généreuse. Comme législateur, l'idée d'une nation qui se venge ne peut entrer dans mon esprit: l'inégalité de cette lutte le révolte; cependant je crois que Louis est coupable. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix.

Dupuis. Je ne concourrai pas de mon vœu à priver le peuple d'un otage important qu'il aura le droit de vous demander un jour. Je vote pour la détention.

Chénier. J'aurois vivement désiré, je l'avoue, de ne prononcer jamais la mort de mon semblable; & si je pouvois m'isoler un moment du devoir pénible qui m'est imposé, je voterois pour la loi la moins sévère; mais la justice, qui est la raison d'état, l'intérêt du peuple, me prescrivent de vaincre mon extrême répugnance. Je prononce la peine qu'a prononcée avant moi le code pénal. Je vote pour la mort.

Seine inférieure. Albite. Je vote pour la mort.

Pocholles. Je crois que des mesures de faiblesse, que des demi-mesures sont les plus dangereuses dans les crises d'une révolution. Si Louis vit au milieu de nous, je crains que le spectacle de l'infortune n'efface à la longue la plus juste indignation. La mesure du bannissement ne me paroît pas meilleure. Si les Tarquins bannis ne furent plus dangereux, & ne purent rentrer dans Rome asservie, c'est qu'ils n'avoient pas, comme Louis, de nombreux amis dans l'intérieur, & des milliers de bras armés au-dehors, sous l'étendard de la révolte. On craint après sa mort les tentatives d'un ambitieux, qui prétendrait à le remplacer. Je demande comment un ambitieux seroit encouragé par le châtement d'un tyran? Ne seroit-ce pas, au contraire, votre faiblesse? Craindroit-on que les Français tremblissent devant un tyran nouveau, lorsqu'ils frissonnent encore d'horreur au souvenir de leurs chaînes? Je vote pour la mort de Louis; & puisse la tombe enfermer toutes nos divisions & nos haines!

Hardy je vote pour la détention & le bannissement.

Yger: La réclusion pendant la guerre; & le bannissement après.

Hecquet. La réclusion & le bannissement.

Duval. La détention & le bannissement.

Vincent. Je délibère, non comme juge, mais comme législateur. Condamner Louis Capet à mort, c'est selon moi provoquer la guerre civile, ruiner, la majeure partie de la nation, renverser l'état, et tuer la liberté toute entière. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Faure. La déclaration des droits traite tous les hommes également; la loi prononce la peine de mort contre les conspirateurs, c'est par ce moyen que beaucoup d'entre nous ont condamné Louis à mort. Ils prennent pour la base de leur opinion, l'article de la loi qui regarde les conspirateurs généraux, & moi je prends pour la base de la mienne l'article de la constitution qui concerne les conspirateurs rois; je vote pour la détention de Louis pendant toute la durée de la guerre.

Lefebvre. Je vote pour la détention pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Blutel. La détention & le bannissement.

Bailleul. Si l'esprit de vengeance vous anime, songez que devant la postérité l'illusion cessera, & les passions disparaîtront. Le but de la convention nationale est de faire le bonheur du peuple; avec une armée formidable & la tête de Louis, vous aurez la paix. Ne vous privez donc point d'un otage qui peut concourir à l'affermissement de la république. Je vote pour détention, & je dépose mes motifs sur le bureau.

Mariette. Ce n'est point comme juge que j'opine, mes commettans ne m'ont point délégué cette qualité, & elle me répugne; comme législateur, je vois en Louis un grand coupable, digne du dernier supplice; mais l'expérience des peuples me fait craindre que sa mort n'ait des dangers. Je vote donc pour sa détention pendant la guerre, & le bannissement ensuite.

Doublet. Intimement convaincu des attentats de Louis, mais plus pénétré encore du malheur dont a été pour l'Angleterre la mort de Stuart, je vote pour la réclusion & le bannissement à la paix.

Ruault. Il me paroît bien étrange que l'on voulût suivre à la lettre le code pénal pour la condamnation, lorsque l'on n'a suivi aucun des articles de la législation criminelle dans les formes de la procédure. Je vote pour la réclusion de Louis jusqu'à la paix, auquel temps il sera définitivement statué sur son sort.

Bourgeois. Pour la détention pendant la guerre, & la déportation ensuite.

Delahaye. Je n'ai jamais cru que la convention nationale, toute puissante qu'elle est, pût me forcer à me revêtir de la qualité de juge, quand je puis me dépouiller de celle de législateur. Ce ne sont pas tant les ennemis extérieurs que les tyrans du dedans que je crains; ces hommes qui savent enchaîner l'opinion en répandant sur les patriotes le venin de la plus affreuse calomnie; ces hommes qui en 1789 étoient nobles, en 1790, prêtres, & 1791 aristocrates, qui en 1792 & 1793 se disent patriotes. Louis est couvert du sang de nos frères, mais ces terribles & fâcheux événemens sont irréparables, & l'intérêt de satisfaire à la justice par sa mort ne peut compenser les flots de sang que sa mort pourroit faire couler. Je vote donc pour sa détention, quant à présent, & le bannissement après la guerre.

Seine & Marne. Mauduit. Je vote pour la mort.

Bailly de Juilly. Louis mérite la mort. Mais, dans mon opinion, je le regarde comme un otage nécessaire à la tranquillité publique. J'adopte donc, comme mesure de sûreté générale, la réclusion provisoire, & le bannissement perpétuel deux ans après la paix.

Tellier. Vous avez déclaré Louis coupable de conspiration. Je vote pour la mort.

Cordier. Louis est un grand coupable; il mérite la mort. Je vote pour la mort.

Vignes. Je vote pour mesure de sûreté générale, la prison jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque.

Geoffroy, l'aîné. Intimement convaincu des crimes de Louis, je n'hésite pas, comme juge à voter la peine de mort. Mais comme législateur, je prononce, pour mesure de sûreté générale, la réclusion.

Bernard. Louis mérite la mort, mais j'en demande la suspension jusqu'à près l'acceptation de la constitution.

Himbert. Je viens comme législateur, & non comme juge, prononcer une mesure de sûreté générale. Je déclare que ce n'est point le refus de l'appel au peuple qui me détermine, c'est le sentiment intime que je n'ai pas le pouvoir de juger. Le peuple m'en a convaincu en nommant des hauts jurés pour une haute cour nationale. Il ne m'a pas donné un pouvoir dont il avoit investi ces hauts jurés. Vous avez cassé la haute cour nationale. Eh ne craignez-vous pas que l'histoire ne vous accuse d'avoir usuré un pouvoir qui vous manquoit. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement après la paix.

Opoix. La réclusion-jusqu'à la paix, & ensuite le bannissement.

Defrance. Je n'ai jamais cru être envoyé pour juger Louis; c'est donc plutôt en homme d'état & en législateur que je vote. Car pour juger, j'aurois exigé les formes judiciaires. Ma conscience m'oblige de voter pour la réclusion & le bannissement.

Bernier. Je le déclarai hier, & je le répète, puisque la peine de mort fouille encore notre code, Louis la mérite, parce que je ne connois pas de plus grand crime que celui de conspirer contre le peuple; parce que m'a toujours paru hors de raison qu'il existât sur la terre un être impunissable. Mais j'ai ajouté que, suivant ma conscience, ce jugement devoit être nécessairement soumis à la sanction du peuple; parce que, d'un côté, je ne me crois pas investi de pouvoirs suffisans: & de l'autre, parce que dans l'incertitude des événemens, cette mesure me paroît conforme aux principes. La majorité en a décidé autrement; je respecte sa décision. Je désire, comme citoyen, comme père de famille, sur-tout comme représentant du peuple, qu'elle sauve ma patrie du précipice où veulent l'entraîner des prêtres & des nobles, sous le masque d'un patriotisme exagéré. Mais, à moins d'être en contradiction avec moi-même, le décret que nous avons rendu hier me réduit à l'impossibilité de voter pour la peine à infliger. Je me borne donc à demander que Louis continue à garder prison jusqu'à ce que la constitution soit acceptée. Alors, le peuple prononcera sur le sort de ce monstre d'ingratitude qui employoit à le faire égorger tout ce que ce peuple lui avoit prodigué. Ce jugement, quel qu'il soit, sera respecté du peuple, parce qu'il sera l'expression de la volonté générale; & sera respecté enfin des puissances étrangères, & admiré de la postérité.

Des deux Sèvres. Lecointe-Puyraveau. Je déclare que je ne me présente point en qualité de juge, mais avec le caractère de représentant du peuple. C'est en cette qualité que je vais exprimer mon vœu. Mardi j'ai voté pour l'appel au peuple. Vous avez rejeté cet appel; je respecte votre décision; le peuple la jugera. Je représente le peuple, le peuple assassiné par le tyran. Je vote pour la mort du tyran.

Jard-Panvillier. Quoiqu'il soit contraire à mes principes de prononcer la peine de mort, je n'hésiterais pas à la voter si la tête du dernier conspirateur pouvoit tomber avec celle de Louis. Je vote pour la détention jusqu'à la paix & le bannissement à cette époque.

Anguis. J'obéis au décret qui m'a rendu juge. Le tyran mérite la mort; mais ne feroit-il pas plus utile de le garder pendant la guerre, & de le déporter à la paix? Je vote pour ce dernier parti.

Dubreuil. Si je ne consultais que mon cœur, je ferois grâce; mais comme législateur, je consulte la loi, la loi a parlé, je prononce la mort.

Lofficial. Si j'avois à émettre mon vœu comme juge, je voterois pour la mort, mais je n'ai point ce pouvoir; mes commettans m'ont envoyé pour faire des loix, & non pour juger. Je vote pour la détention & le bannissement.

Cochon. J'ouvre la déclaration des droits, j'y lis: La loi doit être égale pour tous; comme juge, je dois appliquer la loi; la loi prononce la mort; je vote pour la mort.

Duchastel, malade.

Somme. Saladin. Je vote pour la mort.

Rivery. Je vote pour la détention.

Gantois. Comme législateur, & non comme juge, je vote pour la détention & le bannissement.

Dumont. C'est faire beaucoup d'honneur à Louis de le regarder comme citoyen. Les citoyens conspirateurs sont punis de mort. Je vote pour la mort.

Affelin. Je vote pour la détention.

Scellier. La mort.

Pierre-Florent Louvet. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & pour le bannissement à perpétuité après la paix. Telle est mon opinion ; j'en ai donné les motifs, ils sont imprimés, je m'y réfère. J'ai peut-être été dans l'erreur ; mais j'avois pour moi les réflexions que m'ont fait naître les circonstances où nous vivons, & celles où nous vivrons probablement encore long-temps ; j'avois pour moi les leçons de l'histoire, les exemples des temps anciens, ceux des temps modernes, & l'exemple célèbre du premier des Brutus, dont l'image, M. le président, est au-dessus de vous, comme pour nous rappeler à ce généreux exemple. Mon opinion ne me paroît pas celle qui prévaudra ; mais je n'en ai pas moins dû vous l'énoncer, puisque je l'ai crue & la crois encore la plus utile. Puisse au surplus le génie tutélaire de la république garantir mon pays des malheurs qui, je le dis avec un profond sentiment de douleur, me paroissent menacer la liberté française.

Dufesnel. Je déclare n'avoir reçu aucun pouvoir de juge, puisque la même assemblée électorale, en me nommant, a nommé deux hauts jurés ; & qu'il n'entrera jamais dans mes principes de voter la peine de mort contre mon semblable. Je prononce la réclusion & le bannissement.

Jean-Baptiste-Martin Saint-Prix. Je vote pour la réclusion.

Dévérité. Je vote, comme mesure de sûreté générale, pour la réclusion & le bannissement du Tarquin moderne, quand la patrie sera en sûreté.

Delecloy. Je prononce la mort contre Louis, & le sursis jusqu'à la signature de la paix, sauf à faire exécuter la peine, si l'ennemi paroît sur les frontières.

Sillery. Je vous déclare que je ne prononce pas comme juge de Louis. Mes commettans n'ont pas été assez insensés pour cumuler sur ma tête tous les pouvoirs. Je ne puis être accusateur & juge dans la même cause. C'est comme législateur que je prononce une mesure de sûreté générale. Si vous n'aviez pas aboli la royauté, nul de nous n'eût hésité à prononcer la mort. Aujourd'hui, si Louis est envoyé à l'échafaud, vous remplirez les vœux de tous ceux qui ont dans le cœur le fanatisme de la royauté, & ces vœux se reporteront sur un enfant intéressant par son âge, ses malheurs & son innocence. Citoyens, j'ai entendu parler d'une faction à laquelle on suppose des projets dangereux contre la liberté publique. Qu'on me la montre donc cette faction ; je la combattrai jusqu'à la mort. Je demande que Louis Capet & sa famille soient bannis à perpétuité, mais que cette mesure n'ait lieu qu'à la paix.

Tarn. Lafource. Mon opinion vous est connue. Je l'ai manifestée par écrit. Je vais la reproduire. Dans ma manière de voir, il n'y a pas de milieu, il faut que Louis règne ou qu'il aille à l'échafaud. Mais j'ai une observation à faire. La mesure que vous prenez suppose que vous êtes à une grande hauteur. Si la convention s'y maintient, elle écrasera les factieux & établira la liberté. Mais si les partis, si les haines continuent, si la convention n'a pas le courage de les étouffer, alors on dira qu'elle n'étoit composée que des plus vils & des plus lâches de tous les hommes ; elle ne passera à la postérité qu'avec l'exécration universelle. Après cette réflexion, je prononce la mort.

Lacombe-Saint-Michel. Je vote la mort.

Soloniac. La détention & le bannissement.

Campmas. Comme représentant d'une nation qui veut être libre, je dis : la république, plus de rois, & la mort du tyran.

Marvassols. La détention & le bannissement.

Gouzy. Comme représentant du souverain, j'exprime ce que je crois être sa volonté. Je vote pour la mort, mais surmise jusqu'au prononcé sur les Bourbons.

Rochevide. La détention & le bannissement.

Meyér. La mort.

Damberménil. Malade.

Var. Escudier. La mort.

Charbonier. Si j'étois sûr que demain les puissances de l'Europe reconussent de bonne foi la république française, je voterois, à cette condition, la grace de Louis; mais si elles font des préparatifs, ne vous y trompez pas, c'est uniquement pour le remettre sur le trône. Non, ce n'est pas assez d'avoir renversé l'idole, il faut la briser, pour la ravir tout-à-fait à ses stupides adorateurs. Il reste encore des préjugés; il existe dans quelques esprits une vieille idolatrie pour la royauté. Le roi que vous avez à juger fut un tyran, un assassin, ses forfaits sont sans nombre; il a mérité la mort; le salut de la patrie exige qu'il la subisse, l'intérêt public le demande: je vote pour la mort.

Ricard. Je vote pour la mort.

Inard. Dans l'assemblée législative, j'ai dit à cette tribune que si le feu du ciel étoit dans mes mains, j'en frapperois tous ceux qui attenteroient à la souveraineté du peuple. Fidèle à mes principes, je vote pour la mort. Je demande aussi que ses deux frères émigrés soient jugés par le tribunal criminel.

Despinassy. La mort.

Roubaud. Je crois que la convention nationale est le centre, le chaos des pouvoirs; qu'elle peut faire sortir de son sein le pouvoir judiciaire, législatif, exécutif, révolutionnaire, &c. Vous voulez, meconnoissant vous-mêmes votre autorité, vous borner à bannir le ci-devant roi; mais ne vous a-t-il pas déjà prouvé qu'il ne désireroit pas mieux que de s'évader & d'aller joindre les collaborateurs de contre-révolution? A peine l'auriez-vous envoyé à vos ennemis, qu'ils le feroient généralissime de leurs armées. Je vote pour la mort.

Antiboul. La détention.

Barras. La peine de mort.

Vendée. J. F. Goupilleau. Avant d'infliger une peine à Louis, il faut que je le déclare coupable. Comme je ne fais que d'arriver de l'armée du Var, je n'ai pas encore opiné sur la première question. Je le déclare atteint & convaincu de conspiration contre l'état. Sur la seconde question, j'ai consulté mes pouvoirs; j'ai vu que non-seulement nous avons le droit, mais que nous avons le devoir de juger Louis sans appel, puisque mes commettans nous ont déclaré qu'ils nous donnoient plein pouvoir pour sauver la liberté. Quant à la peine à infliger, j'ouvre le livre de la nature, le guide le plus certain. J'y vois que la loi doit être la même pour tous; j'ouvre le code pénal, j'y vois la peine des conspirateurs; j'entends la voix de la liberté, la voix des victimes du tyran, dont le sang arrose les plaines de tous nos départemens frontières: toutes me demandent justice, je la leur dois; je vote pour la mort. J'ajoute que je ne crois pas qu'il soit proposable de différer l'exécution; autrement Louis subiroit la mort autant de fois que le bruit des verroux de sa prison viendroient frapper ses oreilles; & vous n'avez pas le droit d'aggraver son supplice.

Aimé Goupilleau. Je vote pour la mort.

Gaudin. Je ne puis encore me persuader que le peuple français nous ait délégué le despotisme, c'est-à-dire, la faculté de faire la loi & de l'appliquer. Quand j'en serois convaincu, la violation de toutes les formes m'empêcheroit, pour ce qui seroit fatal seulement à l'accusé, la lettre de la loi. Je vote pour une mesure de sûreté générale, puisque je suis législateur; c'est pour la détention pendant la guerre, & l'exil à la paix.

Maignen. Je vote pour la mort.

Fayo. Je ne vois dans cette affaire que Louis Capet, qu'un homme coupable, qu'un conspirateur. Je vote pour la peine de mort.

Muffet. La peine de mort.

Morillon. J'opinerois sur la question, s'il ne s'agissoit que de prendre une mesure de sûreté générale; mais l'assemblée a décrété qu'elle porteroit un jugement, & moi je ne crois pas que Louis soit justiciable. Je m'abstiens donc de prononcer.

Girard. La réclusion & le bannissement.

Garos. La mort.

Vienne. Piorry. La réclusion, ce seroit une peine non proportionnée au délit. Pour satisfaire à la justice, au texte de la loi, je vote pour la mort.

Ingrand. La mort.

Dutrou-Bornier. La réclusion & l'exil.

Martineau. La mort.

Bion. La détention & le bannissement.

Creuzé-Latouche. Il me paroît malheureux que les hommes qui font les loix puissent ordonner la mort d'un homme. Je vote pour la réclusion jusqu'à la paix, & le bannissement ensuite.

Thibaudeau. Je vote pour la mort.

Creuzé-Pascal. Je ne suis pas juge. Je vote simplement pour la réclusion.

Haute-Vienne. Lacroix. Je vote pour la réclusion & le bannissement.

Lestert-Beauvais. Le vœu de ma conscience est de concilier la punition d'un grand coupable, avec l'affermissement & l'intérêt de la république. Ainsi j'opine à la mort de Louis Capet, mais à condition que l'exécution sera suspendue jusqu'à l'époque où les ennemis qu'il a suscités contre le peuple français feroient une incursion sur son territoire, & en cas de paix jusqu'à telle autre époque qui sera fixée par la convention nationale ou le corps législatif. ... Cette condition est intégérable de mon opinion à la mort.

Bordas. Le danger des deux opinions m'a persuadé que les votans n'ont eu en vue que le salut public; mais je crois que ce n'est pas une mesure judiciaire que nous devons prendre, mais une mesure politique. Je vote pour la réclusion.

Gay-Vernon. Louis a mérité la mort : je vote pour la mort.

Faye. Ma conscience me défend de voter la peine de mort; mais je vote le bannissement, après que la république aura été reconnue.

Rivaud. Pour le salut de ma patrie, pour le désespoir de ceux qui vou- roient succéder au monarque, s'il étoit tué, je vote pour la réclusion.

Soult. J'ai prouvé à cette tribune que je ne pouvois être à la fois législateur & juge. Je demande la détention pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Vosges. Poulain-Grandpré. Je dois voter définitivement, puisqu'un décret m'y oblige. Ce n'est point à la loi pénale que je dois me conformer; mais à l'intérêt général. Si je me trompe, je ne veux pas que ma faute soit irréparable. Je dis : Louis étant déclaré coupable mérite la mort; mais je demande qu'il soit sursis à l'exécution jusqu'à l'acceptation de la constitution, ou jusqu'au moment où les ennemis envahiroient notre territoire.

Baland. L'intérêt public commande que le tyran n'ait jamais de successeur. Ainsi, je vote quant à présent, pour sa détention, sauf à le bannir ou le faire mourir, si le peuple le veut.

Perrin. Je prononce la peine de mort.

Soubert. Je vote pour la mort; mais je demande qu'elle soit suspendue jusqu'à la ratification de la constitution. En attendant cette époque, je demande la détention.

Couhey. Je vote pour la détention, & je demande que Louis soit banni trois ans après la paix.

Bresson. Lorsque sur la première question j'ai dit, Louis est coupable, j'ai prononcé d'après la conviction du législateur & non du juge, car je ne suis pas, & une autorité supérieure à la vôtre, ma conscience, ne défend d'en remplir les fonctions.

Puisque je ne suis pas juge, je n'ai pas dû ouvrir le code criminel pour y lire ma détermination ; j'ai interrogé le bonheur de mon pays ; il est pour moi la loi, la justice suprême.

Non, Ciroyens, nous ne sommes pas juges, car les juges sont prosternés devant une loi égale pour tous, & nous, nous avons violé l'égalité, pour faire une exception contre un seul.

Nous ne sommes pas juges, car les juges ont un bandeau glacé sur le front, & la haine de Louis nous brûle & nous dévore.

Nous ne sommes pas juges, car les juges se défendent des opinions sévères ; ils les ensevelissent au fond de leur cœur, & ce n'est qu'avec une tardive & sainte honte qu'ils les laissent échapper ; & nous, presque réduits à nous excuser de la modération, nous publions avec orgueil la rigueur de nos jugemens, & nous nous efforçons de la faire adopter.

Nous ne sommes pas juges enfin, car on voit les juges s'attendrir sur le scélérat qu'ils viennent de condamner, & adoucir l'horreur qui l'environne par la l'expression de la pitié. Notre aversion poursuit Louis jusqu' sous la hache des bourreaux, & même j'ai quelquefois entendu prononcer son arrêt de mort avec l'accent de la colère, & des signes approbateurs répondoient à ce cri funèbre.

Homme d'état j'oublie les maux que Louis nous a faits sur le trône, je ne m'occupe que de ceux qu'il pourroit nous faire sur l'échafaud.

De longues & silencieuses méditations m'ont convaincu que son existence sera moins funeste à ma patrie que son supplice, & je n'ai pas hésité.

Je demande que Louis soit détenu jusqu'à l'époque où la tranquillité publique permettra de le bannir.

Noël & Hugo. Absens.

L'Yonne. Maure. Louis est coupable ; quand il auroit mille vies, elles ne suffiroient pas pour expirer ses forfaits. Je vote pour la mort.

Lepelletier. Je vote pour la mort.

Jacques Boilleau. J'ai été envoyé ici pour concourir avec vous au salut de la patrie, pour faire usage de toutes les mesures que je croirais propres à sauver le peuple.

Si donc les lumières de ma raison & de ma conscience me disent que la mort de Louis est de ces mesures, l'une des plus importantes, en prononçant sa condamnation, je ne fais que mon devoir, & je ne vais pas au-delà de mes pouvoirs.

Ce n'est pas moi qui me suis constitué juge, c'est la souveraineté du peuple, ce sont les circonstances, ce sont les principes qui m'ont créé tel.

Où il existe un crime, je veux une punition, non par vengeance, car la vengeance ne fut jamais une vertu ; & , par cela seul, elle doit être étrangère à des républicains, qui ne doivent être que généreux ; mais je veux, cette punition, par respect pour la justice. & aussi pour l'utilité de la morale.

Un roi détrôné intéresse l'espèce d'honneur des autres rois ; il peut même intéresser les peuples à sa cause par une conduite adroite dans son exil.

Mais s'il expie ses crimes sous le glaive des loix d'un peuple libre, ce spectacle de vigueur étonne tous les potentats ; ils restent effrayés, consternés, ils tremblent d'éprouver son sort ; ils sont moins entreprenans, surtout lorsque tous les peuples sont prêts à sonner contre eux le tocsin de l'insurrection, & à faire retentir le canon d'alarme.

On ne fait pas assez d'attention à cette dernière circonstance, lorsqu'on semble craindre les suites de la mort de Louis, par rapport aux étrangers.

Les peuples, accoutumés à considérer les rois comme des objets sacrés, se diront nécessairement : Mais il faut pourtant bien que ces têtes de rois ne soient pas si sacrées, puisque la hache en approche. et que le bras vengeur de la justice sait les frapper ; & c'est ainsi que vous les poussiez dans la carrière de la liberté.

Citoyens, on parle de factions, de projets liberticides : eh bien, en exil, cette mesure fera tomber les masques ; elle mettra les factions

à découvert : moi, je suis las de marcher dans les ténèbres ; je veux voir mon ennemi en face.

Rassurez-vous, citoyens : si des fourbes & des ambitieux osent manifester quelques intentions liberticides, . . . nous sommes là ; . . . nous les anéantirons, car nous nous réunirons tous pour les combattre ; alors nous aurons doublement mérité de la patrie.

Je suis humain, j'abhorre le sang ; ainsi je crois déjà bien mériter d'elle en votant pour la mort.

Turreau. Lorsque j'ai donné mon opinion sur le tyran français, je me suis écrié dans un frémissement d'indignation : Ce monstre tout couvert de crimes & de sang, a mérité la mort. Ce cri de ma conscience n'étoit pas un arrêt fatal & définitif ; il n'étoit que l'expression d'un sentiment profond. Appelé pour la première fois de ma vie à remplir un douloureux & pénible devoir, je ne peux me défendre d'un mouvement de sensibilité, tant il est vrai que le malheur, même dans un tyran, peut exciter la pitié. Je ne me reproche pas de payer ce tribut à la nature ; mais le sang de nos frères qui tant de fois coula par les ordres de Louis ; la souveraineté du peuple qu'il méconnut, qu'il outragea sans cesse ; la grande & terrible que nous allons donner aux usurpateurs des droits inaliénables des nations ; le salut de ma patrie ; tout, en un mot, me ramène à l'austérité de mes devoirs républicains, je saurai les remplir.

Je vote dans l'intime conviction & de ma liberté & de ma conscience, pour la mort du dernier de nos rois.

Barrabotte. Quand les armées prussiennes étoient dans cette ville, quand le Carrousel fumoit encore du sang que le tyran des Tuileries venoit d'y faire couler, quand un cri général, sorti de toutes les extrémités de l'empire, apolloit la vengeance nationale sur la tête de Louis, fidèle à un serment que je venois de prêter, encore tout plein d'un sentiment d'une juste horreur contre la tyrannie, entouré de manes plaintives de toutes les victimes immolées pour la défense de la liberté, le premier j'invoquai révolutionnairement une sentence de mort contre les prisonniers du Temple. Mon opinion n'est susceptible d'aucune versalité, & je n'aurai jamais l'art de l'exprimer d'une manière évasive. Au lieu de nous former en tribunal révolutionnaire, comme je le désirois à cette époque, vous crûtes qu'il falloit donner une plus grande solennité à ce procès, & vous l'avez enveloppé des formes judiciaires les plus imposantes. Le résultat de ce procédé vient de vous faire déclarer unanimement Louis convaincu de haute trahison & d'attentat contre la liberté & la sûreté générale de l'état : laisser vivre un tyran quand la loi le condamne & qu'on doit le frapper, est un crime aux yeux des peuples libres. Je vote pour la mort.

Précý. Je vote pour la mort, avec le sursis jusqu'à la ratification de la constitution.

Hérard. La mort.

Finot. La mort.

Chastelain. Je vote pour la détention pendant la guerre & le bannissement à cette époque.

Ain. Deydier. Je vote pour la mort.

Gauthier. La mort.

Royer. Quelles que soient les opinions, je les respecte. En abolissant la royauté, nous avons décrété l'unité, l'indivisibilité de la république ; nous avons reconnu la souveraineté du peuple ; nous avons exigé sa sanction pour la constitution. Je croyois devoir à mes commettans de les consulter sur le jugement que nous allons rendre. Vous avez rejeté l'appel au peuple. Je vote pour la réclusion de Louis pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Mollet. Je vote pour la détention.

Merlin. Vous avez déclaré, à l'unanimité, que Louis Capet étoit coupable, & convaincu de haute trahison & de conspiration envers la nation ; comme juge, j'ai ouvert le livre de la loi, elle m'a indiqué la peine due

Suite des appels nominaux.

I *

aux conspirateurs ; fidèle à mes devoirs, fidèle à ma conscience, ami de mes commettans, je vote pour la mort.

Aisne. Quinette. Au moment où je vais prononcer avec rigueur, mais avec justice, sur le sort de Louis, je prends l'engagement solennel de juger avec la même sévérité ceux qui, comme Louis, usurperont ou voudroient usurper les droits du peuple. Au nom de la déclaration des droits, qui veut que la loi soit égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse, en conséquence de la déclaration unanime de la convention nationale, portant que Louis Capet est coupable, conformément à la section première du titre premier de la seconde partie du code pénal, qui établit la peine de mort pour les crimes & attentats contre la chose publique, je reconnois que Louis Capet a encouru la peine de mort.

Jean-Debry. Jusqu'à l'instant où je suis monté à cette tribune, j'ai douté ; mes inquiétudes vont finir. Vous m'avez constitué juge, j'ai consulté la loi, l'inexorable loi m'a dit la mort ; je dis, la loi, la mort.

Bessroy. Par respect pour les principes, par amour pour la liberté, j'invoque contre Louis la loi qui prononce la peine de mort contre les conspirateurs.

Saint-Just. Puisque Louis XVI fut l'ennemi du peuple, de sa liberté & de son bonheur, je conclus à la mort.

Bélin. Je demande la détention jusqu'à la paix, & si les puissances étrangères entrent en France, la mort.

Petit. Je vote pour la mort.

Condorcet. Toute différence de peine pour les mêmes crimes est un attentat contre l'égalité. La peine contre les conspirateurs, est la mort. Mais cette peine est contre mes principes. Je ne la voterai jamais. Je ne puis voter la réclusion, car nulle loi ne m'autorise à la porter. Je vote pour la peine la plus grave dans le code pénal, & qui ne soit pas la mort. Je demande que la réflexion de Mailhe soit discutée, car elle le mérite.

Fiquet. Je conclus à la mort.

Loyfel. Mon opinion étoit pour l'appel au peuple. Vous en avez décidé autrement. Cette décision n'a rien changé à mon opinion sur la peine. Je vote pour la mort.

Boucheron. Je vote pour la mort avec l'amendement de Mailhe.

Dupin jeune. Citoyens, j'ai dans ce moment-ci un pénible & douloureux devoir à remplir. Vous avez décrété hier que Louis Capet serait jugé sans appel au peuple. J'ai émis le même vœu, parce que j'ai trouvé de grands inconvéniens à adopter la mesure contraire. Les attentats de Louis Capet me sont connus, mais c'est en homme d'état que je veux prononcer. Quel que soit le jugement que je vais porter, je fais le sort qui m'est réservé, si nos ennemis réussissent dans leurs perfides desseins. Mais si jamais ma patrie pouvoit perdre sa liberté, il n'existeroit plus alors aucun républicain ; il n'y auroit que des lâches ou des esclaves, et j'aimerois mieux périr mille fois que de vivre avec eux. Je ne veux écouter ici que le sentiment de ma conscience, le salut de tous mes concitoyens, & celui de la liberté : j'ai été témoins de l'indignation de tous les Français lors de l'arrestation de Louis Capet à Varennes. Le peuple demandoit à grands cris qu'on lui fit son procès. Eh bien, ce même peuple, lors de son acceptation de la constitution, a passé subitement du mépris à l'amour. C'est pour éviter à ce peuple généreux & sensible des regrets, c'est pour éviter la guerre intérieure, les dissensions civiles que ne manqueront pas d'occasionner ceux qui croiront avoir des prétentions, après que Louis aura péri sous la hache de la loi, que je vote pour la peine la plus grave après la mort.

L'Allier. Vidalin. La mort.

Chevalier. Je crois devoir m'abstenir de voter.

Martel. La mort dans les 24 heures.

Beauchamp. Je demande la mort avec l'amendement de Mailhe.

Hautes-Alpes. Barety. Je demande la détention pendant la guerre, & l'exil à la paix.

Bojer. La détention & le bannissement.

Serres. Et moi aussi j'aime ma patrie : & moi aussi je hais les tyrans, & moi aussi j'ai une conscience. Ma patrie, ma conscience, mon amour pour la liberté me disent la peine de la détention pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Caseneuve. La détention & le bannissement.

Izoard. En décrétant que vous, convention nationale, jugeriez Louis, vous n'avez pas pu vouloir le juger de la même manière que les tribunaux ordinaires ; vous ne vous êtes constitués juges dans cette affaire, que parce qu'il devoit y entrer des considérations qu'un tribunal ordinaire n'auroit pas pu admettre. Ainsi, je fais abstraction du code pénal, puisque vous vous êtes vous-mêmes éloignés des formes ordinaires de la procédure criminelle. J'écarte également les idées de vengeance, comme celles de pitié. Une nation ne peut que vouloir son intérêt suivant les règles de la justice. Or, l'intérêt de la nation n'est point ici pour la mort. Le mot de ci-devant roi est plus humiliant pour les despotes que celui de roi tué, & bien plus propre à faire impression sur les peuples, parce qu'il ne blesse aucune idée de moralité. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Basses-Alpes. Verdallin. Si la mort de Louis me paroïtoit utile, je me hâterois de la prononcer. mais comme elle ne me semble favorable qu'à ressusciter la tyrannie, je vote pour la réclusion & le bannissement.

Maille. La mort.

Derbès-Latour. La mort.

Savornin. La mort avec la proposition de Maille.

Régus. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & l'exil à la paix.

Peyre. Je vote pour la mort, sauf à examiner ensuite la question du sursis.

Ardèche. Boissy-d'Anglas. Je vote pour la détention, jusqu'à ce que les représentans de la nation aient jugé la déportation conciliable avec les intérêts de l'état.

Soubeyran (Saint-Prix). Je vote pour la mort avec sursis jusqu'après l'expulsion de tous les Bourbons.

Gamon. Nous votons ici à la fois en juges & en hommes d'état ; comme juge, je prononce la mort ; mais comme représentans de la nation, tremblons de faire périr l'arbre de la liberté, en l'inondant du sang du peuple. La mort de Louis peut rendre la campagne prochaine deux fois plus sanglante. Je vote donc pour un sursis, jusqu'à ce que les ennemis reparaissent sur le territoire de la république.

Saint-Martin. Nous n'avons ni le pouvoir ni le droit de prononcer en juges ; cependant, obéissant à votre décret & au cri de ma conscience, je n'ai pas hésité à déclarer que Louis est coupable, je m'en tiens là. Cette même conscience me dit que j'exercerois un acte de tyrannie, si je cumulais les fonctions de législateur & de juge. Je veux que Louis vive, parce que les prétentions à la royauté seront sans danger, tant qu'elles reposent sur cette tête méprisable. Je vote pour la détention.

Garilhe. Tout acte irrévocable qui n'est pas, ratifié par le peuple, est nul. Les principes me commandent donc de voter pour la réclusion.

Gleizal. Citoyens, je prononce la peine de mort contre Louis Capet, convaincu d'avoir conspiré contre la liberté & la souveraineté de la nation française, & je demande que la convention statue de suite sur le sort de la famille du condamné ; qu'elle ordonne la prompte exécution du décret du 16 décembre, contre le reste de la race des Bourbons, après en avoir excepté les femmes & fixé la durée de l'exil à quatre années. Je demande que la convention prenne les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité publique. & qu'après toutes ces précautions, qui peuvent être prises dans cette séance, l'on exécute demain la condamnation de Louis Capet.

Corin-Fustier. J'ai médité sur la disposition du mandat qui m'associe à la convention, & je n'y ai trouvé aucune attribution de juge sur les conf-

pirations dont Louis Capet se trouve convaincu ; la convention a d'ailleurs rejeté les formes judiciaires portées par le code pénal.

Le code pénal prononce véritablement la peine de mort contre les conspirateurs ; & sans apprécier si Louis pourroit être jugé en vertu d'une loi autre que la constitution du 14 septembre 1791 : comme les législateurs n'ont ordonné la peine de mort que pour prévenir la contagion des crimes ; comme cette contagion ne peut pas être redoutée dans le cas dont il s'agit, attendu que la royauté a été abrogée en France, j'ose penser que la chose publique n'est exposée à aucun danger par le défaut de condamnation à cette peine.

Je dis plus, & je suis persuadé que cette condamnation compromettrait notablement les intérêts de la république ; elle éteindroit toute espérance de pacification avec les puissances étrangères ; elle pourroit former un germe de guerre civile, compromettre la liberté de la nation, en occasionnant de nouveaux projets de tyrannie.

Mais si je ne crois pouvoir ni devoir exercer les fonctions de juge dans la grande affaire qui nous occupe, je dois nécessairement employer celle d'homme politique qui m'est particulièrement décernée ; & persuadé que la présence de Louis sur le territoire français, à l'avenir, & son éloignement actuel, pourroient également compromettre la paix & la tranquillité de la France, je demande que Louis soit banni à perpétuité, avec défense de rentrer dans la république, sous peine de mort ; & que cependant il demeure reclus dans une maison de la république, jusqu'à ce que le gouvernement républicain de la France aura été solennellement reconnu par les gouvernemens de l'Europe.

Des Ardennes. Blondel. Comme juge, je déclarerois que Louis a mérité la mort ; comme législateur, & comme homme d'état, je vote pour la réclusion, sous la condition expresse qu'il soit puni de mort si les ennemis de l'état mettent le pied sur le territoire de la république.

Ferry. Je vote pour la mort.

Menesson. Républicain sévère & mandataire fidèle, je veux concilier ce qu'exigent les principes, & ce que m'ordonnent les intérêts de mes commettans ; en conséquence, je vote, comme mesure de sûreté générale, pour l'expulsion prompte de la race conspiratrice & machiavélique des Bourbons. Je déclare dans ma conscience, que je redoute plus le membre de cette famille, qui est représentant temporaire de la nation, que celui à qui il ne reste plus de l'hérédité que ses crimes ; & que si vous continuez d'admettre un prince à voter dans le sénat, c'en est fait de la république. Je vote pour la mort de Louis ; mais à la condition expresse de l'expulsion actuelle de toute la famille. Mon opinion est indivisible.

Dubois. Si je croyois ne remplir en ce moment que les fonctions de législateur, je ne monteroie pas à cette tribune ; mais l'assemblée a décidé qu'elle jugerait définitivement. D'après ce décret, auquel je dois obéissance, je ne puis me considérer que comme juge dans cette affaire ; je pense même que l'opinion de ceux qui, malgré ce décret, refusent de prononcer, ne doit pas être comptée. Je vote pour la mort.

Vermond. Je vote pour la détention jusqu'à la paix, mais pour la mort en cas d'invasion du territoire de la république.

Robert. Je vote pour la mort, sans suris ni restriction.

Bodin. Je n'ai jamais pu me persuader que mon mandat m'autorisât à exercer les fonctions de juge. Mes commettans ont nommé des jurés pour la haute-cour nationale ; ils n'ont donc pas cru m'investir du pouvoir de juge. Je ne vois pas de tribunal dans une assemblée dont les membres ne sont astreints à aucune forme. Au reste, la mort de Louis me paroît avoir deux grands inconvéniens ; l'un, de rendre la guerre meurtrière & sanglante ; l'autre, de donner ouverture à des desseins ambitieux, dont je n'ai nul indice, il est vrai, mais qui sont possibles. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & pour le bannissement à la paix.

Thierrier. Je vote pour la détention perpétuelle.

Arriège. Vadier. Je vote pour la mort ; je ne suis ici qu'applicateur passif de la loi.

Clauzel. Mandataire du peuple, revêtu de l'entier exercice de ses pouvoirs, je vote pour la mort de Louis. Néanmoins on parle d'une faction, quelques-uns veulent donner à entendre qu'elle existe, eh bien, c'est pour effrayer cette faction par une courageuse fermeté, que je prononce d'avance son arrêt de mort, en même-temps que celui du tyran.

Campmartin. Je vote pour la mort.

Espert. Je vote pour la mort.

Lakanal. Un vrai républicain parle peu. Les motifs de ma décision sont là ; (dirigeant sa main vers son cœur) je vote pour la mort.

Gaston, d'après mon opinion, la raison, la justice, l'humanité, les loix le ciel & la terre condamnent Louis à mort.

Aube. Courtois. Je vote pour la mort.

Robin. Convaincu que Louis ne peut être jugé que par la convention, je vote pour la mort.

Perrein. Je prononce la peine de détention jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque.

Bonnemain. La réclusion pendant la guerre. & la déportation à la paix.

Pierret. De même.

Douge. De même.

Garnier. Louis XVI est un conspirateur. Je le condamne à la mort.

Duval. Seul avec ma conscience, étranger à tout parti, ennemi de toute faction, je déclare que la seule considération de l'intérêt général a déterminé mon opinion ; qu'au milieu des dangers qui nous environnent, je n'ai consulté dans cette importante affaire que l'avantage & la liberté de la patrie. Toujours fidèle à mes devoirs, j'ai cru comme législateur qu'une mesure de sûreté générale étoit la seule convenable pour le salut public. A l'exemple de Thomas Payne, dont le vote n'est pas suspect ; à l'exemple de cet illustre étranger, ami du peuple, ennemi des rois & de la royauté, & zélé défenseur de la liberté républicaine, je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Rabaut-Saint-Etienne. On a tout dit. J'ai exposé mon opinion. Je me considère comme chargé, ainsi qu'il est exprimé dans l'acte convocatoire de l'assemblée législative (c'est le titre de mes pouvoirs, que vous-mêmes ne pouvez changer) de prendre une mesure de sûreté générale au sujet de la suspension du roi, moins pour venger la nation du passé, que pour veiller à sa sûreté à l'avenir.

Je me suis convaincu que Louis mort seroit plus dangereux à la liberté publique que Louis vivant & renfermé ; que rien ne peut mieux assurer l'abolition de la royauté que de laisser vivant dans sa nullité le Tarquin qui fut roi ; ni maintenir la république, que d'en chasser le tyran livré au mépris de toute l'Europe ; que l'exemple d'un roi immolé par la justice nationale, est moins imposant pour les rois, & moins instructif pour les peuples, que celui d'un tyran détrôné, dont l'ignominie toujours vivante est une immortelle leçon ; que la cendre du bûcher des rois en engendre d'autres, comme la cendre des martyrs ; que la nation qui, pouvant se venger de son tyran à ses pieds, ne se venge que par le mépris, doit s'attirer l'estime des nations étrangères, ce qui est à mes yeux une mesure de sûreté générale. Je veux donner à ma nation, non la férocité du tigre qui déchire, mais le courage du lion qui méprise. Le roi en otage est le plus fort de nos temparts contre les rois, ses frères & nos ennemis. Je conclus à la réclusion.

Aude. Azéma. Louis a été déclaré convaincu du crime de conspiration. Il est question d'appliquer une peine. La peine contre les conspirateurs est la peine de mort ; je vote pour la mort.

Bonnet. L'expression de la volonté générale est la loi : la loi condamne les conspirateurs à la mort ; Louis a été, à l'unanimité, convaincu de conspiration, il mérite la mort. On a répété jusqu'à la satiété que la mort d'un roi n'étoit pas la mort de la royauté ; mais le respect pour un tyran n'est pas le moyen d'expulser la tyrannie. On a dit que Louis, gardé en otage,

nous serviroit à repousser les ennemis ; mais nous l'avions en otage, a-t-il servi à empêcher les armées étrangères de dévaster notre territoire ? Le code pénal nous force d'appliquer la peine de mort, je vote pour la mort.

Ramel. Louis est convaincu de conspiration contre la liberté. Dans tous les temps un pareil crime mérita la mort ; je la prononce.

Girard. Représentans de la république, le règne de la justice est arrivé ; la justice m'ordonne de prononcer la mort.

Morin. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Tournier. J'ai voté dans les deux précédentes questions pour l'affirmative comme législateur & non comme juge, n'ayant reçu aucun mandat de mes commettans pour juger des procès-criminels, ni pour cumuler des fonctions incompatibles. Je vais encore prononcer comme représentant du peuple sur la troisième question, sous son rapport politique.

Fort de ma conscience qui ne m'a jamais trompé, n'envisageant que l'intérêt de la patrie, le salut du peuple, le maintien & la sûreté de la république, je vote, comme mesure de sûreté générale, pour la réclusion de Louis pendant tout le temps de la guerre, & pour le bannissement à perpétuité à la paix.

Marragon. Une nation outragée, opprimée, une nation contre la liberté & la sûreté de laquelle on a conspiré, a le droit de punir le conspirateur quel qu'il soit ; & dans ce cas là, elle peut se prescrire des règles particulières & de circonstances, sans avoir égard aux loix positives, s'il en existoit. Il est donc absurde de dire que les formalités ont été violées.

J'ai voté hier pour la ratification par le peuple, j'avois considéré que cette ratification par la nation entière étoit la plus imposante à opposer aux puissances de l'Europe. Je crois même, dans ce moment-ci, qu'il est nécessaire au moins d'avoir une sanction tacite & présumée qui produiroit le même effet.

Louis a été convaincu de conspiration contre la liberté & la sûreté de la nation française. Ce crime chez tous les peuples est puni de la peine capitale ; fidèle à mon devoir de mandataire ; persuadé qu'il n'appartient qu'au souverain de commuer la peine ou de faire grâce, je vote pour la mort.

Périers. J'opine, comme législateur, pour une mesure de sûreté générale, & non comme juge, à la réclusion de Louis Capet & de sa famille pendant tout le temps de la guerre, & à leur déportation, à la paix, hors le territoire de la république.

L'Aveyron. Bo. La mort.

Saint-Martin-Valogne. La réclusion & le bannissement.

Lobinhes. La détention & l'exil.

Camboulas. La mort.

Joseph Lacombe. La mort.

Bernard Saint-Affrique. Je demande que Louis soit enfermé dans un lieu sûr pendant la durée de la guerre, pour être banni ensuite.

Seconds. Citoyens législateurs, comme homme, comme citoyen, comme juge, comme législateur, pour le salut de ma patrie, pour la liberté du monde & le bonheur des hommes, je vote pour la mort, & la mort la plus prompte de Louis. Il est ridicule, il est absurde de vouloir être libre, d'oser seulement en concevoir la pensée, quand on ne fait pas, quand on ne veut pas punir les tyrans. Je n'en dirai pas ici davantage, le surplus de mes motifs est imprimé sous mon nom pour répondre à la nation, à l'Europe, à l'univers de mon jugement.

Louchet. Nous avons unanimement déclaré Louis XVI convaincu de haute trahison.

Quelle peine doit-il subir ? La même que ceux de ses complices qui sont déjà tombés sous la hache de la justice nationale. Je me croirois indigne de concourir à la fondation d'une république, si j'étois assez lâche pour voter une exception à la loi commune envers un roi parjure, traître & assassin de la

nation française. Mais l'homme libre ne connoît que les principes, comme il ne craint ni les poignards, ni les dictateurs, ni les tyrans.

Législateurs, je n'aime que ma patrie; je n'ai consulté que son salut & la loi dans l'opinion que je vais énoncer sur la peine due aux forfaits de Louis XVI. J'acquitte ce que je dois à ma conscience; j'acquitte ce que je dois à la justice & à l'humanité; j'acquitte ce que je dois à l'égalité des droits & à l'intérêt du peuple dont je suis mandataire, en votant pour la mort du tyran, & en demandant qu'il la subisse dans les vingt-quatre heures.

Si l'opinion de ceux qui votent pour la détention ou le bannissement venoit à prévaloir, j'appuierois la motion faite par Fréron, pour qu'on emporte d'ici l'image de Brutus.

Godefroi-Yzarn, dit Valady. Il y a 42 mois que Louis XVI me condamna à mort dans son conseil secret, pour avoir coopéré à l'insurrection des gardes françaises. Dans toutes les autres époques de la révolution, je n'ai cessé de combattre son autorité. Lors de l'acceptation de la constitution, je m'efforçai d'éclairer mes compatriotes sur les vices qu'elle renfermoit. Mes soins furent perdus; ils l'acceptèrent purement, simplement, intégralement; c'est pourquoi je crois devoir les condamner aujourd'hui à tenir la clause onéreuse du contrat qu'ils s'imposèrent alors. Je ne puis donc condamner à la mort le ci-devant roi; la justice éternelle me le défend, parce qu'elle ne veut point qu'on fasse après coup, ou qu'on aggrave des loix criminelles pour les appliquer à des faits passés: or, aucune loi écrite ne lui infligeoit cette peine pour aucun cas, avant qu'il fût précipité du trône dans la prison.

Je demande que Louis, sa femme & ses enfans, soient transférés demain, sous bonne & sûre garde, au château de Saumur, & qu'ils y soient gardés en otages, jusqu'à ce que François d'Autriche ait reconnu la souveraineté de la république française & l'indépendance des Belges, & jusqu'à ce que l'Espagne ait renouvelé les traités avec nous.

Je demande en second lieu (& citoyens, qu'on ne me taxe point de puerilité, quand je vais invoquer votre justice pour un sexe foible que l'innocence & les malheurs devoient rendre sacré) que sa sœur soit libre, ou de le suivre ou de se retirer où bon lui semblera; qu'elle soit par-tout sous la sauve-garde des loix: dotez-la d'une pension convenable; l'état la lui doit sans doute, & vous êtes les pères des orphelins.

Troisièmement, que ceux des membres de la famille des Bourbons qui, recherchant des emplois sous le nouveau régime, ont dû exciter la défiance des patriotes vigilans & déshérités, par les signes d'une ambition sourde & dangereuse, soient bannis sur le champ & à perpétuité. Vous sentirez assez combien mes alarmes sont fondées, quand je vous dirai que par un reste de privilège, le fils aîné de Philippe d'Orléans a été fait lieutenant-général à vingt ans. Et citoyens, je ne viens point ici calomnier, je lui reconnois des services & je lui crois des vertus; je les honore, mais je les crains; je dois redouter l'instabilité des unes & la reconnoissance des autres. Dans peu peut-être on le mettra à la tête de vos armées; jugez s'il est temps de le bannir.

Bouches-du-Rhône. Duprat. Avons-nous sauvé la patrie ou perdu la république? Il s'avance à grands pas le jour où ce problème important sera résolu; je l'attends sans crainte & sans remords. J'avois toujours pensé, & je pense encore que les grandes considérations de compétence, de politique & de sûreté générale qui déterminent aujourd'hui les opinions diverses, étoient toutes attachées au système du renvoi de votre décision à la sanction du peuple. Ce système est renversé. J'ignore ce que nous avons à craindre ou à espérer du système contraire. Je respecte souverainement le vœu de la majorité, & je trouve écrite dans le livre de la loi ma réponse à l'interpellation qui m'est faite en cet instant. On sera peut-être étonné de me voir en conformité de vœu avec un opinant que j'ai combattu mardi; ce qui me rassure, c'est que mes commettans & la postérité ne croiront pas à l'identité de nos motifs. Citoyens, je me crois

obligé d'opiner ici comme je l'eusse fait dans les assemblées primaires, si la convention nationale eût témoigné au peuple plus de confiance en la sagesse & ses vertus. Je condamne à mort Louis le traître. Puisse son sang satisfaire la justice éternelle, & son supplice porter l'effroi dans l'âme de tous ceux qui peuvent espérer de lui succéder ! Je prévois aussi que l'exécution de ce jugement hâtera les sinistres projets des ambitieux conjurés. Eh bien, c'est pour les rendre moins funestes que je veux presser leurs téméraires efforts. Il me tarde de voir éclore leurs complots ourdis dans les ténèbres. Qu'il se montre donc à déconvert ce Cromwel dont on nous menace. Je provoque sur moi toute sa colère ; je brave ses satellites & leurs poignards ; & si la république ne triomphe pas des rois coalisés, si les amis de la tyrannie, si les anarchistes, si les Catilina pouvoient l'emporter sur les nombreux défenseurs des droits du peuple, citoyens, je vous apprendrai comment un Français doit mourir quand la liberté est perdue. En donnant mon opinion pour la mort du coupable, je demande que la convention nationale s'occupe sans délai de la question de savoir s'il doit rester encore sur le sol français un seul rejeton de la famille royale.

Rebecquy. Comme convaincu du crime de lèse-nation, je condamne Louis à la mort.

Barbaroux. Je déclare que je vote librement, car jamais les assassins n'ont eu d'influence sur mes opinions. Louis est convaincu d'avoir conspiré contre la liberté. Les loix de toute société prononcent contre les conspirateurs la peine de mort. Je vote donc pour la mort de Louis ; dans quelques heures je voterai pour l'expulsion de toute la race des Bourbons.

Granet. Louis est coupable, je le condamne ; il ne reste plus qu'à exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures.

Darand-Maillanne. L'assemblée a décrété que le jugement seroit rendu à la pluralité des suffrages. Ce n'est donc qu'en législateurs que nous parvenons. Pour la sûreté générale, pour l'affermissement de la liberté publique, je trouve plus d'inconvéniens à la mort de Louis qu'à son existence. J'opine pour la réclusion de Louis jusqu'à la paix, & le bannissement à cette époque.

Gasparin. Je vote pour la mort.

Bayle. Le seul moyen d'anéantir la tyrannie, est d'anéantir les tyrans. Donnons cet exemple à l'univers. Je vote pour la mort, & je demande l'exécution dans vingt-quatre heures.

Baille. La mort.

Rovère. La mort.

Pélissier. Le grand homme dont je vois d'ici l'effigie, terrassa le tyran de Rome ; il ne donna point de motifs. Je condamne Louis à la mort.

Laurent. Je vote pour la mort.

Deperret. Si la mesure de soumettre à la sanction du peuple la peine à infliger à Louis eût prévalu, je n'aurois pas hésité un instant à prononcer la peine de mort, parce qu'alors si je m'étois trompé, j'aurois eu la certitude d'être relevé de mon erreur, & je n'aurois pas craint la cumulation des pouvoirs, puisqu'elle ne m'auroit pas constitué juge souverain dans cette affaire. Aujourd'hui, je ne puis que voter la réclusion de Louis pendant la guerre, & la déportation à la paix, sous peine de mort s'il rentroit.

Calvados. Fauchet. La convention n'a pas le droit de cumuler, de confondre, d'exercer tous les pouvoirs ; c'est le droit de la tyrannie ; je puis le subir, je ne l'exercerai jamais. Je brave tous les tyrans ; je ne suis pas juge. Je vote, comme législateur, une mesure de sûreté générale. Je demande donc la réclusion.

Dubois-Dubais. J'ai déclaré que Louis étoit coupable. Je ne me confère pas seulement comme juge, mais comme législateur. Comme juge, je dis : Louis est coupable, qu'on le mène au supplice ; mais comme législateur, je dois examiner quel degré d'utilité cette peine peut apporter à la patrie. Si la mort de Louis est utile, comme il est coupable, qu'il la subisse.

bisse ; mais si son existence peut nous être utile , qu'il reste dans les fers ; Je demande la peine de mort , mais à condition qu'il sera surfis à l'exécution jusqu'à ce que les puissances ennemies mettent le pied sur notre territoire , ou que d'autres se joignent à elles pour nous faire la guerre.

Henri Larivière. Ce ne peut être par humanité qu'on épargne un coupable. La pitié pour les scélérats est une cruauté envers les gens de bien. Je n'ai jamais douté que Louis ne fût un grand criminel ; & si je ne l'ai pas ainsi prononcé sur le fait , c'est parce qu'il m'a paru injuste d'être tout à la fois législateur & juré.

Mais à présent qu'il s'agit d'employer contre Louis une mesure politique , & que je puis comme législateur prononcer sur son sort , je déclare en cette qualité & d'après ma conscience , qui m'élève au-dessus de tous les dangers , que l'intérêt de la patrie exige que Louis soit détenu pendant la guerre , & exilé à la paix.

L'Homond. Je vote pour la réclusion.

Bonnet. Je vote pour la mort , avec l'amendement de Mailhe.

Vafdon. Je me renferme dans les bornes de ma mission. Je me déclare incompetent pour prononcer la peine qu'a méritée le coupable. Je vote pour la détention.

Doulcet-Pontécoulant. J'ai manifesté mon opinion , il y a deux jours. Tout ce que j'ai entendu depuis m'y fait persister. Je prononce la détention provisoire & l'expulsion à la paix.

Taveau. Il faut prouver aux rois qui règnent encore pour le malheur des peuples , que leurs têtes peuvent tomber sous la hache des loix comme sous la faux de la mort. Nous avons déclaré à l'unanimité Louis convaincu du crime de haute trahison. Ce crime mérite la mort ; mais après l'avoir prononcée , gardons-le comme un otage , & suspendons l'exécution jusqu'au moment où les ennemis tenteroient une invasion sur notre territoire. Mon opinion n'a de force que parce qu'elle est indivisible.

Jouenne. Je demande la peine de mort , sauf à statuer l'époque où l'exécution aura lieu.

Dumont. Je vote pour la réclusion & l'exil.

Cussy. Intimement convaincu que la gloire du peuple français est inséparable de ses intérêts , & ne croyant pas qu'ils lui permettent de frapper un ennemi vaincu , je vote pour la réclusion & le bannissement.

Legot. Je crois que Louis mérite la mort , mais je la crois contraire à l'intérêt de ma patrie. Je vote pour la détention.

Philippe-Belleville. La détention pendant la guerre , & le bannissement à la paix.

Le Cantal. Thibaut. Je déclare que quel que soit le vœu de la majorité , je m'y soumettrai. Je vote pour la réclusion pendant la guerre & l'expulsion à la paix.

Milhau. Je n'ose croire que de la vie ou de la mort d'un homme dépende le salut d'un état. Les considérations politiques disparaissent devant un peuple qui veut la liberté ou la mort. Si on nous fait la guerre , ce ne sera pas pour venger Louis , mais pour venger la royauté. Je le dis à regret , Louis ne peut expier ses forfaits que sur l'échafaud. Sans doute des législateurs philanthropes ne souillent point le code d'une nation par l'établissement de la peine de mort ; mais pour un tyran , si elle n'existoit pas , il faudroit l'inventer... Je déclare que quiconque ne pense pas comme Caton , n'est pas digne d'être républicain. Je condamne Louis à la mort ; je demande qu'il la subisse dans les vingt-quatre heures.

Mesjénac. Je vote pour la réclusion pendant la guerre , & le bannissement à la paix.

J. B. Lacoste. Le tyran vivant est le fanal de nos ennemis du dedans & du dehors. Mort , il fera l'effroi des rois ligués & de leurs satellites. Son ombre déconcertera les projets des traîtres , mettra un terme aux troubles , aux factions , donnera la paix à la république , & détruira enfin les préjugés qui ont trop long-temps égaré les hommes.

Le tyran est déclaré convaincu du plus grand des crimes , de celui d'avoir
K

Suite des appels nominaux.

voulu asservir la nation. La loi prononce la peine de mort contre un pareil attentat. Soumis à la loi, je vote pour la mort.

Joseph Mailhe. Absent.

Tarrié. Les preuves que j'ai sous les yeux démontrent que Louis est un conspirateur ; je le condamne à la mort.

Chabanon. Je vote pour que Louis soit détenu jusqu'à la paix, & à cette époque banni à perpétuité.

Peuvergue. J'ai examiné si la mort de Louis pouvoit être utile à la république ; ma conscience me dit qu'elle lui seroit nuisible. Je vote pour la détention.

Charente. Bellegarde. Je prononce la peine de mort contre le tyran.

Guinbertau. La mort.

Chazaud. Je condamne Louis à la mort.

Chedanau. Je vote pour la mort avec l'amendement de Mailhe.

Ribereau. Louis est un conspirateur ; je ne connois d'autre peine contre les conspirateurs que la peine de mort ; je prononce la mort.

Devars. Le délit dont Louis est coupable doit être puni de mort, d'après les règles de la justice éternelle : je le déclare digne de mort. Cependant, nous devons consulter le salut de l'état. Or, je crois que pour le bonheur de la patrie, Louis doit être seulement chassé du sein d'une nation qu'il a si lâchement trahie. En attendant qu'il puisse être banni, je demande qu'il soit détenu.

Maulde. Je vois dans Capet un tyran, un factieux, un traître à la nation ; je l'ai déclaré coupable. Si aujourd'hui j'avais à émettre mon vœu comme citoyen privé, je voterois à la mort. Mais prononçant comme législateur, je vote pour la détention perpétuelle, sauf à prendre d'autres précautions lorsque la constitution sera présentée à l'acceptation du peuple.

Brun. Les pièces communiquées à Louis & sa conduite ne me permettent pas de douter qu'il ne soit coupable de conspiration. Je crois que comme législateur & comme juge je dois le condamner à la mort.

Crevelier. Les attentats du tyran, voilà mes motifs. Je vote pour la mort & l'exécution du jugement dans vingt-quatre heures.

Charente-inférieure. Bernard. Comme je ne crois pas que la conservation d'un ex-roi soit propre à faire oublier la royauté, comme je suis intimement convaincu que le plus grand service à rendre au genre humain, c'est de délivrer la terre des monstres qui la dévorent ; je vote pour la mort du tyran dans le plus bref délai.

Bréard. Je demande sans craindre les reproches de mes commettans, sans craindre le jugement de la postérité, qui ne peut blâmer celui qui fait son devoir, je demande la peine de mort contre Louis.

Eschasseriaux. Je vote pour la mort.

Nion. Je vote pour la mort.

Ruamps. Louis est coupable ; il est convaincu de conspiration ; je le condamne à la mort.

Dechezeau. J'ai déclaré Louis coupable & convaincu de crime de haute trahison nationale, parce que j'en ai la conviction. J'ai rejeté la sanction du jugement par le peuple, parce que j'en ai craint des conséquences funestes pour son bonheur, parce que j'ai voulu que toute la responsabilité pesât sur ma tête. Je déclare que Louis mérite la mort ; mais prononçant comme législateur, & non comme juge, de grandes considérations politiques, auxquelles sont essentiellement liées peut-être les destinées de la république, me font voter pour la détention, jusqu'à ce que les circonstances permettent d'y substituer le bannissement.

Lozeau. Si je considère les crimes de Louis, il mérite la mort ; si j'examine mes pouvoirs, je puis le condamner à la mort. Que Louis subisse donc la peine de mort.

Giraud. D'après ma conscience, je crois Louis coupable ; d'après le code pénal, il doit être puni de mort ; mais comme législateur, je crois qu'il est plus utile de le laisser vivre. Je vote pour la détention.

Vinet. Je vote pour la mort.

Dautriche. On parle beaucoup de factions, moi je n'en connois aucune; je déclare avec vérité que je n'ai jamais parlé à ceux qui passent pour être les chefs de ces partis; ainsi, dans cette affaire, mon opinion sera dégagée de toute influence particulière. Je prononce en homme d'état, & comme mesure de sûreté générale, parce que je ne crois pas pouvoir accumuler les fonctions de législateur & de juge; parce qu'hier vous avez décidé que vous n'étiez pas des juges, lorsque vous avez dit que vous prononceriez à la simple majorité des voix, je vote pour la détention jusqu'à la paix, & alors la législature prendra les mesures qu'elle jugera convenables. Je demande à déposer sur le bureau cet écrit qui contient mes sentimens, & qu'expédition du procès-verbal me soit délivrée.

Garnier. Vous m'avez intimé l'ordre de rester 24 heures aux arrêts; (séance du mercredi 16 Janvier.) j'ai obéi à cette volonté, car la volonté générale fait la loi; mais je dois à mes concitoyens, à mes collègues, à moi-même, de dire que j'étois loin de méconnoître l'autorité de la convention, lors même que je paroissais y désobéir.

Depuis long-temps les calomnies se pressoient autour de cette tribune; depuis quelques jours on ne parloit avec une affectation étudiée que de *poignards* & d'*assassins*. Citoyens, la probité est fière, elle est forte d'elle-même, mais elle s'indigne de la calomnie; j'ai monté à la tribune, & le cri de ma sensibilité, plus fort que la voix du président, m'a empêché de l'entendre. L'assemblée a pris la manifestation récidivée de mon mécontentement pour une désobéissance, & le décret qu'elle a rendu, étoit juste. Je me félicite même de l'avoir encouru, puisqu'il tourne à l'avantage de ma patrie, en rappelant à cette tribune les égards & la décence qui doivent honorer des représentans du peuple, & dont je ne me suis écarté en aucun temps, ni dans mes opinions, ni dans mes écrits. Je vote pour la mort de Louis.

Cher. Alasseur. Pour établir mon opinion, j'ai consulté l'histoire. Rome chassa ses rois, & eut la liberté; César fut assassiné par Brutus, & eut un successeur; les Anglais immolèrent leur tyran, mais bientôt ils rentrèrent dans les fers qu'ils venoient de briser. Je pense donc que pour établir la liberté Louis doit être enfermé jusqu'à la paix, & à cette époque, banni.

Foucher. La mort.

Baucheton. Je vote pour la détention.

Labrunerie. Louis est un conspirateur, il doit subir la peine due au crime de conspiration.

Dugene. Je vote pour la réclusion.

Pelletier. Je vote pour la mort.

La Corrèze. Brival. Si on ne condamnoit pas Louis à la mort, ce seroit dire qu'il est d'une autre espèce d'hommes. On a dit que Louis serviroit d'otage, mais il étoit déjà en otage lorsqu'on a pris Longwy & Verdun, lorsque Lille a été bombardé. Être indulgent envers Louis, ce seroit se rendre complice de ses crimes. La convention se couvrirait d'infamie si elle ne condamnoit Louis à la mort. Je le condamne à la mort.

Borie. La convention a décrété qu'elle jugeroit Louis Capet. Elle a décrété qu'elle le jugeroit définitivement. C'étoit mon opinion, que je ne dois pas développer en ce moment. Elle reconnu, à l'unanimité, que Louis Capet est coupable d'attentat contre la sûreté & la liberté du peuple français. Ce crime est puni de mort d'après le code pénal. Je suis esclave de la loi. Je vote pour la mort.

Chambon. J'ai toujours cru que Louis étoit coupable de tous nos maux, qu'il avoit été un conspirateur, qu'il méritoit la mort. Mais je pense que la convention ne doit pas s'endormir sur cette grande mesure. Il lui faut un grand développement, un grand caractère. Elle doit écraser tous les factieux, tous ces hommes qui entravent nos travaux, & répandent des inquiétudes. Si j'ai apporté quelque crainte à cette tribune, ce n'est pas parce que j'y venois pour condamner le tyran à la mort; il l'a méritée, mais bien parce qu'elle me paroît susceptible d'entraîner beaucoup d'inconsé-

véniens. Je vote pour la mort du tyran : mais je demande qu'aussitôt on délibère sur les mesures à prendre relativement aux Bourbons.

Lidon. Vous avez décrété que vous jugeriez Louis XVI ; les pièces trouvées au château des Tuileries prouvent ses crimes. Vous voulez aujourd'hui prononcer sur la peine qu'il mérite, je crois qu'il mérite la mort ; mais j'engage la convention à prendre en considération l'amendement de Mailhe.

Lannot. Il n'existe pas dans la nature d'individu qui soit au-dessus de la loi. Elle est la même pour tous. J'ouvre le code pénal, j'y vois la peine de mort contre les conspirateurs. Je vote pour la mort, je demande par humanité que le jugement soit exécuté dans le délai prescrit par la loi.

Penieres. Mon opinion n'étoit pas que la convention jugeât Louis XVI, mais vous en avez décidé autrement ; je me sou mets à la loi. Je prononce contre Louis la peine portée par le code pénal contre les coupables de haute trahison ; mais après l'exécution de ce jugement je demande la suppression de la peine de mort.

Lafond. Point de voix.

Corse. Salicetti. Vous avez déclaré Louis coupable de conspiration. Le code pénal prononce la mort contre les conspirateurs. Je condamne Louis Capet à la mort.

Chiappe. Je ne consulte aucune loi dans cette affaire, parce que je ne puis pas être juge, applicateur de peine, lorsque je suis législateur ; mais comme homme d'état, représentant du peuple, je consulte la loi suprême, celle du salut & de l'intérêt de tous les Français mes frères ; ainsi, pour mesure de sûreté générale, je vote la détention de Louis pendant la guerre, & sa déportation après.

Péraldi. Je ne prononce point comme juge, mais comme législateur. Je vote pour la détention jusqu'à la paix, & à cette époque, le bannissement.

Calabianca. Je ne crois pas la mort nécessaire au salut du peuple français. Je vote pour la détention, sauf les mesures que la convention pourra prendre suivant l'exigence des circonstances.

Andrei. Je crois que la peine portée contre Louis est la déchéance. En homme d'état, la mort de Louis me paroît dangereuse & pernicieuse à la république. Je vote pour la détention.

Bausio. Je crois bien faire pour la patrie en opinant pour la réclusion jusqu'à la paix, & à cette époque, le bannissement.

Mottedo. Je vote pour la réclusion.

Côte-d'Or. Bazire. Tarquin, exilé, se présenta bientôt devant Rome avec une armée. Coriolan, simple sénateur banni, mit en péril la république romaine. Consultez l'histoire, vous verrez que les despotes ne pardonnent jamais à leur patrie. D'un autre côté, si Louis Capet restoit enfermé, votre repos seroit troublé bientôt par les clameurs d'une pitié factice, & les allusions d'une romance trop connue ; il occasionneroit l'effusion du sang. La politique des hommes libres, c'est la justice, c'est leur conscience. Je n'en connois pas d'autre. Je vote pour la mort.

Guiton-Morveau. J'ai déclaré avec vous Louis coupable de conspiration. Aujourd'hui, vous me demandez quelle peine il mérite. Quand la loi n'en indiqueroit point, la nature y suppléerait, parce qu'il est absurde qu'un attentat, tel que des conspirations contre la patrie, reste impuni. J'ai aussi considéré cette question sous le rapport politique, j'ai vu que ce seroit donner un funeste exemple aux rois. Je vote pour la mort.

Prieur. Je condamne Louis à la mort.

Oudot. Citoyens, si j'ai vu des passions personnelles, des intérêts d'amour-propre, quelques haines de cotteries dans cette discussion, je n'ai cependant jamais cru à l'existence de prétendus partis qui ne peuvent avoir, quant à présent, de prétexte ni d'appui dans l'intérieur de la république. Le calme & l'attention avec lesquels j'ai suivi cette affaire m'ont aussi fait voir dans ces débats une masse imposante d'hommes cherchant avec bonne foi la vérité, & mettant à soutenir leurs opinions le zèle & l'impétuosité qu'exige le vœu du salut de la patrie.

Quant à moi, pénétré de ce sentiment, j'ai trouvé des preuves évidentes du crime de Louis dans sa conduite publique, des preuves matérielles dans les pièces qui nous ont été mises sous les yeux ; & parmi celles qui m'ont le plus frappé, je dois rappeler notamment les ordonnances données par Louis pour le payement de ses gardes à Coblenz, signées de lui, le 28 janvier, 1792, postérieurement à la lettre ostensible du mois de novembre précédent, invoquée en sa faveur ; j'ai enfin trouvé la conviction de Louis dans ses réponses & ses aveux.

Citoyens, vous devez un grand exemple aux peuples & aux rois. Je pense que la justice éternelle, les raisons d'état, l'intérêt, de la nation française, celui de l'humanité, me commandent également de voter la mort de Louis.

Lambert. Ce n'est que comme législateur & comme homme d'état, c'est-à-dire, uniquement par des considérations politiques, que je crois devoir prononcer une mesure de sûreté générale pour le salut du peuple, devant lequel doivent se taire tous les intérêts, toutes les passions & toutes les vengeances.

En conséquence, je vote pour la détention de Louis Capet pendant la guerre, & ensuite la déportation hors du territoire français, à moins que le peuple n'autorise les législatures suivantes à prononcer autrement sur son sort.

Je n'ignore pas que cette mesure commandée par les circonstances n'a pas besoin d'être ratifiée par le peuple ; & si j'ai voté hier pour la sanction, c'est que je prévoyois un jugement formel & définitif, auquel je ne voulois concourir en aucune manière.

Quant à la déclaration unanime faite au premier appel nominal, plusieurs de mes collègues ont cherché dans le code pénal une peine qui y fût relative. Moi, au contraire, c'est par respect pour ce même code pénal, par respect pour les formes qui y sont consacrées, que j'ai cru devoir, pour ne pas cumuler toutes les fonctions, m'abstenir de prononcer aucune peine juridique.

Voilà, en peu de mots, les motifs de mes trois opinions différentes dans cette affaire ; mais je n'en respecterai pas moins celle de la majorité de l'Assemblée, quelles qu'elles soient ; car je connois également & l'étendue de mes devoirs, & la rigueur des principes.

Marey. Plus les crimes de Louis m'inspirent d'horreur, plus je dois me mettre en garde contre les effets tumultueux de l'indignation qu'ils excitent, imposer silence à tout ce qui pourroit me faire oublier mes devoirs, & renoncer en quelque sorte à moi-même pour n'écouter que le cri de ma conscience.

On peut considérer le coupable ou comme un citoyen, & sous l'aspect d'une justice rigoureuse, ou comme un roi convaincu de trahison contre la patrie, & sous un point de vue politique. Citoyens, il doit être jugé, comme tous les autres citoyens, par les tribunaux ordinaires ; il a droit à toutes les formes dont la loi investit l'accusé pour opérer le triomphe de la justice ou celui de l'innocence : formation de jury, récusation d'une partie de ses membres, scrutin secret, &c. ; mais la convention a pensé qu'un roi ne sauroit être regardé comme un simple citoyen, par ses rapports avec ses complices nationaux & étrangers ; elle n'a donc considéré Louis que comme un roi traître à son souverain, & à ce titre, & sous un point de vue politique, elle a pu s'ériger elle-même en jury, mais pour juger le crime & non pour punir le criminel.

Comme membre du jury national, j'ai déclaré que je crois Louis coupable.

Toute représentation n'exerce qu'une volonté provisoire. Porter sur Louis un jugement définitif, est, dans mon sens, un attentat à la volonté définitive de la nation ; prononcer la mort est une usurpation du droit du souverain. Je devois donc voter pour l'appel : je l'ai fait. L'appel a été rejeté, j'obéis au vœu de la majorité.

La cumulation des fonctions de jury, de juge, de législateur, me paroît

monstrueuse, tyrannique, subversive de tout ordre social. Mon devoir à l'égard de Louis, se borne à une simple mesure de sûreté publique. Je ne veux point être juge; je ne puis ni ne dois l'être.

Mais la convention eût-elle reçu un mandat spécial pour juger le ci-devant roi, ce n'est pas dans le code pénal qu'elle devrait chercher la peine due à ses crimes. Pourroit-elle, sans violer les droits sacrés de la justice & de l'égalité, user de toute la rigueur de la loi envers le coupable, après lui avoir refusé la protection des formes conservatrices; & l'intérêt général n'est-il d'aucun poids dans la balance des législateurs? L'existence de la république naissante est attachée à l'existence de Louis. Si sa tête tombe, nous aurons à combattre & la fureur étrangère, & la pitié nationale. Louis vivant & méprisé, écarte tous les aspirans à la royauté; gardé comme otage, sa liberté deviendrait le gage de la paix. Louis mort & regretté, laisse une place au premier ambitieux hardi qui osera l'envahir. L'expulsion des Tarquin enfanta la république, & la mort de César le triumvirat.

Représentans du peuple, vous avez tué le despote, laissez vivre l'homme; enseveli dans l'oubli, flétri de la réprobation nationale, aliéné par le remords, qu'il traîne dans la captivité une vie rampante & déshonorée. Je n'ai plus qu'un mot à vous dire. Vous êtes dépositaires de l'honneur français. L'Europe vous contemple, la postérité s'avance. Elle vous jugera, & sa voix perce les siècles.

Je vote, comme mesure de sûreté générale, pour la détention du ci-devant roi, pendant tout le temps de la guerre, & l'expulsion un an après que les despotes coalisés contre la France auront posé les armes & reconnu la république.

Guiot. J'ai déclaré Louis Capet coupable de conspiration, celui qui conspire contre sa patrie mérite la mort; je condamne Louis à la mort.

Treilhard. Je vote pour la mort du tyran.

Rameau. La qualité de juge que je n'ai point reçue du souverain, il n'étoit point en votre pouvoir de me la donner, aussi ne me crois-je point lié par ce décret monstrueux. Je vote pour le bannissement actuel & à perpétuité.

Bertier. Louis est coupable; j'ouvre le livre de la loi, j'y lis la peine à infliger à Louis. En exerçant ce pénible ministère, l'humanité gémit; mais le cri de ma conscience doit l'emporter. Je vote pour la mort.

Côtes du Nord. Ceuppé. Deux peines ont été proposées contre Louis. Les opinions pour & contre se balancent. Je choisis la plus douce. Je vote pour la réclusion.

Champeaux. Après avoir rempli les fonctions d'accusateur, de juré d'accusation, on veut me faire juge. Mes commettans m'ont envoyé pour faire des loix, & non pour remplir les fonctions judiciaires. Je ne proposerai donc que des mesures de sûreté générale. La réclusion détruit les espérances des intrigans, les tentatives des factieux, & sert de barrière sur les frontières; c'est sur ces considérations qu'est appuyé mon avis pour la réclusion, & à la paix la déportation.

Gothier le jeune. Je vote pour la détention perpétuelle.

Fleury. Je vote pour la détention.

Giraud. Je vote pour la détention.

Guyomard. Tout homme qui a un caractère énoncé avec fermeté, courage, & sans crainte, l'opinion qui est la conséquence de ses principes, & le hasard la classe dans la minorité ou la majorité. Je dois à Thomas Payne la modification que je mets à ma première opinion prononcée à cette tribune. Au reste, je crois que personne ne dira que notre collègue Payne soit un intrigant, un aristocrate, un royaliste.

La réunion de tous les pouvoirs caractérise le despotisme d'un individu ou d'un corps; aussi je ne me suis pas regardé comme juge, en déclarant Louis coupable; mais comme législateur, qui va prononcer la mesure de sûreté générale. Je n'ai donc pas besoin d'ouvrir le code pénal, dont je voudrais voir effacer la peine de mort. Il s'agit ici bien moins de Louis Capet que de ma patrie. Si la mort d'un individu jadis roi tuoit la royauté;

si l'Angleterre, la Turquie ne nous fournissent pas des exemples contraires, le problème seroit bientôt résolu; mais un roi décapité, remplacé par un protesteur, auquel succéda un roi, fils de Charles décapité. Cet exemple d'une république éphémère dans l'île britannique, vaut bien la peine d'être considéré. J'ajoute que l'exil d'un tyran ayant été la base d'une république célèbre, ce fait nécessite encore l'examen approfondi de la question. J'observe donc que l'hydre ci-devant royale a plusieurs têtes que nous ne pouvons abattre d'un même coup.

La première tête qui paroît est celle d'un enfant qui peut fournir aux puissances coalisées un fantôme de régence qui entraînera infailliblement les autres puissances neutres de l'Europe dans la coalition. Est-il politique, car enfin je dois dire que sans trancher ici de l'homme d'état, je ne puis me dissimuler que mes commettans m'en ont imposé le rôle; est-il politique, dis-je, de quadrupler le nombre de nos ennemis, épuiser nos capitaux, ruiner notre commerce languissant, & sur-tout prodiguer le sang de nos frères, de nos amis? Faut-il donc encore augmenter le nombre des victimes par le supplice de Louis? S'il vit, dira-t-on, il sera un objet de trouble, il peut remonter sur le trône. Je répondrai que si on croit aux factions pour un tyran abhorré des deux partis, je puis, avec plus de raison, objecter une plus forte faction pour toute autre idole. Que Louis, après la paix, joue le même rôle que le fugitif prétendant d'Angleterre, cet exil ne sera pas dangereux pour la république. Je suis donc les conseils de ma conscience, & je vote pour la détention provisoire de Louis pendant la guerre, & son bannissement à la paix.

Louche. J'ai déclaré que Louis étoit jugeable par la convention, qu'il est coupable. Je le condamne aujourd'hui à la mort.

Goudelin. Le décret qui dit que vous prononcerez à la simple majorité des voix, & non aux trois-quarts, comme le porte le code pénal, me prouve que je n'agis pas en juge. Je dois ajouter que je ne crains point les menaces, j'ai déjà versé quelques gouttes de mon sang pour la patrie, je lui ai fait le sacrifice de tout celui qui me reste. D'après ma conscience, je vote pour la réclusion & le bannissement à la paix.

En Creuse. Huguet. Louis est coupable de haute trahison; je vais au fait, je vote pour la mort, avec l'amendement de Mailhe. Je demande ensuite que vous portiez la peine de mort contre ceux qui insulteront les non votans pour la peine capitale.

Debourges. Mes commettans ne m'ont délégué, je n'ai accepté ni entendu accepter que le mandat de législateur; il existoit alors une haute cour nationale. Je ne peux donc, je ne dois pas remplir les fonctions de juge; c'est par ce motif que j'ai voté contre le décret qui a déclaré la convention compétente dans cette affaire, & pour renvoyer au peuple le jugement de Louis Capet, dont les forfaits sont sans doute prouvés & notoires. J'ai le sentiment intime que je ne peux ni ne dois opiner comme législateur. Je déclare donc qu'à défaut de pouvoirs de la part de mes commettans pour juger, qu'attendu l'incompatibilité des fonctions de législateur & de juge, & en égard à la nature de cette affaire, qui ne peut finir que par un jugement, moi, législateur, je ne délibère point sur la question de la peine à infliger à Louis Capet.

Courisson. Je réitère très-expressément que je ne prononce pas comme juge, mais bien comme homme d'état; sous ce rapport, je vote pour la réclusion, sauf au souverain, lorsqu'il sanctionnera la constitution, à statuer définitif sur le sort du tyran ainsi qu'il avisera.

Guyès. Je vote pour la mort sans restriction.

Jaurand. Prononçant comme législateur, je vote pour une mesure de sûreté générale, la détention.

Baraillon. Je vote, non comme juge, car je déclare de rechef que je ne le suis point, que je n'entends point l'être; mais comme représentant de la nation & pour son intérêt. Je demande en conséquence, que Louis Capet soit d'abord condamné à la détention, & sauf à prendre par la suite telle autre mesure que la sûreté générale exigera à son égard. Mais,

pour prouver en même temps à toutes les altesses possibles, que je les regarde comme une surcharge, comme une souillure dans le pays de l'égalité, je demande que l'on décrète dans cette séance, à jamais mémorable, la peine de l'ostracisme contre tous les Bourbons sans exception, & contre tout ce qui porte ou a porté le titre de prince en France.

Tenier. J'étois pour l'appel au peuple, la majorité en a décidé autrement; je me soumetts. Aujourd'hui il faut prononcer sur la peine. Je ne balancerois pas à voter pour la mort, si le salut du peuple devoit s'en suivre; mais l'histoire apprend que des cendres d'un roi en renaît un autre; & je vote pour la détention & le bannissement à la paix.

Dordogne. Lamarque. Louis est coupable de conspiration, il fut parjure, il fut traître. Son existence soutient les espérances des intrigans, les efforts des aristocrates. La loi a prononcé la peine de mort; je la prononce aussi en désirant que cet acte de justice, qui fixe le sort de la France, soit le dernier exemple d'un homicide légal.

Pinet. Comme je n'ai point deux consciences, je vote pour la mort.

Lacoste. Je vote pour la mort.

Roux-Fazillac. Le code pénal prononce la peine de mort contre les conspirateurs, je la prononce contre Louis.

Taillefer. Louis est coupable de conspiration; je l'applique en frémissant, cette loi qui fait mourir mon semblable; mais j'ai les yeux fixés sur l'image de celui qui délivra Rome des tyrans. Je prononce la mort.

Peussard. Je trouve dans ma conscience que Louis a mérité la mort; je la prononce.

Lambert. Je prononce la mort.

Allafort. Louis, tu es convaincu d'avoir fait verser le sang de nos frères. Tu rivois les fers de l'esclavage. Ma conscience me dit que tu as mérité la mort; je la prononce.

Meynard. Je crois difficilement aux dangers dont on nous dit individuellement menacés. Peut-être n'en suis-je pas assez frappé, d'après les récits alarmans qu'on nous fait chaque jour sur notre sûreté personnelle. Je pourrais avoir d'autres craintes; mais je déclare que je ne croirai jamais à la peur qu'on chercheroit à m'inspirer pour forcer ma volonté.

Si quelque considération avoit pu me séduire, je l'avouerais, citoyens, ce seroit de voir le vœu unanime de la députation dont je me trouve faire partie, se réunir pour la même opinion. Sans doute elle est plus sage que la mienne, puisqu'elle l'a adoptée; sans doute elle est plus sage que la mienne, puisqu'elle paroît être celle de la majorité de cette assemblée; mais la conscience qui commande parle encore plus fort que la sagesse qui conseille: je respecte celle-ci, j'ai dû céder à la première.

Elle me dit, de concert avec ma raison, que je ne puis pas faire & appliquer la loi. Ma raison me dit que je ne peux pas détruire l'effet de la loi, pour lui substituer ma volonté. Un principe du droit naturel, consacré dans la déclaration des droits de l'homme & du citoyen, me dit que la loi étant égale pour tous, il n'est pas juste d'en faire deux lots inégaux, pour attribuer l'un à l'accusé, celui qui punit, & pour le dépouiller de l'autre qui établisoit des formes salutaires à sa défense. Ma raison me dit que la confusion des pouvoirs est trop arbitraire pour convenir au régime d'un peuple jaloux de sa liberté. Elle me dit qu'une représentation nationale doit sur-tout se garantir de l'attrait que le despotisme a pour tous les hommes, & qui devient d'autant plus dangereux pour elle, qu'elle le trouve revêtu d'une grande puissance. L'expérience m'apprend qu'un roi qui meurt par la vengeance du peuple, quelque juste qu'elle puisse être, n'a fait trop souvent qu'applanir, par sa chute ensanglantée, le chemin qui conduit son successeur au trône. Elle m'apprend qu'un roi proscrit, humilié, ne fut jamais dangereux pour la nation qui voulut faire régner la liberté à la place du despotisme. Mais ma raison & mon devoir me disent aussi que je dois prendre toutes les mesures de salut public qui se trouvent déterminées par la nature des pouvoirs qui nous ont été délégués, & que c'est à un tribunal à faire le reste. Vous ne l'avez pas pensé de même.

même, citoyens; je respecte cette détermination; & si je forme des regrets, c'est que lorsque je dois croire à sa sagesse, je ne pourrais cependant, sans crime, trahir ma conscience, & faire le sacrifice de l'opinion qu'elle s'est formée.

Je persiste donc dans la déclaration que j'ai faite, & que je remis hier, signée de moi, sur le bureau.

Elle consiste à décréter, comme mesure de sûreté générale, que Louis sera détenu pendant tout le temps que durera la guerre, sauf à déterminer à la paix, par la convention ou la législature, les mesures ultérieures qui pourraient être prises sans inconvénient pour la tranquillité & le salut de la république.

Bouquier, aîné. Louis a commis un assassinat . . . il en a commis mille . . . je le condamne à la mort.

Doubs. Quirot. J'ai voté contre l'appel au peuple, parce qu'il m'a paru avoir des effets dangereux pour la liberté. J'ai déclaré Louis coupable; je ne le condamne pas à la mort qu'il a méritée, parce qu'en ouvrant le code pénal je vois qu'il auroit fallu d'autres formes, d'autres juges, d'autres principes. Je vote pour la réclusion.

Michaud. Un tyran n'est à mes yeux qu'un monstre. Louis a attenté à la sûreté générale de l'état; qu'il périsse sous le glaive de la loi.

P. C. F. Seguin. Louis Capet, incontestablement, s'est rendu coupable de haute trahison & de conspiration contre l'état. Obligé de répondre à la question : quelle est la peine que Louis doit subir ? je réponds d'abord que je ne partage point l'opinion de ceux qui croient devoir le condamner à la mort. Je sais que c'est la peine prononcée par la loi contre tous les conspirateurs, & que de bien moins coupables que Louis y ont été condamnés; mais 1°. cette loi est-elle applicable à Louis ? & devons-nous ici, pouvons-nous même prononcer comme juges ? Je ne le pense pas.

Si vous condamnez Louis à la mort, ma crainte est que, loin de servir la nation française par ce grand acte de vengeance, vous ne serviez au contraire, contre elle, tous les despotes de l'Europe, en leur donnant un nouveau prétexte de nous calomnier avec plus de fondement & d'avantage auprès des peuples, & s'armer d'une manière plus terrible contre notre liberté; que vous ne serviez en même temps les projets de quelques ambitieux cachés, qui n'attendent peut-être que ce moment, & d'autres événemens qu'ils peuvent faire naître pour tenter de relever le trône, & de s'y placer eux-mêmes.

Cette crainte peut-elle ne pas paroître au moins fondée, quand nous nous voyons environnés d'hommes achetés pour influencer, par leurs menaces surtout, le jugement à porter sur le ci-devant roi ? Sans doute, si, après un jugement à mort, quelques ambitieux osent se montrer, si les despotes de l'Europe coalisés tentent quelque invasion nouvelle sur le territoire de la république, les Français incapables de reprendre leurs fers, sauront, par leur énergie & leur courage, les faire repentir bientôt, les uns & les autres, de leur témérité & de leur audace.

Mais est-ce donc un vœu encore à former pour le peuple français, que de nouvelles victoires ? Aurions-nous déjà oublié ce que les premières nous ont coûté de victimes ? Au moins cette considération mérite d'être pesée; car de quel danger pourroit être l'existence d'un ci-devant roi, devenu l'homme le plus méprisé & le plus avili ?

J'ajoute que l'existence de Louis, en même temps qu'elle seroit pour tous les despotes un exemple infiniment plus terrible que ne pourroit être sa mort, peut être au contraire utile à la nation, en lui servant d'otage & d'un garant de la paix.

D'après ces considérations, je vote pour la réclusion de Louis Capet pendant tout le temps de la guerre, & au bannissement après le rétablissement de la paix.

Monnot. Louis, conspirateur, a mérité la mort; & comme il est évident pour moi que les prétendans ont toujours eu plus d'obstacles à surmonter que

Suite des appels nominaux.

L *

ceux qui sont en titre, je pense que l'intérêt du peuple est ici d'accord avec la justice ; & en conséquence, je vote pour la peine de mort.

Vernetey. Je prononce la mort.

Besson. Toute raison d'état me paroît inutile au moins, et même dangereuse ; nos armées seules peuvent en imposer à nos ennemis extérieurs, & notre fermeté à ceux du dedans. La loi & la politique condamnent Louis à la mort, je vote pour la mort.

Drome. Julien. J'ai toujours haï les rois ; & mon humanité éclairée a écouté la voix de la justice éternelle, c'est elle qui m'ordonne de prononcer la peine de mort contre Louis Capet.

Saùteyra. Louis est coupable de conspiration, je vote pour la mort.

Gerente. J'ai déjà dit que je ne croyois pouvoir prononcer que comme législateur ; je vote donc pour la détention.

Martinet. Je suis descendu dans ma conscience, & j'ai vu que je ne pouvois prononcer comme juge, même dans la première question : je vote donc pour la détention.

Marbos. Je vote pour la détention.

Boillet. C'est dans les lois immuables de la nature que j'ai lu mon devoir. Louis a conspiré contre la patrie ; il mérite la mort ; j'y conclus.

Collaud de la Salcete. Je prononce la détention jusqu'à la paix ; mais je vote pour la mort, dans le cas où les ennemis envahiroient le territoire de la république.

Jacomín. Je vote pour que la peine portée par le code pénal contre les conspirateurs soit appliquée à Louis Capet.

Fayolle. Je n'ai jamais cru que la convention pût s'ériger en tribunal. Je vote, comme législateur, pour la détention.

Eurs. Buzot. Mon opinion est comme je l'ai prononcée à cette tribune ; je l'ai fait imprimer. Je n'ai que quelques observations à ajouter, nécessaires au moment où nous sommes. J'ai voté pour l'appel au peuple, parce que j'ai pensé que c'étoit la seule mesure propre à éloigner de la république les malheurs dont elle est menacée ; parce que j'ai pensé que c'étoit une occasion favorable de donner aux autres départemens l'influence politique qu'ils n'ont pas & qu'ils doivent avoir ; parce que j'ai pensé que refuser au peuple la sanction d'un décret de cette importance, c'étoit commettre un délit national auquel je ne voulois pas participer. Vous en avez jugé autrement, je respecte votre décret, je m'y soumetts ; mais, citoyens, je ne vous dissimulerai pas que votre décision m'a plongé dans une cruelle incertitude. D'une part, la réclusion me paroît une mesure extrêmement dangereuse ; elle double nos dangers ; elle hâte l'instant de notre perte. Louis sera égorgé ; du moins c'est ce que je prévois. On vous accusera de faiblesse, de pusillanimité, & vous perdrez la confiance dont vous avez besoin de vous environner pour sauver la chose publique. Cependant, citoyens, il me semble qu'il faut beaucoup plus de courage pour soutenir cette opinion que l'autre, & ce motif seul a suffi pour balancer long-temps celle que j'avois énoncée dans mon premier discours. D'ailleurs, la mort de Louis XVI, si elle est exécutée sur le champ, me présage aussi des malheurs dont il est possible de prévoir le terme ; mais j'espère encore que dans cette position il vous restera du moins le temps de réunir tous vos efforts contre ceux de vos ennemis ; il vous restera encore quelque moyen de sauver la liberté de votre pays. Je désire que la convention, bien persuadée qu'en condamnant Louis XVI à la mort, elle se charge d'une responsabilité immense, s'élève enfin à la hauteur des circonstances où elle s'est placée elle-même : elle pourra encore réparer tout si elle prend l'inébranlable résolution de le faire.

Je condamne Louis à la mort. Citoyens, en prononçant cet arrêt terrible, je ne puis me défendre d'un sentiment profond de douleur. Malheur à l'homme féroce qui pourroit le prononcer ; malheur au peuple qui l'entendrait sans partager le même sentiment ; car il n'y a plus rien à espérer là où il n'y a plus d'humanité, là où il n'y a plus de moralité.

Citoyens, permettez-moi de vous présenter une réflexion à laquelle j'attache le plus haut prix. Je voudrois que la convention mit entre le jugement

& son exécution un intervalle quelconque : cette mesure me paroît très-politique, je la juge nécessaire. Vous prouverez par-là à vos commettans, à l'Europe entière, que vous agissez sans passion : consultez, citoyens, consultez l'opinion publique ; vous avez besoin de vous environner de cette force invincible sans laquelle vous n'êtes rien.

Ainsi mon opinion sur la peine à infliger à Louis XVI, est celle-ci : je condamne Louis XVI à la mort : ce jugement ne me laissera jamais aucun remords, aucun repentir ; mais je vous réitère la demande que je vous ai faite de fixer un intervalle entre le jugement que vous allez rendre & son exécution. Qu'on calomnie, si l'on veut, encore mes intentions ; je déclare que l'avis de Louvet me paroît renfermer des mesures très-raisonnables, très-sages ; mais comme je pense que la convention discutera cette question, que je regarde comme très-importante, je me réserve d'émettre alors mon opinion, & dans cette dernière espérance, je prononce la mort de Louis.

Duroy. Par justice, je vote pour la mort ; & par humanité, je demande que le jugement soit promptement exécuté.

Lindet. J'éprouve ce sentiment pénible, naturel à un homme sensible, qui est obligé de condamner son semblable ; mais je crois qu'il seroit imprudent de vouloir exciter la compassion en faveur de Louis. L'expérience n'at-elle pas prouvé que l'impunité ne fait qu'enhardir les tyrans ? Je vote pour la mort.

Richou. Citoyens, je suis persuadé, je suis convaincu que la mort de Louis XVI sera la source des plus grands malheurs pour ma patrie. D'après cette opinion, je me regarderois comme indigne du nom de citoyen si je votois pour son supplice. Je vote donc pour la détention de Louis pendant la guerre, & son bannissement à la paix.

Lemaréchal. Je n'étois point à l'assemblée électorale du département de l'Eure, lorsqu'elle m'a donné sa confiance, en m'honorant du titre de représentant du peuple ; mais j'ai su par mes collègues, & l'opinion de plusieurs me le prouve, que nous n'avons point été chargés de juger Louis XVI. D'ailleurs, l'assemblée électorale n'avoit pas le droit de nous donner ce pouvoir, puisqu'elle étoit elle-même composée de délégués, dont l'unique objet étoit de nommer les membres qui devoient faire partie de la représentation nationale. Je persiste donc dans l'opinion que j'ai déjà manifestée sur les deux premières questions, & je n'entends prononcer sur la troisième que relativement aux mesures de sûreté générale, & que je crois nécessaires & indispensables pour le salut de la république.

Je ne suis point arrêté par la crainte de ma responsabilité personnelle ; mais je fais qu'elle ne peut compenser les malheurs que je prévois, dans le cas où la convention nationale prononceroit irrévocablement la peine de mort contre Louis. D'ailleurs, il y a tant de moyens pour éluder toutes les responsabilités, sur-tout pour ceux qui ne tiennent à la société par aucun lien moral, que je ne suis point surpris de voir un certain nombre d'individus en présenter l'offre comme un acte de courage. Je dis encore que la chance ridicule de cette prétendue responsabilité sur une seule tête, & même sur celles de tous les membres qui composent la convention nationale, ne peut balancer la perte inévitable de plusieurs milliers d'hommes, si la guerre continue.

Je crois donc que, pour arrêter ce fléau désastreux, pour épargner le sang de nos frères, & sauver en même-temps la fortune publique de la chute terrible dont elle est menacée, je crois, dis-je, que pour faire taire nos calomnieux, pour donner aux nations un grand exemple de justice & de générosité, & les détacher des tyrans qui voudroient se servir de faux prétextes pour nous faire la guerre, nous devons conserver Louis & sa famille en lieu de sûreté, jusqu'à ce que nous ayons amené nos ennemis à la conclusion d'une paix glorieuse & durable. En suivant cette marche, on n'aura point à nous reprocher de nous être écartés de notre mission, & d'avoir donné l'exemple de la plus monstrueuse tyrannie, en méconnoissant la séparation des pouvoirs, sans laquelle il n'y a point de constitution ni de liberté. Je la vois écrite cette séparation des pouvoirs en

caractères ineffaçables dans la déclaration des droits, que j'ai juré de maintenir de tout mon pouvoir; j'y vois aussi que nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie & promulguée antérieurement au délit, & légalement appliquée. Je ne trahirai point mon serment.

Je demande que Louis & sa famille soient mis en lieu de sûreté; qu'ils y soient gardés jusqu'après la conclusion de la paix entre la France & les puissances ennemies; qu'enfin ils soient déportés hors du territoire de la république.

Bouillerot. La mort.

Vallée. Je vote pour la détention jusqu'au moment où les puissances étrangères reconnoîtront la république française, & pour la mort si elles envahissent notre territoire.

Savary. Je vote pour la détention, sauf les mesures à prendre en cas d'invasion du territoire de la république.

Robert Lindet. Je ne puis voir des républicains dans ceux qui hésitent à frapper un tyran. Je vote pour la mort.

Topsent. Absent par maladie.

Eure & Loir. Lacroix. Je crois avoir le droit de prononcer sur le sort de Louis Capet; car lorsque mes commettans se réunirent, Louis étoit en prison. Non-seulement la nation n'a pas réclamé contre son emprisonnement; mais toute entière elle le regardoit comme un traître, & par conséquent elle n'a pas voulu que ses crimes restassent impunis. Je ne conçois pas la différence qu'on a entendu mettre entre un conspirateur roi & un conspirateur ordinaire. Tout conspirateur mérite la mort. Je vote pour la mort.

Brissot. Dans l'opinion que j'ai présentée, j'ai déclaré que Louis paroît-
soit coupable du crime de haute trahison, qu'il méritoit la mort.

J'étois, & je suis encore convaincu que le jugement de la convention, quel qu'il fût, entraîneroit de terribles inconvéniens.

J'étois & je suis encore convaincu que le jugement de la nation, quel qu'il eût été, n'auroit aucun de ces inconvéniens, ou que s'il s'en présentoit, ils auroient été facilement écartés par la force de la toute-puissance nationale.

La convention a rejeté cet appel; & je le dis avec douleur, le mauvais génie qui a fait prévaloir cette décision, a préparé des malheurs incalculables pour la France.

Ils sont incontestables, quelque système qu'on adopte; car je vois dans la réclusion le germe des troubles, un prétexte aux factieux, un prétexte aux calomnies qu'on ne manqueroit pas d'élever contre la convention, & d'accuser de pusillanimité, de corruption, qu'on dépouilleroit de la confiance qui lui est nécessaire pour sauver la chose publique.

Je vois dans la sentence de mort le signal d'une guerre terrible, guerre qui coûtera prodigieusement de sang & de trésors à ma patrie; & ce n'est pas légèrement que j'avance ce fait: non pas que la France ait à redouter les tyrans & leurs satellites; mais les nations égarées par des calomnies sur le jugement de la convention, se joindront à eux; & c'est pourquoi j'avois soutenu l'appel au peuple, parce que dans ce système les tyrans auroient été forcés de respecter le jugement d'un grand peuple, parce que les nations n'auroient pu être égarées par eux, parce que, dans le cas d'attaque, le peuple français étoit là tout entier pour écraser cette coalition.

Convaincu que ce jugement va être suivi de malheurs, j'ai cherché longtemps le genre de peine,

Qui pût réunir à un plus haut degré la justice à l'intérêt de la chose publique.

Qui pût faire respecter la convention par tous les partis;

Qui nous conciliât les nations;

Qui effrayât les tyrans en même-temps qu'il déjouoit les calculs de leurs cabinets, qui tous veulent la mort de Louis, parce qu'ils veulent populariser leur guerre;

Qui déjouât les prétendans au trône;

Qui pût enfin associer la nation au jugement de la convention.

Or, toutes ces conditions, je les ai trouvées dans la sentence de mort avec l'amendement de Louvet; c'est-à-dire, en suspendant son exécution jusqu'après la ratification de la constitution par le peuple.

C'est par ces motifs, que j'ai préféré ce mode à l'opinion de la réclusion, quoiqu'en principes cette opinion ait le suffrage des publicistes philosophes, quoiqu'elle pût avoir, avec le suffrage de Thomas Payne, le vœu de 4 millions d'Américains libres; & je l'assure avec confiance, parce que je connois ces braves républicains. A cette réclusion, que j'écarte à cause des circonstances particulières où se trouve la France, & des inconvéniens qu'elle entraîneroit, si elle étoit prononcée par la seule convention; à cette réclusion je préfère la peine de mort avec la suspension de l'exécution jusqu'après la ratification de la constitution, parce que cette suspension met votre jugement sous la sauve-garde nationale, parce qu'elle imprime à votre jugement ce caractère important de désintéressement & de magnanimité dont je desirerois l'environner; parce qu'enfin elle associe à votre jugement la nation entière, & que cette association peut seule mettre la nation en état d'apaiser les troubles intérieurs, & de repousser les calamités extérieures.

Mon opinion sera calomniée; c'étoit le sort réservé à mon opinion, qu'elle qu'elle fût. Je ne répondrai aux calomnies que par une vie irréprochable; car je défie ici mes adversaires de citer & de prononcer un seul fait; j'y répondrai par mon honorable pauvreté, que je veux léguer à mes enfans; & peut-être le moment n'est pas loin où ils recueilleront ce triste legs; mais jusqu'à ce moment, que j'attends avec tranquillité, je ne répondrai que par mon zèle infatigable à maintenir le système de l'ordre, sans lequel toute république n'est qu'un repaire de brigands.

Citoyens, j'insiste & je dois insister sur ce point. Un orage s'avance, il sera violent: la France peut le repousser; mais son succès dépend d'un seul point. Si nous n'extirpons pas le principe désorganisateur qui nous travaille en tout sens, je le dis avec la confiance d'un homme qui connoît votre situation exténuée, vos ressources, celles de vos ennemis, leurs principaux appuis; si ce principe désorganisateur n'est pas anéanti, la république ne sera bientôt plus.

Je vote pour la mort, en suspendant son exécution jusqu'après la ratification de la constitution par le peuple.

Pétion. Plus j'ai réfléchi sur toutes les opinions énoncées dans cette affaire, plus je me suis convaincu qu'il n'y en a aucune qui ne soit sujette aux inconvéniens les plus graves. Voilà pourquoi j'ai tant insisté sur la nécessité de la ratification de votre jugement par le peuple. L'assemblée en a décidé autrement, & j'obéis. Je vote pour la peine de mort.

Il est un amendement qu'on a proposé, c'est celui du sursis. J'avoue que je n'ai pas d'opinion faite sur cet amendement. Je demande qu'il soit discuté. Mais dans ce moment, mon vœu est pur & simple pour la mort.

Giroust. Louis étoit sur le trône, les armées étrangères s'avançoient pour le soutenir, lorsque je ne craignais point de demander sa déchéance; mais alors je votois comme législateur. Je ne puis prononcer aujourd'hui qu'en la même qualité. Je vote pour la réclusion pendant la guerre & le bannissement à la paix.

Le Sage. Comme ceux de mes collègues qui m'ont précédé à cette tribune; je demandais aussi l'appel au peuple; mais ne croyez pas que ce fût par l'effet d'un sentiment de crainte pour moi-même, ou par foiblesse; d'autres dangers me déterminoient. J'aurois vu avec plaisir le peuple entier associé au jugement de Louis. Mais obligé, maintenant par votre décret de prononcer entre la mort & la réclusion, je condamne Louis à mort, après une conviction intime qu'il a encouru cette peine. Mais je demande que l'on examine ensuite la question du sursis.

Loyseau. Je vote pour la mort & pour la prompte exécution du jugement.

Bourgeois. Absent par maladie.

Châles. Je ne crains pas de dire, en face de la patrie, en présence de l'assemblée de Brutus, devant ma propre conscience, que le moment où l'assemblée a écarté la proposition de l'appel aux assemblées primaires, m'a paru un jour de triomphe pour la liberté & l'égalité, pour le salut de la république. Quant à la crainte de ce que vous appelez mal à propos les puissances étrangères, je l'écarte par cette seule pensée : c'est en présence de leurs armées que vous avez décrété l'abolition de la royauté. Je vote pour la peine de mort, & pour l'exécution dans le plus bref délai.

Fremenger. Je vote pour la mort.

Finistère. Boham. Je vote pour la mort.

Blad. Je déclare voter en liberté pleine & entière, & n'être mu par aucun sentiment de crainte ni de haine. Je déclare me croire revêtu de pouvoirs suffisans, & même d'un mandat tacite pour juger Louis. Je suis persuadé qu'il a mérité la mort ; mais dit-on, toutes les puissances de l'Europe vont nous faire une guerre terrible. Je réponds que dans toute les hypothèses, leurs efforts seront les mêmes, puisqu'elles combattent, non pour le roi, mais pour la royauté. Je vote donc pour la mort.

Mais si, à l'exemple des Anglais, vous faites tomber la tête d'un roi conspirateur sur l'échafaud, vous devez, à l'exemple de Rome, chasser la famille des Tarquins. En conséquence, je vote pour que la mort de Louis soit le signal de l'expulsion de toute la famille.

Guezno. Citoyens, je ne viens pas sans effroi concourir au jugement d'un roi conspirateur, & prononcer ainsi sur le sort d'une patrie qui m'est plus chère que mon existence ; mais quelque graves que soient les inconvéniens d'un pareil jugement, je ne puis me refuser d'obéir au cri impérieux de ma conscience, ni prendre sur moi de composer avec la justice.

Je vote donc pour la mort de Louis ; & en prononçant ce vœu terrible, je renouvelle, dans le sein des représentans de la nation, le serment de ne jamais exister sous un nouveau tyran, & de ne vivre désormais que pour combattre celui qui voudroit succéder au tyran que je condamne.

Marec. Je vote pour la réclusion de Louis pendant la guerre, & pour son exil perpétuel après.

Queinec. Je ne suis pas juge, je ne puis donc voter que pour la détention pendant la guerre, & la deportation à la paix.

Kervelegan. Même opinion que la précédente.

Guermeur. Si vous me demandez seulement quelle peine Louis a encourue, je réponds la mort.

Gonimaire. Je n'ai pas reçu, je n'aurais pas même accepté les fonctions de juge ; je n'exerce que les pouvoirs du législateur. Sous ce rapport, je ne considère que le plus grand avantage de la société. D'après les événemens passés que j'ai vus, les événemens présens que je vois, les événemens futurs que je redoute, je suis intimement convaincu que l'existence d'un homme qui fut roi importe plus à la république que sa mort. Je vote, comme mesure de sûreté générale, pour sa réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Gar. Leyris. J'étois ici, au corps législatif, lorsqu'on assassinait le peuple au nom de Louis. J'ai pris l'engagement de le venger, je vote pour la mort.

Tavernel. Je vote pour la mort ; mais je pense que l'exécution du jugement doit être suspendue jusqu'à l'époque où la constitution sera présentée à l'acceptation du peuple.

Voulland. Il n'a tenu qu'à Louis d'empêcher le sang de couler ; il en a au contraire par-tout ordonné l'effusion. A Nîmes, les patriotes ont été égorgés en son nom, & au nom d'un dieu de paix. Les délibérations prises par les fanatiques furent directement adressées à Louis ; il pouvoit les empêcher ; les communes les lui dénoncèrent : il se tut, & les auteurs de ces délibérations suscitèrent enfin la guerre civile dans ma malheureuse patrie. Le sang coula à grands flots. Il crie vengeance. Je demande pour lui le même supplice qui fut infligé par Brutus à son fils. C'est la troisième

is que le salut de la patrie me force de prononcer la peine de mort. Je souhaite que ce soit la dernière.

Je vote pour la mort ; mais je demande que l'on discute ensuite la question du sursis.

Aubry. J'ai déclaré hier Louis coupable de conspiration contre la liberté, d'attentats contre la sûreté générale de l'état. Je vote pour la mort, & renvoie l'exécution après les assemblées primaires qui auront lieu pour la ratification de la constitution. Mon opinion est indivisible.

Balla. Je vote pour la réclusion pendant la guerre, & le bannissement à la paix.

Labaut-Pomier. Lorsque la convention décréta qu'elle jugeroit elle-même Louis, je vis dans ce décret rendu par article additionnel & sans discussion préalable, une source de maux pour la république. Je crus alors que la convention pourroit en éviter une partie, en appelant le peuple à la ratification du jugement qu'elle auroit prononcé, & j'ai opiné pour cette mesure.

Vous l'avez rejetée, & les suites funestes que peut avoir le supplice de Louis ordonné par vous seuls, m'en paroissent plus inévitables. Ce supplice ralliera les tyrans, éloignera de nous & de notre révolution des peuples que nous voulions rendre libres, & dont les forces nous seront funestes, au lieu de nous être utiles ; il divisera la France ; il donnera aux émigrés aux ennemis intérieurs un chef plus actif, plus habile, plus entreprenant.

Louis détroné, méprisé, haï & captif, ne peut l'être : il laissera le champ libre à ceux qui veulent y arriver, & qui auront plus de ressources pour y monter, que celui à qui nous les avons toutes ôtées : il servira à leurs soutiens & aux agitateurs subalternes, plus de facilités pour organiser la république ; & au milieu des ennemis, de la pénurie, des divisions & des maux qui l'assiègent, augmenter tant d'obstacles par cette mesure impolitique, c'est contribuer à la perdre. Cependant nous avons des députés sur-tout pour la sauver ; & c'est par un motif de sûreté générale que nous nous occupons du sort de Louis. Je gémis aussi sur les maux auxquels tant de patriotes ont été exposés ; mais la vengeance la plus utile à la république que l'on puisse tirer du sang versé, est d'en prévenir une nouvelle effusion ; & les victimes que le tyran a immolées à son ambition nous désavoueroient, si nous ne prenions pas la mesure qui nous paraît la plus propre à épargner le sang de leurs frères & de leurs concitoyens.

Je déclare donc que je crois que Louis mérite la mort ; mais que l'intérêt politique ne la demande pas. Si cependant vous la prononcez, & quel que soit votre jugement, je crois que l'exécution doit en être renvoyée, & que les décrets constitutionnels, que vous avez déjà faits, auront été respectés à la ratification des assemblées primaires, & mon opinion est indivisible.

Chazal fils. Mes commettans m'ont envoyé pour prononcer sur le sort de Louis. Je n'ai jamais douté de cette mission. Je suis convaincu que Louis est coupable. Mais sa mort, quoique juste, me paroît avoir des dangers que sa conservation. Ces dangers, qui grondent dans l'avenir, & qui sont déjà prêts à s'élancer sur ma patrie, me font un devoir de soumettre à mes commettans une décision éventuellement funeste, ou à en prendre une qui ne soit pas irrévocable. Je vote pour la mort, mais en adhérant à la réserve proposée par Mailhe, relative au sursis.

Résultat de l'appel nominal.

L'assemblée est composée de 749 membres. Il s'est trouvé 15 membres par commission, 7 par maladie, 1 sans cause, 5 non votans ; reste 726 votans : la majorité absolue est de 361. Sur quoi 2 ont voté pour les deux, 286 pour la détention & le bannissement à la paix, ou pour le bannissement immédiat ou pour la réclusion, & quelques-uns y ont ajouté la peine de mort ; 46 ont voté pour la mort avec sursis, soit après l'expulsion des Bourbons, soit à la paix, soit à la ratification de la constitution ;

Ayuntamiento de Madrid

261 ont voté pour la mort ; 26 pour la mort , en demandant une discussion sur le point de savoir s'il conviendrait à l'intérêt public qu'elle fût ou non différée , & en déclarant leur vœu indépendant de cette demande.

Pour la mort sans condition 387 ; pour la détention , etc. ou la mort conditionnelle , 334 ; absens ou non votans , 28. Total 749.

Collationné conforme à l'original. Signé Vergniaux, président ; Salle, Valazé Manuel, le Sage, Bancal, Gorfes, secrétaires.

IV^e APPEL NOMINAL.

La question est posée en ces termes :

Sera-t-il sursis à l'exécution du jugement de Louis Capet : OUI ou NON.

Gers. Cappin, Moyillet, *oui.* Maribon-Montant, Delchamps, Bar-Bé Dubarran, Lagaire, Ichon, Boufquet, Laplaigne, *non.*

Gironde. Guadet, Bergoin, *oui.* Vergniaux, Genfonné, Jai-de-Sainte-Croix, Ducos, Garrand, Boyer-Fonfrède, Duplantier, Deleyre, *non.* Lacleze, Grangeneuve, point de voix.

Hérault. Curée, Viennet, Cambacérès, Brunel, Castilhon, *oui.* Cambon Bonnier, Rouhier, Fabre, *non.*

Ille & Vilaine. Lanjuinais, Fermon, Obelin, Maurel, *oui.* Sevestre Duval, Chaumont, Beaugéard, Lebreton, Dubignon, *non.*

Indre. Porcher, Boudin, Derazey, *oui.* Thabaud, Pepin ; Lejeune, *non.*

Indre & Loire. Gardieu, Bodin, *oui.* Nioche, Pottier, Ruelle, Champigny, Clément-Isabeau, *non.* J. Dupont, malade.

Isère. Servonat, Genissieu, *oui.* Baudran, Genevois, Amar, Réa Boissieu, Charrel, *non.* Prunelle-de-Lierre, malade.

Jura. Vernier, Laurenceot, Babey, Ferroux-de-Salins, Bonguyod Grenot, *oui.* Prost, Amyon, *non.*

Landes. Lefranc, Cadroy, Saurine, *oui.* Dartigoyte, Ducos aîné Dizès, *non.*

Loire & Cher. Leclerc, *oui.* Chabot, Brisson, Fressine, Venaille, Foulle doire, *non.* H. Grégoire en commission.

Haute-Loire. Bonet fils, *oui.* Reynaud, Faure, Delcher, Flageu Barthelémy, *non.* Camus en commission.

Loire-inférieure. Lefèvre, Chaillon, Mellinet, Jarry, Coustard, Maulde, Villers, Fouché, *non.*

Loiret. Garran-Coulon, Lepage, Pellé, Lombard-Lachaux, Guérin Louvet, *oui.* Delagueule, Léonard-Bourdon, *non.* Gentil, refus de voter.

Lot. Laboissière, Sallèles, Bouygues, Delbrel, Allouys, *oui.* Clède Jeanbon-Saint-André, Monmaysan, Cavaignac, *non.* Cayla malade.

Lot & Garonne. Laurent, Paganel, Claverie, Laroche, Guyet-Laprade Fournel, Noguer, *oui.* Vidalot, Bouffion, *non.*

Losère. Barrot, Châteauneuf-Randon, Monestier, *oui.* Servière, malade. Pelet en commission.

Maine & Loire. Pilastré, Daudenac aîné, Delaunay jeune, Lemaignan *oui.* Choudieu, Delaunay (d'Angers) l'aîné, Reveillère-Lépeaux, Leclerc Pérard, *non.* Dehouillières absent.

Manche. Gervais-Sauvé, Poisson, Ribet, Pinel, Havin, Bonnesse Engerran, Bretel, Laurent de Villedieu, Michel Hubert, *oui.* Lemoine Létourneur, Lecarpentier, *non.*

Marne. Poulain, Blanc, *oui.* Drouet, Armonville, Batellier, *non.*

Haute-Marne. Vandelinécourt, *oui.* Guyardin, Monnel, Roux, Val druche, Chaudron, Laloy, *non.*

Mayenne. Bissy jeune, Enjubault, Serveau, Plaichard-Chottière, Villard René-François Lejeune, *oui.* Joac, Efnue, Durochin, *non.*

Meurthe. Salle, Mollevault, Lalande, Michel, Zangiacomi fils, *oui.* Mallarmé, Levaux, Bonnevai, *non.*

Meuse. Moreau, Marquis, Tocquot, Roussel, Bazoché, Humbert, *oui*, Pons, Armand, *non*.
Morbihan. Lehardy, Audrein, Michel, Rouault, *oui*. Corbel, Lequinio, Gillet, *non*, par respect pour le décret rendu.
Moselle. Blaux, Becker, *oui*. Anthoine, Thirion, Bar, Hentz, *non*. Merlin & Couturier, en commission.
Nièvre. Jourdan, *oui*. Dameron, Lefiot, Guillerault, Legendre, Goyre-Laplanche, *non*. Sauterault, absent.
Nord. Fockedey, *oui*. Merlin, Duhem, Cochet, J. Lefage-Senault, Carpentier, Sallengros, Poullietier, Jean-Marie Aouft, Laur, Boyaval, Priez, *non*. Gossuin, en commission.
Oise. Ch. Villette, Delamare, *oui*. Coupé, Calon, Massieu, Mathieu, Anacharsis Cloots, Bezard; L. Portiez, Iforé, Bourdon, *non*. Godefroy, en commission.
Orne. Dufriche-Valazé, Plat-Beaupréy, Duboé, Dugué-Dassé, Thomas, Fourney, *oui*. Lahodinière, Desgrouay, Julien, Dubois, Colombel, *non*.
Paris. Dufaulx, Thomas, *oui*. Robespierre, Bilaud-Varennes, Danton, Camille-Desmoulins, Marat, Lavicomterie, Legendre Raffron, Panis-Sergent, Robert, Fréron, Beauvais, Fabre-d'Eglantine, Osselin, Robespierre jeune, David, Boucher, Laignelot, L. J. Egalité, *non*. Manuel, démission donnée la veille.
Pas-de-Calais. Personne, Magniez, Daunon, Varlet, *oui*. Duquesnoy, Lebas, Geoffroy, Bottet, Carnot, *non*. Enlart, absent.
Puy-de-Dôme. Henri Bancal, Girod-Pouzol, *oui*. Couthon, Gibergues, Maignet, Gilbert-Romme, Soubrany, Rudel, Blanval, Monestier, Dulaure, Laloue, *non*.
Hautes-Pyrénées. Dupont, Gertoux, Piqué, *oui*. Bertrand Barrère, Féraud, Lacrampe, *non*.
Basses-Pyrénées. Sanadon, Conte, Meillant, Cafenave, Neveu, Pé-martin, *oui*.
Pyrénées Orientales. Guiter, Biroteau, *oui*. Montégut, Cassanyès, *non*. Fabre, malade.
Haut-Rhin. Johanot, Albert aîné, Dubois, *oui*. Ritter, Laporte, Pâieger aîné, *non*. Rewbell, en commission.
Bas-Rhin. Christiani, *oui*. Laurent, Bentabole, Louis, *non*. Rhul, Dentzel, Philibert-Simon en commission. Ehrmann, malade. Arbogast, refus de voter.
Rhône & Loire. Vitet, Marcellin-Beraud, Patrin, Moulin, Forest, Four-nier, *oui*. Chasset, Dupuis fils, Dubouchet. Prestavin, Michel, Noël, Pointe, Cusset, Javoque fils, Lanthénas, *non*.
Haute-Saône. Vigneron, Balivet, Bolot, *oui*. Gourdan, Siblot, Chan-vier, *non*.
Saône & Loire. Bertucat, Mongilbert, *oui*. Gelin, Mazuyer, J. Carra, Guillermin, Reverchon; Guillemardet, Baudot Mailly, Moreau, *non*.
Sarthe. Salmon, Chevalier, *oui*. Richard, François Primaudière, Phi-lippaux, Boitron, Levasseur, Froger, Syeyes, Letourneur, *non*.
Seine & Oise. Alquier, Threilhard, Roi, Mercier, Dupuis, *oui*. Le-cointre Bassal, Gorias, Audouin, Tallien, Chenier, *non*. Hauffmann, Hérault, Kersaint, absents.
Seine inférieure. Hardy, Yger, Hecquet, Duval, Vincent, Faurre, Fe-fevre, Blutel, Mariette, Doublet, Ruault, Bourgeois, Delahaie, *oui*. Albite, Pochole, *non*. Bailleul, malade.
Seine & Marne. Bailly de Jully, Viquy, Geoffroi jeune, Bernard des Sablons, Opoix, Defrance, Bernier, *oui*. Mauduyt, Tellier, Cordier, *non*. Himbert, malade.
Deux Sèvres. Jard Panvillier, Anguis, Lofficial, *oui*. Lecointe-Puyra-vaux, Ch. Cochon, Dubreuil-Chambardel, *non*. Duchatel, absent.
Somme. Rivery, Gantois, Devérité, Asselin, Delecloy, Louvet, Du-

M *

Suite des appels nominaux.

festel, Alevis Sillery, François, J. B. M. Saint-Prix, *oui*. Saladin, André, Dumont, Hourier-Eloi, *non*.

Tarn. Soloniac, Marvejols, Gonzy, Rochegude, *oui*. Lafource, Lacombe - Saint - Michel, Campmas, Meyer, *non*. Dambermenil, malade.

Var. Charbonier, Ricord, Inard, Despinassy, Roubaud, Barras, *non*. Escudier, absent. Antiboul, ni *oui* ni *non*.

Vendée. Gaudin, Girard, *oui*. G. F. Goupilleau, P. C. Goupilleau, Maignen, Fayau, Muffet, Ganau, *non*. Morisson. refus de voter.

Vienne. Dutrou-Bornier, Bion, Creusé-Latouche, Creusé-Pascal, *oui*. Ingrand, Martineau, Thibeaudeau, Piorry, *non*.

Haute-Vienne. Lacroix, Lesterp-Beauvais; Faye, Rivaud, Soullignac, *oui*. Bordas, Gay-Vernon, *non*.

Vosges. Poulain-Grandpré, Jullien-Souhait, Bresson, Couhay, Balland, *oui*. Perrin, *non*. Hugo, malade. Noël, refus de voter.

Yonne. Precy, Chastelain, *oui*. Maure aîné, Lepelletier, Turreau, J. Boileau, Bourbotte, Hérard, Finot, *non*.

Ain. Royer, Mollet, *oui*. Deydier, Gauthier, Merlinot, *non*. Jagot, en commission.

Aisne. Boucherot, Belin, Fiquet, Loizel, *oui*. Quinette, Jean de Bry, Bessrey, Saint-Just; Lecarlier, Petit, Dupin jeune, *non*. Condorcet, je n'ai pas de voix.

Allier. Martel, Petitjean, Forestier, *non*. Beauchamp, Vidalin, en commission. Giraud, malade. Chevalier, je ne vote pas.

Hautes-Alpes. Barety, Borel, Izarn, Serres, Cazeneuve, *oui*.

Basses-Alpes. Verdallin, C. L. Reguis, *oui*. Derbèz-Latour, Peyre, Marc-Antoine Savornin, *non*. Maille, malade.

Ardèche. Boissy-Danglas, Saint-Martin, Garilhe, Corin-Fustier, Saint-Prix, Gamon, Gleizal, *oui*.

Ardennes. Blondel, Menneffon, Vermon, Baudin, Thierret, *oui*. Ferry, Dubois-Crancé, Robert, *non*.

Arriège. Vadier, Clauzel, Champmartin, Espert, Lakanal, Gaston, *non*.

Aube. Perrin, Duval, Bonnemain, Pierret, Douge, J. P. Rabaut, *oui*. Courtois, Robin, Garnier, *non*.

Aude. Tournier, Périès jeune, Morin, Girard, *oui*. Azema, Bonnet, Ramel, Marragon, *non*.

Aveyron. Saint-Martin-Valognes, Lobinhes, Bernard-Saint-Afrique, Godefroy-Yzarn, dit Valady, *oui*. Bô, Camboulas, Seconds, Louchet, J. Lacombe, *non*.

Bouches-du-Rhône. Deperret, *oui*. J. Duprat, Rebecqui, Barbaroux, Granet, Gasparin, Moyse, Bayle, Baille, Roverre, Pélissier, Laurent, *non*. Durand-Maillanne, malade.

Calvados. Dubois-Dubais, Fauchet, Lomont, H. Larivière, Vardon, Doulcet, Taveau, Dumont, Cussy, Legot, Phil. Delleville, *oui*. Bonnet, Jouenne, *non*.

Cantal. Thibault, Chabanon, Peuvergüe, *oui*. Milhaud, Lacoste, Carrié, *non*. Méjansac, malade. Maille, refus de voter.

Charente. Chédeneau, Devars, Maulde, *oui*. Bellegarde, Guimberteau, Chazeau, Ribereau, Brun, Crevelier, *non*.

Charente-inférieure. Giraud, Dautriche, *oui*. Bernard, Breat, Eschaffériaux, Nion, Ruamps, Lozeau, Vinet, Garnier, Dechezeau, *non*.

Cher. Allasseur, Beaucheton, Dugenne, Pelletier, *oui*. Fauvre, Labruerie, *non*. Fouchet, en commission.

Corrèze. Brival, Borie, Lidon, Lanot, Pénrières, *non*. Chambon, *non* avec restriction. Lafond, refus de voter.

Corse. Casabianca, Andrei, *oui*. Sallicetti, *non*. Chiac, Porzio, absent. Motedo, malade.

Côte-d'Or. Matey jeune, Rameau, *oui*. Bazire, Guyton-Morveau, Prieur, Oudot, Florent-Guiot, Trullard, Berlier, *non*. Lambert, malade.

André, *Côtes du Nord*. Couppé, Champeaux, Gautier jeune, Guyomard, Fleury, Girault, Goudelin, *oui*. Loncle, *non*.
 ource, *Creuse*. Coutillon - Dumas, Barailon, *oui*. Huguet, Guyès, Jaurand, Texier, *non*. Debourges, refus de voter.
 , ma, *Dordogne*. Meynard, *oui*. Lamarque, Pinet aîné, Lacoſte, Roux - Fazillac, non, Taillefer, Peyffard, Allafort, Bouquier aîné, *non*. Chambort, malade.
 , non, *Doubs*. Seguin, *oui*. Michaud, Monnot, Vernerey, Besson, Quirot, *non*.
 lleau, *Drôme*. Gerente, Marbos, Colaud, Fayolle, Martinel, *oui*. Jullien, Sauteyr, Boillet, Jacomin, *non*.
 oui, *Eure*. Léonard Buzot, Richoux, Lemaréchal, Valée, Savary, Dubuſc, *oui*. Duroy, Lindet, Bouillerot, Robert Lindet, *non*. Topſent, malade.
 gnac, *Eure & Loir*. Briſſot, Pétion, Girouſt, Leſage, *oui*. Delacroix, Loifeau, Châles, Fremenger, *non*. Bourgeois, malade.
 lland, *Finifère*. Boham, Quelneç, Kervelegan, Gommaire, *oui*. Blad, Guezno, Marec, Guermeure, *non*.
 au, J., *Gard*. Aubry, Balla, Rabaud, Chazal fils, *oui*. Leyris, Henry-Voul-land, *non*.
 agot, *Haute-Garonne*. Mailhe, Perès, Eſtadens, Rouzet, Drolhe, Mazade, *oui*.
 an de, Delmas, Projean, Julien, Calès, Ayrat, Defacy, *non*.
 orcet, L'appel nominal eſt terminé à deux heures après minuit.
 n, en, Le préſident proclame le réſultat du ſcrutin. Le plus profond ſilence règne dans la ſalle.

Réſultat de l'appel nominal ſur la demande du ſuſſis à l'exécution du jugement de Louis Capet.

L'aſſemblée eſt compoſée de 749 membres. Mort, 1 ; reſte à 748 ; 17 abſens par commiſſion ; 21 par maladie ; 8 ſans cauſe connue ; 12 qui n'ont point voulu voter ; 58 en tout : reſte de votans 690 ; moitié, 345, plus, 1 ; majorité abſolue, 346. Pour le ſuſſis 310 voix ; contre le ſuſſis 380 : total, 690.

Les voix pour le non-ſuſſis, 380.

Les voix au-deſſus de la majorité ſont au nombre de 34.

Le procès-verbal des quatre appels nominaux eſt clos & arrêté en ces termes : *Rédaction des décrets rendus dans le jugement de Louis Capet.*

(Extrait des procès-verbaux de la convention nationale, des 15, 17, 19 & 20 janvier 1793, l'an 2 de la république française.)

Art. 1^{er}. La convention nationale déclare Louis Capet, dernier roi des Français, coupable de conſpiration contre la liberté de la nation, & d'attentat contre la ſûreté générale de l'état.

II. La convention nationale décrète que Louis Capet ſubira la peine de mort.

III. La convention nationale déclare nul l'aſte de Louis Capet, apporté à la barre par ſes conſeils, qualifié d'Appel à la Nation du jugement contre lui rendu par la convention ; défend à qui que ce ſoit d'y donner aucune ſuite, à peine d'être pourſuivi & puni comme coupable d'attentat contre la ſûreté générale de la république.

F I N.

Ces quatre appels nominaux, qui ſe trouvent à la fin des numéros 187, 188, 189 & 199, doivent être réunis pour être placés à la fin du numéro 184.

